





MICHEL HOUELLEBECQ
LOI FIN DE VIE :
« LA MER NOIRCIE DE SANG »
PAGE 14

TECH
FAUT-IL CRAINdre UNE
EXPLOSION DE LA BULLE IA ?
PAGES 18 ET 19



RN
Comment
le clan Le Pen
s'est reconstitué
autour
de sa championne
PAGES 6 ET 7

FIN DE VIE
Une « célébration »
prévue
dans un ministère
crée la polémique
PAGE 7

DROIT D'ASILE
La facture flirte
avec les 2 milliards
d'euros par an
en France
PAGE 8

DISTRIBUTION
Casino : pourquoi
le poker menteur
entre Daniel
Kretinsky
et les créanciers
va durer PAGE 21

INCENDIES
Feux de forêt :
la France au défi
d'accroître
au plus vite
ses moyens aériens
PAGE 22

**CHAMPS
LIBRES**
• La solitude,
nouvelle mine d'or
des géants
de la tech
• Le bloc-notes
de Laurence
de Charette
• La tribune
de Philippe Juvin,
Thibault Bazin
et Frédéric Bizard
PAGES 13 ET 15

**FIGARO OUI
FIGARO NON**
**Réponses à la question
de jeudi :**
Marine Le Pen a-t-elle
raison de se pourvoir
en cassation ?
OUI 65% NON 35%
VOTANTS : 77 905

Craignez-vous un retour
de la guerre entre
les États-Unis et l'Iran ?
 **Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter**
FABIEN CLAIREFOND,
OLECNX - STOCK.ADOBE.COM

Trump dans une impasse stratégique en Iran

Le président américain a décrété la fin du cessez-le-feu à la suite d'attaques iraniennes contre des navires dans le détroit d'Ormuz et ordonné des frappes en Iran, entraînant une riposte de Téhéran.

La guerre menace de reprendre avec l'Iran pour le contrôle du détroit d'Ormuz. Trois semaines à peine après la signature d'un protocole d'accord mettant fin aux hostilités, Américains et Iraniens s'affrontent de nouveau

dans le golfe Persique. L'Iran a rompu le cessez-le-feu afin d'imposer son contrôle sur la navigation dans le détroit, en forçant notamment le trafic maritime à passer le long de ses côtes au lieu de longer celles du sultanat d'Oman.

Trois pétroliers ont été touchés mardi en franchissant Ormuz, vraisemblablement par des drones iraniens. Les Américains ont riposté par des raids aériens contre des installations militaires et navales iraniennes, et révoqué

la dérogation accordée à Téhéran pour exporter son pétrole. Les Iraniens ont à leur tour attaqué des cibles américaines dans le golfe Persique, au Koweït et à Bahreïn, où se trouve le quartier général de la V^e flotte américaine.

→ LE DÉTROIT D'ORMUZ, ÉPICENTRE DU CONFLIT, CŒUR DES NÉGOCIATIONS
→ LA RECONFIGURATION DU POUVOIR IRANIE
→ POURQUOI L'AMÉRIQUE N'ARRIVE PLUS À GAGNER LA GUERRE
PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL

Charlotte Casiraghi :
« Monaco, la littérature et la philosophie »
Auteur d'un premier essai, « La Fêlure », directrice d'une nouvelle collection de livres dédiée aux mots de tous les jours, la fille de la princesse Caroline perpétue les liens entre la principauté et les belles-lettres. Une histoire intime.
PAGES 26 ET 27



Sarkozy : la CEDH va-t-elle condamner la France dans l'affaire des écoutes ?

La Cour européenne des droits de l'homme a jugé recevable le recours de l'ex-président contre sa condamnation dans le dossier « Paul Bismuth ». Une « importante victoire d'étape », confie au Figaro M^e Patrice Spinosi, puisque « près de 90 % des requêtes nationales échouent à ce stade ». Optimiste sur l'issue de cette procédure, il est certain que « l'arrêt "Sarkozy contre France" fera jurisprudence » car il précisera, pour tous les pays du Conseil de l'Europe, la portée du droit au secret professionnel lorsqu'un client échange au téléphone avec son avocat. **PAGE 5**

ÉDITORIAL par Patrick Saint-Paul

Impuissance américaine

Les funérailles du guide iranien, tué au premier jour de la guerre de Donald Trump en Iran, s'achèvent dans un « feu d'artifice ». Frustré par l'attitude de l'Iran, le président américain a décrété la « fin du cessez-le-feu » et ordonné de nouveaux bombardements. Depuis qu'il tente de négocier une issue au conflit, Trump se félicite pourtant de s'être débarrassé de l'ancienne clique au pouvoir et d'avoir installé de nouveaux dirigeants « plus raisonnables », avec lesquels il peut discuter. De façon quelque peu abusive, il a nommé cela un « changement de régime ». Sous l'influence de son ami Benjamin Netanyahu, Trump avait abordé le très complexe problème du nucléaire iranien avec une idée simple : en supprimant les dirigeants de l'Iran, il arracherait à leurs successeurs un meilleur « deal » que l'accord de Barack Obama. En réalité il est tombé dans un piège. Après les montagnes d'Afghanistan et les sables de la Mésopotamie, le détroit d'Ormuz a viré à l'impasse stratégique pour les États-Unis. Le régime iranien crie victoire après avoir survécu au déluge de missiles américains et israéliens. Faisant le pari que le

président américain ne se relancera pas dans une ruineuse guerre totale, il ouvre le feu sur les navires qui refusent de s'acquiescer de leur droit de passage, prenant en otage le commerce international. Trump, qui avait promis de ne plus entraîner l'Amérique dans des guerres sans fin, s'est embourbé dans un conflit sans issue. Il découvre à ses dépens une notion élémentaire de géopolitique : impossible d'imposer sa paix lorsque l'on n'a pas gagné la guerre ! Avec ce match nul, le président, qui prétendait rendre sa grandeur à l'Amérique, fait aussi une cuisante démonstration des limites de sa puissance. À Ankara, il a avoué avoir fait une découverte. À force de les fréquenter, il a appris que les nouveaux dirigeants iraniens ne valent pas mieux que les anciens. « C'est juste une perte de temps de discuter avec eux, ce sont des menteurs », des « ordures », des « malades » ! Les diplomates, qui ont négocié avec eux pendant dix ans le précédent accord, que Trump a déchiré de ses mains, l'avaient pourtant prévenu. ■



LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

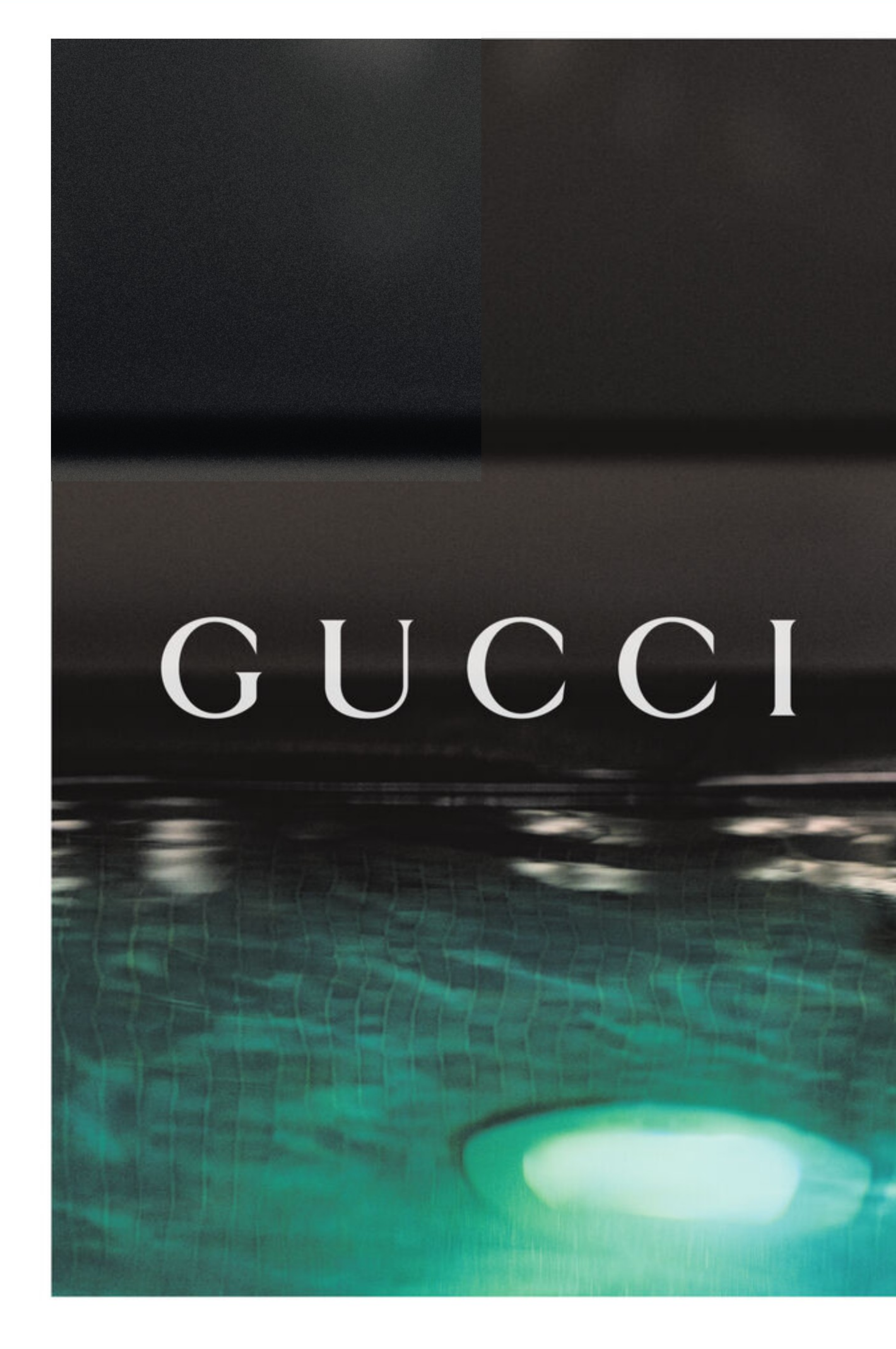
COMMUNIQUE



GUCCI







GUCCI



Pour Trump, le spectre d'une « guerre sans fin » en Iran

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Le contrôle du détroit d'Ormuz menace de rallumer le conflit entre Washington et Téhéran.

La guerre menace de reprendre avec l'Iran pour le contrôle du détroit d'Ormuz. Trois semaines à peine après la signature d'un protocole d'accord mettant fin aux hostilités, Américains et Iraniens s'affrontent de nouveau dans le golfe Persique. L'Iran a rompu le cessez-le-feu afin d'imposer son contrôle sur la navigation dans le détroit, en forçant notamment le trafic maritime à passer le long de ses côtes au lieu de longer celles du sultanat d'Oman. Trois pétroliers ont été touchés mardi en franchissant Ormuz, vraisemblablement par des drones iraniens. Les Américains ont riposté par des raids aériens contre des installations militaires et navales iraniennes, et révoqué la dérogation accordée à Téhéran pour exporter son pétrole. Téhéran a son tour attaqué des cibles américaines dans le golfe Persique, au Koweït et à Bahreïn, où se trouve le quartier général de la 5^e flotte américaine.

Depuis le sommet de l'Otan à Ankara, Trump a dû reconnaître que le protocole d'accord qu'il avait signé à Versailles, et avait présenté comme le prélude à une hypothétique paix au Moyen-Orient « pour la première fois depuis 3000 ans », ne valait plus grand-chose. « Terminé », avait-il répondu à la question de savoir si le cessez-le-feu de 60 jours prévu tenait toujours.

Le président américain a aussi publié sur sa plateforme Truth Social des photos d'installations iraniennes en feu. « Si cela se reproduit, la situation va considérablement empirer ! », a-t-il écrit.

Mais le président américain a aussi repris son alternance de menaces d'escalade et de déclarations apaisantes. Sans avoir défini de stratégie très claire, Trump semble même admettre

qu'il ne fait que réagir aux actions de son adversaire.

« Je ne pense pas que la guerre va recommencer », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à la fin du sommet de l'Otan à Ankara, avant son retour aux États-Unis. « Je pense que ça va se terminer très vite. Ils ont frappé quelques navires, alors nous les avons frappés bien plus fort. ... Nous utilisons leur langage. Nous parlons leur langage... Je vais leur donner un petit avertissement : nous allons les frapper fort, et nous verrons comment tout cela se passe ».

« Je pense que ça va se terminer très vite. Ils ont frappé quelques navires, alors nous les avons frappés bien plus fort. ... Nous utilisons leur langage. Nous parlons leur langage(...) »

Donald Trump
Président des États-Unis

Mais il a aussi admis qu'il n'y avait guère à attendre des pourparlers avec l'Iran, reconnaissant sans le dire ce que savent depuis longtemps tous les diplomates ayant négocié avec les Iraniens.

« Ils peuvent parler, mais je pense qu'ils perdent leur temps. Ce sont des menteurs », a déclaré Trump. Le ton de ces dernières semaines, où le président américain avait présenté les responsables iraniens comme étant devenus pragmatiques, avait changé. « Ce sont des ordures. Ils sont dirigés par des gens malades, et ce sont des gens vicieux et violents. En ce qui me concerne, c'est une perte de temps de traiter avec eux. Ce sont des menteurs... ils ont un problème. Ils sont fous. En ce qui me concerne, c'est fini. »



Trump a aussi repris ses menaces déjà faites au cours des derniers mois de s'en prendre aux infrastructures iraniennes, ou de s'emparer de l'île de Qargh, le terminal pétrolier iranien. Il a aussi laissé entendre qu'il pourrait réinstaller le blocus naval contre l'Iran.

Mais les déclarations du président américain n'ont plus guère d'effet, et les hyperboles qui lui servent à façonner à sa guise le débat politique américain ont été rattrapées par la réalité. Le protocole d'Accord difficilement négocié par l'intermédiaire du Pakistan, n'avait été signé que parce que ses quatorze points restaient vagues. Les sujets principaux, notamment la question du nucléaire et des missiles iraniens et celle du Hezbollah libanais avaient été remis à des négociations ultérieures.

Même le contrôle du détroit d'Ormuz avait été laissé dans le flou, les Iraniens n'ayant pas renoncé à leur nouvelle

revendication de percevoir un droit de passage sur la navigation commerciale. Le blocage du commerce maritime par l'Iran avait été la mauvaise surprise d'une guerre que les Américains et leurs alliés israéliens avaient planifiée comme rapide et décisive.

Le conflit ressemble à présent à l'une de ces guerres à intensité variable, qu'aucun camp ne souhaite voir reprendre complètement, mais sans vouloir faire les concessions nécessaires pour y mettre fin.

Désireux d'en finir avec une guerre impopulaire et des conséquences économiques de plus en plus coûteuses politiquement à quelques mois d'élections qui s'annoncent difficiles pour son parti, Trump avait pourtant fini par faire d'importantes concessions à l'Iran. La levée des sanctions pétrolières et la perspective de débloquent d'importants avoirs gelés étaient censées convaincre

les Iraniens qu'ils avaient intérêt à la paix. Mais les calculs de la République islamique sont différents.

Le président américain doit à présent choisir entre des options dont aucune n'est très satisfaisante. L'escalade militaire risque de voir les États-Unis entraînés dans une guerre prolongée, et potentiellement coûteuse. Les stocks de munitions sophistiquées ont été déjà considérablement entamés, et une opération terrestre, même limitée à des îles ou des portions du littoral, comportent des risques de subir des pertes, sans par ailleurs garantir une victoire complète. Le retour à des négociations risque de devoir accepter les revendications iraniennes sur le contrôle du détroit d'Ormuz, ce que même le talent de Donald Trump pour présenter la réalité de façon favorable, aurait du mal à présenter comme une victoire.

Le détroit d'Ormuz, épicentre du conflit, cœur des négociations

Isabelle Lasserre

La guerre avait commencé, côté américain, avec l'objectif de détruire le programme nucléaire de l'Iran, d'affaiblir ses capacités balistiques et éventuellement de faire tomber le régime. Aujourd'hui, elle s'est transformée en

un conflit pour le détroit d'Ormuz, le goulet d'étranglement énergétique le plus important du monde. Les différentes interprétations concernant son statut à la sortie de la guerre expliquent l'effondrement, en tout cas provisoire, du protocole d'accord signé entre Washington et Téhéran le mois dernier. Elles sont à l'origine des attaques de pétroliers commerciaux par

les Iraniens et de la réponse militaire des Américains.

Grâce à la guerre, Téhéran a actionné un levier, la fermeture du détroit d'Ormuz, qu'il n'avait jusque-là jamais utilisé. Les gardiens de la révolution, qui contrôlent le régime, n'ont aucune intention de l'abandonner. « L'Iran est prêt à retourner à un conflit de grande envergure avec les États-Unis si nécessaire pour sécuriser son contrôle sur le détroit d'Ormuz », analyse l'Institute for the Study of War (ISW). À Téhéran, la valeur stratégique du détroit est désormais considérée comme supérieure aux bénéfices économiques d'un accord avec les États-Unis ou d'une amélioration des relations avec les pays du Golfe. Le principal négociateur iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a une nouvelle fois averti mercredi qu'il ne serait rouvert qu'aux conditions de Téhéran.

Au sein du régime, la ligne ultradure qui semble l'avoir emporté considère que l'escalade militaire sert davantage les intérêts stratégiques de l'Iran que la victoire qui lui était concédée par le protocole d'accord et la diplomatie. Malgré les dérogations aux sanctions - tout juste annulées par Trump - l'Iran a eu du mal à exporter son pétrole, en raison des tergiversations des institutions financières et des pays importateurs, qui ont hésité à se fier à des dérogations temporaires. Malgré les effets d'annonce de l'Administration américaine, les fonds iraniens gelés n'ont pas été débloqués, car les discussions sur le nucléaire n'ont pas progressé. Enfin, l'accord passé entre Israël et le Liban a rendu caduque la partie de l'accord, imposée par Téhéran, qui liait

les fronts iranien et libanais et redonnait avenir et oxygène au Hezbollah, le mandataire de Téhéran au pays du Cèdre.

Depuis plusieurs jours, des bannières géantes ont été posées sur des bâtiments publics à Téhéran : « We will kill Trump » (« Nous allons tuer Trump »). Les mollahs et les gardiens de la révolution se préparent à la guerre avec « le Grand Satan » américain depuis la révolution islamique de 1979. Ils ont brûlé leur pays et sacrifié l'économie et la société à leur projet d'hégémonie régionale et à leur programme nucléaire. La domination d'Ormuz, depuis le début de la guerre, a conforté leur statut dans la région : ils entendent continuer à dicter les termes du conflit. « L'Iran, poursuit l'ISW, tente de convaincre les États du Golfe de se soumettre au contrôle iranien du détroit et d'imposer unilatéralement sa vision des arrangements sur la circulation des navires... Il utilise le cessez-le-feu pour reconstituer ses capacités militaires. » Car il a toujours les mêmes objectifs : maintenir son contrôle sur Ormuz, source de rentrées financières et d'influence régionale, voire mondiale ; assurer la survie du régime, préserver son programme nucléaire.

Côté américain, Ormuz est devenu le nouveau front de la guerre, le cœur des négociations comme des affrontements. Sa réouverture et le rétablissement de la liberté de navigation pour les navires commerciaux sont un objectif militaire et politique à part entière pour Washington, notamment pour stabiliser les marchés énergétiques mondiaux. Et pour cause : Donald Trump, qui se prépare à des élections de mi-mandat

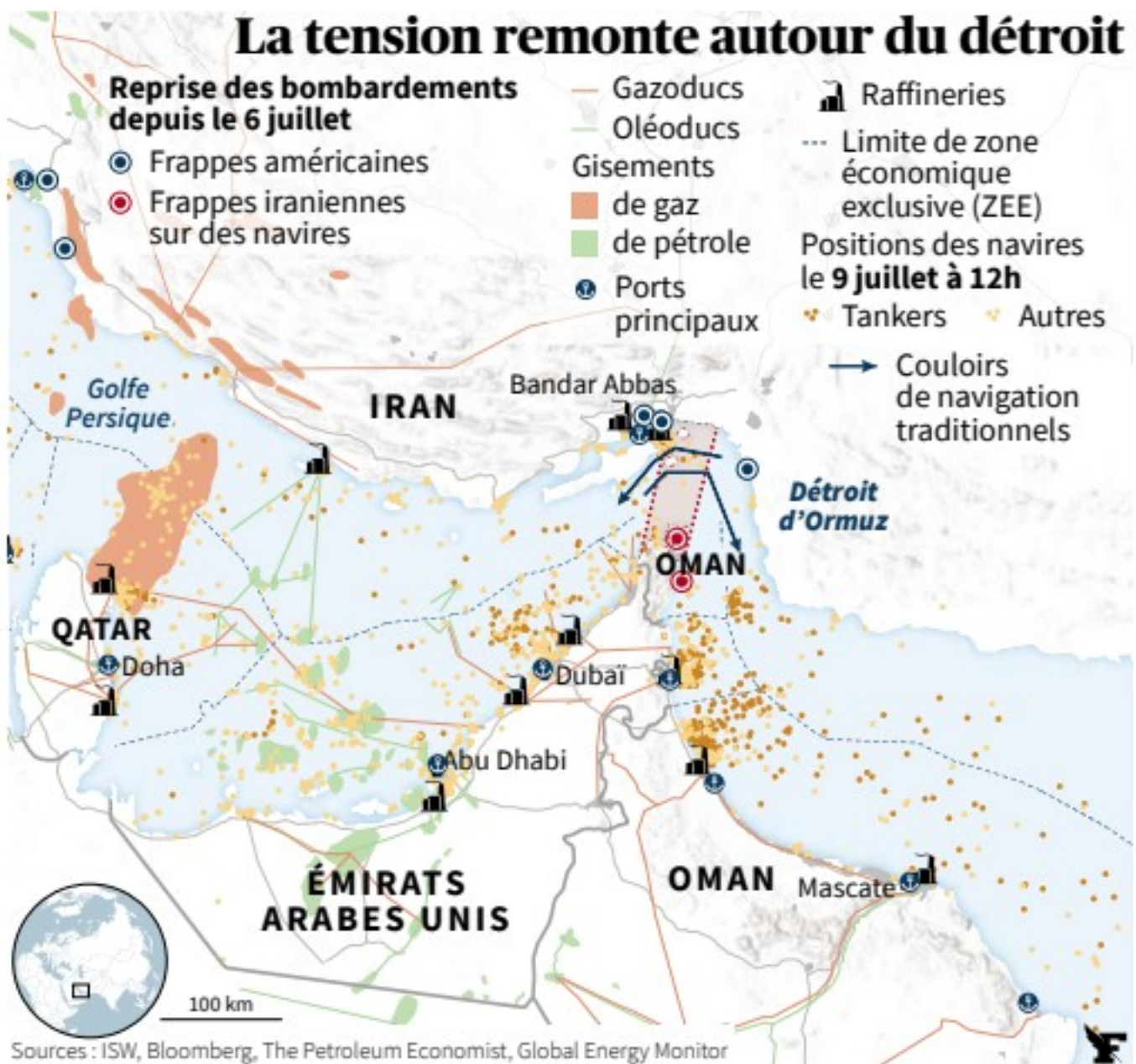
déliçates, voulait à ce point sortir de la guerre et apaiser les marchés internationaux qu'il a cédé sur presque tout dans le protocole d'accord, le fameux MOU, signé avec les Iraniens. La question des missiles balistiques a été abandonnée. Celle du nucléaire repoussée à des jours meilleurs. Le sujet des proxys iraniens, qui déstabilisent le Moyen-Orient, ignoré. Les opposants iraniens

« L'Iran tente de convaincre les États du Golfe de se soumettre au contrôle iranien du détroit et d'imposer unilatéralement sa vision des arrangements sur la circulation des navires... Il utilise le cessez-le-feu pour reconstituer ses capacités militaires »

Institute for the Study of War

passés par pertes et profits. Certes, les frappes israélo-américaines, en endommageant fortement les installations nucléaires de l'Iran, ont permis à la communauté internationale d'avoir un répit. Elles ont aussi diminué les capacités militaires de l'Iran. Mais la guerre a créé un nouveau problème, qui n'existait pas avant, la remise en cause de la liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz. Impossible, pour Donald Trump, de céder sur cette question.

Les options dont il dispose aujourd'hui sont à la fois incertaines, limitées



La reconfiguration du pouvoir iranien

Georges Malbrunot

Au terme d'une semaine de célébrations dans les principaux lieux du chiisme iranien et irakien et alors qu'un nouvel épisode de guerre a commencé avec les États-Unis, l'Iran a inhumé jeudi dans la ville sainte de Machhad l'ayatollah Ali Khamenei, en l'absence de son fils et successeur Mojtaba, comme guide suprême d'une République islamique que le conflit a contraint à la reconfiguration.

Celui qui a dirigé l'Iran pendant trente-huit ans a été enterré au mausolée de l'imam Reza, le plus important lieu de culte de l'Iran, au milieu d'une foule brandissant des portraits de l'ancien guide, assassiné par une frappe israélo-américaine le 28 février, à l'âge de 86 ans, au premier jour de la guerre imposée par ses ennemis. « Nous allons tuer Trump », pouvait-on lire sur une banderole déployée sur la façade d'un immeuble.

L'hommage a réuni pendant une semaine des millions d'Iraniens, une démonstration de force de la part d'un pouvoir qui y a vu aussi une démonstration d'unité. S'il est incontestable que de nombreux Iraniens attachés à la pureté idéologique et révolutionnaire d'un régime religieux y sont venus volontairement aux côtés d'autres critiques de la guerre menée par Donald Trump et Benyamin Netanyahu contre « la civilisation iranienne », de très nombreux iraniens ont boudé ces cérémonies, en défiance à l'égard d'un régime qui a massacré des milliers de manifestants en janvier.

Si le pouvoir a survécu à la guerre, l'absence de son nouveau leader alimente les spéculations sur la réalité de la direction iranienne. Mojtaba Khamenei, 56 ans, reste une ombre. Il n'a pas été vu depuis sa désignation en mars. Aucune déclaration en son nom n'a été publiée depuis le début des obsèques de son père. Gravement brûlé, il aurait été défiguré dans la frappe qui a également tué une de ses sœurs, âgée de 14 mois.

Soigné dans un hôpital vidé de son personnel habituel, il aurait, depuis, des problèmes d'élocution. Mais il se serait rétabli. Pour des raisons de sécurité, il se protège dans un lieu tenu secret, probablement un bunker. Venu à Téhéran finaliser le protocole d'accord entre l'Iran et les États-Unis, le chef d'état-major pakistanais, le général Asim Munir, n'a pas pu le voir fin mai, devant se contenter d'un entretien téléphonique avec lui.

« Depuis la “guerre des douze jours”, en 2025, les femmes ont gagné, le pouvoir sait qu'il ne peut pas revenir en arrière sur la question du voile »

Un diplomate

Outre le risque d'être assassiné, projeter le numéro un iranien diminué physiquement au milieu de la foule aurait accredité l'idée d'un pouvoir lui-même très affaibli. Ce qui ne correspond pas à la réalité. « Le résultat de la guerre est un nouveau pouvoir, plus audacieux et sûr de lui », analyse le chercheur israélien Raz Zimmit, spécialiste de l'Iran. Une nouvelle direction, toujours aussi cruelle avec ses opposants, mais moins prisonnière de la vision des anciens, figés autour de la révolution de 1979, ayant une connaissance fine des États-Unis après les avoir vus à l'œuvre chez ses voisins afghan et irakien et rodée aux nouveaux médias.

Dans Téhéran, des portraits de Mojtaba Khamenei sont placardés avec le slogan : « Dieu a rajeuni Khamenei. » Mais le nouveau guide a perpétué la direction collégiale, en vigueur déjà sous son père, qui était le « primus inter pares ». « Mojtaba ne remplissait pas les qualifications religieuses pour être le nouveau guide suprême, rappelle un diplomate, familier de l'Iran. Pourtant, au sein de l'Assemblée des experts, il a obtenu au moins une quarantaine de voix, c'est-à-dire une majorité relative de ses 88 membres », ajoute-t-il.

Sa légitimité n'est donc pas contestée. C'est lui qui dirige l'Iran, tranchant les options stratégiques, après avoir écouté les avis de la douzaine de membres les plus influents du Conseil suprême de sécurité nationale et ceux



Une femme brandit un portrait de Mojtaba Khamenei lors d'un hommage à l'ayatollah Ali Khamenei, dans la banlieue sud de Beyrouth, le 8 juillet.

Les enfants de la révolution au pouvoir autour de Mojtaba paraissent moins extrêmes dans le respect des principes religieux. Sous le nouveau guide, le régime a continué de laisser de nombreuses femmes ne plus porter le voile, pourtant obligatoire. Il autorise même des chaînes de télévision à les interviewer, cheveux en liberté. « Depuis la “guerre des douze jours”, en 2025, les femmes ont gagné, le pouvoir sait qu'il ne peut pas revenir en arrière sur la question du voile », analyse le diplomate précité.

« La phase actuelle n'est pas une victoire de l'establishment sécuritaire sur les diplomates », fait valoir un expert de l'Iran, qui tient à l'anonymat. Il s'agit plutôt, selon lui, « d'une division coordonnée du travail : d'un côté, nous avons des gardiens de la révolution chargés d'augmenter le coût militaire des violations américaines de l'accord-cadre du 17 juin afin de renforcer leur dissuasion dans les négociations à venir. De l'autre, une diplomatie iranienne qui continue de préserver le cadre juridique et politique de cet arrangement ». À ce stade de sa confrontation avec les États-Unis, l'Iran pense avoir besoin de « généraux compétents et de diplomates crédibles », ajoute-t-il.

Pour d'autres, la reconfiguration du pouvoir a été entamée dès 2018, lorsque Donald Trump a déchiré l'accord international nucléaire signé trois ans plus tôt et a imposé de nouvelles sanctions à l'Iran. « Le pouvoir a compris que Trump voulait sa peau, confie un homme d'affaires du Golfe, qui connaît les rouages du pouvoir iranien. Ceux qu'on ne voit pas aujourd'hui dans l'ombre des généraux qui font la guerre sont des gardiens ou des miliciens bassidjis, bien formés dans les universités, où ils bénéficient de quotas, qui attendaient dans les rouages du pouvoir dès les années 2010, lorsque le président de la République de l'époque, Mahmoud Ahmadinejad, a commencé de les promouvoir ». Moins religieux, mieux formés, mais tout aussi radicaux, ils sont à l'origine de la surprenante résilience iranienne dans la guerre. ■

Un panache de fumée s'élève après des frappes américaines contre des cibles militaires iraniennes, selon une vidéo diffusée le 8 juillet par l'armée américaine.

U.S. CENTRAL COMMAND/VIA REUTERS

La troisième, et la plus vraisemblable, consiste à poursuivre une épreuve de force limitée à des affrontements navals sporadiques dans le golfe Persique pour maintenir ouverte les routes maritimes. Cette option est rendue périlleuse par la nouvelle menace que constituent les drones, particulièrement dans les eaux resserrées du Golfe qui obligent les navires et les avions américains à opérer près des côtes. Et ressemble d'assez près à l'un de ces conflits que Trump avait tant reproché à ses prédécesseurs, et baptisé des « guerres sans fin ». ■

et défavorables. « Le président américain a quatre choix : céder le contrôle d'Ormuz à l'Iran, mais on le voit mal s'humilier à ce point. Poursuivre une guerre intermittente assortie de sanctions, mais on a vu que cela ne faisait pas plier le régime iranien et qu'un retour au statu quo d'avant-guerre paraissait peu probable. Accentuer la guerre, y compris contre les infrastructures civiles, pour briser le régime, mais cela provoquerait une crise humanitaire en Iran », analyse un diplomate. Il existe une quatrième option, qui pourrait renverser le cours de la guerre : envoyer des troupes au sol pour « finir le job ». Mais elle a pour l'instant toujours été écartée, en raison des pertes humaines qu'elle ferait subir à l'armée américaine. Aux États-Unis, personne n'a oublié que dans le domaine international, Donald Trump a fait campagne pour éteindre les guerres américaines et surtout pour ne pas ouvrir de nouveaux fronts, notamment au Moyen-Orient.

Seule certitude : l'histoire récente a démontré qu'une paix durable avec l'Iran paraît difficile à envisager tant que le régime iranien sera en place. Barack Obama avait réussi, avec les Européens, à gagner du temps grâce à la diplomatie et à l'accord sur le nucléaire de 2015, le JCPOA. Donald Trump et Benyamin Netanyahu ont eux aussi acheté du temps, du moins sur le programme nucléaire, en utilisant la force. Mais aucune des deux méthodes n'a obtenu de résultat pérenne. L'instabilité contrôlée qui pourrait être la nouvelle étape trumpienne de la guerre, y réussira-t-elle ? ■

FORTES CHALEURS

Suivez l'évolution de la situation en direct avec La Chaîne Météo

la chaîne
météo
La meilleure info météo

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google Play

www.lachainemeteeo.com

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Trump avait promis de remporter à nouveau des guerres. Le premier conflit qu'il dirige, contre l'Iran, vient s'ajouter à la longue liste des guerres américaines s'achevant par une impasse.

La première guerre de Trump ressemble aux autres aventures militaires américaines. Après les sables de la Mésopotamie et les montagnes d'Afghanistan, le détroit d'Ormuz tourne à l'impasse stratégique pour les États-Unis. Donald Trump, qui avait accusé ses prédécesseurs d'avoir entraîné l'Amérique dans des « guerres sans fin », se voit à son tour empêtré dans un conflit sans issue au Moyen-Orient. Si les États-Unis n'ont pas perdu beaucoup de soldats, les opérations étant restées jusqu'à présent aériennes et navales, la consommation astronomique de munitions atteint des niveaux préoccupants. Et, surtout, la puissance américaine donne de nouveau signe de ses limites, les États-Unis restant réticents à rouvrir par la force le détroit à la navigation. Comme les conflits précédents, la guerre d'Iran a commencé par des succès éclatants avant de se transformer en un frustrant match nul. Elle soulève de nouvelles questions sur les capacités stratégiques d'une superpuissance qui gagne toutes ses batailles, mais n'a plus remporté de guerre depuis 1945.

« Nous devons recommencer à gagner des guerres », avait promis Donald Trump peu après son entrée en fonctions, en février 2017. « Quand j'étais jeune... tout le monde disait qu'on n'avait jamais perdu une guerre, vous vous souvenez ? » « Mais aujourd'hui, nous ne gagnons plus jamais de guerre. On ne se bat plus pour gagner. Soit on gagne, soit il ne faut pas se battre du tout. » Son élection avait été portée par l'échec des guerres du 11 septembre 2001. Face aux autres candidats qui avaient soutenu l'aventure irakienne, Trump avait dénoncé cette « belle, grosse erreur ». Une fois élu, il avait

« Ce n'est pas parce que nous disposons de l'armée la plus puissante que nous avons la meilleure stratégie. L'une ne remplace pas l'autre. Cela peut être même très dangereux de les confondre »

Elliot Ackerman Écrivain, spécialiste des affaires militaires et ancien officier dans le corps des Marines

soigneusement limité ses engagements militaires. Il avait poursuivi la campagne aérienne contre l'État islamique, commencée par Obama, dont il a revendiqué la victoire, et bombardé Bachar el-Assad après son usage d'armes chimiques, ce que son prédécesseur n'avait pas osé faire. Il avait ordonné des raids ciblés contre al-Baghdadi et Qassem Soleimani. Mais il avait prudemment renoncé à frapper l'Iran dans le golfe Persique après la destruction d'un drone américain.

Depuis son retour au pouvoir, Trump s'est montré plus enclin à recourir à la force armée, qu'il emploie à l'instinct, sans se préoccuper de stratégie. « On aurait pu gagner toutes les guerres, mais on a vraiment choisi



Malgré une supériorité manifeste dans les airs, les États-Unis n'ont pas réussi à faire capituler le régime iranien (ici, des avions de chasse sur le pont d'envol du porte-avions USS Abraham Lincoln, en mars dernier, lors de l'opération Fureur épique). AFP

Pourquoi l'Amérique n'arrive plus à gagner la guerre

d'être très politiquement corrects, ou woke, et on se contente de se battre sans fin », reprend-il au début de son second mandat, en février 2025. Son secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, rebaptise son poste en « secrétaire à la Guerre ». La préférence va toujours aux opérations aériennes ou navales. L'US Navy est d'abord engagée contre les houthistes au Yémen, de façon peu concluante. Puis contre des vedettes rapides de trafiquants dans les Caraïbes, opération fort peu risquée. La Somalie et le Nigeria sont, eux, frappés par des missiles de croisière.

Les succès du raid aérien nocturne contre les usines nucléaires iraniennes en juin 2025, puis de l'opération hélicoptère qui enlève Nicolas Maduro au centre de Caracas, en janvier 2026, conduisent Trump à renoncer à la prudence. L'attaque contre l'Iran est la première véritable guerre qu'il dirige. Convaincu par son allié israélien que le régime iranien est à bout de souffle, il compte sur une opération rapide et décisive. Or la campagne aérienne massive n'a pas eu les résultats escomptés. Le régime iranien refuse de capituler, malgré l'élimination de ses principaux dirigeants. La révolution des drones lui permet d'infliger des dégâts aux bases américaines de la région et de punir leurs alliés des USA dans le Golfe. Et le blocage du détroit d'Ormuz lui donne un moyen de pression économique internationale.

Après plusieurs mois d'une campagne indécise, Trump a fini par se résoudre à un cessez-le-feu et à des concessions, frustrant les interventionnistes de son camp après avoir déçu les isolationnistes. La guerre d'Ormuz est venue s'ajouter à la liste des guerres manquées de l'Amérique. Et Trump rejoint celle des présidents ayant échoué à remporter une victoire décisive dans un conflit qu'il a déclenché. Renforçant l'impression que les forces américaines, comme d'autres

armées occidentales, ne parviennent plus à gagner de guerre.

« Se demander pourquoi les Américains ne gagnent plus de guerre n'est sans doute pas la bonne question », dit Elliot Ackerman, écrivain, spécialiste des affaires militaires et ancien officier dans le corps des Marines (dont les ouvrages sont traduits en français aux Éditions Gallmeister). « Nous confondons souvent notre capacité militaire avec une autre stratégie, en pensant que c'est la même chose, alors que ce n'est pas le cas. Ce n'est pas parce que nous disposons de l'armée la plus puissante que nous avons la meilleure stratégie. L'une ne remplace pas l'autre. Cela peut être même très dangereux de les confondre. Sun Tzu dit que "la tactique sans stratégie est comme le bruit que l'on entend avant la défaite". »

Les bilans triomphants de Pete Hegseth sur les destructions infligées à l'Iran font écho ces derniers mois aux statistiques des pertes du Viêt-cong de son prédécesseur, Robert McNamara, à l'époque de la guerre du Vietnam. « Le Vietnam et l'Afghanistan n'ont pas été perdus sur le champ de bataille, mais l'ont été sur le plan politique », dit Ackerman. « Il n'y a pas beaucoup d'exemples où un camp qui mène une guerre limitée l'emporte sur celui qui mène une guerre totale. Or le régime iranien mène une guerre totale, car il cesse d'exister s'il perd. L'Administration Trump, qui ne cessera pas d'exister et dont les membres ne seront pas tués en cas d'échec, ne mène qu'une guerre limitée. Même si les États-Unis disposent d'un avantage significatif en matière de puissance militaire, cela ne suffit pas à modifier cette dynamique fondamentale. »

« Trump avait pourtant mieux su reconnaître certains de ces aspects que d'autres présidents lors de son premier mandat », explique Elliot Ackerman. « Mais il a été progressivement encouragé par une série de succès militaires, dans des opérations qu'on lui avait présentées comme risquées, et où sa prise de risque a été récompensée. Comme de nombreux dirigeants dans l'histoire, il s'est laissé griser, et se retrouve piégé. »

Si l'engagement américain dans des conflits lointains s'accompagne fréquemment d'une absence de but de guerre clairement défini, les attentes sont fréquemment celles d'une victoire totale, comme la « reddition sans conditions », réclamée par Trump à l'Iran. Or, au lieu de s'achever comme

la guerre de Sécession ou la Seconde Guerre mondiale, aucun conflit mené par les États-Unis depuis 1945 n'est plus parvenu à cet objectif.

« Les guerres du Vietnam, d'Irak, d'Afghanistan et d'Iran ont été perdues parce que nos dirigeants politiques pensaient qu'ils étaient si puissants qu'ils n'avaient pas besoin de se battre avec acharnement, et que l'adversaire reconnaîtrait notre puissance et renoncerait tout simplement à nous combattre. C'est ce qu'on appelle le "complexe de Jupiter", dit Bing West, officier dans les Marines au Vietnam, secrétaire d'État adjoint à la Défense sous Reagan et auteur de plusieurs ouvrages sur les opérations militaires et la contre-insurrection, dont le plus récent, CAT 5 : The 2033 War, prédit l'éclate-

« Ce qui fait le succès des guerres n'est pas seulement le recours à la force militaire, mais la volonté d'une nation d'exercer cette force sur la durée et de consacrer ses ressources humaines et financières pour atteindre les objectifs de sa politique »

Bing West Officier dans les Marines au Vietnam, secrétaire d'État adjoint à la Défense sous Reagan et écrivain

ment du prochain conflit mondial. « La question est moins stratégique que culturelle », dit-il, « depuis la Seconde Guerre mondiale, les présidents américains se prennent pour Jupiter, le dieu romain capable de lancer ses éclairs sur n'importe qui. Nous nous sommes engagés dans plusieurs guerres sans prendre le temps de définir un objectif final réalisable avec les ressources que nous étions prêts à y consacrer. Résultat, nous avons abandonné le Vietnam, nous avons abandonné l'Afghanistan alors que nous aurions pu tenir les villes indéfiniment, dit Bing West, avec l'idée que l'on peut toujours s'en aller, parce que ça ne change rien. »

« Ce qui fait le succès des guerres n'est pas seulement le recours à la force militaire, mais la volonté d'une nation d'exercer cette force sur la durée et de consacrer ses ressources humaines et financières pour atteindre les objectifs de sa politique », continue Bing West.

« Lorsque les opérations aériennes contre l'Iran, pourtant très réussies, n'ont pas poussé Téhéran à la reddition, le président Trump s'est retrouvé dans une impasse : il lui aurait fallu envoyer des troupes au sol afin de débloquer le détroit d'Ormuz, voire marcher sur Téhéran pour provoquer un changement de régime. Or plus des deux tiers des Américains sont contre et désapprouvent cette guerre. Ainsi, même si l'Iran était faible sur le plan militaire, il était fort par sa volonté de continuer à se battre, ce qui lui a conféré un avantage stratégique, et nous voyons cela se concrétiser aujourd'hui. Le président Trump n'a pas vraiment écrasé les gardiens de la révolution iraniens, comme s'il pensait qu'ils comprendraient qu'il est plus puissant et qu'ils abandonneraient. Ils n'ont pas abandonné, et maintenant nous nous sommes ridiculisés aux yeux du monde entier. Nous avons répété la même erreur à maintes reprises. C'est un défaut culturel, pas un défaut stratégique. »

« Les Administrations américaines sont trop promptes à recourir à l'action militaire, car nous disposons d'une armée excellente et il est facile pour un président de lui donner des ordres », dit Peter Mansoor, professeur d'histoire militaire à l'Ohio State University. « Il est en revanche plus difficile de rallier le peuple américain à un objectif politique. On voit donc des présidents engager l'armée dans ces guerres, puis se retrouver dans une impasse politique. L'Administration Trump a eu de la chance au Venezuela et n'a pas essayé de convaincre l'opinion publique pour l'Iran, car elle pensait que ce n'était pas nécessaire. Or le soutien du peuple américain à ces conflits s'estompe très rapidement, à mesure qu'il prend conscience des enjeux et des coûts. L'Iran était maîtrisé, on avait déjà porté un coup à son programme nucléaire, il n'y avait pas de danger immédiat justifiant une intervention ; et les Américains sont très perplexes quant à la raison pour laquelle ce président, qui avait promis de ne pas envoyer de troupes au sol au Moyen-Orient, attaque soudainement l'Iran et aggrave la situation bien plus qu'avant le début de la guerre. »

« Le manque d'expertise ne vient pas des militaires, mais des civils, conclut Mansoor. Cette Administration est anti-experts, et considère qu'elle en sait plus que ceux qui sont spécialisés dans ces domaines et qui ont une connaissance approfondie des affaires étrangères et des relations internationales. Et, surtout, de l'histoire. » ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Alexandre Le Mer

Retrouvez l'Édito politique à 7h50 avec Carl Meus et Jean-Christophe Buisson du Figaro Magazine



Me Patrice Spinosi : « L'arrêt "Sarkozy contre France" fera jurisprudence »

Stéphane Durand-Souffland

La CEDH a décidé d'étudier le recours de l'ex-président de la République contre sa condamnation dans le dossier « Paul Bismuth ».

Nicolas Sarkozy a été définitivement condamné, en 2023, pour corruption et trafic d'influence à 3 ans de prison dont 1 ferme sous forme de surveillance électronique dans l'affaire dite des « écoutes Bismuth ». Les deux autres protagonistes du dossier, son ancien avocat Thierry Herzog et l'ex-magistrat Gilbert Azibert (aujourd'hui décédé), avaient également été sanctionnés. L'ancien chef de l'État a purgé sa peine. Après le rejet de son pourvoi en cassation, il avait saisi la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Son conseil, Me Patrice Spinosi, fait le point sur l'avancée de la procédure.

LE FIGARO. – La CEDH a accepté d'examiner le recours de Nicolas Sarkozy, condamné par la justice française dans l'affaire dite des « écoutes Bismuth ». Quand l'avez-vous appris ? En doutiez-vous ? Me PATRICE SPINOSI. – Nous avons appris la semaine dernière que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait décidé de communiquer à la France le recours de Nicolas Sarkozy. Il s'agit d'une importante victoire d'étape. Près de 90 % des requêtes nationales échouent à ce stade. Notre recours fait partie du petit nombre de ceux jugés suffisamment sérieux pour passer ce filtre. Prétendre que nous n'en doutions pas serait exagéré. Disons que nous l'espérions fortement. Depuis le début de cette affaire, Nicolas Sarkozy n'a jamais varié. À chaque degré de juridiction, il a protesté contre la violation de ses droits fondamentaux en rappelant qu'il ne pouvait être poursuivi en raison des propos qu'il avait tenus au téléphone avec son avocat. Les droits de la défense, et plus particulièrement le respect du secret professionnel, sont strictement garantis par les articles 6 et 8 de la convention européenne des droits de l'homme. Nicolas



« Il s'agit d'une importante victoire d'étape. Près de 90 % des requêtes nationales échouent à ce stade. Notre recours fait partie du petit nombre de ceux jugés suffisamment sérieux pour passer ce filtre », estime Me Patrice Spinosi, conseil de Nicolas Sarkozy. VINCENT BOISOT POUR LE FIGARO

Sarkozy savait qu'il y avait là un sujet qu'il appartiendrait à la CEDH de trancher si les juges français ne lui donnaient pas raison. La question posée dépasse largement le seul cas de l'ancien président de la République. L'arrêt *Sarkozy contre France* fera jurisprudence. Il amènera la Cour européenne à préciser, pour l'ensemble des pays du Conseil de l'Europe, la portée du droit au secret professionnel lorsqu'un client échange au téléphone avec son avocat.

Que va-t-il se passer maintenant ? Dans quels délais peut-on attendre la décision de la CEDH et quelle forme celle-ci peut-elle prendre ? Le gouvernement est invité à présenter un mémoire pour répondre à nos griefs. Statistiquement, une fois la phase de la recevabilité franchie, près de 50 % des requêtes aboutissent à une condamnation de la France. Nos chances de succès sont donc réelles. Le temps d'instruction des requêtes est l'un des points noirs de la procédure devant la CEDH. Mais elle a fait dernièrement d'impor-

tants efforts pour réduire ses délais de jugement. On peut espérer, dans une affaire de cette nature, qu'une décision soit prononcée dans le courant de l'année prochaine. Elle prendra la forme d'un arrêt motivé, normalement rendu par sept magistrats, dont le juge français, adopté à la majorité absolue.

Si la France est condamnée, que peut-il se passer ensuite ? Pour Nicolas Sarkozy, une condamnation de la France constituerait la première étape de sa réhabilitation judiciaire. Il pourra alors saisir la Cour de révision et de réexamen. Cette juridiction permet à toute personne reconnue coupable d'une infraction d'obtenir le réexamen de sa condamnation lorsque la CEDH lui a donné raison. Si la France est condamnée pour la violation de ses droits de la défense, Nicolas Sarkozy pourra obtenir la tenue d'un nouveau procès. Cela n'a rien de théorique. C'est ce qui s'est passé dernièrement avec la présidente de la région Occitanie, Carole Delga. Elle avait été définitivement déclarée coupable du délit

de discrimination fondée sur des opinions politiques envers le Rassemblement national. Après avoir obtenu la condamnation de la France devant la CEDH, elle a pu saisir de nouveau les juges nationaux et a été totalement blanchie.

Nicolas Sarkozy peut-il espérer être purement et simplement relaxé à l'issue d'un nouveau procès ? Certainement. Si Nicolas Sarkozy obtient satisfaction devant la CEDH, cela signifiera que les transcriptions des échanges qu'il a eus avec son avocat, Thierry Herzog, ne pouvaient être utilisées contre lui sans porter atteinte à son droit à un procès équitable. Si un nouveau procès a lieu, le dossier sera alors expurgé de l'ensemble de ces écoutes. Or, il s'agit des seuls éléments qui ont justifié sa condamnation : sans ces pièces, le dossier est vide.

Me Herzog avait également saisi la CEDH : à votre connaissance, celle-ci a-t-elle traité son recours de la même manière ?

Oui, il a obtenu, concomitamment à Nicolas Sarkozy, la communication de sa requête. C'est la preuve que la CEDH veut rendre dans cette affaire une décision de principe concernant autant les avocats que leurs clients. La portée du secret professionnel que retiendra la CEDH vaudra pour l'ensemble des juridictions européennes. Elle aura un impact sur la pratique de tous les avocats qui exercent au sein d'un des pays du Conseil de l'Europe. Cela peut avoir des conséquences sur la procédure. Si la Cour décide de communiquer une requête, toute personne intéressée peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, demander à présenter un mémoire pour soutenir l'une des parties. Lors de leur dépôt, plusieurs organisations professionnelles d'avocats avaient fait connaître leur volonté d'intervenir sur ces recours s'ils franchissaient la phase de l'admissibilité. C'est désormais chose faite. Il y a fort à parier que Nicolas Sarkozy et Thierry Herzog ne se présenteront pas sans appui devant les juges européens. ■

Les ressorts des avocats de Marine Le Pen pour gagner du temps

Paule Gonzalès

Le nombre d'avocats, de pourvois et de QPC pourrait ralentir l'échéance d'avril 2027, fixée par la Cour de cassation pour trancher ce dossier.

Sur le fil du rasoir. La Cour de cassation, qui s'est engagée à rendre son arrêt au plus tard début avril 2027, le sait bien. Le pourvoi de Marine Le Pen, mais aussi ceux possibles des onze autres condamnés du Rassemblement national, est un chemin de croix pour eux comme pour l'institution judiciaire. Pour entrer dans ce délai de neuf mois, rappelé par le procureur général près la Cour de cassation, Rémy Heitz, ce sera une course contre la montre pour les magistrats de la chambre criminelle. Leur but : éviter que l'on reproche une nouvelle fois à l'institution judiciaire de dicter la vie politique. En revanche, chacun l'a compris, l'intérêt de Marine Le Pen est de jouer les prolongations judiciaires afin d'arriver non condamnée à l'élection présidentielle.

Les délais de cassation seront si serrés qu'il suffira aux avocats de quelques grains de sable pour enrayner la machine et faire déborder la Cour de cassation hors du temps réglementaire qu'elle s'est fixé. Ainsi, espèrent les soutiens de la candidate d'extrême droite, leur championne sera déjà élue, et donc épargnée par son immunité de chef de l'État.

Cette tension extrême est tout d'abord due à la publication tardive – le 7 juillet – de l'arrêt de la cour d'appel de Paris, soit cinq mois après l'audience d'appel. Initialement, les juges du Quai de l'Horloge espéraient solder l'affaire Le Pen avant la fin de l'année 2026. C'est ce délai qui a repoussé l'échéance à avril prochain, mois du premier tour de la présidentielle.

« Délais incompressibles »

En tout état de cause, « ce sont les usages de la cour qui fondent les délais incompressibles qui tiennent la procédure de cassation », rappelle un avocat aux conseils qui a déjà étudié par le menu le rétroplanning de cette nouvelle épreuve judiciaire. Le 16 juillet prochain, les avocats d'appel feront enregistrer leur pourvoi au greffe de la Cour de cassation. Les avocats aux conseils, eux, spécialisés dans la cassation, auront un mois pour se constituer. Compte tenu du nombre de condamnés, ils seront nombreux, ce qui va ralentir la marche des magistrats.

À la suite de quoi le conseiller rapporteur de la chambre criminelle donnera à ces derniers une date butoir pour présenter leur mémoire « ampliatif », qui

déroulera les moyens de chacun de ceux qui se pourvoient en cassation. Une date comprise autour de deux mois et demi après le 15 août. C'est donc entre la fin octobre et le début du mois de novembre que les mémoires des avocats seront déposés.

Le nombre des avocats et des pourvois est un facteur de complexité et donc de temps passé pour les juges. « D'autant que, même si les moyens soulevés sont différents pour chacun des justiciables du RN, ils seront analysés dans un seul et même arrêt puisqu'il s'agit d'une seule et même affaire. Or il s'agit d'une affaire sensible, avec forcément des points de droit difficiles à trancher, des mémoires très conséquents, très nombreux, et pour lesquels la Cour de cassation devra prendre le temps. »

Quand il existe des parties civiles, ces mémoires sont ensuite soumis au « contradictoire ». Ce qui sera le cas puisque le Parlement, notamment, l'est. « Il faut laisser le temps aux parties de répondre. Il est d'usage que deux mois leur soient accordés pour faire leur point. Nous arrivons alors facilement au mois de janvier », souligne cet avocat aux

conseils. Puis le conseiller rapporteur devra préparer son propre mémoire. « Mais, entre-temps, il est possible que quelques idées géniales viennent aux avocats. De nouveaux moyens peuvent donc être soulevés tant que le conseiller rapporteur n'a pas produit son rapport, qui prend bien un mois. Puis un avocat général sera nommé pour produire un avis. Nous arrivons facilement au début du mois de mars ».

« Incidents de procédure »

Parmi les moyens, le fameux article 432-15 du code pénal, qui régit l'infraction de détournement de fonds. Selon les avocats de Marine Le Pen, cette qualification, qui s'applique à des agents français, ne serait pas valable puisqu'il s'agit du Parlement européen. D'autant que ces fonds transitent par un tiers payeur. Autres moyens soulevés, ceux ayant trait à la peine, à ses modalités, à sa motivation ou tout simplement à sa proportionnalité.

Dans le même temps peut intervenir ce que les avocats aux conseils appellent des « incidents de procédure ». Il s'agit des fameuses questions prioritaires de

constitutionnalité (QPC), qui ne manquent pas. Elles doivent être examinées dans un délai de trois mois par la Cour de cassation pour décider si elles méritent d'être transmises au Conseil constitutionnel, qui doit les trancher dans un délai équivalent. Tant que ce n'est pas le cas, le dossier ne peut être audient. « Même si leur examen peut se faire à marche forcée, il ne peut être bâclé car tous les regards seront braqués sur cette affaire hautement médiatique », souligne notre avocat aux conseils. Autant dire qu'il sera difficile de respecter les délais que la cour s'est fixés, sans qu'il soit besoin de trouver des expédients, comme la récusation de magistrats, par exemple, ou les requêtes en suspension légitime.

Tout est entre les mains du président de la chambre criminelle, Nicolas Bonnal, maître des horloges, et à qui il appartient désormais de constituer des équipes de magistrats assez conséquentes pour travailler vite. « La chambre criminelle est l'une des chambres qui ont le moins de stock et celle qui juge le plus vite », assure un haut magistrat. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Le Tour de France ne se gagne pas en tandem

C'est le retour de la «patronne», comme ses collaborateurs la nomment. Un retour immédiat, complet, et sans appel, si l'on ose dire. Bien sûr, en même temps qu'elle s'est déclarée candidate, Marine Le Pen a annoncé qu'elle ferait campagne en «tandem» avec Jordan Bardella. Le déplacement à La Flèche (Sarthe), mercredi, visait à souligner la «cohérence», la «solidité» et la «complémentarité» - les mots utilisés lors de son «20 Heures» - de cet attelage aux allures de rouleau compresseur.

Il faut d'ailleurs en reconnaître la force. Quel parti peut se targuer d'avoir à sa tête les deux personnalités préférées des Français ? Au moins n'y a-t-il pas le risque que l'un tire l'autre vers le bas. Depuis près de sept ans, depuis que la finaliste de la présidentielle a choisi de propulser au-devant de la scène un militant d'à peine plus de 20 ans, il y avait une sorte de relation filiale et fusionnelle que rien ne pouvait ébranler et qui faisait des jaloux. Le scénario aujourd'hui proclamé «Marine» à l'Élysée, «Jordan» à Matignon n'est que le prolongement naturel, évident, de cette réalité.

Sauf que. Sauf que l'espace de quelques semaines, le numéro deux s'est préparé au rôle de numéro un. Qu'il s'y est vu, et bien vu. Et qu'il y a cru, trop cru. Plus encore, Bardella a fini par faire mieux que Le Pen dans les sondages. Or, c'est une loi de la Ve République : les ennus commencent toujours entre le président et son premier ministre quand le second devient plus populaire que le premier. Ça vaut pour tous les tandems. D'où l'importance symbolique du premier sondage, Ifop/Le Figaro réalisé après son annonce de candidature. En gagnant quatre points, Marine Le Pen efface d'un coup le différentiel qui était à l'avantage du «plan B».

C'est la preuve pour elle que cette avance de Bardella n'était pas liée à sa capacité à ratisser plus large qu'elle mais à son statut, aux yeux de l'opinion, de représentant le plus probable du RN sur la ligne de départ. La «patronne» a repris sa place. Et a repris des points. CQFD.

Marine Le Pen a beau vanter son «ticket gagnant», chacun a compris que c'est elle, et elle seule, qui conduira la campagne et fixera la ligne; «au peuple» plus qu'à droite. À voir les images de La Flèche, avec un coadjuteur au visage fermé aux côtés d'une candidate rayonnante, Bardella aussi l'a compris.

Il serait trop court cependant d'y voir simplement une forme de reprise en main ou un souci de la hiérarchie plus aiguë au RN qu'ailleurs. Il y a aussi tout simplement une logique institutionnelle. À la présidentielle, les Français élisent un président - ou une présidente -, pas un tandem ou une équipe. Plus qu'aucune autre, c'est l'élection synonyme d'incarnation.

Un prétendant à l'Élysée peut éventuellement désigner à l'avance son premier ministre, comme Gaston Defferre avec Pierre Mendès France, en 1969, ou le laisser entendre, comme Nicolas Sarkozy avec François Fillon, en 2017; et c'est ce que fait plus explicitement encore Marine Le Pen aujourd'hui. Mais, selon la formule consacrée, une campagne présidentielle reste la construction d'une relation directe et personnelle entre «un homme et le peuple». Le sens du collectif compte mais le défi reste solitaire. Le Tour de France ne se gagne pas en tandem. ■

Comment le clan Le Pen s'est reconstitué autour de sa championne

Paul Laubacher

Dans la foulée de la candidature de la chef des députés RN, sa garde rapprochée s'est ressoudée et monte au créneau pour la défendre.

Évidemment, cela était coordonné. Mardi en fin d'après-midi, Marine Le Pen et Marion Maréchal se sont téléphoné. La première annonce alors à la seconde qu'elle sera bien candidate à l'élection présidentielle. L'arrêt de la cour d'appel de Paris prononcé en début d'après-midi réduisant drastiquement la peine d'inéligibilité ferme de la chef de file du Rassemblement national (RN) lui a laissé le choix de lancer sa quatrième campagne présidentielle. La seconde assure alors à la première qu'elle est là pour elle, et qu'elle veut être utile. Quelques minutes plus tard, Marion Maréchal annonçait sur le réseau social X qu'elle était invitée le mercredi matin à 8h10 sur CNews.

«Je me réjouis que Marine Le Pen puisse se présenter à l'élection présidentielle de 2027. Elle est la candidate naturelle de la coalition du camp national», lance dès potron-minet mercredi la députée européenne, ex-enfant chérie du camp national, députée FN

de 2012 à 2017. Presque plus mariniste que la plupart des proches de Marine Le Pen, elle renchérit : «Quelle que soit la décision de la Cour de cassation, Marine Le Pen doit mener campagne, y compris si cela implique de le faire avec un bracelet électronique.»

Lundi, la veille du rendez-vous décisif de la députée du Pas-de-Calais avec la justice, elle avait publié un long texte en hommage de sa tante. «J'ai été l'un des témoins privilégiés de ta solidité dans les épreuves, qu'elles soient politiques ou personnelles», écrit-elle, avant de poursuivre : «Nous sommes toutes les deux des militantes, nous avons toutes les deux nos convictions, et nos têtes dures de Bretonnes ont connu leurs désaccords et même leurs chocs. Qui mieux que moi, alors, pour reconnaître que tu as su faire du Front national des heures héroïques le Rassemblement national, qui s'est imposé comme la première force politique du pays ?» Depuis sa publication, le texte cumule plus de 2 millions de vues.

La tante et la nièce qui marchent à nouveau la main dans la main face à



l'adversité ? Ce n'est plus très surprenant. Marine Le Pen et Marion Maréchal se sont réconciliées depuis plus de deux ans. Et le 31 mars 2025, quand la triple candidate à l'élection présidentielle était presque «éliminée» de la présidentielle de 2027, la petite-fille de Jean-Marie Le Pen s'était levée d'un bond pour partir défendre celle qui l'a vue commencer sa carrière politique. Mais c'est cela, le clan Le Pen. Des liens invisibles plus forts que tout.

La candidature de Marine Le Pen est bien la surprise de la campagne présidentielle de 2027. Jusqu'à mardi 13h30, tout le monde s'était rangé à l'hypothèse la plus «probable», celle d'une inéligibilité de la championne nationaliste et d'une candida-

ture d'un homme qui ne porte pas le nom de Le Pen, Jordan Bardella. Cette surprise a tout de suite créé un autre effet : l'implication du clan Le Pen dans la campagne de la députée du Pas-de-Calais.

Un instinct de protection surdéveloppé

L'exemple le plus frappant ? La ville choisie pour le premier déplacement de Marine Le Pen pour faire atterrir sa candidature sur le terrain. La Flèche (Sarthe), sous-préfecture de 15 000 habitants, était la surprise des élections municipales de mars dernier. Jamais le candidat du RN, Romain Lemoigne, n'aurait imaginé pouvoir s'emparer de ce bastion socialiste, détenu trente-

Jordan Bardella, le binôme qui a perdu le sourire

Pas un sourire. Pas un zygomatic qui tire, ce muscle pourtant essentiel afin que le visage exprime de la sympathie, de la joie et même du bonheur. Ce mercredi matin, à La Flèche (Sarthe), c'est un masque impassible qu'a offert Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), binôme de sa candidate à l'élection présidentielle de 2027, Marine Le Pen. Une «poker face» à destination de la foule, où se mélangeaient des sympathisants RN et des opposants très bruyants, et à destination des journalistes venus suivre le tandem nationaliste pour son premier déplacement de campagne.

Celui qui a repris ses habits de futur premier ministre de Marine Le Pen, si jamais elle arrivait à conquérir l'Élysée en mai prochain, n'a pas non plus été très prolixe lors de sa venue dans cette commune conquise à la surprise générale par le RN en mars dernier, lors des élections municipales. «Je me réjouis que Marine puisse porter nos couleurs», déclare-t-il. Flegmatique, ce n'est pour lui ni une «déception» ni un «soulagement». À côté de lui, la candidate nationaliste est tout sourire et assure : «C'est le signal que nous entrons ensemble en campagne (...). Avec Jordan Bardella, nous mènerons cette campagne ensemble, au plus près des Français et de leurs préoccupations.» Elle vit à fond sa nouvelle renaissance. Elle tient aussi son héritier politique tout près d'elle.

Jordan Bardella, 31 ans en septembre, a vu lui aussi son destin défiler devant ses yeux mardi quand la cour d'appel de Paris a condamné Marine Le Pen à une peine d'inéligibilité lui permettant d'être malgré tout candidate à la présidentielle. C'est lui, et personne d'autre, qui aurait pu porter le flambeau nationaliste en cas d'empêchement judiciaire de la députée du Pas-de-Calais. Mais voilà, Jordan Bardella ne sera probablement pas candidat à la présidentielle. Il s'y était pourtant préparé de long mois face à ce scénario probable, tout en affirmant publiquement qu'il se préparait

seulement à devenir chef de gouvernement.

Jordan Bardella est un homme qui, ordinairement, n'aime pas trop montrer ses émotions. Il se contrôle trop. Il sait aussi qu'il est un homme que tout le monde scrute. Son langage corporel lors de ce déplacement express a largement alimenté les éditoriaux, les analyses sur les chaînes d'information en continu. Même son activité sur les réseaux sociaux est sujette à interprétation. Depuis l'annonce de la candidature de Marine Le Pen, et jusqu'à ce jeudi, le président du RN n'a produit que cinq publications sur le réseau social X, se contentant pour l'essentiel de repartager les messages de la patronne des députés RN.

Pour autant, Jordan Bardella n'a pas été complètement mutique. Devant le conseil national du RN (le Parlement du parti), il a pris la parole après Marine Le Pen. «On est heureux et ravis de pouvoir démarrer cette campagne», a-t-il assuré. «Nous allons faire une campagne extrêmement enthousiasmante et positive. Nous pouvons ga-

gner», a-t-il promis avant de conclure, selon l'équipe de communication du RN : «L'épisode judiciaire est derrière nous, cap sur la campagne.»

Alors, que pense vraiment Jordan Bardella de tout cela ? C'est la question à un million d'euros. Ils sont nombreux à voir la frustration sur le visage de l'ancien recours nationaliste. Ce ne sont pas forcément des gens qui lui veulent du bien non plus. «Il avait les six numéros, il ne lui manquait plus que l'étoile», raille une ministre, pour qui sa réaction ne provoquera rien : «Que Bardella fasse la tête, ça ne change rien : les électeurs qui votent RN, ils votent RN. Et là, c'est leur moment.»

Un «ticket présidentiel»

Un ancien du RN tente l'exercice de se plonger dans la tête de l'héritier politique. «Je n'ose pas même imaginer ce qu'il doit traverser en ce moment. Il faut être lucide, l'homme est passé de "Je suis le futur président de la République" à "Je pourrais ne pas être premier ministre". Pour n'importe qui, ce serait une épreuve presque insurmontable», argumente-t-

il. Il n'y a pas que cela. De nombreux conseillers expliquaient à qui voulait l'entendre, et depuis plusieurs mois, qu'il fallait se faire à une idée : Jordan Bardella serait le candidat, les dés étaient jetés. Même à l'extérieur du parti, ils étaient nombreux à parier sur le président du RN. «Il y a un futur où Jordan Bardella pourrait ne jamais être candidat à l'élection présidentielle», souffle aujourd'hui un ancien conseiller.

Dès son annonce de candidature, sur TF1, Marine Le Pen a pris soin de ne pas oublier son «ticket présidentiel» avec Jordan Bardella. «Vous savez que nous avons offert aux Français un binôme que je crois complémentaire, équilibre, cohérent, solide. C'est ensemble que nous irons convaincre les Français», a-t-elle fait valoir. Et quand on lui demandait pourquoi elle serait une meilleure candidate que le président du RN, elle a botté en touche : «Je pense que nous offrons aux Français un binôme (...) qui est un ticket gagnant, en quelque sorte.» «Nous nous sommes préparés, moi à ce rôle éminent de présidente de la République, Jordan au rôle non moins éminent de premier ministre», a-t-elle enchaîné. Jordan Bardella est-il déçu de ne pas être candidat ? «Non vous avez trop l'habitude de la classe politique classique et vous essayez de faire porter sur nous ses défauts (...). Nos ambitions personnelles n'entrent pas en ligne de compte», promet-elle. Un discours qui oublie pourtant la maxime qui résume l'élection présidentielle de la Ve République : une rencontre entre un homme - ou une femme - et un peuple.

Quoi qu'il arrive, Jordan Bardella doit aussi penser à une autre échéance électorale. Celle de sa réélection à la présidence du RN. Quelques jours avant la renaissance de Marine Le Pen, de nombreux élus RN publiaient sur les réseaux sociaux leur parrainage en faveur de l'actuel patron du parti lepéniste. Le scrutin aura lieu lors du congrès du parti à Orléans, en octobre prochain. Une élection qu'il est certain de gagner, et sans ticket. ■

P. L.



Jordan Bardella, samedi, à Liévin (Pas-de-Calais). TOM NICHOLSON / REUTERS

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10

dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO





La candidate du Rassemblement national à l'élection présidentielle, Marine Le Pen, mardi, à Paris.

STEPHANE MAHE / REUTERS

du Front national. Quelques semaines plus tard, quatre jours avant l'arrêt de la cour d'appel, ce dernier avait étoffé son dispositif.

Un directeur adjoint, Yoann Gilet, un proche de Julien Sanchez, avait été nommé, ainsi que quatre porte-parole : Laurent Jacobelli, député de Moselle, Laure Lavalette, députée du Var, devenue une amie très proche de la candidate du RN, Gaëtan Dussausaye, député des Vosges, ancien patron du FNJ quand Marine Le Pen présidait le parti, et Aleksandar Nikolic, député européen. Enfin, et surtout, Nolwenn Olivier, fille de Marie-Caroline Le Pen et de Philippe Olivier, nièce de Marine Le Pen est chargée de diriger la communication de la campagne, et maintenant de la candidate nationaliste.

Avant l'éclaircissement du destin judiciaire de la chef de file du RN, un bon connaisseur des arcanes du parti à la flamme déclarait : « *Franchement, je serais incapable de décrypter la nomination de Nolwenn Olivier ! Est-ce une initiative de Jordan ? Ou de Marine ?* » Il y a bien eu quelques interrogations sur les compétences de la nouvelle directrice de la communication. Après le coup de théâtre de mardi, certains ont une lecture autre de la nomination. « *C'est le clan Le Pen qui reprend le contrôle* », dit en riant un ex du Front.

Les membres de la famille Le Pen ont cet instinct de protection surdéveloppé les uns envers les autres lorsque les tempêtes politiques et médiatiques frappent, et encore plus à l'égard de Marine Le Pen que de n'importe qui d'autre. Chaque fracture, chaque dispute, chaque séparation se termine toujours de la même manière : par des retrouvailles. La campagne présidentielle de Marine Le Pen n'échappe pas à la règle. ■

sept ans par la gauche. C'était la première fois qu'il se présentait aux municipales dans cette ville, et c'était aussi la première fois qu'une liste RN y était montée. À l'origine de ce pari électoral ? Philippe Olivier, 64 ans, conseiller spécial de Marine Le Pen, mais aussi époux de Marie-Caroline Le Pen, la grande sœur de la candidate nationaliste.

Depuis les législatives de 2022, après avoir tenté d'arracher Calais à la droite, l'homme, qui adore mettre à jour le logiciel mariniste et qui a de l'instinct, s'est focalisé sur ce département de la France périphérique, ancienne terre filloniste. Marie-Caroline Le Pen y est candidate lors des législatives anticipées de juin 2024. Elle n'est pas loin d'être élue, avec 49,77 % des voix au

second tour. Aujourd'hui, c'est elle qui mène la liste des sénatoriales de septembre prochain. À propos de La Flèche, Philippe Olivier dit ceci : « *Normalement, c'est une victoire impossible. Il n'y a pas d'immigrés et il n'y a pas d'insécurité à La Flèche.* » Cela dit beaucoup de ce que sera la campagne présidentielle de Marine Le Pen.

Même avant le miracle judiciaire de Marine Le Pen, il y avait des signes. Bien avant que le parti à la flamme ne connaisse l'identité de son candidat, un directeur de campagne avait été choisi. La présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale et son héritier, Jordan Bardella, avaient décidé de placer à ce poste stratégique Julien Sanchez, militant et cadre historique

Bruno Retailleau veut marquer ses différences économiques avec la candidate nationaliste

Emmanuel Galiero et Claire Conruyt

La campagne peut enfin débiter. Alors que Marine Le Pen consolide sa place de favorite en vue de l'élection présidentielle, la position de Bruno Retailleau suscite des réactions ambivalentes à droite. Pour le candidat des Républicains (LR), la situation juridique de son adversaire ne pourra être qu'un point de fragilité au fil d'une campagne qui ne fait que commencer. Certains proches du Vendéen ont d'ailleurs déjà insisté sur la « *culpabilité* » d'une concurrente certes présumée innocente depuis qu'elle a annoncé un pourvoi en cassation, mais condamnée en première instance et en appel pour détournement de fonds publics dans le cadre de l'affaire dite des « assistants parlementaires européens du Front national ».

Aussi, nombreux à droite veulent croire que le retour du ticket Le Pen-Bardella tel qu'il avait été initialement pensé – elle à l'Élysée, lui à Matignon – permettra de clarifier la bagarre observée ces derniers mois sur le terrain économique. Car, sur le papier, les positions de la triple candidate sont réputées plus sociales et plus étatistes que celles du président du RN, jusqu'à convaincre l'ex-ministre de l'Intérieur qu'un espace libéral et pro business vient de se libérer, dans lequel il pourrait plus facilement faire valoir sa différence. En cela, la candidature de Marine Le Pen serait donc plutôt une bonne nouvelle pour le patron de la droite. Ses soutiens sont les premiers à s'en réjouir.

« *Marine Le Pen assume parfaitement le "ni droite, ni gauche" tout en défendant des priorités de gauche, comme elle le fait sur les retraites ou les impôts. En tout cas, elle n'a jamais proposé des solutions orientées vers un retour à l'équilibre de nos finances publiques* », soutient-on chez LR. Et

quand la figure du RN insiste sur les économies réalisables sur l'immigration, la droite lui donne raison en jugeant cet objectif nécessaire mais insuffisant pour redresser le pays. « *Elle utilise la méthode du bouc émissaire mais compte tenu de l'état du pays, cela ne suffira pas* », devise un cadre du parti LR. Sur cet angle économique, comme il l'a dit mercredi soir au « 20 Heures » de France 2, Bruno Retailleau situe Marine Le Pen dans une logique de continuation d'un système à bout de souffle auquel lui-même promet de s'attaquer de manière radicale.

« Quand nous serons entrés vraiment en campagne, ce qui va compter, ce sera la confrontation projet contre projet. À ce moment-là, les Français ne chercheront qu'une seule chose : la personnalité la mieux armée pour les protéger »

Un membre du premier cercle de Bruno Retailleau

Mais côté sondages, si la dynamique Le Pen est attestée (36 %, +4 points en 15 jours) dans la dernière vague de notre enquête Ifop pour *Le Figaro*, parallèlement, le candidat de la droite affiche un recul de 3 à 4 points, estimé entre 8 % et 10 % d'intentions de vote. C'est une difficulté pour Bruno Retailleau, dont les troupes font mine de ne pas se préoccuper outre mesure, après avoir identifié trois moteurs d'un affaissement jugé temporaire : d'abord l'effet « *blast* » de la séquence est toujours profitable au leader, comme ce fut observé pour Édouard Philippe (il profita de quinze jours d'embellie après sa victoire municipale au Havre); ensuite l'impact négatif

des récentes déclarations de Laurent Wauquiez sur un électorat de droite lassé par le spectacle des guerres intestines du parti; et enfin, le positionnement d'un projet Retailleau jugé plus « *exigeant* » qu'une offre lepéniste « *populiste* ». Sur ce dernier point, les « *retaillistes* » lient la prospérité de l'offre LR au « *vrai démarrage* » de la campagne qui n'interviendra pas avant la rentrée prochaine. « *Bruno sait que la bataille n'a pas encore commencé. Les votes ne se cristallisent pas aujourd'hui et il suffit de regarder l'histoire politique du pays pour s'en convaincre* », minimise-t-on au siège des LR, où l'on cite une récente enquête d'opinion où le potentiel électoral du Vendéen progresse (26 %; +2) parallèlement à celui de Marine Le Pen (43 %; +3), quand celui d'Édouard Philippe recule (27 %; -4).

De même, l'on croit, chez Les Républicains, à l'existence de tensions « *assez vives* » au sein d'un camp nationaliste, où les ambitions certaines le disputeraient à de possibles frustrations. Que ce soit chez Jordan Bardella, dont l'espace se serait « *brutalement réduit comme peau de chagrin* »; ou du côté d'Éric Ciotti, partenaire de l'UDR « *contraint au grand écart économique* », qui aurait quelques raisons de se sentir « *lésé* » par une Marine Le Pen n'ayant jamais manifesté un enthousiasme débordant sur la question de l'union des droites, et encore moins sur le rallongement de l'âge de départ à la retraite prôné par le Niçois.

Sans s'affoler, un membre du premier cercle de Bruno Retailleau croise les doigts et prévient : « *Quand nous serons entrés vraiment en campagne, ce qui va compter, ce sera la confrontation projet contre projet. À ce moment-là, les Français ne chercheront qu'une seule chose : la personnalité la mieux armée pour les protéger. Mais quand on soutient la retraite à 60 ans, il est certain que ce n'est pas le meilleur moyen d'incarner la protection !* » ■

Fin de vie : une « célébration » prévue dans un ministère crée la polémique

Wally Bordas et John Timsit

Laurent Panifous avait prévu une réception réunissant les membres de la convention citoyenne. Il a reporté les festivités afin de « lever toute ambiguïté ».



Le ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement, Laurent Panifous, jeudi, à la sortie de l'Élysée, THOMAS SAMSON/AFP

À peine annoncé, l'événement a suscité un tollé. Un courriel consulté par *Le Figaro* a révélé que le ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement, Laurent Panifous, avait l'intention d'organiser, le 15 juillet au soir, une réception dans ses bureaux de l'hôtel de Clermont, pour fêter le vote définitif attendu à l'Assemblée de la proposition de loi sur l'aide à mourir. Mais alors que les messages d'indignation commençaient à pleuvoir, le ministre a finalement annoncé sur X « *reporter* » l'événement « *afin de lever toute ambiguïté sur la nature de cette rencontre* ».

Y étaient conviés les membres de la convention citoyenne sur la fin de vie ainsi que les rapporteurs des propositions de loi afférentes, précise le ministère à notre journal. Or, si le carton d'invitation du ministère est sobre, celui du Conseil économique, social et environnemental (Cese) se révèle plus maladroit, proposant aux anciens membres de la convention la prise en charge de leur transport et de leur hébergement à Paris afin qu'ils puissent participer à un « *cocktail de célébration* ».

À l'issue du Conseil des ministres, mercredi, le ministre a justifié l'organisation de l'événement par « *l'attention particulière* » qu'il accorde au « *travail des membres de la convention citoyenne sur la fin de vie* ». Mais il a aussi épinglé le mail d'invitation du Cese : « *J'ai trop de respect pour le travail parlementaire, pour les différentes sensibilités sur un texte qui interroge nos convictions les plus profondes pour organiser un cocktail ou une célébration* ». « *Il n'en a jamais été question* ». « *Cocktail* », « *célébration* », c'est ni l'un ni l'autre, ces termes sont parfaitement déplacés. *J'ai trop de respect pour ceux qui ont travaillé sur ce texte. J'ai décidé de reporter cette entrevue* », a-t-il déclaré. L'institution, de son côté, a reconnu des « *erreurs dans les termes employés* » qui « *ne reflétaient en rien le principe de cet événement* ».

L'initiative, particulièrement malheureuse sur un sujet très sensible, a déclenché l'indignation à droite. À commencer par le président des Républicains, Bruno Retailleau. « *Profondément choqué* » par l'initiative, il a tourné en dérision le mantra « *mourir dans la dignité* » brandi par les partisans du texte. « *Où est la dignité quand on fête au champagne une loi qui touche à la souffrance et à la mort des plus fragiles ? On n'est pas à un match de foot !* », s'est indigné mercredi soir le candidat de la droite à la présidentielle sur X. « *Au-delà des convictions de chacun sur ce texte, ces sujets engagent notre conscience collective et notre*

conception de la dignité humaine. Ils appellent le respect, l'humilité et la gravité. C'est à cette hauteur que les responsables politiques devraient toujours se tenir », a ajouté le sénateur vendéen, farouche opposant à cette loi.

Même indignation chez le député LR et médecin Philippe Juvin. « *On ne "célèbre" pas un texte qui touche à la mort. La gravité du sujet et l'inquiétude qu'il soulève exigent de la retenue. Le respect de l'argent public aussi* », a raillé le chef des urgences de l'hôpital Georges-Pompidou. Estimant que « *chacun devrait s'attacher à apaiser les divisions* », le rapporteur général du budget appelle « *le ministre et la présidente du Cese à annuler cette cérémonie* ». La députée ciottiste Hanane Mansouri a, elle aussi, interpellé le Cese avec ironie : « *Pourrait-il nous transmettre la note de frais afin de savoir combien de lits en soins palliatifs nous aurions pu créer à la place de cette sauterie ?* »

« On ne "célèbre" pas un texte qui touche à la mort. La gravité du sujet et l'inquiétude qu'il soulève exigent de la retenue. Le respect de l'argent public aussi »

Philippe Juvin Député LR

Des critiques que le ministère récuse. Face à ces mises en cause, l'entourage de Laurent Panifous tient à mettre les points sur les « *i* » : « *Ce n'est pas un cocktail ni un apéro. Ce n'est pas une fête, il n'y a pas de nourriture, pas d'alcool. C'est juste un temps d'échange après le vote* », rectifie-t-il, avant de juger « *maladroite* » et susceptible de « *porter à confusion* » l'invitation du Cese. « *L'objectif, c'est juste d'avoir un échange sur le sujet* », balaie-t-on de même source.

Cette controverse ne change rien au calendrier parlementaire. Après que les sénateurs ont rejeté par trois fois cette réforme de l'aide à mourir, le gouvernement entend donner le dernier mot mercredi prochain à l'Assemblée nationale, comme la Constitution le lui permet. De quoi faire bondir le président du Sénat, Gérard Larcher. Au *Figaro*, mercredi, l'élu des Yvelines a promis de saisir le Conseil constitutionnel si l'exécutif faisait effectivement ce choix. Réaffirmant au passage l'« *hostilité* » de la Chambre haute au texte et dénonçant le fait que le gouvernement n'a pas, selon lui, « *pris en compte (ses) alertes* » ni les « *garde-fous* » proposés. ■

Droit d'asile en France : la facture flirte avec les 2 milliards d'euros par an

Jean-Marc Leclerc

La sénatrice LR Marie-Carole Ciuntu dénonce l'envolée des coûts, les délais trop longs d'instruction des demandes et l'absence de suivi des déboutés qui transforment le système en voie d'immigration détournée.

Le coût de l'asile en France ? Il s'envole. Selon la sénatrice LR du Val-de-Marne, Marie-Carole Ciuntu, « les dépenses d'asile représentent à minima près de 2 milliards d'euros en 2025 ». C'est la conclusion de la mission d'information réalisée sur le sujet, au titre de la commission des finances de la Haute Assemblée. Elle est présidée par le sénateur socialiste de Haute-Garonne Claude Raynal. La sénatrice Ciuntu en est le rapporteur spécial.

Ce document de près 150 pages s'inscrit au fond, selon elle, dans une démarche de transparence sur le coût de l'immigration, engagée par Bruno Retailleau lorsqu'il était sénateur de Vendée et président du groupe LR au Sénat, et qu'il avait poursuivie à Beauvau. L'idée n'est pas de remettre en cause le droit d'asile mais d'éviter son « dévoiement ».

Le constat est sévère : « Alors que le droit d'asile a été conçu pour répondre à une situation exceptionnelle, avec un statut particulièrement protecteur, il tend à devenir une voie d'immigration comme une autre, supplantant même l'immigration économique. Par ailleurs, il apparaît que les personnes déboutées de l'asile restent sur notre territoire, de façon illégale ou bien en obtenant un titre de séjour sur un autre fondement, plusieurs années après le rejet de leur demande d'asile. »

La facture est conséquente : « Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) : 395,5 millions d'euros par an; centres d'accueil d'examen de la situation (CAES) : 61,4 millions d'euros; hébergement d'urgence pour demandeur d'asile (Huda) : 308,3 millions d'euros; programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (Pradha) : 37,7 millions d'euros; allocation pour demandeur d'asile (ADA) et frais de gestion : 218,2 millions d'euros; accompagnement social des demandeurs d'asile : 4,7 millions d'euros; fonctionnement de l'Ofpra : 100,8 millions d'euros. Total : 1 milliard et 126 millions d'euros. » Pour commencer.

« Il existe une forme de dévoiement du droit constitutionnel d'asile, qui en sape les fondements »

Marie-Carole Ciuntu
Sénatrice LR

« Si l'on s'en tient au seul coût des demandeurs d'asile en attente d'une décision de l'Ofpra, ou éventuellement de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), dans le périmètre de la mission Immigration, asile et intégration, le coût mensuel moyen de la prise en charge des demandeurs d'asile en attente d'une décision s'élève en 2025 à près de 94 millions d'euros », souligne le rapport. Réduire le délai d'instruction d'un mois « permettrait donc quasiment d'absorber les coûts de gestion annuels de l'Ofpra ».

« À cela s'ajoutent également les dépenses d'intégration spécifiquement dédiées aux réfugiés via le programme d'accompagnement global et individualisé des réfugiés (Agir) », dont le coût oscille entre 2 et 53 millions d'euros « entre 2022 et 2025 », constate la sénatrice. Sans oublier « les effets évidents sur les dépenses des préfetures ». Ainsi, pour l'année 2025, les dépenses d'asile imputées sur les programmes d'administration territoriale et générale se sont élevées à 25 mil-



En terme de volume, la France arrive, en 2025, à la troisième place en tant que pays d'accueil de l'Union européenne, derrière l'Espagne et l'Italie (ici, des demandeurs d'asile devant la Cour nationale du droit d'asile, à Montreuil, le 28 novembre 2023). THIERRY NECTOUX/GAMMA

lions d'euros. Auxquels il faut ajouter le budget de la CNDA (115 millions d'euros en 2025).

Il y a aussi le coût pour « les structures de droit commun de l'hébergement d'urgence ». Selon le rapport, « en décembre 2025, au sein des hébergements d'urgence généralistes, 11 % des personnes hébergées sont des réfugiés et 6 % des demandeurs d'asile, soit respectivement 14 300 et 7 800 personnes. En se basant sur un coût moyen journalier de l'ordre de 30 euros, tous dispositifs confondus, et au regard des 22 100 demandeurs d'asile et réfugiés présents dans ces hébergements, il est possible d'estimer à 242 millions d'euros ce coût. » À comparer aux 308,2 millions d'euros de l'hébergement dédié à l'asile (Huda). L'hébergement constitue, de loin, le plus gros poste, incluant des milliers de places à l'hôtel ou dans des pavillons loués, faute de place ailleurs.

Au final, « en prenant en compte l'intégralité de ces dépenses, le coût de l'asile estimé par la commission des finances à partir des données agrégées s'élève à 1,85 milliard d'euros en 2025 ». En trois ans, « les dépenses ont augmenté de 19 %, ce qui est supérieur de trois points à la demande d'asile ».

Scrupuleuse dans son addition, Marie-Carole Ciuntu prend le soin de préciser : « Il ne s'agit que d'un coût minimum. » Car « il n'inclut pas les dépenses médicales des demandeurs d'asile et des réfugiés, les dépenses d'aide sociale à destination des réfugiés, les dépenses de scolarisation éventuelle de leurs enfants ou encore les dépenses de police pour faire exécuter le retour des déboutés de l'asile ». À l'entendre, les 2 milliards d'euros par an sont loin d'être une estimation farfelue.

La sénatrice entend « déconstruire le mythe » d'une France peu accueillante. Le nombre de demandes d'asile enregistrées par l'Ofpra a quasiment doublé en dix ans, passant d'environ 80 000 en 2015 à près de 145 000 en 2025, après un pic à 154 000 en 2024.

En volume, la France s'est installée dans le trio de tête des pays d'accueil de l'Union européenne : troisième en 2025 derrière l'Espagne et l'Italie, avec environ 17 % des premières demandes déposées dans l'UE cette année-là, puis plus de 22 % des demandes en mars 2026, devant l'Allemagne. Sur la période récente, l'Île-de-France concentre à elle seule près de 42 % des demandes enregistrées en guichet unique, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Grand Est portant la part totale de ces trois territoires à plus de la moitié de la demande nationale.

Au-delà des volumes, c'est le taux de protection qui retient l'attention de la sénatrice Ciuntu. Le taux dit « synthé-

que » - qui agrège les décisions de l'Ofpra et de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) - est passé de 39,2 % en 2021 à 52,1 % en 2025. Autrement dit, plus d'un demandeur sur deux obtient désormais une protection internationale.

Cette hausse est largement tirée par certaines nationalités : le taux de protection dépasserait 90 % pour les Ukrainiens, 80 % pour les Afghans et 90 % pour les Haïtiens, dans un contexte de conflit ou de violences généralisées. Comparée à ses partenaires, la France apparaît plus généreuse : en 2025, l'Ofpra affiche un taux d'accord en première instance d'un peu plus de 41 %, contre 22,6 % pour le BAMF allemand sur les décisions de statut de réfugié et des niveaux globalement inférieurs en Italie.

De 2020 à 2025, le nombre de bénéficiaires de la protection internationale est passé d'environ 33 000 nouveaux protégés par an à près de 79 000, entraînant un « quasi-doublement du stock » total de personnes protégées, estimé à 736 500 en 2025. Autant dire que le stock dépasse certainement déjà, en juillet 2026, plus de 800 000 personnes protégées.

La sénatrice reconnaît les efforts récents pour contenir les délais, tout en jugeant la situation « encore insuffisamment maîtrisée ». À l'Ofpra, le délai moyen d'instruction est passé de plus de 7 mois (216 jours) en 2015 à environ 5,3 mois (163 jours) en 2025. Mais la cible officielle - 120 jours, soit 4 mois - demeure hors d'atteinte, et un demandeur convoqué à un entretien peut attendre plus de six mois : en moyenne, 131 jours entre le dépôt du dossier et la convocation, puis 57 jours jusqu'à la décision.

Devant la CNDA, le délai moyen global s'établit autour de 5 mois depuis 2024, après avoir dépassé 6 mois lors des pics de recours et de la crise sanitaire. Cependant, les délais légaux - 5 mois pour les formations collégiales, 5 semaines pour les juges uniques en procédure accélérée - ne sont plus respectés, avec des durées constatées de 6 mois et 9 jours en procédure normale et plus de 4 mois en procédure accélérée.

Les outre-mer restent particulièrement pénalisés : en Guyane, le délai moyen de jugement atteint encore près de 10 mois, alors même que les demandes haïtiennes y ont été multipliées par 2,7 entre 2022 et 2025.

Les délais d'enregistrement au guichet unique de Cayenne ont frôlé les deux ans : 22 mois en février 2025, alors que le cadre légal prévoit 3 jours, ou 10 en cas d'afflux exceptionnel. Grâce à des renforts d'effectifs et à une augmentation des rendez-vous quotidiens (de 30 à 85), le

délai serait revenu à 22 jours en mai 2026, mais au prix d'une forte tension sur la chaîne de l'asile.

S'agissant de l'Ukraine, Marie-Carole Ciuntu décrit un « phénomène essentiellement français » de basculement des bénéficiaires de la protection temporaire vers l'asile. Alors que le nombre d'autorisations provisoires de séjour portant la mention « protection temporaire » a diminué de 68 400 en 2022 à 51 800 en 2025, les demandes d'asile ukrainiennes ont été multipliées par six, pour atteindre environ 11 800 demandes en 2025, soit près de 10 % de la demande totale. Les Ukrainiens sont devenus les premiers demandeurs devant l'Ofpra en 2025, avec 12 300 dossiers, conduisant l'Office à former massivement ses agents pour traiter ce pays et à réduire un stock de décisions pendantes, passé de 9 000 à environ 2 500 dossiers en quelques mois.

C'est sur la gestion de l'« après-demande d'asile » que la critique de la sénatrice est la plus tranchante. Elle dénonce une « absence totale de suivi » des déboutés par le ministère de l'Intérieur, évoquant des données « incohérentes et contradictoires » sur les éloignements effectivement réalisés.

De 2020 à 2025, le nombre de bénéficiaires de la protection internationale est passé d'environ 33 000 nouveaux protégés par an à près de 79 000, entraînant un « quasi-doublement du stock » total de personnes protégées, estimé à 736 500 en 2025

Selon les chiffres transmis, les éloignements exécutés à la suite d'une OQTF visant des déboutés de l'asile ne dépasseraient pas 3 000 par an entre 2019 et 2025, ce qui correspond à un taux d'exécution compris entre 3 % et 8 %, avec une moyenne de 5,5 %. Ce taux, jugé « infinitésimal », serait même inférieur à celui de l'ensemble des étrangers faisant l'objet d'une OQTF (environ 10 %), ce qui conduit le rapporteur spécial à estimer que « les personnes arrivées par la voie de l'asile restent sur notre territoire, en violation de l'autorité de la chose décidée, voire jugée, par la puissance publique ».

Parallèlement, près d'un quart des demandeurs seraient finalement admis au séjour pour un autre motif - principalement familial ou économique - deux à cinq ans, voire plus,

après le rejet de leur demande d'asile, alimentant, selon elle, un glissement du droit d'asile vers une « voie de migration secondaire » qu'elle déplore.

Pour répondre à ces dérives, Marie-Carole Ciuntu formule une série de recommandations, qui touchent à la fois à la procédure, au suivi et au statut des protégés. Elle propose d'orienter systématiquement les nouveaux demandeurs ukrainiens vers la protection temporaire, en sécurisant leur séjour par des autorisations provisoires valables jusqu'en mars 2027 - comme en Allemagne ou au Danemark - et en élargissant le champ des aides sociales accessibles, notamment via une proposition de loi adoptée au Sénat en mai 2025.

La sénatrice insiste aussi sur la réduction des délais au niveau de l'Ofpra et de la CNDA, en accélérant la matérialisation, en déployant les pôles territoriaux France Asile prévus par la loi du 26 janvier 2024, et en recourant davantage au juge unique. Elle pointe le caractère « inexplicable » de l'absence de calendriers de déploiement pour les sites de Metz et Toulouse, alors que les effets sur les délais du site pilote de Cergy (environ trois mois de procédure globale, sans stock) sont jugés très encourageants.

Elle appelle à instaurer un véritable suivi des déboutés et des OQTF, à évaluer le programme d'intégration Agir - qui ne concernerait aujourd'hui qu'environ 17,5 % des bénéficiaires de protection entre 2022 et 2025 - et à rationaliser les marchés publics lorsque le même opérateur gère à la fois le premier accueil et l'accompagnement Agir.

Enfin, Marie-Carole Ciuntu propose d'aligner la durée des titres de séjour des réfugiés et des protégés subsidiaires sur les pratiques européennes : quatre ans pour les premiers, deux ans pour les seconds, au lieu des dix ans et quatre ans actuellement, avec un réexamen plus régulier du « bien-fondé » de la protection et un renforcement des retraits en cas de menace pour l'ordre public.

Pour la sénatrice LR, l'enjeu est politique autant que budgétaire. « Il existe une forme de dévoiement du droit constitutionnel d'asile, qui en sape les fondements », selon elle, alors que « l'asile doit demeurer une voie de migration exceptionnelle et non venir alimenter une immigration familiale et économique secondaire ». L'élue, proche de Bruno Retailleau, appelle à « réancrer » le droit d'asile dans sa vocation de protection et à en limiter les effets de long terme sur les flux migratoires. Vaste programme. ■

Vincent Bordenave

Après douze années passées à la tête de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, son directeur dresse un bilan des métamorphoses de sa discipline.

Dominique Garcia, président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), termine son mandat à la rentrée prochaine. Il publie aux Éditions de l'Observatoire un ouvrage aux airs de bilan dans la collection « Le Jour J » (1). Il y présente sa vision d'une discipline en pleine transformation. Un voyage dans un monde méditerranéen qui nous entraîne des premiers hommes jusqu'à l'incendie de Notre-Dame.

LE FIGARO. - Vous commencez votre livre en évoquant l'incendie de Notre-Dame. Pourtant votre parcours d'archéologue commence bien avant. Pourquoi ce choix ? DOMINIQUE GARCIA. - Comme pour nous tous, c'est un événement qui m'a profondément marqué et qui a montré que l'Inrap savait faire face à l'urgence : répondre à l'émotion et enrichir la connaissance du lieu. Le principe de cette collection est de choisir « le jour où l'on devient ». Il n'y a pas eu de tel jour pour moi, mais des apprentissages, des rencontres et des expériences. Ce qui m'intéressait donc, c'était de montrer que l'archéologie n'est pas une contrainte mais une ressource, qu'elle fait face au présent. L'opération Notre-Dame symbolise exactement ça. Aujourd'hui, notre discipline répond aux contraintes de l'aménagement du territoire, aux périls de l'urgence climatique et interroge nos préoccupations sociétales comme notre rapport à l'environnement ou aux migrations. La catastrophe de Notre-Dame a bien éclairé ces qualités d'innovation et d'adaptation. C'est la nuit même de l'incendie que les échanges de mails ont eu lieu et qu'il a fallu prendre la décision de contribuer à sauver ce patrimoine. Cela s'est ensuite confirmé par la décision du président de reconstruire à l'identique. Reconstruire à l'identique, cela voulait dire avoir des informations sur l'original que seule l'archéologie pouvait donner. Nous étions prêts.

Vous aimez répéter que les écrits sont « partiels et partiels ». L'archéologie s'oppose-t-elle à l'histoire et à l'écriture ? Non, l'archéologie ne se fait pas contre les textes. Ils demeurent la source historique essentielle. Mais l'archéologie les éclaire. Par exemple, c'est César qui a assigné le Rhin comme frontière de la Gaule, alors que les populations étaient de même culture de part et d'autre du fleuve. Une volonté du général romain qui, soit dit en passant, a engendré des conflits jusqu'à la période contemporaine. L'archéologie prend en compte tous types d'archives. Désormais, lorsqu'on travaille sur l'histoire de la France, on inclut la préhistoire. Personne n'imaginerait faire débiter une histoire de France à Clovis ou à Charlemagne. Ces nouvelles « archives du sol », complémentaires des textes, sont les données paléo-environnementales, les objets archéologiques, les images lidar, les données ADN. Voilà



« Quand j'ai commencé à fouiller, nous n'avions que des chantiers limités. (...) L'archéologie préventive a fait de tout le territoire un objet d'étude. Nous avons totalement changé d'échelle », explique Dominique Garcia, président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap).

Dominique Garcia : « La préhistoire fait aussi partie de l'histoire de la France »

l'évolution de ma discipline telle que je l'ai vue ces trente dernières années. Aujourd'hui, un archéologue qui ne prend pas en compte la génétique ou les faits écologiques ne fait pas pleinement son travail. Le côté partiel et partiel des écrits, je l'assume. Penser une histoire du conflit entre l'Ukraine et la Russie à travers les journaux russes, ça ne marche pas. Les écrits donnent les points de vue, les opinions. Les informations, elles, sont sur le terrain, elles sont matérielles.

Avez-vous eu le sentiment d'exercer le même métier qu'à vos débuts ?

La loi sur l'archéologie préventive de 2001 a fait évoluer notre métier et a transformé notre pays en grand site archéologique. Quand j'ai commencé à fouiller, nous n'avions que des chantiers limités : une villa romaine, un château... Mon professeur fouillait à Délos sur un petit quartier de l'île des Cyclades. Un archéologue était quelqu'un qui avait un terrain d'étude contraint. L'archéologie préventive a fait de tout le territoire un objet d'étude. Nous avons totalement changé d'échelle. Auparavant, il y avait des archéologues qui faisaient toute leur carrière sur un temple de Nîmes ou sur les alignements de Carnac. Aujourd'hui, nous travaillons ensemble sur un espace beaucoup plus large. Ce qui ne nous empêche pas de zoomer sur une ville, un monument, un objet ou un pollen. Mais notre degré de questionnement est large et les problématiques variées. L'archéologue n'est pas devenu plus savant, il s'est entouré de compétences nouvelles. Ce dialogue entre archéologies nationales européennes, en Espagne, en Allemagne, en dehors de toute vision nationaliste, permet des réflexions que l'on n'aurait pas pu mener autrement sur les migrations, le com-

merce ou, par exemple, la diffusion des religions.

Vous expliquez qu'une des évolutions a été de replacer l'humain au cœur de la discipline. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Pendant longtemps, jusqu'aux années 1990, on fouillait un dolmen pour son architecture ou une pyramide égyptienne pour les objets qu'elle contenait. Mais on n'étudiait guère les défunts eux-mêmes. L'anthropologie physique nous a rappelé à cette époque que l'archéologie est une science de l'humain, et qu'il fallait replacer les restes anthropo-biologiques au centre du débat. Cela a obligé archéologues et historiens à poser de nouvelles questions autour de la santé, la démographie, les migrations, le handicap...

« En archéologie, l'émotion est essentielle. C'est ce qui nous anime. (...) Quand on est sur un site, que l'on découvre les traces d'une vie passée, c'est quelque chose qui nous bouleverse tous »

Aujourd'hui, ce sont nos sociétés elles-mêmes qui s'emparent de ces questions, et nos rapports aux corps défunts évoluent. Les règles communes données par la République paraissent ne plus suffire. Des gens inventent leurs propres normes. On le ressent dans notre communication à l'Inrap. Quand on publie une photo de squelette par exemple, on a de nombreuses personnes qui nous interpellent en nous disant : « De quel droit vous dérangez les morts ? »

Sur le terrain, il y a également des endroits où, pour des motifs religieux, il

est difficile d'aller fouiller. Les débats sur la restitution des restes humains à des pays étrangers, la réinhumation des corps fouillés, ou bien même les interrogations individuelles sur le devenir du corps après la mort, s'inscrivent dans cette veine. Je pense que notre société a perdu des repères et qu'un débat serein, auquel l'archéologie peut contribuer, est nécessaire.

Vous êtes spécialiste des sociétés celtes et vous avez grandi au bord de la Méditerranée. Cette confrontation de deux mondes semble vous avoir profondément influencé.

La notion de « méditerranéisation » est un sujet fort. Le territoire qui est aujourd'hui la France est un laboratoire d'étude de l'adoption de pratiques qui sont plus culturelles que naturelles. La ville, l'écriture, la monnaie, la viticulture, certaines formes d'organisation politiques sont des « objets » importés sur notre territoire. L'archéologie peut mesurer leur diffusion et leur impact sur les communautés locales. Quand le cratère grec de Vix a été mis au jour en Bourgogne en 1953, on pensait qu'il s'agissait d'un objet isolé, un vase perdu chez les Celtes. Depuis, nos recherches ont montré que ces deux mondes, celte et méditerranéen, étaient bien liés, et que la tombe de Vix était un nœud du réseau. L'Europe occidentale est presque entièrement méditerranéenne par la forme de ses villes, son économie ou ses voies de communication, liées aux fleuves et aux littoraux. Il y a un moment où des explorateurs étrusques et grecs diffusent produits et idées : un cadre civilisationnel se dessine, et l'archéologie aujourd'hui l'étudie.

Vous en parlez comme s'il s'agissait d'une parenthèse sur le point de se refermer.

Oui, je crois qu'il y aura eu dans l'histoire de nos sociétés une parenthèse euro-méditerranéenne. La ville, la monnaie ou l'écriture en font partie. Désormais, les pièces de monnaie disparaissent au profit de la carte bancaire. Les formes de communication sans écriture dominent. La consommation du vin régresse. On s'interroge sur le devenir de nos villes face au changement climatique, aux modes de transport, aux nouvelles organisations sociales. Des questions qui interrogent un phénomène qui n'est, peut-être, qu'un épisode de l'histoire de l'humanité. Une parenthèse enchantée et civilisationnelle, parce que derrière la ville, l'écriture et la monnaie, il y a la philosophie, la littérature, nos cultures... Et que, peut-être, elles auront été le propre de cette parenthèse.

Vous reprenez la phrase d'Yves Coppens : « Quand vous fouillez, le passé vous arrive en ligne directe, c'est inoubliable. » Qu'est-ce qu'elle représente pour vous ?

En archéologie, l'émotion est essentielle. C'est ce qui nous anime. On peut mettre en avant les nouvelles technologies, le rapport à la science, mais avant tout, il y a l'émotion. Que ce soit devant des peintures rupestres, des objets de tous les jours ou bien des restes humains. Ce sont le fruit de gestes, d'outils maniés il y a des centaines ou des milliers d'années par des gens qui ne sont plus là, mais qui appartiennent à notre humanité. Quand on est sur un site, que l'on découvre les traces d'une vie passée, c'est quelque chose qui nous bouleverse tous. Une nouvelle découverte me touche autant en tant que président de l'Inrap qu'elle émeut de jeunes enfants. C'est le moteur de notre activité, et une forme de convivialité à nourrir et à protéger. ■

(1) Son livre est ainsi intitulé « Le Jour où je suis devenu archéologue ».

Échappées Golf
PAR LE FIGARO

Présenté par Laurent Louët

à retrouver dès samedi 11 juillet à 19h

Avec **DS AUTOMOBILES**
et la nouvelle N°8

LE FIGARO TV
TOUT LE FIGARO À LA TÉLÉVISION

disponible sur

TNT 34	CANAL+ 126 / 136*	TF1+
Samsung TV Plus	194	118
Free	203	247
Apple TV	disponible sur Google TV	

Aussi sur **LeFigaro.fr** et l'app

* Hors réception satellite
(*) également accessible sur myCANAL

La Belgique et Rudi Garcia, un choc avec l'Espagne pour entrer dans une autre dimension

Baptiste Desprez Envoyé spécial à Boston

À la tête des Diables rouges depuis plus d'un an, le Français et sa sélection font face à un défi grandiose en quart de finale.

Rudi Garcia est un homme heureux. Comment peut-il en être autrement avant de défier l'Espagne en quart de finale de la Coupe du monde (ce vendredi, 21h) dans le non moins génial et ultra-moderne SoFi Stadium, à Los Angeles. À 62 ans, le technicien français a déjà réussi son Mondial en amenant les Diables rouges à ce stade de la compétition, après l'élimination dès les phases de poules en 2022, tout en proposant un style de jeu enthousiasmant avec la deuxième meilleure attaque du tournoi (13 buts inscrits, un de moins que la France et l'Argentine avant les quarts). L'heure est à un nouveau défi face au champion d'Europe en titre. Fin de parcours ou aventure légendaire de la Belgique. Faites vos jeux...

Rencontré début juin dans la banlieue de Bruxelles avant le départ vers Seattle, lieu du camp de base des voisins belges sur la côte ouest des États-Unis, l'ancien coach de Lille, de l'OM ou encore de Lyon ne s'était pas caché. « La Belgique n'est pas la meilleure équipe du Mondial, plantait-il au sujet d'une nation qui n'avait plus connu les frissons des quarts de finale depuis 2018 au Mondial avec la génération dorée des Hazard, De Bruyne ou encore Lukaku. Il y a beaucoup de favoris et on n'en fait pas partie. Cette position d'outsider me convient bien. On veut écrire une belle histoire, sinon ce n'est même pas la peine de la commencer. On veut rêver. » Avant d'aller un peu plus loin : « Faisons les choses dans l'ordre, l'objectif est là, l'ambition est illimitée. »

« Il y a beaucoup de favoris et on n'en fait pas partie. Cette position d'outsider me convient bien. On veut écrire une belle histoire, sinon ce n'est même pas la peine de la commencer. On veut rêver »

Rudi Garcia Sélectionneur de l'équipe de Belgique

À l'issue d'une phase de groupes délicate mais avec la première place décrochée (1-1 Égypte, 0-0 Iran, 5-1 Nouvelle-Zélande), la Belgique est montée en puissance après un retournement de situation contre le Sénégal (victoire 3-2 en étant mené 0-2 jusqu'à la 86^e minute de jeu) en 16^e de finale et



Le sélectionneur de la Belgique, Rudi Garcia (à gauche), entouré de ses joueurs lors du huitième de finale du Mondial face aux États-Unis, le 6 juillet, à Seattle.

une démonstration face à des États-Unis de Mauricio Pochettino (4-1) éparpillés façon puzzle en 8^e. En dépit d'une FIFA bien conciliante - pour rester poli - avec la sélection américaine et Donald Trump sur la polémique Balogun. Un scandale dont se sont servis les Belges en guise de levier, tout en ne se privant pas de se moquer du président américain en imitant ses pas de danse. « Il y avait un sentiment d'injustice dans le groupe et on avait à cœur de répondre sur le terrain », a d'ailleurs reconnu le milieu de terrain Nicolas Raskin après la rencontre à la RTBF. Idem pour le capitaine Youri Tielemans.

Cet été, en Amérique, Rudi Garcia, souvent tancé en France pour sa communication et dernier sélectionneur « étranger » encore en lice avec Thomas Tuchel et l'Angleterre, a mis tout le monde d'accord avec ses choix tactiques. Des décisions fortes, comme le fait de laisser sur le banc des remplaçants l'icône Kevin De Bruyne, qui passe à côté de son tournoi, et Jérémie Doku, face aux Américains. Un coup tactique payant avec des Diables rouges qui n'ont

fait qu'une bouchée des États-Unis. Neuvième sélectionneur français de l'histoire à atteindre les quarts de finale d'une Coupe du monde, Rudi Garcia n'entend pas s'arrêter là, face à un adversaire immense comme l'Espagne.

L'objectif est de confirmer la montée en puissance d'un groupe homogène (21 joueurs sur 26 ont joué au Mondial), qui s'avance comme celui ayant le plus de buteurs (Trossard, De Bruyne, Lukaku, Tielemans, De Ketelaere, Vanaken, Saelemaekers) et le plus de buteurs provenant du banc des remplaçants (5) dans la compétition. Signe d'une cohésion conséquente et d'international qui sont embarqués par leur entraîneur, en dépit de la perte d'Amadou Onana, victime d'une grave blessure au genou droit et qui a voulu rester avec ses partenaires jusqu'au quart de finale contre la Roja.

Nommé le 25 janvier 2025, Rudi Garcia a d'ores et déjà répondu à tous les objectifs qui lui étaient fixés par sa fédération. Le maintien en Ligue des nations, la qualification au Mondial, la première place de groupes à la Coupe

du monde pour, comme les Bleus, bénéficier de moins de trajets en restant à Seattle et enfin la place de quart-de-finaliste. Sans oublier d'autres éléments forts, comme l'incorporation de jeunes Diables rouges (Ngoy, Moreira, Fernandez-Pardo...) ou la volonté d'un jeu plus offensif (2^e attaque du tournoi).

Un sans-faute avec un groupe annoncé par certains comme trop vieux et en bout de piste, au regard des présences d'Axel Witsel (37 ans), Kevin De Bruyne (35 ans) ou encore Romelu Lukaku (33 ans). L'attaquant de Naples, 64 minutes de jeu cette saison, monument de la sélection (131 capes, 93 buts inscrits), à court de forme, a déjà répondu à toutes les attentes avec trois buts au compteur. « Je ne vais pas me priver de ce numéro 9, même dans cet état de forme, il va nous servir, c'est certain », nous soufflait l'ancien technicien de la Roma début juin. Un pari réussi par Garcia, désireux d'offrir une belle sortie à tous les cadors d'une sélection nostalgique de la demi-finale 2018 et de la troisième place décrochée en 1986.

Questionné à Tubize, le Clairefontaine belge, sur la suite après le Mondial, Rudi Garcia avait botté en touche. « Il y a encore plein de choses à faire. J'ai le feu. Il y a une jeune génération en Belgique vraiment intéressante qui arrive. Je me vois bien continuer ici, il n'y a pas de raison de partir. Après, si ça ne se fait pas en Belgique, on verra bien. L'Espagne, la Premier League, franchement, c'est le championnat que j'aimerais bien découvrir. » Avant d'y penser, l'Espagne se présente jeudi à Los Angeles. Impossible de rêver plus beau défi. Qui peut changer une vie. Et vous faire basculer dans une autre dimension. ■

QUARTS DE FINALE C.D.M.

FRANCE	jeudi 22h	MAROC
ESPAGNE	ven. 21h M6	BELGIQUE
NORVÈGE	sam. 23h	ANGLETERRE
ARGENTINE	dim. 3h	SUISSE

DEMI-FINALES

FRA. OU MAR.	mar. 21h	ESP. OU BEL.
NOR. OU ANG.	mer. 21h	ARG. OU SUL.

Finale le dimanche 19 juillet à 21h.

L'Espagnol Lamine Yamal, l'une des rares stars en demi-teinte au Mondial

Sébastien Ferreira

L'adage veut que l'attaque gagne des matchs, mais que la défense gagne des titres. À rebours d'une idée reçue, preuve que les souvenirs déforment la réalité, l'Espagne a historiquement embrassé cette théorie : elle n'avait encaissé aucun but lors de ses quatre derniers matchs à la Coupe du monde 2010, et un seul en six matchs à l'Euro 2012, avec à chaque fois la trophée au bout. Au Mondial 2026, David Raya n'a toujours pas vu ses filets trembler. Et c'est pourtant Lamine Yamal, star de l'attaque, joueur frisson, qui intéresse le plus les suiveurs.

Après cinq matchs, le phénomène de 18 ans (il en aura 19 lundi) ne compte qu'un but et zéro passe décisive, quand Harry Kane, Kylian Mbappé et Lionel Messi ont respectivement marqué 6, 7 et 8 fois. Erling Haaland, Ousmane Dembélé, Jude Bellingham ou encore Vinicius ont aussi répondu présent. « Il a très envie de s'imposer sur la scène de la Coupe du monde car c'est là qu'un joueur de son calibre doit faire ses preuves », a exposé son sélectionneur, Luis de la Fuente.

Depuis l'Euro 2024, où il a été un des grands artisans de la victoire espagnole

alors qu'il fêtait ses 17 ans la veille de la finale, plus personne ne doute qu'il est le futur, et même le présent du football mondial. Sa brillante saison au FC Barcelone a toutefois tourné court après une blessure à la cuisse gauche le

« Ce sont ces moments-là dont les gens se souviennent, à partir des huitièmes et des quarts de finale. C'est là que je suis le plus motivé. C'est toujours comme ça : plus les matchs importants approchent, plus je monte en puissance »

Lamine Yamal

Dans les colonnes du quotidien catalan Mundo Deportivo

22 avril. S'il a gagné sa course contre la montre en vue de la Coupe du monde, Yamal n'a pu jouer que 19 minutes lors de l'entrée en lice de la Roja contre le Cap-Vert. Il y a posé quelques coups de reins, sans faire la différence (0-0).

Il a ensuite été titulaire à chaque match, livrant 45 minutes de très haut niveau, qui ont rassuré sur son état physique, pour balayer la modeste

Arabie saoudite (4-0). Puis il a paru emprunté contre l'Uruguay (1-0), l'Autriche (3-0) et le Portugal (1-0), où il a été muselé par le latéral gauche du PSG, Nuno Mendes, qui s'est blessé musculairement à la 55^e minute. « La blessure de Nuno pourrait être due à tout ce que Lamine a exigé de lui, son

travail a été extraordinaire », a supposé Luis de la Fuente.

Il y a une part de vérité dans ce point de vue. Yamal réclame le ballon, provoque, déborde, distribue, frappe. « Il nous apporte énormément avec ses dribbles et sa présence. Quand il a le ballon, il attire deux ou trois



L'attaquant Lamine Yamal lors du huitième de finale de la Coupe du monde entre le Portugal et l'Espagne, le 6 juillet à Arlington.

adversaires, ce qui nous ouvre des espaces », analyse Dani Olmo. C'est ce manque de justesse dans les derniers gestes (et les derniers mètres) qui le fuit. « Je pense que je peux faire mieux. Je suis très exigeant envers moi-même. Ce que je fais ne me suffit pas », a-t-il déclaré auprès du quotidien catalan Mundo Deportivo.

« Je suis resté inactif pendant près de deux mois et ce n'est pas la même chose que quand on enchaîne sept matchs d'affilée », a-t-il rappelé, donnant rendez-vous pour les moments clés de la Coupe du monde : « Ce sont ces moments-là dont les gens se souviennent, à partir des huitièmes et des quarts de finale. C'est là que je suis le plus motivé. C'est toujours comme ça : plus les matchs importants approchent, plus je monte en puissance. »

« Les grands rendez-vous contre les meilleurs adversaires forment un joueur, a abondé Luis de la Fuente dans les colonnes du Guardian. Mon seul conseil est d'être lui-même, de prendre du plaisir, tout en assumant les responsabilités qui sont les siennes. » La Belgique, où le latéral gauche Maxim De Cuyper devrait être missionné au marquage, est la prochaine équipe ce vendredi (21 heures) à vouloir empêcher le décollage de la fusée Yamal. ■

MUTSU KAWAMORI/LO VIA REUTERS

BRUNO FAHYBELGA VIA REUTERS CONNECT

Gilles Fester
Envoyé spécial Gavarnie-Gèdre

Le Slovène a récupéré le maillot jaune en assommant ses rivaux dans les Pyrénées, où Paul Seixas a limité la casse.

L'étape reine de Pyrénées. 186,2 km et 4100 m de dénivelé entre Pau et le charmant village de Gavarnie-Gèdre et son majestueux cirque que Victor Hugo avait surnommé le « Colosseum de la nature » dans son *Voyages aux Pyrénées*, en 1843. Une sorte de bout du monde de pierre et un décor sublime classé au Patrimoine mondial de l'Unesco pour clôturer avec un très long faux plat (18,7 km à 3,7 %), l'une des étapes les plus attendues de la 113^e édition. Une de ces journées qui sentent bon les après-midi d'été à lézarder devant le poste de télévision avec deux des cols les plus empruntés par la Grande Boucle depuis 1947 : l'Aspin (57 fois) et le Tourmalet (63 fois), un autre colosse avec ses interminables 17,1 km d'escalade à une moyenne de 7,3 %.

« On est chez Hugo. Et qui dit Hugo dit épopée. Celui qui va gagner à Gavarnie, non seulement va gagner dans les Pyrénées, mais il va gagner chez Victor Hugo. Pogacar, Seixas ou bien Vingegaard ? Le rendez-vous est là. Et très exactement, sportivement, le rendez-vous est au sommet du Tourmalet », s'interrogeait avant l'étape Christian Laborde, dont l'ouvrage *La Chute de Luis Ocaña dans le col de Menté* (Éditions Gallimard) vient de sortir en librairie.

L'écrivain-poète et amoureux du Tour avait vu juste. Le Tourmalet a bien été le point de bascule d'une journée, avouons-le, d'un mortel ennui avant le festival Pogacar. Irrésistible, insatiable et imbattable. Jusqu'à ce jeudi, l'« ours » des Pyrénées avait obtenu 10 de ses 20 victoires sur le Tour dans ce massif. « Les Pyrénées m'aiment bien, moi aussi », avait-il lâché après sa démonstration vers le plateau de Beille, en 2024, en épuisant Jonas Vingegaard. L'idylle est toujours d'actualité. Le



Impérial, le Slovène Tadej Pogacar a dynamité un groupe réduit à une petite vingtaine de coureurs à 4,7 km du sommet du Tourmalet et à 44 km de l'arrivée de la 6^e étape, disputée entre Pau et Gavarnie-Gèdre. POOL BERNARD PAPON/BELGA VIA REUTERS CONNECT

Tadej Pogacar écrase la concurrence dans les pentes du Tourmalet

meilleur coureur de la planète a dynamité un groupe réduit à une petite vingtaine de coureurs à 4,7 km du sommet du Tourmalet et à 44 km de l'arrivée. Sûr de sa force, il n'était jamais parti d'aussi loin en solitaire dans la Grande Boucle. Vingegaard (Visma-Lease a Bike) n'a pu réagir, Seixas non plus.

Flashé à 107 km/h

Pogacar a basculé dans la descente avec une demi-minute d'avance sur son rival danois, au visage déformé par les grimaces, et l'« 26 » sur un Paul Seixas accrocheur, accompagné de d'Isaac Del Toro (UAE Team Emirates) et Florian

Lipowitz (Red Bull-Bora-Hansgrohe). Aucun d'entre eux n'a revu le dossard blanc du meilleur coureur de la planète lancé dans une descente folle, flashé à 107 km/h et fatale au Maillot Jaune, Torstein Traaen, victime d'une chute.

Le Norvégien a délaissé sa précieuse tunique à Pogacar, qui a réussi à accentuer son avance dans la douce monnaie vers le cirque de Gavarnie, où il a cueilli sa deuxième victoire d'étape dans cette édition, sa 23^e au total à seulement 27 ans. Sur les feuilles de chronos, les écarts sont considérables : 2' 38" sur Vingegaard, son dauphin (à 2' 42" au classement général). Paul Seixas,

valeureux mais bien trop vite laissé seul par ses coéquipiers, termine 5^e de l'étape, à 2' 57" (6^e à 3' 55" au général). « On était super motivés dès le début, dans le bus, avec les coéquipiers. Je ne m'attendais pas à des écarts aussi grands et à reprendre le jaune (...). Cela vient confirmer qu'on a fait une bonne préparation et qu'on peut un peu se relâcher dans les prochains jours, même s'il faudra rester concentré », a commenté le Slovène au micro de France Télévisions.

« Pogi » n'a certes pas encore course gagnée. Le Tour, assommé par la chaleur, peut encore réserver des surprises, avec deux piègeuses traversées du

Massif central et des Vosges et une terrible dernière semaine dans les Alpes. Mais, jeudi soir, le regretté Jacques Anquetil, Eddy Merckx, Bernard Hinault et Miguel Indurain peuvent quand même commencer à préparer un nouveau rond de serviette à la table du cercle très fermé des quintuples vainqueurs. ■

Classement 6^e étape : 1. Pogacar (Slo/UAE), les 186,2 km en 4h 32min 07; 2. Vingegaard (Dan/TVL) à 2'38; 3. Del Toro (Mex/UAE) 2'57; 4. Evenepoel (Bel/RBH) 2'57; 5. Seixas (Fra/DCT) 2'57...
7^e étape, ce vendredi (13h25) : Hagetmau-Bordeaux (175,1 km).

Un Tour de souffrances et d'adaptation sous le dôme de chaleur

« On a l'impression d'avoir un sèche-cheveux au-dessus de la tête tout le temps », souffle Nicolas Prodhomme (Decathlon CMA CGM). « On est tout le temps avec les glaçons... Ça limite un peu les performances, tu finis avec mal à la tête tous les jours et un peu cramé », résume Dorian Godon (Netcompany Ineos Cycling Team). Depuis Barcelone, la chaleur fait rage, ne débranche pas, déroule le fil (très) rouge de ce Tour de France. Les organisateurs et les autorités scrutent les températures avec inquiétude, multiplient les messages de prévention à destination des spectateurs installés de longues heures durant sur le bord des routes et suivent avec attention l'état de fatigue des coureurs.

« Ce Tour ne bat pas encore de records de chaleur. Le record au sol, c'est 63 °C, en 2010 à l'arrivée aux Rousses, avec la victoire de Sylvain Chavanel juste avant l'orage. Précédemment, c'était 51 °C, à Gaillac, sur le contre-la-montre (victoire de Jan Ullrich), en 2003. Aujourd'hui, on est sur des températures qui oscillent entre 49, 50 et 55, 56 degrés en fonction de la couleur des revêtements. Je recherche les records, donc j'ai une méthode de travail, trouver l'endroit le plus noir sur la route. Avoir 38, 39, 40 degrés dans l'air, ce sont des températures qu'on a assez peu l'habitude de voir sur le Tour. On les croise au mois de juillet de temps en temps, un jour ou deux. Là, on est sur des canicules qui durent. C'est probablement l'un des changements les plus prégnants », observe André Bancala, le coordinateur technique des Départements de France sur le Tour de France.

Car les jours se suivent et se ressemblent. Aux Angles, à Carcassonne, à Lannemezan ou à Pau, les coureurs roulent vers le départ avec sur le dos des gilets réfrigérés pour le défilé sur le podium. Avant de s'élancer dans l'étape, ils glissent des glaçons dans le maillot et le cuissard. Pour arracher un peu de

fraîcheur avant de se jeter dans l'étau. À l'arrivée, ils plongent sous les douches ou dans des bains glacés. Sans attendre. Pour faire un peu descendre la température corporelle. « C'est le four de France », a titré le Parisien. « On a l'impression d'être à La Vuelta, en Andalousie, c'est nouveau pour le Tour de France », confie Christian Guiberteau, directeur sportif de l'équipe PicNic PostNL, qui dispose d'une « cooling team » étalant ses membres le long du parcours de l'étape pour distribuer des bidons, des bidons et encore des bidons. « À peu près dix par jour, par coureur », selon Stéphane, assistant de l'équipe néerlandaise. Avec des boissons énergétiques et d'autres pour s'arroser. Mercredi, l'équipe Cofidis avait indiqué avoir distribué plus de 1000 bidons à ses huit coureurs en cinq étapes...



PHOTOGRAPHIE/PA VIA REUTERS

L'UCI a vraiment pris une belle décision en laissant ouvert le ravitaillement à tout moment durant les étapes. Parce que la santé des coureurs est la chose la plus importante

Mauro Gianetti
Manager de l'équipe UAE Team Emirates

« Tout le monde souffre, le public sur la route souffre, on peut imaginer ce qu'il en est pour les coureurs. C'est la réalité en ce moment. L'UCI (Union cycliste internationale) a vraiment pris une belle décision en laissant ouvert le ravitaillement à tout moment durant les étapes. Parce que la santé des coureurs est la chose la plus importante », souligne Mauro Gianetti, le manager de l'équipe UAE Team Emirates, quand les équipes craignent de voir se multiplier les crampes et les défaillances.

Frédéric Moncassin, l'ancien sprinter (double vainqueur d'étapes sur le Tour, en 1996, et porteur du maillot jaune) glisse : « Le Tour, ça a toujours été des conditions difficiles. Avant, c'était par moments, maintenant, on a l'impression que c'est en continu. À l'époque, on nous disait : "Les gars, ce n'est pas grave, à un moment, le corps se thermorégule, il s'adapte." Les coureurs cyclistes, avec leur apparence fragile, c'est un corps super solide, ce sont des gros athlètes. Je les admire, ce sont tous des héros. Ils ne se plaignent pas, vont au combat, s'il fait chaud, froid, s'il pleut ou s'il neige. Un cycliste, c'est un vrai homme, ou une vraie femme. Vive le Tour féminin ! Je les plains forcément, mais ce sont des athlètes, de grands personnages. On ne peut qu'être admiratif devant tous. Un peu moins pour les directeurs sportifs qui ferment les carreaux dans la voiture et mettent la clim... »

Après avoir respiré un peu au sommet du Tourmalet et à Gavarnie (6^e étape), le Tour s'apprête à voir le thermomètre s'affoler vers Bordeaux, ce vendredi (7^e étape). André Bancala laisse traîner son regard sur les routes et avance : « On n'a pas plus de danger potentiellement aujourd'hui que par le passé, pour plusieurs raisons. D'abord, ne fondent que les routes qui sont en enduit, c'est-à-dire, pour résumer, une colle, du gravier, on roule dessus et puis ça colle tout seul. L'inconvénient, c'est que comme tout n'est pas mélangé, mais que c'est juste apposé, lorsque cela chauffe, les gravillons ont un

peu tendance à s'en aller et la colle, le liant, a tendance à remonter en surface. C'est ce qui donne cette pellicule brillante et noire, qu'on appelle le ressuage. On le traite avec de l'eau, mais avec beaucoup de respect pour l'environnement et de parcimonie, parce qu'on ne va pas arroser avec des milliers de tonnes d'eau. Pour ça, on va utiliser quelques centaines de litres. On a une citerne d'eau avec 2000 litres, 2 tonnes, 2 mètres cubes. Avec ça, on fait quasiment tout le Tour. On va arroser une plaque sur 2 ou 3 mètres qui est en descente, dans un virage. En montée, on ne va pas arroser, ça ne sert à rien. »

La chaleur et les épisodes de canicule font partie de la réflexion permanente des organisateurs, avec des étapes moins longues (une seule de plus de 200 kilomètres cette année), la recherche de passages ombragés, comme le col du Haag, lors de la 14^e étape (« quand on a retrouvé de l'ombre dans le col de Montségur, mardi, lors de la 4^e étape, on sentait que les coureurs étaient quand même un petit peu plus à l'aise », rappelle Thierry Gouvenou, le directeur technique de l'épreuve), la possibilité de raccourcir, voire d'annuler une étape en raison de conditions exceptionnelles. Comment rafraîchir à l'avenir les coureurs et les spectateurs (10 à 12 millions attendus durant l'événement) ? « Avec des Canadair ? Il va falloir travailler sur la sortie d'eau, qu'elle soit un peu moins violente (Rires). J'ai pensé aux brumiseurs. Après, la mise en œuvre, comment se fait-elle ? S'il y a un vent de travers, tu ne peux pas le mettre à 2 mètres des coureurs. Tu es obligé de garder une certaine distance. Un vent de travers, la brume va sur le côté. Techniquement, ça me paraît extrêmement compliqué », livre Thierry Gouvenou.

Les chaleurs en folie qui pourraient accompagner le peloton jusqu'au 18 juillet peuvent-elles avoir des conséquences sur les routes, le terrain d'expression du Tour ? André Bancala résum-

me : « Quand on est sur des routes qui voient passer 50 véhicules jour, il n'y a aucun risque. Là, on en fait passer beaucoup plus, donc ça dégrade. On utilise du lait de chaux, qui est ce mélange de chaux et d'eau qui donne un aspect blanc à la route. Ça se généralise. Cela permet, avec le blanc, de réfléchir la lumière et donc la chaleur. Et on redescend la température de 5 ou 6 degrés. Et ça a une rémanence sur la chaussée, puisque ça ne s'en va pas comme de la crème et cela reste collé au sol. On a progressé dans la qualité des revêtements. On a moins de gravillonnage et moins de ressuage que par le passé. Une année canicule comme ça, ce n'est pas pire que la descente de La Rochette quand Armstrong avait tiré tout droit à travers champ et quand Beloki était tombé. » Vers Gap, en 2003... ■

J.-J.E. et G.F. Envoyés spéciaux à Gavarnie-Gèdre

EN BREF

Tennis : Arthur Féry au milieu des cadors

La première demi-finale masculine de Wimbledon opposera ce vendredi (14h30) la révélation britannique Arthur Féry (114^e mondial) à Alexander Zverev (3^e), avant le choc entre le numéro 1 mondial, Jannik Sinner, et Novak Djokovic (8^e). Féry, fils du président du FC Lorient et né à Sèvres, devra se surpasser pour surprendre le dernier vainqueur de Roland-Garros. Même impératif pour Djokovic, encore sur la route d'un 25^e Grand Chelem. Dans le tableau féminin, la Tchèque Karolina Muchova (9^e) s'est qualifiée pour sa première finale à Wimbledon en battant l'Américaine Coco Gauff (7^e) 6-2, 1-6, 7-6 (12/10), après avoir sauvé une balle de match.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès
260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.
Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Flançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
0170 37 31 70

communications

Le club Séniors Paris

vous accueille dans son cercle amical.

Informations : 06 70 86 00 09.

deuils

Biscarrosse (Landes).

Olivier et Martine, Frédéric et Sonia, Emmanuel et Marie, Gabriel, ses fils et belles-filles,

Marie et Jeremy, Anne, Adrien, Ian, Alicia, Roxane et Géry, Tristan, Auguste, ses petits-enfants,

Raphaël, Théophile, Eugénie, ses arrière-petits-enfants,

Alain et Florence d'Antin de Vaillac, Marie-Hélène d'Antin de Vaillac, son frère et ses belles-sœurs,

font part du rappel à Dieu de

Bernard comte d'ANTIN de VAILLAC baron d'ANTIN commissaire colonel (h.) de l'armée de l'air, chevalier du Mérite agricole,

le 6 juillet 2026, dans sa 91^e année, à Biscarrosse.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Biscarrosse, le lundi 13 juillet, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château de Biscarrosse, 40600 Biscarrosse.

Arcachon (Gironde).

En union avec Rex Baseden (†),

Francis et Sophie Baseden, Patrick et Corinne Baseden, Éric et Chantal Baseden, Stéphane et Natalie Baseden, Ann Avril et Frédéric Giraud, ses enfants,

ses 15 petits-enfants,

ses 21 arrière-petits-enfants,

Simon et Mary Bailey, Dorine et François Spelle, ses neveux et nièces,

Isabelle, Bernadette, Marie, ainsi que tous ceux qui l'ont entourée de soins et d'affection

ont la grande tristesse de vous annoncer le rappel à Dieu de

Mme Rex BASEDEN née Huguette Steverlynck,

le mardi 7 juillet 2026, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique Notre-Dame d'Arcachon, le mercredi 15 juillet, à 15 heures.

Villa Sant-Angelo, 2, allée de Sully, 33120 Arcachon.

Annie Carles-Salmon, son épouse,

Nicolas et Nathalie Carles-Salmon, ainsi qu'Antoine, Laurent Carles-Salmon, ses enfants et petits-fils,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Georges CARLES-SALMON

survenu le 4 juillet 2026, à Aix-les-Bains.

« Quand je serai parti vous préparer une place, je reviendrai et je vous emmènerai auprès de moi, afin que là où je suis, vous soyez, vous aussi. » Jean 14, 3.

François-Xavier et Stéphanie Catimel, Anne-Sophie et Christophe Le Bars, Ségolène et Gilles Vlau, Marie-Emmanuelle et Frédéric Debacker, Séverine et Paul-Edouard Launay, Claire-Alix et Antoine Cliquet, Matthieu et Nathalie Catimel, ses enfants, belles-filles et gendres,

ses 31 petits-enfants, leurs conjoints,

et 30 arrière-petits-enfants,

en union avec Paul Catimel (†), son époux,

confient à votre souvenir et à vos prières

Martine CATIMEL née Sterlin,

endormie dans la Paix du Seigneur, le 7 juillet 2026, à l'âge de 88 ans.

La messe d'À-Dieu aura lieu le mercredi 15 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Paul-des-Sablons, à Compiègne.

Des messes ou un don à une association caritative sont préférés à des fleurs.

Les familles parentes

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Monique COUDERT née Guérin,

veuve du **général Jean-Claude Coudert**

survenu le 6 juillet 2026, dans sa 105^e année, à son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 17 juillet 2026, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Arche-d'Alliance, 81, rue d'Alleray, à Paris (15^e), suivie d'un dernier hommage à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71 rue des Rondeaux, à Paris (20^e).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Rémy-de-Provence.

Le docteur Joseph Diesel, son époux,

Laurence Wintringer et le docteur Pascal Wintringer, Pascale Diesel, ses filles et son gendre, Adrien, Pénélope et Héloïse, ses petits-enfants,

Aliénor, son arrière-petite-fille,

ont le profond chagrin de vous faire part du décès de

Andrée DIESEL née Roesch,

survenu le 25 juin 2026, dans sa 89^e année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Valérie et Daniel, ses enfants, ses petites-filles

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Nadia GARCIA née Maxian,

le 7 juillet 2026.

Une cérémonie religieuse aura lieu ce vendredi 10 juillet, à 16 heures, en l'église Saint-Exupère, à Toulouse.

Mme Géraldine Fort, M. Cyril Fort, ses enfants, et leurs conjoints,

Emeline, Valentin et Camille Fort, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christiane FORT née Daviel de La Nézière, veuve de **Jacques Fort**

survenu le 7 juillet 2026, à l'âge de 92 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Charles-de-Monceau, Paris (17^e), le mercredi 15 juillet, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Frank Klein, son époux, Alexandre et Ellen, Anthony et Nadya, ses enfants, belles-filles, Margy Fuller, sa sœur, Olivia et Caroline, ses nièces, Sepp, Herta, Illenia, et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Maria KLEIN née Schnitzer.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 10 juillet 2026, à 14 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, Paris (7^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu, le 7 juillet 2026, munie des sacrements de l'Église, de la

comtesse Jean de LAPLAGNOLLE née Roselyne de Villele.

De la part de

M. et Mme Gil Martignac, le comte et la comtesse Axel de Laplagnoile, ses enfants,

Paul, Victoire et Maxime, Charles, Clémence, Astrid, Bérénice et Arthur, Aymar, Jean, ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu ce vendredi 10 juillet, à 16 heures, en l'église de Mourvilles-Basses (Haute-Garonne), suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière de Roques.

Chartres (Eure-et-Loir).

Marie-Madeleine Marceul, sa sœur,

Louis et Charlotte Marceul, Charles et Aurélie Marceul, Nicolas et Laure de Baudus de Fransures, Arthur et Sabine Bastien-Thiry, Thierry et Julie Bagland, Séverin et Charlotte Desormeaux, ses neveux et nièces, et leurs enfants

font part du rappel à Dieu de

M^e Dominique LESAGE notaire,

le 5 juillet 2026, dans sa 76^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'insigne basilique cathédrale Notre-Dame de Chartres, ce vendredi 10 juillet, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le conseil d'administration, le président et le délégué général de la **Fédération française du prêt-à-porter féminin**

ont la tristesse de faire part du décès de

M. David PISANTI président de la Fédération de 1990 à 1993, administrateur de nombreux organismes de la profession,

survenu le 6 juillet 2026.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et lui présentent leurs sincères condoléances.

Pascale et Jean-François Jehanno, Christèle Bruneau, Bénédicte Fidalgo, ses filles et son gendre,

Marine et Mathieu, Matthieu et Louise, Maelys, Jean-Louis, Romain et Camille, Marie, Pierre et Léa, Sybil, Florian, Antoine, ses petits-enfants,

Blandine, François et Vianney, Joseph et Bérénice, ses arrière-petits-enfants,

ont l'immense douleur de vous faire part du décès de

M. Jean MALIVET

rappelé à Dieu le 23 juin 2026, dans sa 96^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Médard de Brunoy (Essonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Grenoble. Chamonix. Paris.

Le docteur et Mme Jérôme Péronnet, M. et Mme Stanislas Péronnet, en union avec M. et Mme Amaury de Varax (†), ses enfants, et Mme Jacques Péronnet (†), née Nallet, son épouse,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

M. Jacques PÉRONNET

le 5 juillet 2026, dans sa 96^e année.

La messe d'À-Dieu sera célébrée ce vendredi 10 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, au Grand-Lemps (Isère).

L'inhumation aura lieu en fin de matinée, au cimetière Saint-Roch de Grenoble.

Dans la foi en la Résurrection et la Vie éternelle.

Sandra Propper et Yves Manassé, sa fille et son gendre,

Rodolphe et Marie-Anne Mock, son frère et sa belle-sœur,

Elsa et Steve Weihart, Édouard et Josefina Propper, Samuel et Noémie Manassé, Charles Propper, Oona Propper-Quin et Antoine Ribouchon, ses petits-enfants,

Chloé et Élie, Lukas, Arthur, Gabrielle, ses arrière-petits-enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Françoise PROPPER

Selon sa volonté, elle a été inhumée dans la plus stricte intimité, auprès de son fils Michel, décédé le 31 décembre 2019.

Carnac (Morbihan).

En union avec le comte Bernard de Réals de Mornac (†),

Béatrice de Réals Levacher (†), le comte et la comtesse François de Brantes, Sophie de Salins de Réals, ses enfants,

Alexandre, Mathieu et Laëtitia, Guillaume, Olivier et Claire, ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de la

comtesse Bernard de RÉALS de MORNAC née Françoise Marescot,

le 5 juillet 2026, dans sa 92^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 10 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Cornély de Carnac, suivie de l'inhumation au cimetière Bellevue de Carnac.

Plutôt que des fleurs, la famille suggère de faire célébrer des messes.

disparition

Bonnie Tyler, star des années 1980



Bonnie Tyler, lors de la finale du concours Eurovision de la chanson, à Malmö, en Suède, le 18 mai 2013.

Léna Lutaud avec Benjamin Puech

Voix « rauque'n'roll », synthés héroïques, crinière blonde, leggings pailletés, gros ceinturon, poings levés et redoutable accent gallois, Bonnie Tyler assumait totalement le kitsch de son personnage. Que celui qui n'a jamais rembobiné son existence sur *Total Eclipse of the Heart* jette la première pierre. Ou la première bière, puisque Gaynor Hopkins a commencé sa carrière dans l'atmosphère enfumée des pubs avant de devenir Bonnie Tyler et de se muer en une gloire des années 1980. Après quasi cinquante ans de carrière sans traversée du désert, elle est décédée à l'âge de 75 ans, a annoncé la BBC jeudi matin.

Comme tant de Britanniques, dont son ami sir Cliff Richard, Bonnie Tyler vivait surtout à Albufeira, près de Faro, dans le sud du Portugal. Mariée depuis près d'un demi-siècle à un ex-champion de judo aussi discret qu'elle était volcanique, elle y possédait un yacht, qu'elle s'était offert pour ses 50 ans et plusieurs appartements. Sans enfant, elle avait besoin de place pour accueillir sa grande famille, seize nièces, seize neveux et quatorze petites-nièces et petits-neveux. Quand elle n'était pas sous le soleil de l'Algarve, elle était sur les routes en Europe avec ses musiciens. Elle connaissait par cœur les salles de concert allemandes, son premier marché depuis toujours et le pays de sa maison de disques.

« À force, je me débrouille mieux en allemand qu'en welsh », nous disait-elle avant le Covid, en 2019. Fan de country, de blues et surtout de rock, Bonnie Tyler reste indissociable de trois tubes internationaux, *It's a Heartache* (1977) hurlé du fond de la gorge, *Total Eclipse of the Heart* (1983) et *Holding out for a Hero* (1984). Trente ans plus tôt, elle grandissait entourée de musique - « et d'amour », précisait-elle - dans une famille modeste de Skewen, près de Cardiff. Père mineur, mère femme au foyer. « Ma mère aimait l'opéra, mes frères écoutaient Elvis Presley et mes sœurs, Frank Sinatra », nous racontait-elle en 2019. Elle se casse la voix sur Janis Joplin et Tina Turner.

À peine majeure, elle arrête l'école et se produit dans un pub, six soirs sur sept. Elle monte son propre groupe et passe des années à chanter les tubes des autres. « J'aurais pu passer ma vie à être une rockeuse locale à succès », expliquait-elle. Mais, en 1976, un découvreur de talents londonien se trompe d'étage dans une boîte de nuit et tombe sur ce drôle de phénomène. Il lui propose de la lancer, avec un nom de scène. « J'ai coché tous les noms dans le journal et cela a donné Bonnie Tyler. Peut-être y avait-il un article sur Steven Tyler, d'Aerosmith ? », s'interrogeait-elle dans *Le Figaro*.

Succès international

Cette année-là, elle enregistre son premier disque, *Lost in France*, un carton en Allemagne mais pas dans l'Hexagone. Le succès international vient ensuite avec *It's a Heartache*. À 26 ans, Bonnie Tyler vend 50 000 albums par jour. Aux Grammy Awards, elle concourt face à Michael Jackson et à Irene Cara. Excusez du peu. Les tournées et les tubes se succèdent, sous l'œil avisé de son manager et mari, Robert Sullivan. Un ancien champion de judo avec qui elle a mené une vie loin des tabloïds.

Après son heure de gloire, même sans nouveaux tubes, elle n'a jamais cessé d'enregistrer des albums et de se produire sur scène à raison d'une bonne cinquantaine de concerts par an. Ses revenus prouvaient essentiellement des concerts, car, comme elle n'était qu'interprète, ses tubes joués dans les karaokés enrichissaient surtout ses auteurs-compositeurs.

Outre les Allemands et les Scandinaves, elle plaisait beaucoup aux Suisses et aux Autrichiens. Que des pays où les années 1980 sont passées plus lentement qu'ailleurs.

En 2013, la Galloise réputée pour son franc-parler a porté les espoirs du Royaume-Uni, à l'Eurovision. Sans triompher. Plus décalé, elle a repris *Total Eclipse of the Heart* sur un paquebot lors de l'éclipse solaire du 21 août 2017 dans les Caraïbes. Bonnie Tyler a été récompensée en 2023 par le roi Charles III, qui l'a nommée membre de l'ordre de l'Empire britannique. Il y aurait meilleur honneur. « Je n'ai pas encore de rue à mon nom à Faro, comme sir Cliff Richard », nous disait-elle. Avant d'ajouter : « J'ai toujours fait ce métier pour chanter, pas pour être célèbre. » ■

SCANPIX SWEDEN / VIA REUTERS

LE FIGARO le carnet du jour



Inscrivez votre mariage dans l'histoire

Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

PAR
Ronan Planchon

Aristote distinguait trois espèces d'amitié : celle en vue de l'utilité, celle en vue du plaisir et celle en vue de la vertu. Seule la dernière était digne de mériter ce nom, car elle supposait la reconnaissance mutuelle du bien dans l'autre, une altérité enrichissante sans volonté de s'en servir de thermostat affectif chargé de maintenir notre ego à une température agréable. Les deux premières n'avaient aucun intérêt à ses yeux, car elles n'étaient que des transactions déguisées ou des doudous psychologiques. On imagine sa mine déconfitée devant les affiches placardées dans les couloirs du métro parisien en février 2026. Elles montraient alors un orbe parfait d'un blanc mat, suspendu à un collier. À côté de cette sphère, des : « Je serai toujours d'accord pour prendre un café avec toi. » « Je regarderai tous les épisodes avec toi. » « Je ne laisserai jamais de vaisselle dans l'évier. » Cette publicité pour un collier dopé à l'intelligence artificielle, censé écouter les conversations et intervenir en envoyant des messages à son propriétaire en temps réel, commercialisé par la start-up américaine Friend, a généré une vague de dégoût. Des internautes l'ont comparée à la série *Black Mirror*. À New York, les affiches ont été vandalisées avec un florilège de tags comme « l'intelligence artificielle n'est pas ton ami » ou « la connexion humaine, c'est sacré ».

L'affaire a permis de braquer le projecteur sur le fondateur de Friend, Avi Schiffmann, 23 ans, archétype de ces jeunes prodiges de la tech que les États-Unis ont le don de produire en série, le genre de personnage à allier une ferveur quasi mystique en la technologie et le cynisme du marché. Elle a inspiré à Paul Klotz, auteur de *Contre la brutalisation de nos existences* (Flammarion), une réflexion sur le « capitalisme de la solitude », dont la note que *Le Figaro* s'est procurée, sera publiée fin août 2026 par la Fondation Jean-Jaurès, un groupe de réflexion de gauche tendance social-démocrate. Sa thèse est la suivante : la solitude est passée du statut de « résultat non intentionnel », de dommage collatéral, à celui « de ressource recherchée ». On le sait, l'écran est un piège à mouche humaine dont l'intérêt est de nous river à notre canapé afin de nous abreuver de publicités qui nous connaissent mieux que notre propre mère. Nous en sommes à l'étape supérieure. Les géants de la tech créeraient plus ou moins consciemment de la solitude « pour vendre des remèdes à celle-ci », précise-t-il par téléphone.

Les applications de rencontres amicales ont ouvert la voie. Timelefit propose des diners anonymes le mercredi soir, avec cinq inconnus triés sur le volet par un algorithme. Dixner organise des tables de dix convives autour de menus gastronomiques, avec un « ambassadeur » chargé de briser la glace pour éviter les blancs entre la poire et le fromage. Le sport aussi a été réquisitionné. Plusieurs plateformes mettent en relation les joggeurs amateurs et planifient le rendez-vous de ceux qui courent à une même allure modérée le mardi soir ou permettent de trouver en urgence un remplaçant pour le match de foot quand un ami vient de se blesser. L'application Strava se charge d'offrir la récompense symbolique et immédiate avec les « kudos », une sorte de like maison et d'équivalent virtuel des tapes dans le dos. En 2025, la plateforme a revendiqué « 185 millions d'utilisateurs dans le monde ».

Pendant que ces applications promettent de combler un vide avec des kudos, la solitude étend son empire. Vivek Murthy, l'administrateur de la santé publique des États-Unis sous Barack Obama puis Joe Biden, a déclaré en 2023 une « épidémie de solitude et d'isolement » dans ce pays où les adolescents ont réduit de 45 % en moyenne le temps consacré à leurs interactions sociales en face à face entre 2003 et 2022. Le Covid a accéléré une tendance de fond. Chez nous, « en 2024, 12 % des personnes de plus de 15 ans se trouvaient dans une situation d'isolement objectif, contre 10 % en 2010 », explique Paul Klotz en s'appuyant sur une étude de la Fondation de France. La solitude subjective, définie comme l'écart douloureusement perçu entre les relations sociales désirées et celles que l'on estime réellement avoir, s'est aussi dégradée. C'est ce que ressentait André Lhéry, cet écrivain reconnu tiré du roman *Les Désenchantées*, écrit par Pierre Loti. Il se plaignait de recevoir pléthore de courrier, mais « le jour où le facteur lui en donnait moins, il n'était pas content non plus, se croyant tout à coup isolé dans la vie ». Ce sentiment « concernait 25 % de la population en 2018, contre 31 % en 2024 », rapporte une étude de l'Ifop publiée en 2025.

Ce processus d'isolement se fait par un mécanisme infernal en trois temps, raconte Paul Klotz. D'abord, chaque heure passée avec un écran « est une heure volée aux relations réelles, dont la fréquence conditionne pourtant le maintien des compétences sociales et du bien-être général de l'individu ». Très vite s'installe un cercle vicieux. « Moins l'individu se confronte à l'altérité, plus il anticipe négativement ses performances sociales, plus il évite les situations qu'il redoute et plus l'évitement renforce en retour son sentiment d'incompétence relationnelle ». Enfin, « l'effet d'éviction » achève le travail : pourquoi se donner la peine d'organiser un dîner, sortir marcher ou prendre le risque d'un « je sens que ça ne va pas coller », lâché à l'issue d'un rendez-vous galant, quand la machine offre une gratification immédiate et sans aucun effort ?



Kim Young-bun, une Sud-Coréenne vivant seule à Yongin, tient dans ses mains sa poupée d'assistance Hyodol, dotée d'une intelligence artificielle conçue pour les personnes âgées, le 29 avril. JUNG YEON-JE / AFP

La solitude, nouvelle mine d'or des géants de la tech

À l'heure où les applications, les réseaux sociaux et bientôt les agents conversationnels prétendent réparer l'isolement qu'ils ont contribué à aggraver, l'amitié devient un nouveau marché. Décryptage d'un « capitalisme de la solitude » qui fait l'objet d'une étude de la Fondation Jean Jaurès.

La psychologue Sabine Duflo suit en consultation des adolescents qui passent leur journée le nez vissé sur leur smartphone. Avant que Snapchat, Instagram ou TikTok ne lui déclarent la guerre à l'ennui et la gagnent haut la main, l'ennui était le grand aiguillon qui les tirait hors de la solitude, a-t-elle constaté. Privés de pratique, les interactions humaines leur paraissent épuisantes, voire hostiles. Résultat des courses, parmi les utilisateurs français de Strava membres de la génération Z (nés entre 1995 et 2013) « 62 % préfèrent investir dans du matériel plutôt que dans un rendez-vous amoureux », selon les données fournies au *Figaro* par cette plateforme.

En 2020, les chercheuses Karina Sokolova et Hajer Kefi montraient comment les influenceurs réussissent le tour de force de tisser une illusion d'intimité avec leurs abonnés, des inconnus parfois situés à des milliers de kilomètres d'eux. C'est ce qu'on appelle, en langage savant, l'interaction parasociale. Une idylle à sens unique, au grand bonheur de leur comptable. Pierre Valentin a poursuivi cette réflexion, dans *Malaise dans la génération Z* (Gallimard). Le tout-numérique « favorise dans les psychés encore malléables un mélange paradoxal de solitude et de dépendance ». Il « rend bien plus séduisante qu'auparavant l'idée de passer de longues heures seul, sans autre présence physique et sans dépendance à autrui, car l'avis de la ruche bourdonne

constamment dans les oreilles, au point où elle dicte les conduites mêmes quand on est hors ligne ». Les psychologues évoquent une « dette affective ». Les frontières entre l'amitié en ligne et hors ligne ne sont plus étanches. Mathilde, 21 ans, une étudiante en droit trouvée sur Instagram, a un jour partagé un extrait d'une intervention de Bruno Retailleau sur un plateau télé et a senti un léger malaise s'installer le lendemain autour d'un café, avant de crever l'abcès. « Il est ultra à droite quand même... », s'est offusqué son amie. Dans la même veine, ils sont nombreux à retenir un trait d'esprit limite en public par crainte qu'un téléphone immortalise la scène et finisse en tweet accusateur.

À l'ère des agents conversationnels d'intelligence artificielle le « Parce que c'était lui, parce que c'était moi », de Montaigne, devient « parce que c'était moi, parce que j'ai payé et qu'un abonnement mensuel assure les mises à jour émotionnelles ». L'arrivée dans notre quotidien de ces technologies est une rupture anthropologique de taille pour la jeune génération. Les chiffres donnent des sueurs froides. « Aux États-Unis, 19 % des 13-17 ans déclarent passer autant ou plus de temps avec un agent conversationnel qu'avec leurs amis », indique l'expert associé à la Fondation Jean Jaurès. Une IA retient l'intégralité de ce que vous lui avez confié, depuis vos angoisses du prochain contrôle de mathématiques à votre série préférée. Elle adapte son ton à votre humeur du moment, envoie un message de bonne nuit calibré sur votre niveau d'anxiété (particulièrement élevé chez les jeunes, a montré le spécialiste de psychologie sociale Jonathan Haidt dans son livre *Génération anxieuse*), compare votre énième blague redondante à un spectacle de Desproges, et ne répond jamais « là, je n'ai pas le temps ».

« À mon âge, il n'y a rien de plus dur que d'être blessée par les gens. Quand je suis avec Hyodol, je ne souffre jamais »

Bang Chun-ja 78 ans, utilisatrice d'une poupée dotée d'intelligence artificielle en Corée du Sud

Quitte à vendre des remèdes à l'isolement, pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas proposer des substituts complets à l'existence des autres ? Paul Klotz en est convaincu : les robots humanoïdes dopés à l'IA, à terme, deviendront des extensions de nous-mêmes, des prothèses affectives et sensorielles qu'une partie des gens ne parviendront plus à distinguer de leur chair. Le « capitalisme de la solitude » poussé à son paroxysme, en quelque sorte, « avec les risques de dégradation de la santé mentale » qui en découlent. La professeure américaine en psychologie et en neurosciences Julianne Holt-Lunstad a pourtant montré, dans une étude de 2010 qui a fait le tour du monde, que voir régulièrement ses amis

en vrai permet de réduire la dépression, même s'ils arrivent toujours avec une demi-heure de retard et passent le repas à montrer des photos de leur progéniture. D'après ses travaux, le manque de relations sociales directes « augmente le risque de mortalité prématurée de 50 % ». Un effet comparable à fumer « 15 cigarettes par jour ».

L'étape suivante apparaît évidente. Combien seront-ils à préférer un compagnon numérique à un conjoint de chair, et un enfant-Chat GPT (ou carrément aucun) à un bambin dont il faut changer la couche et préparer le biberon ? La Corée du Sud, qui fait encore moins d'enfants que nous (0,72 enfant par femme en 2023 contre 1,76 en France), donne un avant-goût du monde de demain. Le spectacle mélange le grotesque et le terrifiant. Au pays du *Matin-Calmé*, les chiffres font état de plus de 3 920 « morts solitaires » en 2024 et 42 % des foyers du pays sont composés d'une seule personne. L'AFP a rencontré des personnes âgées qui partagent leur vie en compagnie de poupées dotées d'intelligence artificielle payées par la mairie de Yongin, une commune au sud de Séoul. Conçue par la start-up Hyodol, la peluche à couettes et robe vichy rose de Bang Chun-ja, 78 ans, l'accueille d'un « Bonsoir ma chérie ! » enjoué quand elle rentre chez elle. La chose chantonne des tubes de son enfance, lui rappelle de prendre ses médicaments, lui répète dix fois par jour qu'elle l'aime. « À cet âge, il n'y a rien de plus dur que d'être blessée par les gens. Quand je suis avec Hyodol, je ne souffre jamais, elle me fait seulement rire ! », confie cette vieille dame minée par un divorce.

La gauche libertaire, à l'image de Geoffroy de Lagasnerie, sociologue et auteur de *Une aspiration au-dehors* (Flammarion), n'a jamais autant encensé la vie amicale, elle l'érige en une forme de vie émancipatrice, mais semble silencieuse face à cette reconfiguration des liens affectifs par la sphère numérique. Elle se saisit de ce sujet uniquement pour l'opposer au couple, présenté comme une routine ennuyeuse où les débats existentiels se résument à un choix de la marque de yaourt à acheter chez Leclerc. Et pour taper sur la vie de famille, cette prison imposant son rythme à la cité : les enfants à l'école à 8 heures, le judo le mercredi, la piscine le jeudi et le week-end chez les grands-parents.

La France insoumise ambitionne même d'administrer l'amitié. Le 15 janvier, la députée LFI Clémence Guetté a déposé une proposition de loi pour reconnaître, entre autres, la formalisation de « l'entraide entre deux amis » et transformé ainsi l'amitié en engagement formel encadré par l'État. Une vision « technocratique » du lien amical, souffle Paul Klotz. Il attend tout de même la publication du livre de l'élué Insoumis, en août (*Pour une politique de l'amitié*, Éditions La Découverte) avant de se forger un avis définitif sur ce projet. Parce qu'administrer l'amitié reviendrait à gérer la solitude. Le créateur de Friend, Avi Schiffmann, et les geeks de la Silicon Valley s'en frottent les mains. ■

Fin de vie : la mer noircie de sang

O n raconte que Gandhi, interrogé sur ce qu'il pensait de la civilisation occidentale, aurait répondu après quelques secondes : « Ça pourrait être une bonne idée. » C'est drôle et quand même injuste, il y a eu une civilisation occidentale ; mais le fait est qu'elle est plutôt derrière nous. Parler de « civilisation » pour désigner l'état des choses en Europe donne l'impression qu'on se gargarise d'un grand mot. On le sent bien, au fond, même si se l'avouer demeure difficile, c'est plié.

Nos remplaçants s'il y en a, et s'il leur arrive de penser à nous dans quelques siècles, n'éprouveront ni indignation ni colère ; ils ne seront plus concernés. Ils ressentiront probablement un vague dégoût, et surtout une immense perplexité. Les plus lettrés tenteront de la réduire par l'écriture d'énormes ouvrages, dont *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* reste un exemple classique. Un résumé simplifié des thèses de Gibbon expliquant la chute de l'Empire romain par le développement du christianisme, outre qu'il est convaincant et clair, présente l'avantage de pouvoir être prolongé sans difficulté par les thèses d'Auguste Comte sur le passage de l'état théologique à l'état métaphysique, dont l'unique fonction aura été de détruire. Le déclin de l'Occident trouve ainsi son explication naturelle dans la chute du christianisme initiée par le protestantisme, accomplie par le siècle des Lumières. Nietzsche dit à peu près la même chose, en y rajoutant d'amusants effets spéciaux mettant en scène des saltimbanques et des aigles. Ce qui ne colle par contre plus très bien, c'est que les choses ne vont pas mieux en Asie ; le déclin démographique, dans les pays technologiquement les plus avancés – Japon, Corée, plus récemment Chine –, y est même encore plus rapide, au point que leurs populations risquent, à un terme pas si éloigné, de disparaître. C'est bel et bien la modernité toute entière qui s'autodétruit sous nos yeux incompréhensifs.

« Les choses tombent en morceaux ; le centre ne peut plus tenir ; / La pure anarchie est lâchée sur le monde », écrit Yeats en 1919, pressentant que, pour l'Europe, la guerre qui vient de s'achever n'aura été que l'annonciation d'autres désastres plus considérables. La guerre a donné naissance à la guerre, le nazisme a ouvert une porte sombre qui ne s'est jamais totalement refermée, les deux guerres mondiales n'ont fait qu'accélérer la décomposition des pays qui ont commis la folie de s'y engager. Un siècle après le poème de Yeats, le centre n'a pas tenu – et cela apparaît avec une évidence particulière dans le cas du centre politique européen, Bruxelles. En Belgique, l'euthanasie, ouverte aux « personnes en souffrance psychique » depuis 2002, l'est aux mineurs depuis 2014. Quelques marges tiennent encore, mais l'une après l'autre les digues cèdent, et nous sommes submergés par cette « mer noircie de sang », dont parle Yeats dans le vers suivant.

La France devrait être la prochaine digue emportée par cette mer ; il demeure possible de l'éviter, mais l'espoir s'amenuise. Depuis le temps, plusieurs années déjà, que je m'efforce de lutter contre l'euthanasie, alors que grandit en moi la conviction de mener un combat perdu d'avance, j'ai l'impression d'avoir joué toutes mes cartes, et même de commencer à tricher. Une dernière fois, je ne crois pas inutile de recommander à ceux dont le vote aura force de loi de méditer sur le peu de philosophes qui ont, au long des siècles, approuvé le suicide – c'est même assez stupéfiant : le

« progressisme » balaie avec mépris, d'un revers de main, non seulement l'ensemble des traditions religieuses existantes, mais à peu près tout ce qu'ont pu penser les philosophes antérieurs ; une telle arrogance ne s'était, je pense, jamais manifestée dans l'histoire humaine. Mais les philosophies, contrairement aux religions, parlent surtout à l'intelligence de l'être humain, atteignent difficilement ce qu'il a d'essentiel. La religion catholique, malgré, paraît-il, quelques frémissements récents, est depuis longtemps à la ramasse en

Europe, et je n'en suis pas au point de préférer une société islamique, au motif que la société laïque se s'écartere de la loi morale.

Mais je ne suis pas certain d'avoir envie d'appartenir à une société qui légalise l'euthanasie ; défendre l'Occident d'accord, à condition qu'il mérite d'être défendu. Il suffit d'examiner les arguments des partisans de l'euthanasie pour être envahi par le dégoût, et qu'à force de dégoût se déclenche une insurrection morale ; ces arguments se résument en réalité à un seul, qui est la dignité, mais ce mot a été employé si souvent, et de manière si perverse, qu'il est devenu difficile d'appréhender sa signification. Vu par les partisans de l'euthanasie, le désir de dignité manifesté par le mourant, dont témoignent les proches, est en général exprimé par des phrases du genre : « Il n'aurait pas supporté de devenir un légume. » L'assertion serait plus convaincante s'ils pouvaient la compléter ainsi : « Il n'aurait pas supporté de devenir un légume, il aurait préféré devenir un cadavre. » Ajoutons que la métaphore du légume témoigne d'une vision péniblement pragmatique de l'être humain. Idéalement, il faudrait que l'être humain se meuve, accomplisse des actes, enfin mène une vie active. Et si c'est décidément impossible, il faudrait au moins qu'il communique, qu'il se montre capable d'interagir, au moins par la parole, avec le reste de la société. L'humain se voit réduit à sa valeur d'usage, c'est-à-dire sa valeur initiale minorée d'un coefficient d'usage. On peut difficilement imaginer opposition plus frontale avec la dignité humaine au sens d'Emmanuel Kant, avec l'idée kantienne que l'humanité, dans sa propre personne comme dans celle d'autrui, doit toujours être considérée comme fin, et jamais simplement comme moyen.

Le « progressisme » balaie avec mépris, d'un revers de main, non seulement l'ensemble des traditions religieuses existantes, mais à peu près tout ce qu'ont pu penser les philosophes antérieurs ; une telle arrogance ne s'était, je pense, jamais manifestée dans l'histoire humaine

Une première altération s'était déjà produite, et ce fut malheureusement à l'occasion du combat si justifié contre la souffrance animale, lorsque les « antispécistes » entreprirent de le mener au nom de la notion douteuse de « droits de l'animal », alors qu'il suffisait de continuer à entendre la voix modeste mais incandescente, éternelle, de la compassion. Avec l'euthanasie, ce n'est plus d'une altération qu'il s'agit, mais d'une plongée dans le gouffre. Pour Kant, pour les penseurs de siècles plus naïfs, la dignité humaine était liée, tout simplement, au fait d'être un homme. Nous ne voyons plus les choses de la même manière. La dignité humaine s'altère en nous, notre vie est en elle-même un processus d'altération, et nous devons à chaque moment être prêts à la justifier à nos propres yeux, voire à ceux d'autrui (pour autant que cela fasse une différence).

Depuis bientôt deux siècles, le spectre du nihilisme hante l'Europe occidentale. Maintenant ça y est, nous y sommes ; nous n'attendons pas le nihilisme sous cette forme, il n'est ni sombre ni crépusculaire ; il est plutôt bariolé et gai. Pour se le représenter, il ne faut pas songer à Dostoïevski ni à Nietzsche, mais plutôt se souvenir d'un clip des magasins Simons (c'est une chaîne canadienne de magasins de vêtements) qui était supposé mettre en scène une euthanasie heureuse. C'était d'une dignité à hurler. Filmé au bord de la mer, il y avait des vagues et du violoncelle, un grand repas convivial avec du cheesecake et des éclats de rire, la chose était titrée : « Tout est beauté », la future morte était jeune, émouvante et sympathique, il s'agissait d'une artiste, on la voyait dessiner des formes dans le sable avec un bâton. Simons a retiré son clip, il y avait eu sur internet trop de commentaires sarcastiques se moquant de l'utilisation des codes de l'industrie du luxe pour promouvoir l'euthanasie. En effet, on se serait cru dans une pub Chanel ou Saint Laurent.

Creusons un peu cette affaire de dignité. Du temps où je me documentais sur l'affaire Vincent Lambert, j'ai le souvenir d'un « livre blanc » sur le fonctionnement des centres EVC-EPR, ceux créés par la loi Kouchner, et dans lesquels Vincent Lambert aurait dû trouver sa place si le système médical avait correctement fonctionné. Une anecdote m'avait frappé, celle d'une femme silencieuse depuis des années, qui d'un seul coup s'était remise à parler, à l'occasion d'une visite imprévue. Alors qu'un médecin manifestait sa stupeur, parce que depuis des années il tentait en vain d'établir un contact, elle lui avait répondu : « Ce que vous disiez n'était pas tellement intéressant. » Un état de santé très compromis peut excuser certains manquements à la politesse, mais quand même c'est un enseignement qu'il convient de retenir : si les gens ne vous parlent pas, c'est parfois qu'ils n'ont rien à vous dire.

Toute personne ayant écrit, ou même simplement tenté d'écrire, sait qu'il est parfois possible – c'est difficilement explicable, mais c'est ainsi – d'exprimer par écrit des réalités inaccessibles à la parole. Et toute personne ayant effectivement écrit sait autre chose, de plus triste, c'est que ce qu'on a écrit ne sera qu'une faible trace de ce qu'on a rêvé d'écrire. Même quel-

qu'un d'aussi monstrueux dans sa productivité littéraire que l'a été Balzac en fait l'aveu : les livres qu'on a écrits sont moins beaux que ceux que l'on s'est contenté de rêver. La parole n'est qu'une fraction de l'écrit, qui lui-même n'est qu'une fraction de la vie intérieure. Réduire l'esprit d'un homme à ses facultés de communication orale est tout simplement stupide.

Si l'on examine les choses sous l'angle des mœurs, se comporter avec dignité, ce serait adopter, face aux souffrances et chagrins de la vie, une attitude de calme, de retenue, de stoïcisme. La dignité serait en somme peu différente de la pudeur émotionnelle ; ce qui incite déjà à la méfiance. Si la pudeur est dans tous les cas un sentiment plutôt louche, un peu trop associé à la honte, la pudeur émotionnelle est, de toutes les formes qu'il peut prendre, de loin la plus toxique. J'ai tellement entendu louer dans les médias la « dignité » des victimes de tel ou tel fait divers tragique que j'en suis venu à prendre le mot de dignité en grippe. Face à une grande souffrance, l'attitude la plus saine est bien évidemment de pleurer, de hurler, de gémir, d'implorer la pitié de la divinité ou des autres hommes. Le stoïcien n'est au fond qu'un pantin théorique, dénué de toute vraisemblance, et le stoïcisme, une philosophie qu'il vaudrait mieux passer sous silence.

Ce n'est pas seulement, je le mesure avec surprise, sur le plan sexuel que nous sommes aux antipodes des années baba cool qui ont marqué ma jeunesse. Lorsque j'étais adolescent, il était de bon ton de critiquer l'adage « un garçon ne pleure pas », et d'encourager au contraire les garçons à exprimer librement leur émotivité. La portée de cet adage avait d'ailleurs été largement surestimée : les témoignages littéraires montrent clairement que les chevaliers du Moyen Âge versaient sans retenue des larmes lors de la mort de leurs compagnons d'armes ; c'est seulement à partir du début du XX^e siècle, et surtout dans les pays anglo-saxons, que l'interdiction à la pudeur s'est imposée, en même temps que le choix de dissimuler la mort, et pour les mêmes raisons.

Un demi-siècle après l'ère baba cool, tout a changé, et ce ne sont plus seulement les hommes qui doivent retenir leurs larmes ; les femmes, de préférence, aussi. À force de dignité, à force de pudeur dans la manifestation de ses émotions, les autres en viennent à supposer que vous n'en éprouvez guère, et qu'ils peuvent tranquillement revenir à leurs affaires. La dignité n'a au fond qu'une seule utilité : légitimer la pratique constante du plus parfait égoïsme. C'est une utilité considérable.

La pudeur, version plus explicite de la dignité, a d'autres conséquences encore plus vénéneuses lorsqu'elle ne concerne plus seulement les émotions, mais qu'elle s'attaque au corps physique – et il s'agit là de quelque chose de bien plus grave, bien plus mortel et plus lourd que la pudeur sexuelle. Laissons la parole à la dignité. Est-il bien pudique et bien digne, lorsqu'on est si proche du légume, lorsqu'on est physiquement si diminué, de se montrer en public ? De se montrer, même, à qui que ce soit ? Est-il bien pudique et bien digne, finalement, d'exister ?

Maintenant ça y est, vous êtes dans le tuyau, vous avez honte de votre propre existence, et l'euthanasie vous attend au tournant. Moi qui me suis tant diverti à me moquer de Nietzsche – et je n'ai pas pu m'en empêcher cette fois encore, il est tellement rigolo avec sa moustache –, j'aimerais quand même lui rendre hommage en citant ces lignes du *Gai savoir* :

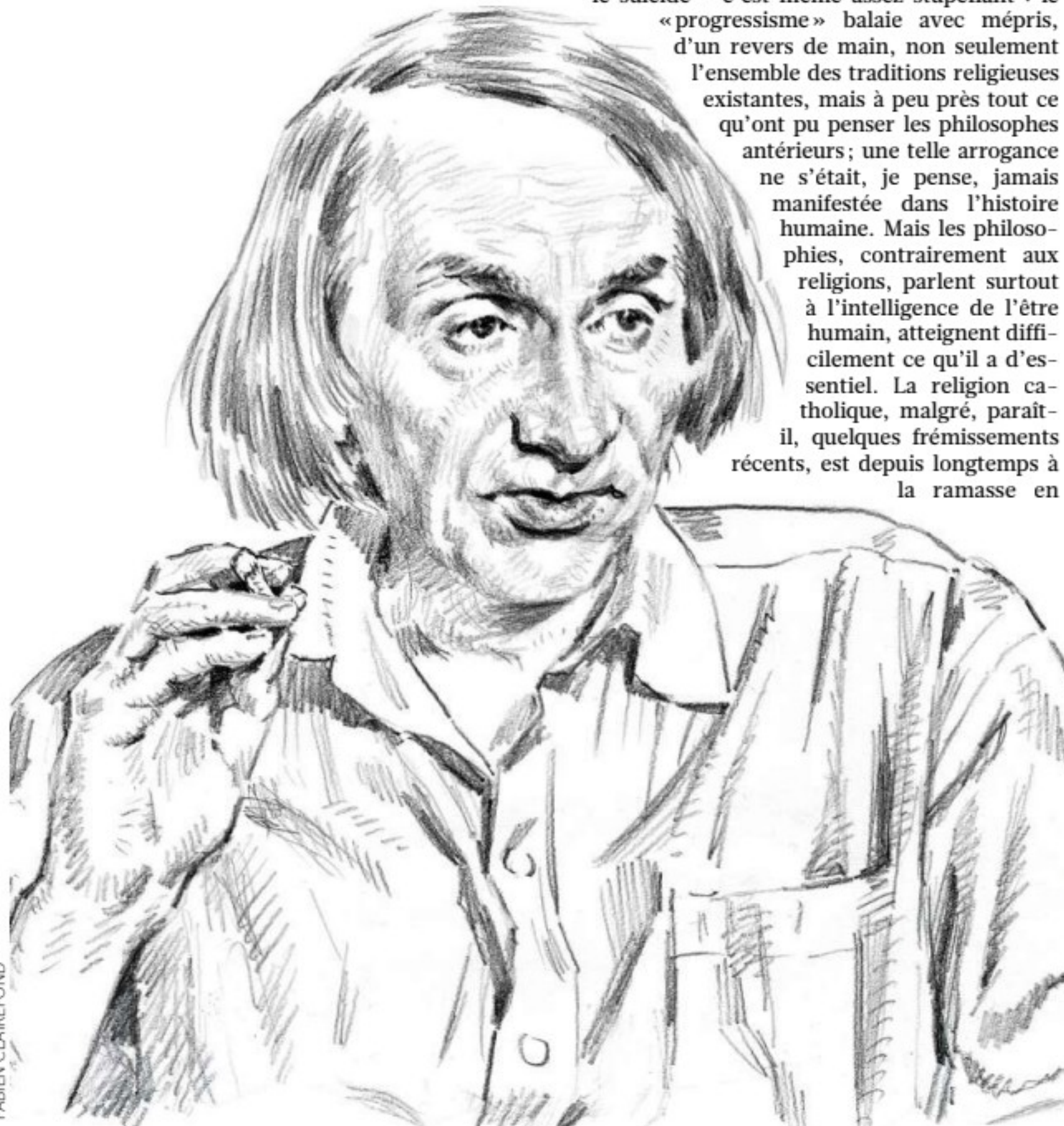
« Qui qualifies-tu de mauvais ?
– Celui qui veut toujours faire honte.
– Qu'y a-t-il pour toi de plus honteux ?
– Épargner la honte à quelqu'un. »

Nous ne sommes, c'est pénible à dire, peut-être plus tout à fait humains. Après un détour de plusieurs millénaires, l'Occident semble bien revenu à cette antique sagesse animale qui pousse, dans la quasi-totalité des espèces sociales, l'animal malade à s'écarter de la tribu pour mourir seul – sachant bien qu'il n'a nulle compassion à attendre de ses congénères, qu'il risque plutôt d'être, comme les oiseaux de Thomas Mann dans *La Montagne magique*, expédié à coups de bec. Nous avons longtemps cru constituer une tribu d'un ordre supérieur ; nous nous étions trompés, disent les animalistes, et ce retour à la loi animale, voici le plus étrange, devrait être considéré comme un progrès. Ce qui est établi, en tout cas, c'est que le progressisme fonctionne absolument comme un mécanisme à cliquet. Lorsqu'une « avancée sociétale » (avortement, peine de mort, mariage homosexuel, PMA, GPA, n'importe quoi) s'est produite, il n'est pas question de revenir en arrière, personne n'y songe. Cette pétition de principe est antidémocratique : ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le défaire ; c'est du moins l'idée que je me fais de la loi ; mais elle permet d'identifier le progressisme à ce qu'il est en réalité : un destin.

On a peut-être raison de penser qu'il est vain de lutter contre le destin, et que toute tragédie doit aller à son terme. Je ne peux pas m'empêcher de penser qu'en demandant pour ses citoyens l'accès à l'euthanasie, c'est sa propre euthanasie que la France demande. On a pu s'étonner que je sois hostile à cette proposition de loi, alors que j'ai souvent été affublé d'un néologisme bizarre : je serais un *déprimiste*. Admettons. Il est vrai que je me suis employé à scruter les symptômes du suicide occidental, la montée du nihilisme ; mais je n'ai pas le souvenir de m'en être réjoui. Nous entrons dans un monde où il sera plus facile de mourir ; j'aurais préféré un monde où l'on puisse vivre. ■

MICHEL HOUELLEBECQ

Les députés devraient adopter définitivement, le 15 juillet, la proposition de loi sur la fin de vie. À cette occasion, l'écrivain, rare dans le débat public, confie, en exclusivité au « Figaro », les raisons profondes pour lesquelles il s'oppose à ce texte. Autour des notions de « pudeur » et de « dignité », constamment invoquées par les partisans de l'euthanasie, il médite sur le sort d'un pays qui semble aujourd'hui agir au mépris des grandes traditions religieuses et des philosophes qui nous ont précédés.



Les économies, en parler c'est bien, en faire c'est encore mieux



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

Entre deux canicules, le «sang et les larmes», selon l'expression de Gabriel Attal – un emprunt tronqué à Churchill – se sont glissés dans le débat public, juste avant l'été... Histoire de tâter, par avance, de la grande épreuve du budget qui attend le gouvernement à la rentrée – le comité d'alerte des finances publiques vient encore de cibler 3 milliards de «refroidissement» (sic) de la dépense à effectuer.

Les efforts budgétaires, puisqu'il faut bien les nommer, ont heureusement trouvé en ce début de campagne quelques défenseurs : la croisade sacrificielle de François Bayrou sur le grand devoir «moral» des Français vis-à-vis de la dette n'a pas complètement découragé toutes les bonnes volontés : la baisse des dépenses publiques est un prérequis de tout candidat libéral qui se respecte, a fortiori quand la France menace de sombrer sous le poids de sa dette. La forme est là, mais la détermination ?

À l'occasion de son premier grand meeting, Édouard Philippe, qui voudrait bien ramener le déficit à 2 % du PIB en 2032, a commencé à présenter, par petites touches impressionnistes, la douloureuse : sans doute, a-t-il lâché, une part des retraités – mais pas les plus démunis évidemment –, devront-ils accepter de contribuer à l'effort général. Pas de «sang» ni de «larmes» cependant ! Juste un peu de «sueur» ; enfin, du «courage», plus noblement dit. Gabriel Attal a bien devancé le maire du Havre sur le terrain du «sérieux» budgétaire en promettant un déficit à 0 % en 2027 (une performance dont on a oublié jusqu'à la possibilité), une réduction du nombre de fonctionnaires et une année blanche en matière de prestations sociales, mais tout en s'entourant lui aussi d'un arsenal de précautions oratoires – et en récitant le mot «austérité». Faudra-t-il lui trouver des synonymes plus sympathiques, ou renoncer au concept lui-même ?

«Sérieux» mais pas austère, «courageux», mais surtout pas douloureux... le champ lexical de l'effort budgétaire s'enrichit progressivement d'adjectifs aux accents engageants, au ton enveloppant. Descriptif, ou lyrique, emphatique ou prévenant... À la manière de Cyrano, chacun cherche le registre qui pourrait bien seoir à la situation et amadouer l'électeur.

Laurent Wauquiez défend également le redressement du financement des retraites, mais il pose un préalable : la mise à plat des régimes spéciaux, dont le coût (politique cette fois) est si élevé qu'on se demande qui l'entreprendra un jour. S'il ne néglige pas la baisse des dépenses, Bruno Retailleau met lui l'accent sur le régalién. Le RN évacue la question des économies essentiellement par le prisme de la lutte contre l'immigration et des coûts qui lui sont liés.

L'équation certes est politiquement piégée : clamer haut et fort les dangers imminents de la dette ne sert à rien si l'on ne finit pas par présenter clairement l'antidote à la catastrophe – or, prévenait le cardinal de Retz, on ne sort souvent de l'ambiguïté qu'à ses dépens. Difficile, à l'inverse (sauf manifestement encore à gauche de l'échiquier), de prétendre résoudre les problèmes de la France en glissant les principaux sous le tapis. Les sondages soulignent les ambivalences de l'opinion : s'ils ont désormais bien identifié le risque et se disent, en conséquence, et tous bords politiques confondus, de plus en plus inquiets de la dette, les Français font peu confiance aux partis et l'âge de départ à la retraite reste un grand tabou. Le pessimisme fait consensus, les solutions moins.

Il faut bien avouer que les arguments de la «pédagogie» (expliquer la situation aux Français) et de la «légitimité» (un candidat élu après avoir indiqué la couleur aurait, ensuite, les mains libres pour dérouler son programme) ont été contredits par le deuxième mandat d'Emmanuel Macron : plusieurs années de communication confuse sur la réforme des retraites n'ont finalement mené qu'à sa perte.

En dehors de François Fillon, dont la campagne fut assez explicite, mais rapidement interrompue par les affaires judiciaires, force est de constater que rares sont les candidats à avoir fait du sacrifice le cœur de leur programme. Depuis le célèbre «la France vit au-dessus de ses moyens» – jamais démenti depuis – de Raymond Barre, les plans de rigueur nationaux ont été le fait de pouvoirs installés, non le fruit d'un processus électoral. Chez nos voisins, celui de la Grèce est un cas d'école à l'envers : le tournant, spectaculaire, a dû être conduit, sous la contrainte, par ceux-là mêmes qui venaient d'être élus sur la promesse d'envoyer au diable la Commission européenne et le FMI.

Margaret Thatcher constitue une remarquable exception : ni le manifeste d'une franchise radicale de la Dame de fer, ni son diagnostic économique sans concession, ni, ensuite sa politique sans états d'âme, avec son mantra en forme de rouleau compresseur – «il n'y a pas d'alternative» – ne détourneront les électeurs. Le Royaume-Uni a alors sombré dans le chaos : la donne a changé – faut-il vraiment atteindre cette extrémité ?

Dans un autre genre, Javier Milei (et dans une moindre mesure Donald Trump) a bâti son succès de 2023 sur une promesse brutale et explicite, symbolisée par sa tronçonneuse – «ça ira mal avant que ça aille mieux» –, mais il se situe dans une perspective qui dépasse le cadre de la sauvegarde de la puissance économique et de la souveraineté du pays puisqu'il s'agit de réduire l'État à sa plus simple expression, dans un contexte, pas beaucoup plus enviable, de défiance totale envers la «caste» dirigeante...

Faire sans dire, dire sans faire ? Pour sa résolution, l'équation infernale réclame l'introduction d'un troisième élément, un facteur clé, dont le succès du film *La Bataille de Gaulle*, l'enthousiasme et l'émotion qu'il suscite dans les salles, nous donne la piste : renouer, enfin, avec la puissance du politique, cette vision claire et forte, qui rend, un beau jour, l'impossible accessible puis réel. «Le sang, le labeur, les larmes et la sueur», c'est-à-dire la détermination totale proposée par Churchill, n'ont-ils pas, in fine, conduit à la victoire ?

Le chat, bientôt une personne ?

Après le décès de Gina, le chat d'Olivier Benkemoun, écrasé par un train en partance, 30 Millions d'amis promet «d'explorer toutes les voies juridiques» pour empêcher de telles situations. Depuis 2015, les animaux ne sont plus, en droit, des «choses» comme les autres mais des «êtres vivants doués de sensibilité», dont la jurisprudence, très sollicitée par les défenseurs des animaux, ne cesse de faire évoluer les droits.

GPA pour tous

La Cour de cassation vient de bouleverser le droit de la famille en reconnaissant la filiation d'un enfant actée par un tribunal étranger après une GPA. ■

Organisons un référendum pour refonder en intégralité notre système de santé

Il n'est pas étonnant que 76 % des Français placent la santé en tête de leurs préoccupations. Jamais le système n'a autant coûté. Jamais il n'a autant déçu... Délais d'accès au spécialiste, urgences saturées, un tiers des médicaments agréés par l'Agence européenne indisponibles en France, médecin traitant introuvable quand on s'installe dans une nouvelle commune : le constat est sévère.

La situation budgétaire de l'assurance-maladie est alarmante avec un déficit structurel désormais «hors de contrôle». Sans réforme, il passerait de 15,9 milliards d'euros en 2025 à plusieurs milliards d'euros de plus d'ici 2028. Chaque nouveau remboursement est financé à crédit. Sans réforme profonde, des rabots sont inévitables, mais ils paupériseront un peu plus le système.

Face à cela, le débat politique n'offre que des incitations fiscales de colmatage, des expérimentations sans lendemain, un contrôle administratif accru des professionnels, et un discours théorique sur la prévention jamais traduit en politique publique. Il faudrait une vision d'ensemble sur l'architecture du système et de son financement, pas des mesures techniques. Le modèle conçu en 1945 a constitué une avancée historique mais il n'est plus adapté au vieillissement démographique, aux maladies chroniques, à la révolution numérique et aux tensions budgétaires. Adapter les anciens mécanismes sans repenser leur architecture n'est pas la solution.

Le vieillissement suffit à lui seul à imposer une refonte : on vit désormais des années avec des pa-

thologies chroniques là où l'on mourait vite d'un épisode aigu. Il faut investir massivement dans la prévention, via un compte personnel de prévention mobilisable tout au long de la vie. Près de la moitié des cas d'Alzheimer sont liés à des facteurs sur lesquels on aurait pu agir plus tôt. En modifiant le ratio actifs/retraités, le vieillissement impose aussi de repenser le financement de toute la Sécurité sociale, non plus assis principalement sur le travail.

La protection sociale doit moins réparer et davantage prévenir, accompagner et développer le capital humain tout au long de la vie, face à des risques devenus chroniques : maladies de longue durée, dépendance, maladie mentale, handicap. La gouvernance doit évoluer : un État stratège, qui fixe les objectifs de long terme et garantit l'équité, doit confier davantage de responsabilités aux collectivités et acteurs de santé locaux, mieux à même d'organiser les parcours au plus près des besoins. Les technologies – intelligence artificielle, outils numériques, robotique, thérapies – seront un levier décisif pour personnaliser les parcours et améliorer l'allocation des ressources. Les ignorer reviendrait à construire un système déjà dépassé.

La soutenabilité financière est le nerf de la réforme : clarifier la répartition entre assurance-maladie obligatoire et complémentaire, construire des budgets pluriannuels fondés sur les besoins réels, évaluer les dépenses, favoriser l'innovation et rapprocher le pilotage des finances sociales et des finances publiques. Une fois le modèle défini, la

question du financement retrouvera sa cohérence. Financer sans savoir ce que l'on veut préserver ou transformer conduit à l'impasse.

Enfin, l'accès à la santé est un enjeu démocratique. Pour se faire bien soigner, il faut souvent aujourd'hui «connaître quelqu'un». Que la qualité des soins varie selon les lieux et les milieux n'est pas une surprise, mais une injustice. Rendre publics les résultats des établissements de santé comme des professionnels stimulerait la concurrence par la qualité, au service des patients.

«Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire», déclarait Jaurès en 1903. Cette vérité, il est temps de la dire : seule une refondation complète du système de santé garantira aux générations futures des soins efficaces et restaurera la confiance des citoyens dans leur contrat social. En 1945, la France avait su bâtir un système adapté à son époque. Elle doit aujourd'hui faire preuve de la même ambition. On ne sauvera pas le système de santé avec de simples mesures, même intelligentes. L'ampleur de la réforme exige une légitimité démocratique à sa hauteur : un référendum pour sceller le nouveau contrat social, et des ordonnances pour enclencher les réformes dès les cent premiers jours du prochain mandat. ■

Les signataires : P^r Philippe Juvin, député LR, rapporteur général – commission des finances ; Thibault Bazin, député LR, rapporteur général – commission des affaires sociales ; Frédéric Bizard, professeur d'économie, ESCP, président fondateur de l'Institut Santé.

TRIBUNE COLLECTIVE

Délais d'accès aux spécialistes interminables, urgences saturées, médicaments indisponibles... La situation catastrophique de notre système de santé exige une réforme d'ampleur, expliquent les députés LR et le professeur d'économie, qui proposent, pour y parvenir, de faire appel au peuple.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Eric Trappier

Administrateurs

Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions

Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction

Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef

Frédéric Picard (Web)

Directeur du pôle news

Bertrand Glé

Éditeurs

Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS

23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général

Aurora Domont

Direction, administration, rédaction

23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression

L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;

sam. de 8h à 13h au 01 70 37 3170 ou à abo@client.lefigaro.fr

Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine

Club Prestige: 599 €. Club: 439 €. Semaine: 385 €.

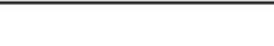
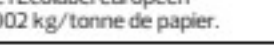
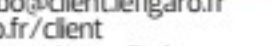
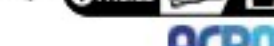
Week-end Prestige: 464 €. Week-end: 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen

sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal

se compose de :

Édition Tremblay sauf

abonnés IDF :

1^{er} cahier 16 pages

Édition abonnés IDF et

Gallargues :

1^{er} cahier 20 pages

Cahier 2 Économie

8 pages

Cahier 3 Le Figaro

et vous 20 pages

Sur certaines éditions :

Supplément 4

Magazine 100 pages

Cahier TV 60 pages

Supplément 5 Madame

88 pages

A fashion advertisement featuring a woman with dark hair pulled back, wearing a black, form-fitting, one-shoulder dress with a high slit. She is standing on the deck of a boat, looking back over her shoulder at the camera. She holds a small, patterned Gucci handbag with a red, green, and blue stripe. In the background, the blue sea is visible. On the boat's deck, there are other Gucci bags, including a large black one with a red, green, and blue stripe. The word "GUCCI" is written in large, white, serif capital letters across the center of the image.

GUCCI

LE FIGARO économie



CASINO

DANIEL KRETINSKY ET
LES CRÉANCIERS POURSUIVENT
LEUR POKER MENTEUR **PAGE 21**

BAILLARDRAN

LES CANNELÉS BORDELAIS RACHETÉS
PAR BRICKS, UN SPÉCIALISTE
FRANÇAIS DE L'IMMOBILIER **PAGE 22**



IA : la crainte d'une bulle hante les marchés

Les levées de capitaux enchaînent les records, portées par les perspectives d'une révolution technologique. Mais certains investisseurs s'inquiètent. **PAGES 18 ET 19**

La France manque toujours de logements à louer

Rien n'y fait. Les logements à louer restent largement insuffisants pour répondre aux besoins des Français. Certes, au premier semestre, le nombre d'offres de location a un peu augmenté (sur un an), selon le portail d'annonces immobilières Bien'ici et le groupe immobilier Foncia. Mais cette « légère respiration en 2026 est loin de résorber des niveaux historiquement bas »,

assure David Benbassat, président de Bien'ici. L'offre locative en France a été divisée par deux depuis 2019, selon la plateforme. « Les tensions sont extrêmes dans les dix grandes métropoles avec une baisse de 56 % de l'offre en sept ans », poursuit David Benbassat. Les habitants s'arrachent notamment les petites surfaces, trop peu nombreuses pour répondre à la de-

mande. Il y a d'ailleurs plus de studios à vendre qu'à louer, selon Bien'ici, un renversement par rapport à ce qui était observé avant 2023. À Paris, où seul un tiers des habitants est propriétaire, Foncia n'a « que 70 logements disponibles à la location » actuellement. « La crise du logement locatif est profonde, durable, structurelle. En cinquante-quatre ans, on n'a jamais

vu ça », s'inquiète Zahir Keenoo, président de Foncia ADB. Les causes sont multiples. En cette période incertaine, les locataires restant plus longtemps dans leur logement, le taux de rotation s'est réduit de 2,5 % en 2026, selon Foncia. En parallèle, de plus en plus de propriétaires préfèrent vendre leur bien vide que le relouer.

DANIEL GUINOT

> FOCUS

NOUVEAU PLAN D'URGENCE DE L'ÉTAT SUR LES ENGRAIS

Le gouvernement a dévoilé ce jeudi un plan d'urgence de 145 millions d'euros pour soulager la facture d'engrais des agriculteurs, tout en lançant une stratégie de long terme visant à réduire la dépendance de la France aux importations. La subvention de 50 euros par tonne, avec un seuil de déclenchement à 750 euros, s'appliquera aux achats réalisés entre le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre 2026. Ces aides répondent à la forte hausse des prix des fertilisants provoquée par le blocage du détroit d'Ormuz depuis le début du conflit au Moyen-Orient, fin février. La France importe environ 70 % de ses engrais azotés. « Soutenir l'achat d'engrais aujourd'hui, c'est protéger les récoltes de demain », a souligné Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, qui appelle les agriculteurs à sécuriser dès maintenant leurs semis d'hiver. Dans le même temps, le gouvernement présente « une stratégie durable de souveraineté » sur dix ans. Trois priorités ont été fixées : mieux utiliser les engrais et réduire leur consommation, développer les alternatives organiques et produire davantage d'engrais décarbonés en France. Un programme d'investissements industriels de 2 milliards d'euros sur dix ans, soutenu par 620 millions d'euros d'argent public, doit permettre d'augmenter de 20 % la production nationale d'engrais azotés d'ici à 2032. Trois projets sont prêts à démarrer : deux en Normandie (Grand-Quevilly et Le Havre) et un dans la Somme. Saluant une « bouffée d'air » pour la trésorerie des exploitations, la FNSEA regrette avec le syndicat Jeunes Agriculteurs que le seuil de déclenchement trop élevé risque d'exclure une partie des plus petites exploitations.

E. B.

le PLUS du FIGARO ÉCO

RETRAITES

Geler les pensions : le conseil choc d'un comité d'experts

PAGE 20

LA SÉANCE

DU JEUDI 09 JUILLET 2026

▲ **CAC 40**
8326,62 +0,90%

▲ **DOW JONES**
52570,49 +0,42%

▲ **ONCE D'OR**
3794,00 (3794,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
76,820 (79,300)

▲ **EUROSTOXX 50**
6287,23 +1,33%

▲ **FOOTSIE**
10472,08 -0,16%

▲ **NASDAQ**
29671,50 +1,43%

▲ **NIKKEI**
67743,85 +1,38%

L'HISTOIRE

Lockheed paie 5 millions pour l'héliport de la Maison-Blanche

Il y a des remords qui coûtent cher. Celui de Lockheed Martin se chiffre à 5 millions de dollars. Ce lundi 6 juillet, sur la pelouse sud de la Maison-Blanche, les pelleteuses avaient déjà éventré la terre, là même où s'était dressée l'arène de combats de MMA pour l'anniversaire présidentiel le mois dernier. Donald Trump, face aux journalistes, a désigné le coupable d'un mot : « Sikorsky paie ». La filiale du géant de la défense Lockheed Martin n'avait pas prévenu le président américain que ses hélicoptères étaient si puissants et elle s'est sentie « un peu coupable », affirme l'hôte de la Maison-Blanche. Et la culpabilité, parfois, se règle en granit, comme le relate le Wall Street Journal. En 2014, Sikorsky remporte un contrat de 5 milliards de dollars pour bâtir la nouvelle flotte

de Marine One : les appareils qui transportent le président des États-Unis, le plus souvent de la Maison-Blanche à l'aéroport militaire d'Andrews à Washington. Sauf que le souffle vigoureux des moteurs du VH-92A abîme la célèbre pelouse. Un phénomène connu dès 2018. L'ancien modèle, lui, se posait sur de modestes planches. Voilà donc le constructeur qui, pour réparer un excès de puissance, finance l'aire d'atterrissage. Ce « don », assure une porte-parole de l'entreprise, s'inscrit dans une longue tradition de générosité, « en pleine

conformité avec les lois ». Le fournisseur du Pentagone ne semble d'ailleurs pas compter les généreux soutiens au commandant en chef puisqu'il a participé au financement de la salle de bal controversée de l'aile est. ■

ADAM AMBLARD



Depuis les nouvelles restrictions du CPF, le permis moto s'effondre

L'effet d'aubaine est terminé. L'utilisation du compte personnel de formation (CPF) a baissé de 11 % en 2025 par rapport à 2024, en raison de nouvelles restrictions décidées par le gouvernement ces dernières années, réduisant les avantages de ce mécanisme à disposition des salariés français. La formation au permis B (pour conduire une voiture) reste la plus demandée avec 289 100 entrées, malgré une baisse de 6 %. Cette diminution est liée au fait que, depuis le 18 mai 2024, le financement d'un permis pour véhicule léger par le CPF est réservé aux personnes non titulaires d'un autre permis de cette catégorie (comme le permis moto), précise la Dares, le département des études du ministère. En raison de cette règle et de l'obligation de justifier d'un usage professionnel pour financer le permis moto, l'utilisation du CPF à ce titre a « chuté de 94 % entre 2024 et 2025 (7 800 entrées en formation en

2025 contre 130 200 en 2024) », ce qui en fait le facteur « qui contribue le plus fortement à la baisse » de l'utilisation du CPF dans son ensemble. L'utilisation du CPF pour les permis poids lourds a quant à elle augmenté de 28 %, mais au total, les formations financées par le CPF dans les transports, qui représentent 40 % du 1,23 million de CPF utilisés, ont chuté de 21 %. La diminution du recours au CPF est aussi due à l'introduction d'une participation forfaitaire obligatoire de 100 euros en mai 2024 (qui a été relevée à 150 euros depuis avril 2026), sauf pour les personnes inscrites à France Travail ou lorsque la formation est en partie financée par l'employeur. À la suite de la mise en place de cette participation, « seules 35 % des formations commencées en 2025 sont financées uniquement par les droits CPF de l'utilisateur, contre 61 % en 2024 », relève encore la Dares.

J. C.

L'IA entraîne les marchés financiers dans sa

Bertille Bayart

Le secteur de la tech multiplie les levées de capital. Malgré les perspectives révolutionnaires de l'IA, la crainte de

Mardi, le groupe sud-coréen Samsung a publié des chiffres fous. Sur le seul deuxième trimestre 2026, il a multiplié par 19 son bénéfice opérationnel, à 51 milliards d'euros, et par 2,3 son chiffre d'affaires. La performance est énorme. Peut mieux faire, a réagi le marché; l'action a chuté de 10 %. Les titres des autres fabricants de semi-conducteurs ont flanché dans la foulée.

La course folle vers l'intelligence artificielle est ainsi faite : quelques instants de doute, comme dans l'épisode Samsung, ponctuent une ascension des valorisations tendant apparemment vers l'infini. Il existe aujourd'hui 16 entreprises cotées valant chacune plus de 1000 milliards de dollars, dont trois seulement ne sont pas directement impliquées dans l'IA. L'euphorie nourrit une forte concentration du marché sur ces quelques valeurs, qui elle-même, parce que ni les grands investisseurs, ni les algorithmes de la gestion indicielle ne peuvent passer à côté, alimente la hausse.

Et rien n'indique que les investisseurs soient rassasiés. L'introduction de ce jeudi à la Bourse américaine du sud-coréen SK Hynix a été sursouscrite plus de sept fois. Mi-juin, celle de SpaceX a battu tous les records de la démesure. La société d'Elon Musk a levé 85 milliards de dollars à cette occasion. Et qu'importe si les hypothèses sur lesquelles repose sa valorisation, de l'ordre de 2000 milliards de dollars (90 fois le chiffre d'affaires!), sont lunaires, la demande était là. Brian Gesuale, chez Raymond James, vise désormais un cours de l'action à 800 dollars, c'est-à-dire plus de 10 000 milliards de dollars de valeur totale. « Tout comme les chemins de fer, les réseaux électriques et internet ont bouleversé les époques économiques précédentes, nous pensons que SpaceX est en train de mettre en place la plateforme fondamentale de la prochaine génération de capacités industrielles », écrit-il.

La référence aux précédentes révolutions technologiques n'est pas anodine. Elle sert aujourd'hui autant à ceux qui

défendent les valorisations actuelles, cohérentes avec l'irruption d'une technologie qui va tout changer, qu'à ceux qui redoutent la formation d'une bulle sur le point d'exploser. Fin juin, les experts de la Banque des règlements internationaux (BRI) ont sonné l'alerte. L'institution a fait le parallèle avec d'autres grandes bulles financières de l'histoire (les canaux des années 1830, les chemins de fer britanniques de 1840 ou la bulle internet de la fin des années 1990). À chaque fois, « une véritable avancée technologique a attiré des capitaux dépassant ce que les rendements commerciaux pouvaient finalement justifier ». « Ces épisodes se sont soldés par un revirement des investissements, entraînant des récessions à l'échelle de l'économie », remarque la BRI.

Un schéma connu

Les marchés s'aveuglent-ils devant les perspectives de l'IA ? En l'an 2000, l'économiste Robert Shiller publiait *L'Exubérance irrationnelle*. Il s'appuyait sur un indicateur qui porte son nom et qui rapporte le prix d'une action aux bénéfices attendus de l'entreprise, corrigé des effets de cycle. Comme le signale dans une tribune publiée dans le *Financial Times* Joachim Klement, de chez Panmure Liberum, ce ratio dépasse aujourd'hui 40, et c'est « la première et unique fois que cela se produit depuis le pic de la bulle technologique de la fin des années 1990 ».

Dans une note consacrée au 250^e anniversaire des États-Unis et à leur rapport à l'innovation, les analystes d'UBS concluent sur la vague contemporaine de l'IA. « Le schéma est bien connu. Les investissements s'accroissent. Les capacités se développent avant la demande. S'ensuivent alors des périodes de surcapacité. Au fil du temps, la valeur se déplace vers ceux qui transforment les infrastructures en applications. L'intelligence artificielle devrait suivre une trajectoire similaire. »

Ce schéma est en cours. La vague de l'IA, d'abord concentrée sur les créateurs de grands modèles d'IA générative comme OpenAI (ChatGPT) ou Anthropic (Claude, Mythos), s'est ensuite déplacée chez les géants de la tech de pointe (Nvidia) avant de s'intéresser aux marchands de pioches

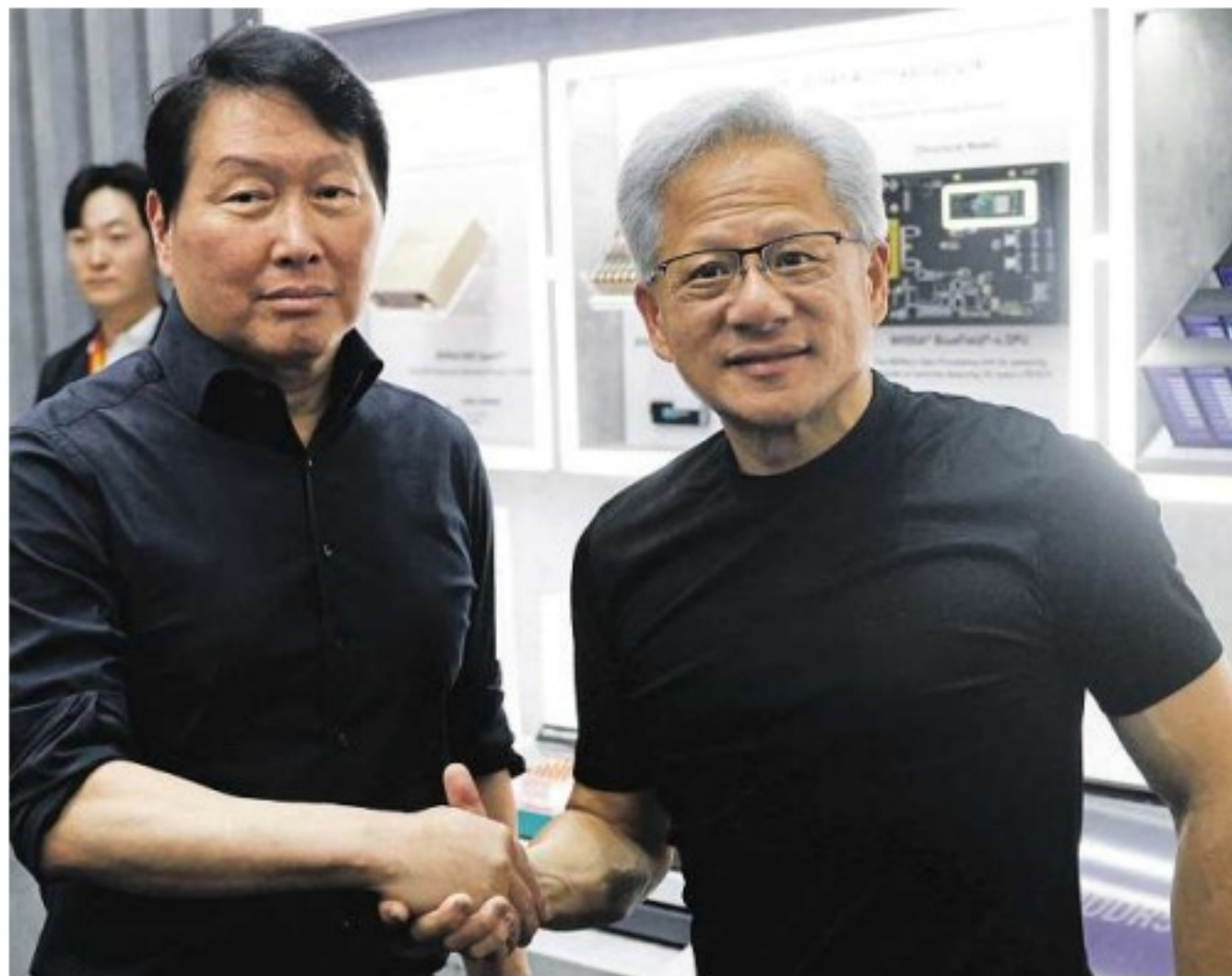
de cette nouvelle ruée vers l'or : producteurs de semi-conducteurs, fabricants de turbines à gaz ou encore constructeurs de data centers.

Ce raz-de-marée a aussi provoqué un changement de modèle chez les monstres de la tech que sont Alphabet (Google) ou Amazon. Ces « hyperscalers » avaient habitué le marché à convertir leurs revenus

À gauche : le président du groupe SK Hynix, Chey Tae-won, et le PDG de Nvidia, Jensen Huang, le 2 juin.

À droite : Elon Musk, fondateur de SpaceX, lors de l'introduction en Bourse de la société, le 12 juin.

ANN WANG/REUTERS, MICHAEL NAGLE/BLOOMBERG



en rachats d'actions ou en dividendes en or massif. Désormais, la construction de capacités de stockage et de calcul implique que « les montants de leurs dépenses d'investissements sont devenus en 2026 supérieurs à leurs cash-flows opérationnels », explique Guy Stear, responsable de recherche chez Amundi. Cela change tout : la course à l'IA doit être financée par des levées de capital et de dette, pour des montants ahurissants. Les cinq plus grands hyperscalers auront levé plus de 1000 milliards de dollars en 2025 et 2026, a calculé la BRI, dont les deux tiers cette année. Les volumes sont tels qu'ils ont un impact macroéconomique : les analystes de Bank of America estiment que la levée d'Amazon de 25 milliards de dollars cette

Débauche d'investissement

« Ce qui m'inquiète le plus, c'est que les emprunteurs et les investisseurs recourent tous deux à l'effet de levier », a déclaré Tobias Adrian, directeur du département des marchés monétaires et des capitaux au Fonds monétaire international, au forum de la BCE, fin juin. « L'effet de levier des deux côtés est très préoccupant pour la stabilité financière. » Tout dépend des revenus qui viendront, ou non, justifier cette débauche d'investissement. Kevin Warsh, le nouveau président de la Réserve fédérale, dit ne pas être inquiet. « Nous en sommes à



Les investissements colossaux dans l'IA font craindre une bulle spéculative

Un an d'emballement boursier

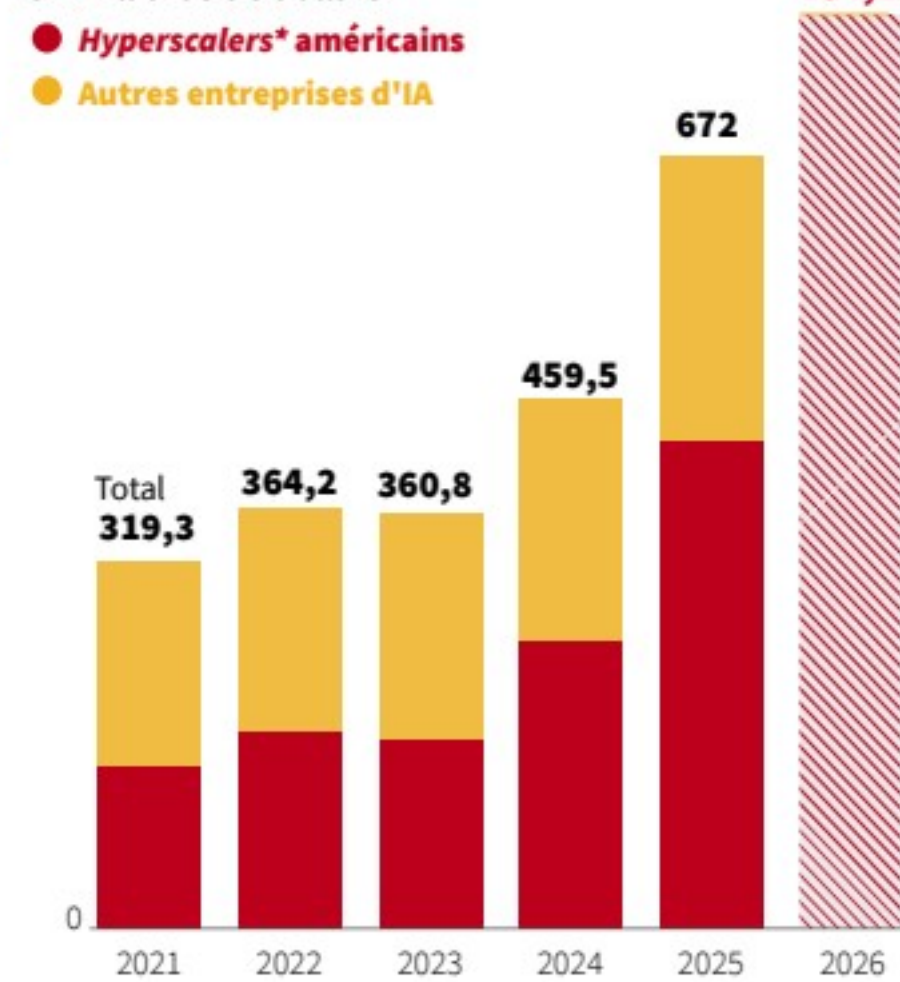
Cours des indices depuis un an, en variation %



Sources : Bloomberg, Bank for International Settlements (BIS)

Des montants qui explosent

Investissements dans l'IA, en milliards de dollars



*Grands fournisseurs de services cloud et de data-centers

Le concepteur de puces Cerebras va investir plusieurs milliards en Europe

Son introduction en Bourse tonitruante sur le Nasdaq en mai dernier avait révélé au monde ce concepteur de puces IA américain, resté jusque-là dans l'ombre de son concurrent Nvidia. Portée par la très forte croissance de la demande des entreprises européennes, cette société annonce qu'elle va investir plusieurs milliards de dollars pour augmenter la capacité de calcul de ses trois centres de données dédiés à l'IA en France, en Finlande et en Norvège. Sans donner le montant

précis des opérations, son directeur général Andrew Feldman a précisé que les infrastructures seront agrandies pour atteindre 200 mégawatts de capacité de calcul d'ici à 2027. Spécialisée dans les processeurs dédiés à la phase d'utilisation des modèles (et non à leur entraînement), la société voit l'appétit pour ses produits exploser avec le développement des agents IA qui multiplient les besoins en puissance de calcul.

L.V.

Les États-Unis captent toujours plus l'épargne mondiale pour financer leurs déficits

Anne Cheyvalle

Le phénomène ne cesse de s'amplifier. Il tient à la puissance même des États-Unis. La première économie mondiale, assise sur le dollar, indéfectible monnaie de réserve de la planète, capte les flux de capitaux étrangers pour financer sa dette publique, en croissance ininterrompue, considérée comme l'une des plus sûres. Déjouant les pronostics, en dépit des chocs à répétition depuis le Covid, l'activité outre-Atlantique reste performante, tirée par le moteur structurel de la consommation et la puissance de feu des géants de la tech. À côté, la vieille Europe, toujours à la traîne, fait pâle figure. Sur 2026, le FMI prévoit une hausse du PIB américain de 2,3 %, contre 0,9 % pour la zone euro. Un investisseur international se doit d'aller sur les marchés américains, commente Romain Aumond, économiste et stratège chez Natixis IM, « il est sûr de trouver de la performance, surtout sur

les actions car c'est un marché de croissance. C'est l'exceptionnalisme américain, une constante qu'on observe depuis la fin des années 2000, malgré la crise » de 2008. Une illustration : sur les cinq dernières années, l'indice boursier S&P500 a progressé de 72,3 % contre 29 % pour le CAC 40.

Les capitaux étrangers ont afflué ces dernières années pour satisfaire les besoins de financement liés aux investissements massifs déployés dans les infrastructures et la tech, avec la révolution en marche de l'intelligence artificielle (IA). Cela répond à la nouvelle priorité des États de renforcer « la sécurité économique et l'autonomie stratégique dans un monde fragmenté », appuie Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier. « Cette priorité, explique-t-il, a commencé avec la guerre en Crimée - Barack Obama a lancé le boom d'investissement dans l'énergie - et s'est renforcée après le Covid avec le Chips and Science Act et l'IRA de Joe Biden », deux plans d'investissement, le premier dans les semi-conducteurs et le deuxième dans les infrastructures.

Plus récemment, au-delà des besoins toujours conséquents pour financer la dette publique - 650 milliards de bons du trésor acquis en 2025 par des investisseurs étrangers -, le boom de l'IA et la construction de giga data centers ont provoqué une lame de fond sur les marchés actions. « La révolution technologique accroît le déficit courant et donc la nécessité de recourir à l'épargne, souligne Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. L'excédent dégagé par les États-Unis dans les services de par leur position dominante est effacé par les importations massives de produits tech étrangers (puces, hardware) ». Brian Coulton, chef économiste de Fitch, surenchérit : « Alors que les

« C'est l'exceptionnalisme américain, une constante qu'on observe depuis la fin des années 2000, malgré la crise »

Romain Aumond Économiste et stratège chez Natixis IM

tarifs douaniers imposés par la Maison-Blanche auraient dû réduire le déficit commercial, ce boom d'investissement générateur d'importations en équipement a eu l'effet inverse. »

En 2024 et 2025, le déficit courant annuel s'est envolé à 1200 milliards de dollars, un niveau deux fois plus élevé qu'en 2019. Les investissements étrangers en actions et en parts de fonds ont atteint l'an dernier un plus haut historique à 749 milliards de dollars. Ils ont doublé par rapport à 2024, complète Gilles Moëc. « Les anticipations de profit très élevées des entreprises américaines attirent les capitaux en masse en dépit de niveaux de valorisation déjà très élevés », insiste-t-il. Les « Sept Magnifiques » (Nvidia, Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta et Tesla), surnom donné pour leurs performances boursières extravagantes, pèsent un tiers de la capitalisation du S&P500. « On a atteint un record de concentration, appuie le chef économiste d'Axa. Lors de la bulle internet de la fin des années 1990 début des années 2000, les dix premières valeurs tech représentaient

moins de 30 % de l'indice. » Les dépenses d'investissements des entreprises (capex) donnent le vertige. Cette année, pour Amazon, Microsoft, Alphabet (Google) et Meta, elles s'élèvent à 725 milliards de dollars, note Arnaud Cayla, directeur général de Cholet Dupont Asset Management. « Les hyperscalers (grands fournisseurs de cloud) finançaient le capex avec les flux de trésorerie qui ne sont plus suffisants. Ils doivent de plus en plus lever de la dette, précise le gestionnaire de fonds. Les Européens financent sans le savoir cette dette publique et privée américaine à travers les grands gestionnaires de fonds comme Allianz ou Amundi. » Sans oublier que les ETF, les fonds indiciels de plus en plus prisés par les particuliers, sont souvent investis dans les indices américains. La banque JPMorgan chiffre à 1500 milliards sur cinq ans les émissions futures d'obligations pour financer, entre autres, la construction de data centers.

D'où viennent en majorité ces capitaux ? Sur le front de la dette publique, le panorama des détenteurs a

course folle

voir exploser la bulle grandit chaque jour.

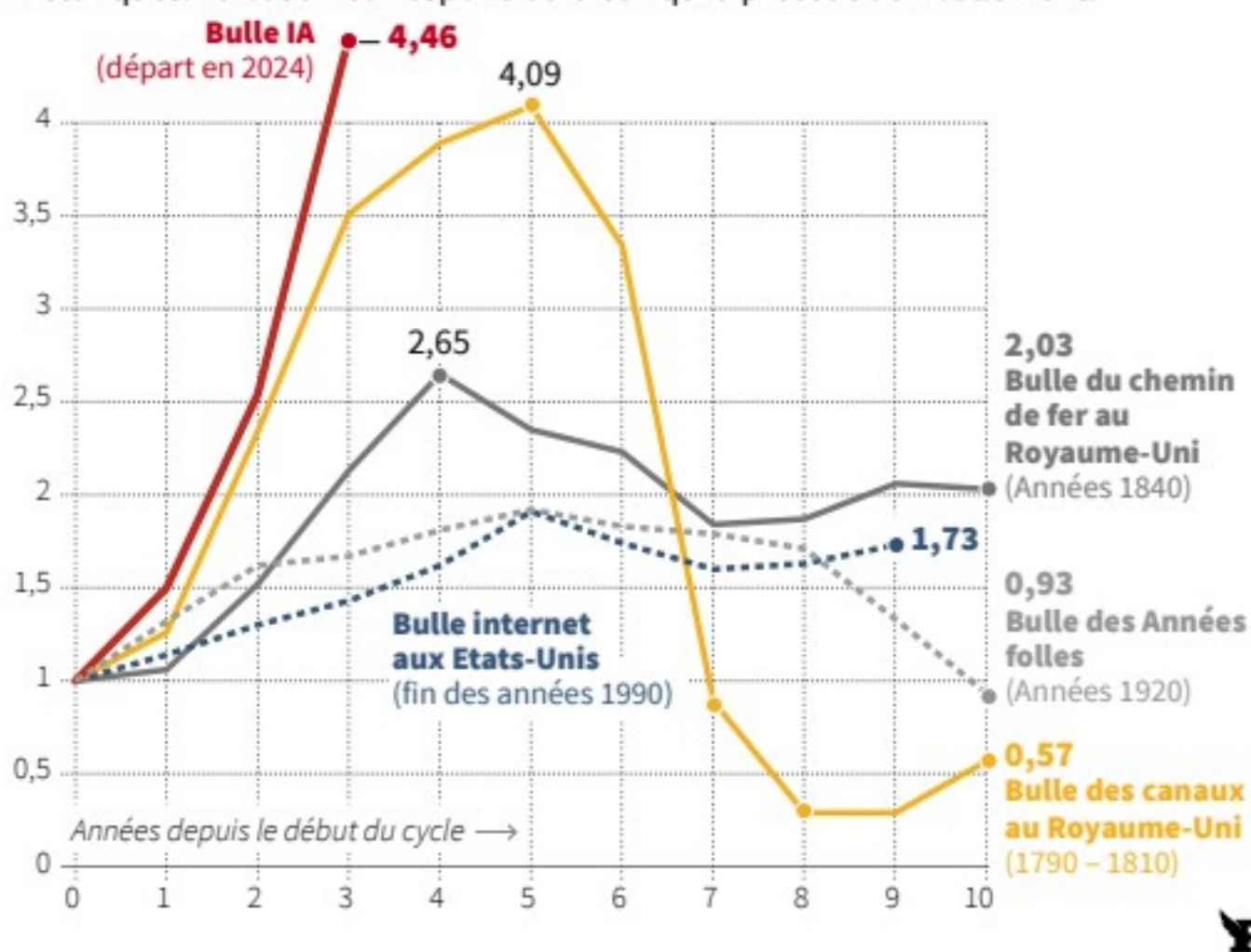
la première ou à la deuxième manche de cette révolution. (...) Si vous voulez que je me montre pessimiste et catastrophiste à ce sujet, j'ai bien peur de ne pas l'être. » Mais certains signaux rendent les investisseurs fébriles. Si l'adoption par ses utilisateurs de l'IA est plus rapide encore que pour les révolutions technologiques précédentes, sa capacité à transformer effectivement les processus des entreprises est moins flagrante, en dehors de domaines précis, comme le codage. « Nous commençons tout juste à voir les gains de productivité de l'IA », assure cette semaine à Paris Andrew Feldman, le PDG de Cerebras. Mais en attendant d'y voir plus clair, les clients de l'IA commencent déjà à freiner les ardeurs de leurs salariés. Alex Karp, le

patron de Palantir, a dénoncé la semaine dernière des modèles « totalement survenus », en évoquant OpenAI et Anthropic. Les clients, dit-il, « ont l'impression de payer pour des tokens (« jetons ») qui ne créent pas de valeur. » Le flot de dollars qui se déverse par milliers de milliards sera-t-il entièrement rentabilisé ? Ou l'enjeu est-il de faire, à tout prix, la course en tête parce que les acteurs de l'IA qui sortiront gagnants de cette phase rafleront la mise ? Il faut relire l'album *En remontant le Mississippi*, de Lucky Luke, dans lequel deux bateaux à vapeur font la course pour gagner le monopole de la navigation sur le fleuve. Le *Daisy Bell* l'emporte. Parce que son concurrent a fait exploser sa chaudière à force de l'alimenter en charbon. ■



Des cycles de spéculation historiques

Multiple d'investissement atteint lors de différentes bulles spéculatives historiques. La base 1 correspond au creux qui a précédé l'emballement.



croissants

évolué. Les Chinois, qui par le passé achetaient massivement des bons du Trésor américain, ont fortement réduit leur exposition dans le cadre des rivalités sino-américaines. Au profit d'investisseurs diversifiés, en Asie et en Europe. « Une situation politiquement moins risquée pour les États-Unis car la dette publique est détenue par des pays amis, analyse Gilles Moëc, mais c'est très instable de financer ses déficits extérieurs par des achats d'actions. Il faut que les rendements soient au rendez-vous. On commence à voir des signaux d'inquiétude sur le rythme d'investissement dans la tech. »

Les États-Unis profitent du bas de laine des Européens, dont le niveau d'épargne a atteint en avril 14,4 % du

revenu disponible contre 2,6 % outre-Atlantique. L'Europe affiche un large excédent courant (365 milliards d'euros en 2025). Mais pourquoi ces capitaux délaissent le continent qui manque cruellement d'investissement ? « Il y a quand même un bénéfice pour l'Europe, nuance Brian Coulton. Les Européens possèdent des actifs, qui sont les créances sur l'économie des États-Unis, dont ils obtiennent des rendements. Mais le rapport Draghi l'a bien souligné, l'Europe ne génère pas d'aussi bons rendements au niveau local. » La grande différence, poursuit-il, c'est que les États-Unis réussissent à mieux transformer les innovations en succès commerciaux alors même que l'Europe ne manque pas de grandes inventions : « C'est le rôle du capital-risque et la volonté des investisseurs américains de prendre des risques. L'épargne européenne est majoritairement placée dans des dépôts bancaires. Elle est utilisée de manière beaucoup plus passive, ce qui ne génère pas vraiment de croissance comme les États-Unis sont capables de le faire. » ■

Les États-Unis réussissent à mieux transformer les innovations en succès commerciaux alors même que l'Europe ne manque pas de grandes inventions

SK Hynix, cet autre géant sud-coréen des semi-conducteurs qui s'invite à Wall Street

Sébastien Falletti
Correspondant en Asie

Adieu les cartes de visite au titre ronflant ou les costumes cintrés de grands couturiers. La spartiate veste bleu foncé d'ouvrier, siglée « SK Hynix », est devenue la parure de choc pour les rendez-vous galants à Séoul. Les employés du second plus grand fabricant de semi-conducteurs de Corée du Sud ont rejoint les avocats ou les banquiers comme prétendants les plus convoités du pays, selon les agences matrimoniales.

Un engouement déclenché par les juteux bonus s'élevant à plus de 500 000 dollars annuels en moyenne cette année pour les ouvriers des usines de puces de SK Hynix, groupe qui a engrangé un bénéfice record de 27 milliards de dollars au premier trimestre, en surfant sur la vague de l'intelligence artificielle (IA). Soit une envolée de 397 % sur un an, tirée par l'insatiable demande mondiale de puces mémoires, propulsant la capitalisation boursière de la filiale du conglomérat familial SK dans le club fermé des entreprises « trilionnaires » (valorisées plus de mille milliards de dollars), dépassant le champion national Samsung.

Un retour de fortune ébouriffant pour ce producteur de puces mémoires, longtemps dans l'ombre du premier chaebol du pays. Son patron, Chey Tae-won, s'affiche désormais avec Jensen Huang, le fondateur de Nvidia, autour d'un barbecue à Séoul, en figure de proue d'un « Tigre sud-coréen » qui rugit à nouveau à l'aube de cette nouvelle révolution technologique. Et déboule à Wall Street, où il marquera en personne le 10 juillet l'entrée tonitruante au Nasdaq de SK Hynix, avec l'objectif de lever 28 milliards de dollars, et de poursuivre sa course en avant boulimique.

L'héritier du tentaculaire groupe SK aux 175 entreprises accélère, avec l'ambition de transformer ce conglomérat familial ancré sur la péninsule en géant à dimension planétaire. Pour cela, il mise à plein sur la révolution à venir, dans la roue de Nvidia.

Le groupe SK tente de capitaliser sur l'éphémère temps d'avance de ses ingénieurs dans la fabrication d'un type de puce devenue névralgique à l'heure de l'IA générative

Avec un sens du timing crucial dans cette industrie, scandée par les cycles de l'offre et de la demande de puces. « C'est une course contre la montre. SK va au Nasdaq pour financer sa croissance, et veut profiter à plein de son avance en matière de puces mémoires pour prendre une dimension internationale, en s'arrimant à l'écosystème Nvidia », analyse Sung Soo Eric Kim, professeur invité à la Keio Business School, à Tokyo. Et veut tutotyer les mastodontes de la tech. Ainsi SK Telecom, jusqu'ici centré sur marché national, mise sur les data centers, nouvelles infrastructures vitales, les yeux rivés sur l'Asie du Sud-Est ou le Moyen-Orient.

Cette levée de capitaux est indispensable pour financer sa promesse de doubler sa production de plaquettes mémoires d'ici cinq ans, et répondre à la demande insatiable des géants de la tech américaine comme des ambitions débordantes de la quatrième économie d'Asie.

À Manhattan, Chey pourrait croiser à nouveau Jensen Huang et Elon Musk, dont les ambitions sans limites dépendent également de la capacité des champions sud-coréens à délivrer des puces mémoires, nerf actuel de la guerre de l'IA.

Le dirigeant de 65 ans, grand amateur de tennis, jouera gros et vantera la force de frappe industrielle d'un groupe qui construit une nouvelle usine à Cheongju et devient fer de lance du « grand bond en avant » technologique décrété par le président sud-coréen Lee Jae-myung. SK investira aux côtés de Samsung dans



Devant l'entrée principale de l'usine SK Hynix à Icheon, en Corée du Sud, le 23 avril. LEE JAE-WON/AFLO VIA REUTERS CONNECT

un nouveau mégaprojet dans le sud-ouest de la péninsule, annoncé le 29 juin, prévoyant quatre nouvelles usines de puces, chiffré à près de 600 milliards de dollars. Plus que jamais, le pays du Matin-Calme se positionne en hub indispensable des semi-conducteurs, au côté de Taïwan, face à la Chine renaissante.

Le coup de gong est très attendu à Wall Street, alors que l'action a bondi de 750 % en un an à la Bourse de Séoul. Un pari toutefois risqué sur fond de volatilité des marchés, rongés par l'incertitude face aux sommes colossales dévorées par les infrastructures et hantés par le spectre d'une bulle. Les cours de Samsung et SK Hynix ont vacillé à Séoul mardi, au diapason de marchés à cran, redoutant la fin d'un cycle euphorique pour les puces mémoires.

« SK Hynix veut lever des fonds au Nasdaq pour financer une énorme expansion de sa capacité, quelque chose qu'il ne pouvait pas faire par le passé, faute de capital. Le risque dépend de combien de temps dure le boom de l'IA », juge Chang Sea-jin, chercheur à la National University of Singapore (NUS). Un calendrier dans toutes les têtes à Séoul, où certains rêvent que la nouvelle frontière promise par Sam Altman, le PDG d'OpenAI, accouchera d'un mégacycle vertueux durable, brisant les prédictions d'un atterrissage du cours des puces à l'horizon 2028.

« Les Coréens sont habitués au changement permanent », expliquait au Figaro Chey, lors d'une rare interview dans son bureau, en 2023. Fils aîné du patriarche, « Tony » pilote depuis un quart de siècle l'empire SK, fondé sur les ruines de la guerre de Corée. Sa croissance tentaculaire raconte le « miracle du fleuve Han », surfant sur chaque nouvelle vague technologique.

D'abord dans l'industrie lourde avec la chimie et l'énergie pétrolière, puis les télécoms, avant d'embrasser les batteries, ou les semi-conducteurs, suite au rachat de SK Hynix à Hyundai en 2012. À l'époque, personne ne donnait cher de cette entreprise dont le nom est une contraction de « Hyundai » et « Electronics » et qui peinait alors à rivaliser avec le champion Samsung.

« HBM » : la fortune du groupe aujourd'hui, tient en ces trois lettres, désignant les puces à « large bande passante ». Une catégorie longtemps jugée subalterne à l'ère des smartphones ou ordinateurs qui consomment des puces DDR, mais qui devient

cruciale avec l'avènement de modèles comme GPT ou Claude, toujours plus gourmands en mémoire. « Personne n'avait imaginé que les puces HBM prendrait une telle importance, mais l'IA, comme le cerveau, a besoin d'une énorme capacité de mémoire », explique Sung Soo Eric Kim. Aujourd'hui, SK tente de capitaliser sur l'éphémère temps d'avance de ses ingénieurs dans la fabrication d'un type de puce devenue névralgique à l'heure de l'IA générative.

À l'été 2022, SK Hynix dévoilait sa carte HBM3 à point nommé, prenant de vitesse Samsung, ralenti par les déboires judiciaires de son patron Lee Jae-young. Et s'engouffrait dans le nouvel écosystème naissant, se rendant indispensable à la Silicon Valley. « L'entreprise doit beaucoup à la capacité de ses ingénieurs à délivrer une puce mémoire plus innovante à un moment crucial. Désormais, les pays font la queue pour se doter de centres de données équipés de microprocesseurs Nvidia bourrés de mémoire HBM », explique June Park, chercheuse à la Singapore Management University.

« Le risque dépend de combien de temps dure le boom de l'IA »

Chang Sea-jin
Chercheur à la National University of Singapore (NUS)

Un horizon radieux qui se rétrécit déjà. Samsung a rattrapé son retard, talonné par l'américain Micron et le chinois ChangXin, qui met les bouchées doubles à l'ombre du capitalisme rouge de Pékin. La rivalité sino-américaine est une menace comme une opportunité pour le groupe, à l'image de son usine à Dalian, visée par des sanctions de l'Administration Trump en 2025. Mais les groupes sud-coréens s'affirment comme des partenaires indispensables à Washington, en quête de chaînes d'approvisionnement technologique contournant l'empire du Milieu.

Un levier stratégique qui permet à Chey de rêver plus grand. « À terme, SK veut développer une fonderie sur le modèle de TSMC », juge Chang Sea-jin. Et rivaliser avec le taïwanais, comme Samsung, en sortant de sa spécialisation sur les cartes mémoire dans laquelle il était jusqu'ici cantonné pour devenir un fabricant au service des plus grandes marques technologiques. De quoi rendre toujours plus précieuse la veste SK Hynix. ■

Jean Cîttone

Le comité de suivi des retraites rattaché à Matignon préconise de sous-indexer les pensions jusqu'en 2030 pour rééquilibrer le système.

Lil persiste et signe. Ce jeudi, le comité de suivi des retraites (CSR) a présenté son avis annuel, dans lequel il incite une nouvelle fois les pouvoirs publics à geler les pensions de retraite jusqu'en 2030, afin de résorber le déficit actuel, dans l'attente de mesures plus structurales pour assurer son équilibre à long terme. Une mesure explosive, déjà proposée l'an dernier par ce groupement de cinq experts rattachés à Matignon, et qui figurait d'ailleurs dans le texte initial du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026, mais que les parlementaires ont finalement décidé de supprimer.

Chaque année, au 1^{er} janvier, les pensions de retraite de base sont en effet revalorisées en fonction de l'inflation, ce qui tire inévitablement les dépenses de retraite vers le haut, celles-ci représentant environ 400 milliards d'euros par an. La hausse a été plutôt mesurée en 2026 (+ 0,9 %), après avoir été plus élevée en 2025 (+ 2,2 %) et en 2024 (+ 5,3 %). Geler les pensions soulagerait donc les dépenses publiques, mais au détriment des retraités. Pour autant, le CSR rappelle que « le niveau de vie relatif des retraités est élevé en comparaison européenne » et que leur épargne « a augmenté depuis 2019 ». Sous-indexer de 2 points leurs pensions pour les quatre années à venir « permettrait de ramener le système à l'équilibre en 2030 », note l'avis.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR), sur lequel le CSR appuie ses recommandations, a cependant rappelé dans son dernier rapport que la sous-indexation des retraites, tout comme la hausse des cotisations sociales, serait une mesure récessive, car l'impact sur le pouvoir d'achat des Français concernés entraînerait in fine des suppressions d'emplois. Le CSR reconnaît quant à lui que



Pour le Conseil d'orientation des retraites, la mesure envisagée aurait un impact limité sur les retraités, car ils ont pu épargner ces dernières années.

Geler les pensions de retraite : le conseil explosif des experts

« l'effet récessif d'une telle mesure existe mais reste limité dans un contexte de forte épargne des retraités ». Les cinq experts appellent toutefois à « donner de la visibilité aux retraités et aux cotisants sur les futures indexations », afin de permettre aux retraités « d'ajuster leurs comportements d'épargne » et aux actifs « d'adapter leurs choix de départ à la retraite ».

Agir dès à présent pour résorber le déficit permettrait en outre d'éviter ou de soulager l'inévitable gueule de bois à venir. « Le partage anticipé des efforts entre les générations permettrait d'éviter des ajustements brutaux, juge le CSR. Il convient de tirer les enseignements du passé qui montrent que la France a toujours subi les évolutions démographiques affectant le système de retraite sans jamais les anticiper. » Les dernières hypothèses de l'Insee sont particulièrement inquiétantes : une France

vieillissante, une fécondité en berne et une augmentation de la population sur le territoire qui ne repose pour l'instant que sur un solde migratoire positif, lequel n'empêchera pas, selon l'Insee, l'inexorable déclin de la population en France à partir de 2037.

6,8 milliards de déficit à horizon 2030

Pour le COR, une seule mesure serait « expansionniste » : la hausse de l'âge légal de départ à la retraite. À cet égard, le CSR « soutient la poursuite de la montée en charge de la réforme de 2023 à partir de 2028 ». La réforme Borne a en effet été suspendue lors du dernier PLFSS mais devrait reprendre en 2028. L'âge légal, actuellement bloqué à 62 ans et 9 mois, devrait atteindre 64 ans d'ici 2033. Cette suspension représente « 13 milliards d'euros de dette

cumulée entre 2026 et 2033 », chiffre Franck von Lennep, président du CSR. Face à un déficit prévu de 6,8 milliards à horizon 2030, le comité de suivi des retraites prévient que « tout nouveau retour en arrière sur cette réforme dégraderait davantage encore la situation du système de retraite ».

Si les parlementaires décident à l'automne, lors de l'examen du PLFSS 2027, de suivre la recommandation du CSR et de sous-indexer les pensions les quatre prochaines années, le système ne sera pas sauvé pour autant. « La situation de notre système de retraite est préoccupante d'ici 2045 et alarmante à plus long terme », martèle le CSR, dans le sillage du COR et de la Cour des comptes, qui alertent régulièrement sur le déficit à venir. « La sous-indexation est un ajustement possible à court terme, mais pas un levier systématique de

long terme », précise néanmoins Franck von Lennep. « La priorité, c'est l'augmentation du taux d'emploi des seniors », note le président du CSR.

Pour résorber durablement le déficit, le CSR rappelle de surcroît que la résorption du déficit du régime général doit être une priorité. « La quasi-stabilité des dépenses du système de retraite d'ici 2045 cache des déséquilibres importants », explique cet avis. « Le principal régime de retraite, qui représente plus de 40 % du total des dépenses de retraite en 2025, n'est actuellement pas équilibré, ne le sera pas sans action nouvelle et doit faire l'objet de mesures dès maintenant et tout au long de la décennie 2030. » Si ces mesures ne sont pas prises, « une dette sociale se constituera inmanquablement ». Alors que l'examen du PLFSS pour 2027 doit démarrer à l'automne, le gouvernement et les parlementaires sont prévenus. ■

Le déficit des collectivités territoriales, en recul, reste trop élevé

Julie Ruiz Perez

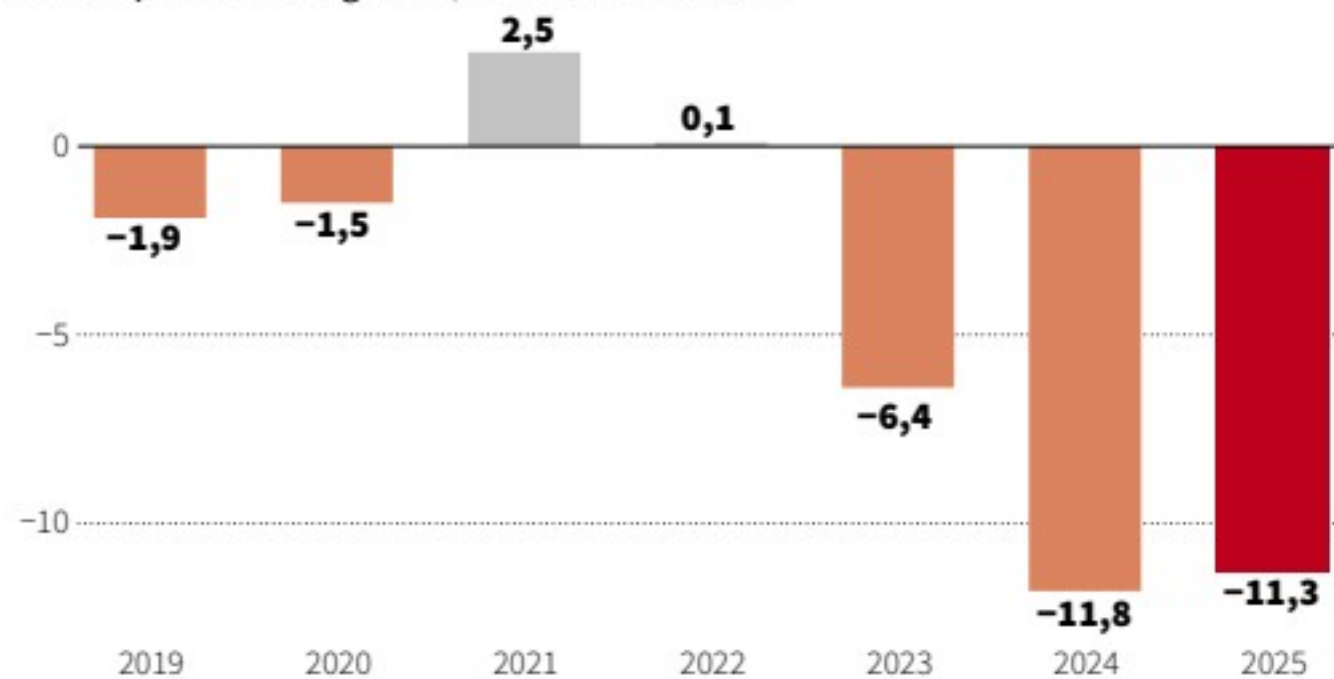
La Cour des comptes pointe des disparités entre régions, départements et communes. Dans son dernier rapport, elle leur recommande de participer au rééquilibrage des comptes publics dans la perspective du budget 2027.

Les acteurs peuvent changer mais pas la pièce en elle-même. Depuis des temps immémoriaux, tous les étés, on joue sur la scène budgétaire « le bras de fer entre l'État et les collectivités » pour répartir l'effort d'économies. Cette année, c'est la Cour des comptes qui frappe les trois coups. « Une contribution des collectivités au redressement des finances publiques se justifie par leur part dans l'ensemble des dépenses publiques (près de 18 %) et par la profonde détérioration de la situation d'ensemble des finances publiques », tranche d'emblée un rapport sur les finances locales qui paraît ce jeudi. La situation des finances publiques est de plus en plus sombre : la cible d'un déficit à 5 % du PIB est désormais difficile à atteindre, les taux d'emprunt de la France s'emballent, la charge de la dette menace de devenir le plus lourd poste de dépense de l'État...

La situation des finances locales, en revanche, est presque à l'inverse. Le déficit des collectivités territoriales et de leurs groupements s'est établi à 9,3 milliards d'euros en 2025, soit une amélioration de 2,7 milliards d'euros par rapport à 2024. Attention, toutefois, malgré cette réduction, « le déficit des collectivités reste cependant élevé en valeur absolue et en comparaison du solde légèrement excédentaire réalisé par les collectivités au cours de l'avant-dernier mandat municipal (2014-2020) », notent les experts de la cour.

Un fardeau de 11,3 milliards pèse sur les collectivités

Solde global des collectivités territoriales et de leurs groupements en comptabilité budgétaire, en milliards d'euros



Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFiP

Ce raisonnement déplaît fortement aux représentants des élus, mais c'est aussi parce que leurs finances se portent mieux que celles de l'État que certains veulent les faire passer davantage sous le rabot. « La bonne santé financière des collectivités, en moyenne, est de nature à faciliter la mobilisation d'une contribution significative », argumente le gendarme des comptes publics. Une rhétorique propre à faire hurler les collectivités territoriales qui répètent depuis des années qu'elles sont « à l'os ». Déjà, lors du pugilat budgétaire

de la fin 2025, une bataille de chiffre dantesque avait eu lieu entre Bercy et les collectivités sur le montant des économies que le gouvernement impose à ses dernières pour 2026 : le ministère de l'Économie disait 5 milliards, mais certains représentants des collectivités argumentaient que c'était plus du double ! Quoi qu'il en soit, une part importante des mesures avaient disparu lors du passage du budget à l'Assemblée.

Au final, « suivant l'estimation de la cour, la contribution exécutée, nette de mesures favorables aux collectivités,

s'est élevée à 4,3 milliards d'euros en autorisations d'engagement (AE) en 2025. L'impact négatif de la contribution sur la trésorerie des collectivités (c'est-à-dire en crédits de paiement ou CP) est cependant plus limité, à 1,7 milliard d'euros », tranche la cour dans son rapport. Ainsi, les collectivités territoriales ont réussi à « absorber » ces coupes en 2025, et même à « aller au-delà de l'effort demandé », souligne-t-on à la cour. Elles sont parvenues à baisser significativement leur déficit et même à interrompre « le mouvement de dégradation du solde des collectivités entamé en 2023, qui a conduit les collectivités à contribuer de manière significative à la hausse du déficit public global en 2023 et 2024 », expliquent les auteurs.

« La situation financière des régions et celle des départements sont moins solides que celle du bloc communal »

Les magistrats de la Cour des comptes

Tous les échelons territoriaux ne présentent pas la même situation financière. « La situation financière des régions et celle des départements sont moins solides que celle du bloc communal », notent les magistrats. La bonne santé financière du « bloc communal »

repose, selon le rapport, « au premier chef sur la hausse continue du produit des impôts fonciers ». En revanche, indique la cour, les finances des départements sont affaiblies par la hausse des dépenses sociales et la dépendance à des recettes en partie volatiles, notamment les droits de mutation à titre onéreux (plus couramment appelés « frais de notaire »).

En 2026, les efforts budgétaires qui leur ont été demandés sont cependant plus conséquents. « Le montant net de la contribution des collectivités en 2026 s'établit à 3,5 milliards d'euros en autorisation d'engagement et à 2,4 milliards d'euros en crédits de paiement », expose le document. Selon les prévisions du début de l'année, « les collectivités feraient plus qu'absorber cette contribution : leur solde déficitaire connaîtrait en effet un fort redressement » cette année. Mais, comme le rapport le souligne, cette amélioration reste incertaine du fait « des risques liés à la dégradation de l'environnement économique », lui-même dégradé par la crise au Moyen-Orient. Justement, ce mardi, le gouvernement lors d'un comité d'alerte des finances publiques a prévenu que, si les collectivités territoriales ne corrigeaient pas la trajectoire de leurs dépenses, celles-ci pourraient déraper de près de 2 milliards d'euros. Le ministre des Comptes publics en a d'ailleurs appelé à la « responsabilité » des élus locaux pour éviter ce nouveau coup pour les finances publiques. ■

Casino : pourquoi le poker menteur entre Daniel Kretinsky et les créanciers va durer

Manon Malhère et Ivan Letessier

Ils ont intérêt à s'entendre avant que le tribunal de commerce ne tranche le sort du distributeur, en octobre.

L'avenir de Casino se jouera-t-il au tribunal de commerce de Paris cet automne ? Depuis quelques jours, cette option semble la plus probable. La dette du distributeur stéphanois (Monoprix, Franprix, Vival, Cdiscount...) est devenue insupportable et le groupe sera incapable de rembourser le 1,4 milliard d'euros exigible en 2027. Daniel Kretinsky, qui détient 53 % de Casino depuis la précédente restructuration financière, en mars 2024, n'a pas réussi à trouver un accord avec les principaux créanciers sur un allègement de cette dette, indispensable pour éviter la faillite. Après huit mois de négociations, Casino, qui ne vaut plus que 85 millions d'euros en Bourse, a officialisé ce désaccord lundi, en publiant les deux propositions de restructuration (celle de Daniel Kretinsky et celle des créanciers) remises le mardi 30 juin, date limite pour un accord. Le groupe a prévenu que son conseil d'administration déciderait laquelle il présenterait au tribunal de commerce. Selon les observateurs et les acteurs de ce dossier, aussi complexe que sensible, il ne fait aucun doute que le board choisira le plan du principal actionnaire, même si le comité ad hoc d'administrateurs, constitué pour émettre une recommandation, ne compte pas de représentant de Daniel Kretinsky.

Fort du soutien des banques qui financent l'activité quotidienne du groupe à hauteur de 1,2 milliard d'euros, le principal actionnaire propose d'effacer 600 millions de dette, d'apporter 550 millions d'argent frais et de renforcer son contrôle : sa participation passerait à 66,8 %. Les créanciers obligataires proposent, eux, un abandon de la quasi-totalité de la dette en échange de la prise de contrôle du groupe, ce qui évincerait Kretinsky. Et ils assurent avoir une alternative pour assurer le financement opérationnel. Bref, les positions officielles des deux clans sont diamétralement opposées.

En fait, rien n'est figé, et la date butoir du 30 juin était seulement indicative. D'intenses négociations se sont d'ailleurs poursuivies entre le mercredi 1^{er} juillet et le dimanche 5, sous l'égide de Marc Sénéchal, le conciliateur nommé en mars par le tribunal de commerce. Les créanciers obligataires ont proposé une nouvelle offre. Intraitable,



Daniel Kretinsky (ici, à Paris, en avril 2023) tente de sauver le groupe Casino de la faillite face à une dette colossale et à une opposition ferme de ses créanciers. RENAUD KHANH/ABACA

Daniel Kretinsky a fait savoir, à la fin du week-end, qu'il la refusait. Ce projet n'est donc plus sur la table et les deux offres soumises au conseil d'administration de Casino sont celles du 30 juin.

« Daniel Kretinsky refuse tout », s'étrangle-t-on du côté des créanciers, qui incluent les fonds Monarch et Attestor (ils détiennent à eux deux 40 % des créances) ainsi que ReadyState. « Les créanciers sont trop agressifs, rétorque-t-on du côté de l'actionnaire. Il y a un biais cognitif qui va à l'encontre d'un accord consensuel. » Et sans accord consensuel, la justice peut imposer une solution à toutes les parties prenantes. Dans ce cas contraire, le dépôt de bilan est inévitable.

Le conseil d'administration de Casino, présidé par l'ancien ministre Laurent Pietraszewski, devrait choisir entre les

deux offres et « formuler une proposition » dans les prochains jours. Celle-ci sera soumise aux votes des actionnaires, des créanciers et des banques, mais pas avant septembre. Le dossier arrivera ensuite sur la table du tribunal de commerce de Paris, probablement mi-octobre. C'est lui qui devra décider de valider le plan, et donc de l'imposer aux créanciers, qui auront très probablement voté contre.

À en croire l'entourage de Daniel Kretinsky, la voie est libre pour que son projet soit mis en œuvre. « En réalité, il y a encore beaucoup trop d'incertitudes à lever, et toutes les parties ont intérêt à trouver un accord avant la décision du tribunal de commerce », assure un bon connaisseur du dossier. Pour commencer, il est risqué de spéculer sur le résultat d'une décision

de justice. Ensuite, cette dernière est menacée de recours : les fonds anglosaxons détenteurs d'obligation menacent déjà de faire appel, et même d'aller jusqu'en Cour de cassation. Enfin, le soutien des banques de Casino (Société générale, BNP Paribas, BPCÉ...) au projet de son principal actionnaire est conditionné à l'accord des deux tiers des créanciers obligataires.

L'entourage du milliardaire est convaincu que les banques renonceront in extremis à cette condition. « À quelques mois de la présidentielle, elles ne prendront pas le risque de mener Casino et ses 28 000 salariés à la faillite », confirme un proche des banques. Pour faire pression sur les autres acteurs, ses proches martèlent que Daniel Kretinsky est désormais un investisseur institutionnel et une figure du capitalisme français

bien établie. Premier actionnaire de Fnac Darty, troisième de TotalEnergies, il détient Editis et les hebdomadaires *Elle* et *Marianne*. Daniel Kretinsky serait donc l'opposé des hedge funds anglosaxons qui détiennent la dette, soulignent-ils, rappelant qu'il a déjà injecté, et perdu, 1,2 milliard d'euros dans Casino. Dans ces conditions, pas question de remettre au pot sans renforcer son contrôle. « Le groupe n'est pas menacé. Il est prospère, stable et soutenu par ses banques partenaires. Son bilan sera rééquilibré, soit par un accord soit par une décision du tribunal », prévenait fin mai Daniel Kretinsky dans *Le Figaro*.

Pari très risqué

Toutefois, en voulant tordre le bras aux créanciers avec le soutien de la justice, il fait un pari très risqué. « Si le plan de Daniel Kretinsky passe, cela enverrait un mauvais signal pour l'attractivité de la place de Paris, martèle un proche des fonds, particulièrement remonté. En matière de restructuration, les créanciers sont prioritaires sur les actionnaires. Notre proposition respecte les textes. » S'ils prennent le contrôle, les créanciers obligataires promettent d'apporter 400 millions d'euros d'argent frais et assurent, sans convaincre, avoir une solution pour financer de la dette opérationnelle détenue par les banques. « Ce serait Noël pour le groupe », lâche-t-on dans l'entourage des créanciers.

Tout comme Kretinsky, ces derniers ont aussi intérêt à un compromis avant un jugement du tribunal de commerce. « Quoi qu'ils disent, ils ne veulent pas devenir actionnaires à long terme de Casino, assure un proche du dossier. Leur vocation est de revendre tout de suite leurs actions après une restructuration de la dette, et surtout pas d'en prendre le contrôle et de réinvestir. » Certains brandissent la menace d'une vente à la découpe si ces fonds, qui ont apporté des engagements de non-cession pour deux ans seulement, prenaient le contrôle du distributeur. « Ce serait une catastrophe industrielle », avertit un protagoniste.

Alors que tout indique qu'un accord négocié entre Daniel Kretinsky et les créanciers est meilleur qu'une solution imposée par la justice, reste à savoir si les acteurs du dossier seront raisonnables. « Ils se détestent tellement qu'ils ne rêvent que d'une chose : écraser leur adversaire », assure un acteur du dossier. ■

Un plastique recyclé high-tech pour la souveraineté européenne

Elsa Bembaron Envoyée spéciale à Grandpuits

À Grandpuits, TotalEnergies déploie une nouvelle technologie de recyclage. Un premier pas dans ce secteur ultra-concurrentiel.

Les tensions au Moyen-Orient renchérissent les importations de produits pétroliers, dont les prix repartent à la hausse. D'un autre côté, la nature croule sous les plastiques usagés. Pourquoi ne pas les recycler davantage et ainsi regagner en autonomie ? D'autant qu'une réglementation européenne va imposer en 2030 que les plastiques, y compris les emballages alimentaires, contiennent au moins 10 % de matière recyclée. Or, aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

En effet, sous le terme générique de plastique se cachent plusieurs types de produits : polystyrène, polyéthylène, PET, PVC... Les uns sont plutôt simples à recycler, comme le PET qui sert à produire des bouteilles, les autres non, particulièrement ceux de certains emballages alimentaires. Aujourd'hui, en France, seul 25 % du plastique usagé est recyclé pour refaire du plastique utilisé, par exemple, par l'automobile. Le solde est à 50 % incinéré pour produire de la chaleur, et 25 % sont enfouis. Cette dernière catégorie comprend des plastiques souples multicouches (comme ceux des paquets de chips), des plastiques dits « contaminés » (les barquettes alimentaires par exemple) et des films souples

(utilisés pour relier entre elles les canettes d'un pack, par exemple).

Ils peuvent désormais être recyclés à Grandpuits, en Seine-et-Marne, là où TotalEnergies a fait le pari de transformer une de ses raffineries de pétrole en bioraffinerie d'un côté et en unité de production de plastique recyclé de l'autre. Et ce moyennant 500 millions d'euros d'investissement sur cinq ans (400 millions pour la bioraffinerie et 100 millions pour le recyclage du plastique).

Pour développer cette activité, la compagnie s'appuie sur une coentreprise créée dès 2021 avec Plastic Energy pour la partie technologie. Un autre partenariat a été noué avec Citeo pour la collecte et un troisième avec Paprec pour le tri des déchets. Par camions, la matière première arrive déjà triée sur le site de Grandpuits. Elle se présente sous forme de grosses balles grisées de 500 kg chacune, quelque peu malodorantes, emballages alimentaires obligent. Ces balles sont déposées ensuite sur un convoyeur - sorte de tapis mécanique. Les liens sont automatiquement coupés, les déchets sont brassés, découpés, puis envoyés dans un four où ils sont portés à 400 degrés. Ce procédé de pyrolyse, plus complexe qu'il n'y paraît, génère un produit liquide, le Tacoil, qui est

ensuite envoyé dans une des unités de pétrochimie du groupe.

Il y est intégré à du naphta fossile dans les vapocraqueurs et sert à produire des polymères et de monomères, matières de base pour les plastiques. « À chaque fois qu'on produit 1 tonne de Tacoil, c'est 1 tonne de produit pétrolier fossile en moins », souligne Valérie Goff, directrice Renewable Fuels & Chemicals, chez TotalEnergies, rappelant que « la première goutte de Tacoil a été produite en novembre 2025 et que le premier camion est parti le 3 mars » vers un vapocraqueur.

« À chaque fois qu'on produit 1 tonne de Tacoil, c'est 1 tonne de produit pétrolier fossile en moins »

Valérie Goff Directrice Renewable Fuels & Chemicals chez TotalEnergies

TotalEnergies cherche à valoriser tous les produits issus de ce processus. En effet, 100 tonnes de déchets plastiques traités à Grandpuits génèrent 75 tonnes de Tacoil. Le solde est composé essentiellement de naphta (un mélange liquide d'hydrocarbures légers) utilisé pour pro-

duire du fioul, de quelques pourcents d'eau, retraitée avant d'être rejetée, et de char. Ce dernier est un noir de carbone issu de la réaction chimique lors du craquage des molécules. Des études sont en cours pour voir comment il pourrait être utilisé dans la fabrication de ciment ou intégré à celle de pneus, qui comprennent déjà du noir de charbon fossile. Enfin, la pyrolyse dégage un gaz de synthèse que TotalEnergies utilise pour produire la chaleur de ses fours, réduisant ses besoins en gaz naturel.

Mais cette belle histoire de recyclage a ses limites. D'abord, en raison du coût de production du Tacoil, supérieur à celui de polymères issus du pétrole. Une surcharge que TotalEnergies tient secrète, concurrence internationale oblige. Ensuite, l'unité de Grandpuits, la première de ce type en France et une des plus grandes d'Europe, ne produit « que » 15 000 tonnes de Tacoil quand plusieurs centaines de millions de tonnes de pétrole sont englouties en Europe pour produire des plastiques.

Enfin, les exigences européennes ne jouent pas non plus en faveur de l'industriel, qui se plaint du mode de décompte retenu. La Commission ne prend en compte que les volumes de Tacoil, quand les normes américaines se basent sur le volu-

me des déchets entrants. Autrement dit, pour atteindre le même niveau théorique de matière recyclée, les Européens doivent faire 25 % de plus que les Américains. Ce qui renchérit encore le coût d'un produit déjà plus cher. « La production européenne est défavorisée », insiste Valérie Goff.

TotalEnergies affirme néanmoins que toute la production de Grandpuits a déjà trouvé preneurs, auprès d'industriels de l'agroalimentaire, décidés à verdir leur empreinte carbone et à anticiper l'entrée en vigueur des nouvelles normes européennes. De précieux clients, donc, prêts à payer une prime pour obtenir du plastique un peu plus vert.

Mais la concurrence dans le domaine s'annonce rude, avec une pression de plus en plus forte des acteurs chinois du secteur. La croissance de la production de plastique recyclé en Europe a ralenti depuis 2022, note Plastics Europe, une association professionnelle, dans sa dernière communication. Outre les prix élevés de l'énergie et des matières premières, et les coûts liés aux émissions de carbone, l'étude pointe « une concurrence inéquitable ». En effet, la traçabilité des matières n'est pas toujours garantie hors des frontières de l'Union européenne. Certains produits qualifiés de recyclés par des producteurs chinois ne le sont pas. ■

Déjà 11000 hectares brûlés, selon le ministère de l'Intérieur, lors d'un bilan datant seulement du 6 juillet. La précocité de la « saison des feux » soulève avec encore plus d'acuité la question qui revient chaque année, celle de l'adéquation des moyens aériens de lutte contre les incendies en France.

Et pour cause : la flotte à disposition est vieillissante. La France a 12 Canadair bombardiers d'eau amphibies, dont l'âge moyen est de 30 ans, ce qui rend la maintenance coûteuse. Mais aussi de 8 avions Dash, dont 6 ont été achetés entre 2020 et 2023. À cela s'ajoutent 3 avions de reconnaissance. Acquis entre 1991 et 2001, ces Beechcraft King Air 200 ont bénéficié d'une modernisation en 2019. Quant aux 36 hélicoptères, 26 EC145 sont également anciens (20,5 ans en moyenne).

Résultat, le taux de disponibilité de cette flotte, qui est la troisième en taille en Europe (derrière celles de l'Espagne et de l'Italie), est variable : de 75 % à 89,1 %, son meilleur score, en 2023, contre un objectif de 98 % fixé par l'État. Le compte n'y est pas.

La France dispose de douze Canadair bombardiers d'eau amphibies, dont l'âge moyen est de 30 ans, ce qui rend la maintenance coûteuse

Face à cela, le gouvernement a engagé le renouvellement de ces capacités. Il prévoit d'acheter 36 hélicoptères Airbus H145 D3 afin de remplacer les vieux EC145. Objectif : porter la flotte à 40 hélicoptères modernes d'ici à 2029.

L'État veut aussi augmenter le parc de bombardiers d'eau amphibies à 16 exemplaires, avec l'arrivée des nouveaux et la mise à la retraite des plus anciens. Il en a commandé quatre (des DHC515, un dérivé du Canadair CL-415) en signant directement avec son constructeur, De Havilland Canada. Et deux autres via un programme européen qui cofinance les aéronaves.

L'Union européenne a signé en 2024, au nom de six pays du Sud, une commande portant sur 22 Canadair (DHC 515) avec l'avionneur canadien. Mais les Européens devront patienter encore deux ans. Les livraisons doivent s'échelonner entre 2028 (un avion pour la Grèce et un pour la France) et 2031, voire au-delà.

Pis, des doutes émergent sur la crédibilité de ce calendrier très serré. Alors que la commande européenne devait enclencher la relance de la chaîne de production qui avait été arrêtée par Bombardier en 2015 faute de commandes, le repreneur du programme, De Havilland Canada, n'a annoncé le démarrage de l'assemblage du premier appareil qu'en mars 2026, à Calgary. Il paraît impossible de construire, tester et certifier l'avion en deux ans. Un constat inquiétant, mais qui a aussi donné des



La start-up française Hynaero travaille sur le Fregate F100 (illustration ci-contre), un bombardier d'eau, avec le soutien d'Airbus, de Thales, Pratt & Whitney et Safran. HYNAERO

s'improvise pas. Quant à mobiliser des pilotes d'active, cela relève d'une décision interministérielle.

Airbus est aussi impliqué dans le projet promoteur de la start-up française Hynaero, fondée en 2023. Le groupe a signé avec elle en 2025 un protocole d'accord définissant la coopération à venir dans quatre domaines (conception, certification, marketing et fabrication de sous-ensembles). Le projet embarque d'autres grands noms de l'aéronautique, notamment Thales (poste de pilotage), Pratt & Whitney Canada (moteurs) ou encore Safran (systèmes d'atterrissage).

« Ce projet représente un enjeu de sécurité et de souveraineté pour l'Europe »

David Pincet Directeur général et cofondateur d'Hynaero

L'objectif d'Hynaero est de doter l'Europe d'un bombardier d'eau amphibie moderne, plus efficace et plus sûr, pour les trente ans à venir. La promesse de l'avion, baptisé Fregate-F100 ? Larguer deux fois plus d'eau (10 tonnes à chaque passage) qu'un Canadair, en volant deux fois plus vite lors d'une mission de trois heures trente. Cela, pour un coût d'achat équivalent à celui d'un Canadair des années 1990. Soit entre 18 et 20 millions d'euros.

« Nous sommes partis de l'expression de besoin de la sécurité civile en France, en Espagne, en Grèce et en Italie, ce qui nous a permis de valider le concept », explique David Pincet, directeur général et cofondateur de la jeune pousse. Hynaero ambitionne de mettre en service ses premiers appareils en 2032, après avoir assemblé deux prototypes en 2029, dans une usine installée à côté de la base aérienne d'Istres (Bouches-du-Rhône), son QG.

Pour l'heure, le projet, qui nécessite 1 milliard d'investissement, est encore à un stade préliminaire. La start-up a déjà levé 117 millions d'euros auprès d'un fonds luxembourgeois, ce qui lui permet de finaliser les études et le design de l'avion. Ce projet « représente un enjeu de sécurité et de souveraineté pour l'Europe », souligne David Pincet, ancien général de l'armée de l'air. Hynaero a signé trois lettres d'intention portant sur 27 appareils, avec la sécurité civile en France et avec deux opérateurs privés, l'un chypriote, l'autre australien. Car le Fregate-F100 compte bien faire carrière à l'international sur un marché estimé à 300 appareils sur la période 2030-2050. ■

* Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro »

Feux de forêt : la France au défi d'accroître au plus vite ses moyens aériens

Véronique Guillermand

L'Union européenne veut se doter d'une flotte de 22 nouveaux bombardiers d'eau, dont Paris bénéficierait. Airbus et une start-up travaillent aussi sur le sujet.

ailles à des industriels installés et à des start-up. Dassault Aviation* a proposé depuis 2023 un Falcon 2000 de lutte contre les incendies, le Falcon Fire Fighter, spécialisé dans le guet aérien et le traitement rapide des départs de feu. L'objectif étant d'intervenir en complément des autres moyens aériens. Le constructeur français n'a pas eu, à ce stade, de retour des autorités auxquelles il a présenté son projet.

De son côté, Airbus a développé et testé, en 2025, un kit de lutte contre les incendies, qui transforme l'avion militaire de transport A400M en « pompier

volant ». Cela, sans modification structurelle. Les exercices réalisés en Espagne et à Nîmes ont permis d'éprouver l'appareil, capable de larguer 20 tonnes de liquide retardant, en volant à faible altitude et à petite vitesse. L'idée d'Airbus est de proposer ce kit en Europe, où 132 A400M ont été livrés à date. Le groupe met en avant la rapidité d'installation (deux heures) du kit dans la soute géante de l'A400M et de remplissage (dix minutes), avec des pompes standards, sa maniabilité, la précision du largage. En outre, l'avion a la capacité à voler de jour comme de nuit,

contrairement aux Canadair et aux Dash, cloués au sol dès que le soleil disparaît. En revanche, l'appareil n'est pas amphibie.

Airbus se dit prêt à produire en série ce kit, pour autant que les États le commandent. « Nous étudions de très près la solution proposée par Airbus. Mais nous voulons nous assurer qu'il pourra voler sans risque pour les équipages », souligne le ministère des Armées en France. Même si beaucoup de pilotes de la Sécurité civile sont des réservistes de l'armée de l'air et sont déjà qualifiés sur A400M, intervenir sur un incendie ne

Les cannelés Baillardran sauvés de la faillite

Jorge Carasso

Bricks, un spécialiste de l'immobilier, rachète la société familiale à la barre du tribunal de commerce de Bordeaux.

Les boutiques aux devantures rouges de Baillardran ne baisseront pas le rideau. En redressement judiciaire depuis le 22 avril, l'institution familiale bordelaise, mondialement connue pour ses cannelés, a trouvé un repreneur. Le tribunal de commerce de Bordeaux a choisi mercredi soir l'offre de Bricks, qui a donc immédiatement racheté à la barre Will Distribution, le holding de Baillardran. Un choix surprenant en apparence. Champion du crowdfunding immobilier, Bricks l'a emporté face aux projets présentés par des professionnels bordelais de la pâtisserie et du chocolat.

Le tribunal de commerce a jugé que son offre était « la mieux-disante en termes de pérennité de l'activité et de garanties d'exécution, de sauvegarde de l'emploi et d'apurement du passif », estimé à 6 millions d'euros et principalement constitué « d'arriérés de loyers ». Bricks a rassuré le Tribunal en s'associant à un professionnel de la pâtisserie, qui pilotera l'entreprise.

L'enseigne quarantenaire a popularisé le cannelé au-delà de la région bordelaise, en misant sur un seul produit et des boîtes rouges identifiées entre mille. Mais elle connaît une descente aux enfers depuis plusieurs années. L'inflation galopante post-Covid et la flambée des coûts de l'énergie ont fait exploser les charges de l'entreprise. « On est passés de 120 000 à 500 000 euros d'électricité par an », rappelait en avril Philippe Baillardran, le fondateur, dans une interview à Sud-Ouest. Parallèlement, leur concurrent, La Toque cuivrée, née dans les années 2000, et qui propose des cannelés trois fois moins chers dans une trentaine de points de vente, leur grignote des parts de marché.

Pour ne rien arranger, Baillardran a multiplié les faux pas. L'enseigne a vendu des produits congelés et non « frais du jour » comme promis ; elle a remplacé la vanille bourbon, le rhum ambre et le lait de sa recette originale par des ersatz moins chers. Pour cela, elle a écopé, en juin 2025, d'une amen-

de de 100 000 euros pour pratiques commerciales trompeuses. De quoi écorner l'image de la marque et faire fuir les clients. Son chiffre d'affaires est passé de 12,37 millions d'euros en 2022 à 8,5 millions d'euros en 2025, et sa dette a grimpé à 6 millions.

« Baillardran, c'est un patrimoine, une marque historique connue de tous les Bordelais. Elle ne pouvait pas disparaître »

Cédric O'Neill Patron fondateur de la plateforme de crowdfunding Bricks

Pas de quoi couper l'appétit de Cédric O'Neill, patron fondateur de la plateforme de crowdfunding Bricks, qui permet à des épargnants d'investir dans des projets immobiliers ou des PME. Paradoxal, car l'entreprise n'investit généralement pas ses propres deniers hors du secteur immobilier.

« L'opportunité est apparue il y a trois mois, confie Cédric O'Neill, l'entrepreneur Christophe Sevin, qui avait financé le rachat de la chaîne de boulangerie Atelier 48 grâce à Bricks, est venu nous voir avec un projet de reprise de Baillardran. »

Las. Le projet de Christophe Sevin est irréalisable. Et pour cause. Dans le cadre d'un redressement judiciaire, une offre de reprise ne peut dépendre d'une hypothétique collecte au travers d'un financement participatif. Les fonds doivent être laissés en caution au moment de la candidature. Mais Cédric O'Neill ne renonce pas à l'opportunité. « Baillardran, c'est un patrimoine, une marque historique connue de tous les Bordelais, confie le dirigeant. Elle ne pouvait pas disparaître. Bricks s'est donc positionné comme repreneur, avec l'appui opérationnel de Christophe Sevin. »

Bricks met 750 000 euros sur la table pour la reprise des boutiques et points de vente, situés à Bordeaux et Arcachon, ainsi que pour le laboratoire de

fabrication. Le repreneur ajoute 132 000 euros pour permettre « la relance immédiate de l'exploitation » et le paiement des salaires. Près de 3 millions d'euros seront au total injectés sur trois ans pour relancer la machine. Au total, 67 salariés sur 87 sont repris.

Charge au repreneur de relancer la machine et restaurer la confiance. Cela passera par un changement de stratégie et la diversification de produits. « L'enseigne a de très bons emplacements dans les meilleures artères de la ville. Pourtant, les boutiques ne donnent pas envie, constate Cédric O'Neill. Il faut que les clients passent plus de temps en boutique. Nous voulons nous inspirer de ce qu'a fait Ladurée avec ses macarons. Les clients vont en boutique pour acheter des biscuits et s'installent, prennent un thé. Au final, ils y passent un bon moment et vivent une expérience. » Le nouveau propriétaire compte s'atteler aux tarifs, jugés trop chers par les clients. « 3 euros c'est trop. On restera haut de gamme, mais on baissera un peu le prix », poursuit Cédric O'Neill. ■

Ruée vers les data centers : quand l'Italie se rêve en « hub digital »

Quentin Raverdy Rome

Avec l'essor de l'IA, le pays prévoit d'investir quelque 25 milliards d'euros sur trois ans pour combler son retard.

Dans l'horizon des grandes villes industrielles italiennes, ils remplaceront bientôt les cheminées d'usine. Pour assouvir la soif d'intelligence artificielle et faire tourner les clouds, les data centers poussent à un rythme effréné aux quatre coins du pays. La péninsule en compterait désormais autour de 200, avec pas moins de 80 nouvelles structures déjà programmées dans les années à venir pour stocker, traiter et gérer les milliards de données - les fameuses « data » - de l'ère digitale. Les promesses d'investissements font rêver. Quelque 25,4 milliards d'euros sont ainsi attendus en Italie rien que dans les trois prochaines années : trois fois plus qu'entre 2023 et 2025.

De quoi faire des heureux du côté du gouvernement de Giorgia Meloni, où l'on espère hisser l'Italie au rang de « hub digital » de la Méditerranée, dans l'espoir de combler peu à peu le retard accumulé sur les partenaires européens que sont la France et l'Allemagne. En novembre dernier, le ministère de l'Industrie et du « made in Italy » était d'ailleurs très clair quant à ses objectifs : « Attirer les investissements étrangers dans les centres de données est essentiel pour faire de l'Italie un pôle stratégique pour la gestion, l'innovation et la sécurité des données européennes et mondiales. » Pour ce faire, insiste-t-on au Mimit, l'exécutif entend mettre en place « les meilleures conditions grâce à des incitations réglementaires et à des simplifications administratives, afin que notre pays devienne le premier choix des investisseurs internationaux ».

Au cœur de cette « ruée vers l'or digital », ainsi dépeinte dans la presse transalpine, figure la région de Lombardie, locomotive économique et financière du pays et carrefour logistique européen. À lui seul, le territoire de Milan, sa capitale, déploie 414 mégawatts de puissance informatique (IT) installée pour les centres de données : 68 % de la capacité italienne, estimait une étude de l'Observatoire des data centers de Polytechnique, à Milan. Et ce n'est qu'un début. En effet, les nouveaux projets ne manquent pas : Amazon a sorti le chèque et déboursé plus de 750 millions d'euros pour s'offrir son centre aux portes de la ville.

Des appétits qui ont d'ailleurs poussé les autorités locales à légiférer. En mai dernier, le conseil régional de Lombardie votait la première loi relative aux data centers de toute la péninsule. Objectif : encadrer plutôt que freiner l'ouverture de nouvelles structures et donner voix au chapitre aux communes dans la planification urbaine. « Dans les faits, la loi lombarde n'interdit pas la construction sur certains terrains, mais prévoit des augmentations des frais si la zone est rurale (+100 %) ou protégée (+200 %). En résumé, rien n'empêche de s'implanter sur un espace protégé si tu es prêt à payer », relève Giuseppe De Carlo, avocat spécialiste des contrats publics. Malgré cela, 55 % des investissements seraient encore réalisés sur des « greenfields », des terrains vierges de tout bâti.

Au grand dam de Legambiente, principale association environnementaliste du pays. « Nous sommes préoccupés par le fait que tous ces centres de données sont concentrés dans la zone métropolitaine de Milan, ce qui fait qu'ils entrent en concurrence avec la ressource environnementale la plus rare de la région : le sol », alerte Damiano Di Simine, directeur scientifique pour la branche lombarde de l'ONG. Dans d'autres territoires, poursuit-il, une grande concentration de data centers pourrait également faire peser un risque sur les ressources hydriques (nécessaires au refroidissement des serveurs) et favoriser le développement d'îlots de chaleur. Une cohabitation nouvelle, qui ne passe pas toujours avec les habitants. Ainsi, à Lacchiarella, commune de la métropole milanaise, un groupe de citoyens a fondé le Comitato Ciarlasco pour s'opposer à l'édification du plus grand centre de données du pays.

« Attirer les investissements étrangers dans les centres de données est essentiel pour faire de l'Italie un pôle stratégique pour la gestion, l'innovation et la sécurité des données européennes et mondiales »

Ministère italien de l'Industrie



La zone industrielle de la Manifattura Tabacchi de Bari, en Italie, est en cours de développement pour devenir une infrastructure capable de gérer d'énormes volumes de ressources et de données.

Pour remettre de l'ordre dans le secteur, un projet de loi d'encadrement national a bien été échafaudé par Rome. Mais validé par les députés, le texte attend toujours sur le bureau de leurs collègues sénateurs. Entre-temps, l'exécutif a introduit à la hâte, au beau milieu d'un décret sur le coût de l'énergie pour les foyers italiens, une procédure unique et accélérée pour obtenir une autorisation d'implantation d'un data center (dix mois, maximum). Désormais, détaille le quotidien *Il Sole 24 Ore*, de grands projets d'infrastructures peuvent recevoir le feu vert du gouvernement, au nom de « l'intérêt stratégique national », en s'imposant à la planification urbaine communale.

Preuve que la machine s'emballe, Terna, l'autorité en charge de l'exploitation du réseau électrique national, a reçu 450 demandes de raccordement (essentiellement dans le nord du pays, et notamment autour de Milan) pour une puissance totale dépassant les 80 gigawatts : 130 fois ce que l'Italie parvient pour l'heure à dégager pour ses data centers. « Irréaliste », reconnaît-on même chez Terna, qui table sur 1 à 2 GW d'ici à 2030, tout au plus. Mais cet écart reflète une forme de spéculation, souligne l'avocat Giuseppe De Carlo : « Car les demandes de raccordement sont peu coûteuses et ne nécessitent pas de construction. Surtout, elles vont faire monter la valeur du terrain et multiplier les appels pour un même site, comme avec les énergies renouvelables. Derrière ce mécanisme, il n'y a pas que les opérateurs qui construisent les centres de données. On retrouve aussi des promoteurs, des fonds d'investissement, des intermédiaires qui achètent et revendent ces terrains. » Dans la ruée vers les data centers, l'Italie est à un carrefour : devenir un eldorado européen ou un far west. ■

La vidéo dope le marché de la publicité en ligne en France

Pauline Gable

La croissance devrait encore dépasser les 10 % sur l'ensemble de l'année.

La vidéo, catégorie reine de la publicité digitale sur le marché français. « Elle approche le milliard d'euros de recettes », souligne Maïté Dailleau, associée chez Oliver Wyman, qui réalise l'Observatoire de l'e-pub, pour le compte du Syndicat des régies internet (SRI) et de l'Union des entreprises de conseil et d'achat média (Udecam). Au premier semestre 2026, les publicités vidéo ont généré 790 millions d'euros, soit une hausse de 15 % en un an. « La vidéo répond aux attentes des consommateurs », poursuit l'analyste.

Et ce sont les plateformes de streaming vidéo et audio, principalement américaines (Netflix, Amazon Prime Video, YouTube, etc.), qui en profitent le plus. Elles enregistrent une croissance agrégée de 19 %, pour 530 millions d'euros de recettes sur ce semestre, suivies par les diffuseurs (TV et radio), qui réalisent une hausse de 15 %. Les plateformes font la course en tête parmi les acteurs du « display » (vidéo, bannière, habillage de site...). « Historiquement, le display est le levier des médias européens, mais leur poids continue à diminuer chaque année », regrette Maïté Dailleau.

Dans le détail, les recettes de YouTube, filiale du géant américain Google, additionnées à celles, plus marginales, de Dailymotion, Pluto TV ou Molotov pèsent 48 % du marché du display vidéo. Les services de streaming des acteurs français de la télévision réalisent cependant une belle performance. Et pour cause, TF1+, M6+ et consorts représentent 31 % du marché. Bien loin devant le triumvirat des plateformes payantes américaines - Disney+ et Amazon Prime Video -, qui captent 13 % du gâteau.

Les sites d'édition et d'information continuent de souffrir sur le marché français de la publicité en ligne. Leurs recettes ont baissé de 5 %, pour atteindre 251 millions d'euros au premier semestre 2026, après avoir déjà accusé un recul de 8 % en 2025. « Les sites d'édition et d'information peinent à se positionner sur le segment vidéo, désormais majoritaire », estime l'analyste.

« L'audio continue aussi à croître très vite » complète Maïté Dailleau. Si ce segment ne représente que 85 millions d'euros, il fait en effet un bond de 25 %. À l'inverse, le display classique, pratiqué par les sites d'édition et d'information, baisse encore d'un cran, avec - 5 % en un an. Résultat : le segment vidéo représente désormais 63 % du marché du display.

Dans son ensemble, le marché de la publicité en ligne s'est élargi de 12 % au premier semestre 2026. Une croissance dopée par le display, mais surtout par les réseaux sociaux et par le « retail media », la monétisation des

espaces publicitaires des sites d'e-commerce. Ces deux catégories augmentent respectivement de 15 % et 16 % en moyenne chaque année.

Selon Jean-Baptiste Rouet, président de la commission digitale de l'Udecam, les réseaux sociaux continuent à attirer les annonceurs grâce à « la simplicité du parcours d'achat, et des coûts unitaires très compétitifs, qui cartonnent auprès des petits annonceurs français ». Là encore, les grands acteurs américains, mais aussi chinois, se taillent la part du lion. « Meta, qui regroupe Instagram et Facebook, demeure le socle du marché. On observe aussi une croissance continue de TikTok et Snap », précise Jean-Baptiste Rouet. Quant aux sites d'e-commerce, leur croissance est principalement portée par le « retail search », autrement dit les résultats de recherche sponsorisés. La catégorie a augmenté de 24 % en un an, pour atteindre 599 millions d'euros, soit 77 % des revenus du retail.

« Les réseaux sociaux continuent à attirer les annonceurs grâce à la simplicité du parcours d'achat, et des coûts unitaires très compétitifs, qui cartonnent auprès des petits annonceurs français »

Jean-Baptiste Rouet Président de la commission digitale de l'Udecam

Progressivement, les agents conversationnels (ChatGPT, Claude, etc.) s'imposent comme de nouveaux acteurs sur ce marché. Si la publicité n'existe pas encore à proprement parler sur ces outils d'intelligence artificielle, leur influence ne fait pas de doute. « Les annonceurs élaborent leur stratégie pour apparaître dans les réponses des agents conversationnels », explique Maïté Dailleau. « Pour l'instant, on ne constate pas de changement majeur sur les tendances de la publicité en ligne, mais on s'attend à des premiers impacts au second semestre », prédit l'analyste.

« Les annonceurs vont chercher le consommateur là où il est », résume Corinne Mrejen, présidente du SRI. D'après les projections du cabinet Oliver Wyman, le marché de la publicité digitale devrait conclure l'année 2026 avec 11 % de croissance, pour un total de 13,9 milliards d'euros. Si la part des acteurs européens va probablement continuer de diminuer, Corinne Mrejen ne veut pas tomber dans la fatalité. « Les équilibres futurs ne sont pas bâtis, ils restent à construire », plaide-t-elle. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 9 JUILLET

LECAC													
	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	SI/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	SI/12
ACCOR	48,66	+0,98	48,93	48,03	0,216	+0,91	L'OREAL	379,65	-0,29	380,45	376,05	0,052	+3,56
AIR LIQUIDE	172,96	-0,41	174	172,3	0,147	+18,72	LEGRAND	141,35	-0,56	144,55	140,35	0,24	+11,08
AIRBUS	196,52	-0,43	200,05	194,04	0,134	-0,95	LVHM	492,95	+1,66	493,8	484,6	0,072	-23,57
ARCELOMITTAL SA	54,52	+1,72	55,54	53,94	0,16	+39,47	MICHELIN	34,25	+0,09	34,53	33,93	0,214	+20,98
AXA	44,3	+0,66	44,31	44,01	0,093	+8,15	ORANGE	15,865	-0,53	15,975	15,755	0,168	+11,73
BNP PARIBAS ACT.A	99,82	+1,58	100,19	99,04	0,2	+23,55	PERNOD RICARD	63,6	-0,87	64	62,64	0,197	-12,1
BOUYGUES	46,7	+1,17	46,7	46,19	0,167	+5,3	PUBLICIS GROUPE SA	85,64	+0,56	85,72	84,28	0,144	-3,36
BUREAU VERITAS	26,96	0	27,22	26,8	0,141	-0,81	RENAULT	25,29	+0,2	25,65	25,07	0,285	-28,6
CAPGEMINI	89	-2,09	90,18	87,06	0,56	-37,43	SAFRAN	340	+2,26	341,1	333,9	0,101	+14,32
CARREFOUR	16,335	-0,52	16,485	16,2	0,204	+14,79	SANT GOBAIN	74,32	-0,91	76,36	74,14	0,169	+14,54
CREDIT AGRICOLE	17,425	+1,31	17,435	17,29	0,155	-0,71	SANOFI	76,48	+1,47	77,17	74,7	0,304	-7,54
DANONE	72,42	-1,04	73,28	72,22	0,199	-5,68	SCHNEIDER ELECTRIC	270	+2,35	271,7	267,45	0,126	+14,94
DASSAULT SYSTEMES	18,21	+1,36	18,255	17,825	0,113	-23,62	SOCIETE GENERALE	73,21	+2,68	73,62	72,65	0,205	+6,53
EIFFAGE	121,1	+1,72	121,3	119,3	0,178	-1,06	STELLANTIS NV	4,671	-0,48	4,728	4,593	0,207	-50,31
ENGIE	27,1	+1,19	27,22	26,78	0,085	+20,93	STMICROELECTRONICS	62,68	+7,16	62,77	60,25	0,307	+79,32
ESSILORLUXOTTICA	171,65	+1,36	171,65	168,65	0,107	-36,4	THALES	226,8	-2,95	234,1	225,3	0,115	-1,31
EUROFINS SCIENT.	68,8	+2,59	69,18	66,6	0,159	+10,26	TOTALENERGIES	68,82	-0,76	69,25	68,38	0,122	-23,8
EURONEXT	147,9	-0,27	148,85	146,6	0,156	+15,55	UNIBAIL-RODAMCO-WE	102,45	+1,69	102,6	101,35	0,139	+10,45
HERMES INTL	162,45	+3,44	162,9	158,45	0,067	-23,44	VEOLIA ENVIRON.	36,52	-0,49	36,87	36,52	0,273	-22,88
KERING	245,8	+2,57	246,55	242,35	0,163	-18,34	VINCI	119,35	+0,93	119,45	117,7	0,174	-0,58

LES DEVISES				
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6478	AUD	
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6202	CAD	
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8536	GBP	
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,9605	HKD	
JAPON	YEN	185,72	JPY	
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9227	CHF	
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1435	USD	
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,38	TND	
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD	
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	53,541	TRY	
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	58,49	EGP	
CHINE	YUAN	7,7712	CNY	
INDE	ROUPIE	109,0765	INR	
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	151,99	DZD	

L'OR		
Cours	31/12	
Lingot 1KG	113 510€	-2,98 %
Lingot 100g	12 370€	-2,68 %
Lingot 50g	5 990€	-6,26 %
Lingot ONCE (31,10g)	3 794€	+2,54 %
Lingot 10g	1 273€	-3,19 %
Lingot 5g	619€	-6,21 %
20FF NAPOLÉON	700,9€	-2,01 %
20FF SUISSE	662€	-7,17 %
CRYPTOMONNAIES		
Bitcoin	62 797,2€	-28,86 %
Ethereum	1 737€	-41,83 %
BNB	570,33€	-33,8 %
Solana	78,53€	-38,12 %
XRP	1,088€	-41,74 %

Le groupe TF1 alerte Matignon sur l'urgence de soutenir la filière audiovisuelle

Chloé Woitier

Dans une lettre, il exhorte le gouvernement à simplifier les règles encadrant la publicité pour contrer l'asymétrie de concurrence avec les plateformes.

« **L'**immobilisme n'est plus une option. » Le groupe TF1 sonne l'alerte auprès des pouvoirs publics en envoyant, ce jeudi, une lettre au premier ministre Sébastien Lecornu. Il y appelle le gouvernement à agir au plus vite afin de soutenir la filière audiovisuelle française face aux géants américains, qui « captent sans contrainte nos audiences et nos annonceurs et fragilisent durablement le financement de la création. Nous ne comprenons pas l'absence de réponse de l'exécutif à (nos) demandes légitimes, évidentes, consentuelles et faciles à instruire. Nous en appelons donc à votre arbitrage pour faire entendre notre situation », écrit Rodolphe Belmer, PDG du groupe TF1, dans cette missive consultée par *Le Figaro*.

Ce n'est en effet pas la première fois que le secteur appelle l'État à la rescousse. Un livre blanc décortiquant les difficultés économiques de la télévision et les pistes d'amélioration avait été remis en juin 2025 par LaFa, l'association réunissant les acteurs privés et publics de la filière. « Le constat autour des asymétries de concurrence avec les acteurs du numérique et du besoin d'un dépoussiérage de réglementation obsolètes fait un consensus éclatant dans la filière », explique Rodolphe Belmer au *Figaro*. Mais un an plus tard, « l'effet du livret blanc a été nul. C'est pourquoi nous faisons appel au premier ministre pour que l'exécutif prenne ses responsabilités, alors que le secteur est bousculé ».

Les ressources publicitaires de la télévision linéaire ont en effet reculé de 12 % sur l'année 2025, et encore de 8 % au premier trimestre. France Télévisions doit, en prime, composer avec l'exigence d'économies sur l'utilisation



TF1 comme M6 ne sont pas restés les bras croisés et ont lancé leurs propres plateformes, TF1+ et M6+, dont les revenus publicitaires progressent.

de l'argent public. Cela entraîne des effets en cascade. « La quasi-totalité des groupes audiovisuels ont enclenché une dynamique de réduction de leurs budgets de programmes. Cela aura inévitablement (...) un impact sur l'emploi dans le secteur de la production - les annonces de plans de réduction d'effectifs se multiplient déjà », indique la lettre envoyée au premier ministre.

La fuite des annonceurs

Bangui a ainsi dû se séparer d'une quarantaine de salariés sur 130. Des licenciements ont aussi lieu chez Banijay, Mediawan, Éléphant et chez des acteurs plus modestes. La filière de l'animation est sous haute tension. « L'investissement dans la création a chuté, que ce soit en nombre de projets ou par projet. L'activité a chuté de 36 % au premier trimestre », alerte Isabelle Degeorges, présidente de l'Union syndicale de la production audiovisuelle. « On nous rétorque que les séries, documentaires et films de Netflix ou Amazon compensent.

Mais Netflix, c'est 18 productions par an contre 745 pour France Télévisions et 200 pour TF1. » « Chez TF1, nous faisons notre possible pour ne pas réduire de manière significative nos coûts de grille afin de continuer à proposer des programmes de qualité gratuits à tous les Français. Mais combien de temps allons-nous tenir ? », interroge Rodolphe Belmer.

L'argent des annonceurs qui allait autrefois vers la télévision n'a pas disparu. Il s'est au contraire déplacé, et même amplifié, vers l'univers digital avec comme grands gagnants les réseaux sociaux (qui ont capté 41 % de la croissance du marché de la publicité digitale au premier semestre, selon l'Observatoire de l'e-pub), YouTube (près de 50 % de la publicité vidéo en ligne), et les services de streaming comme Netflix, Disney et Amazon (13 %).

TF1, comme M6, ne sont pas restés les bras croisés et ont lancé leurs propres plateformes, TF1+ et M6+, dont les revenus publicitaires progressent (+18 % en un an). TF1 a lancé une offre à

destination des annonceurs locaux, qui investissent aujourd'hui en premier lieu sur Facebook et Instagram. Le groupe a aussi noué une alliance avec Netflix pour y distribuer ses programmes tout en gardant la main sur les revenus publicitaires.

Mais cette transformation ne suffit pas à compenser le recul des recettes sur le flux linéaire. C'est pourquoi la lettre envoyée à Matignon réclame une simplification des règles encadrant la publicité, datant pour la plupart des années 1980 et « qui étouffent nos acteurs nationaux » sans que les géants américains n'y soient soumis. « On se confronte aux Gafam, alors que l'État nous impose des règles qui ne s'appliquent pas à eux. Ça suffit ! », tonne Rodolphe Belmer. Ce dernier rappelle que « beaucoup de réformes faisant consensus peuvent être prises par décret ».

La lettre appelle ainsi à une large libéralisation des règles encadrant la publicité TV. Pêle-mêle, l'augmentation du volume publicitaire (14 minutes maximum par heure d'ici 2028, contre 9 aujourd'hui), la fin de la limite de

6 minutes de coupure pour un film, ou de l'espacement de 20 minutes entre deux coupures au sein d'un même programme. TF1 souhaite aussi un assouplissement des règles du parrainage des émissions TV, ou la possibilité d'indiquer l'adresse d'un lieu dans une réclame - chose interdite en télé.

Autre demande, la fin de l'interdiction de diffuser des publicités pour les opérations de promotion de la grande distribution, une « bizarrerie française » selon Rodolphe Belmer qui a conduit à une plainte déposée cette semaine à Bruxelles. « L'objectif est de faire bouger l'État français sur cette question », souligne Rodolphe Belmer. Mais elle provoque des levées de boucliers chez les groupes de presse et de radio. « Je comprends leurs arguments. Lançons donc une expérimentation sur ce sujet », répond le PDG, selon qui la situation profite surtout aux plateformes en ligne. « Le poids des Gafam dans la publicité est de 10 points supérieur en France par rapport à la moyenne des pays européens », rappelle-t-il. ■

La rentrée de France Télévisions sous le signe des économies

Keren Lentschner

Le groupe lance des émissions en vue de la présidentielle et explore des formats numériques pour séduire les jeunes.

Le téléspectateur s'installe devant l'écran de son salon et demande à un agent IA de lui trouver un programme. « Voilà à quoi ressemblera la télévision dans cinq ans. Ce n'est pas de la fiction. C'est notre feuille de route. » C'est à partir de ce scénario que Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions, a présenté la nouvelle grille de rentrée du groupe, dans un climat tendu. « Nos recettes publicitaires reculent, comme celles de tout le secteur, rongées par les plateformes, a reconnu la présidente de France Télévisions. La situation des finances publiques nous oblige aussi à revoir notre modèle, et c'est normal, personne ne doit être exonéré de cet effort. » Et ce alors que des « investissements technologiques massifs dans les réseaux, les infrastructures de demain et une réinvention éditoriale » sont indispensables.

L'heure est donc au tour de vis budgétaire pour la télévision publique française. Le rapport rendu en septembre dernier par la Cour des comptes jugeait la situation financière du groupe « critique », et les huit mois d'auditions de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public ont placé le sujet de l'avenir du groupe au cœur du débat. Le rapport du député UDR Charles Alloncle préconise

de raboter de 1 milliard d'euros par an le budget de l'audiovisuel public.

La nouvelle grille reflète donc cette recherche d'économies. En mars dernier, le groupe s'est engagé à réduire ses coûts de 150 millions d'euros pour permettre un retour à l'équilibre financier dès cette année, alors que la dotation de l'État est en baisse de 80 millions d'euros par rapport à 2025. « Cela implique parfois des renoncements douloureux (...). On est obligé de faire mieux avec moins », a reconnu Stéphane Sitbon-Gomez, directeur général adjoint du groupe, espérant sortir au plus vite de cette « séquence néfaste ». « C'est la première fois que nous devons autant couper dans les programmes et que nous revendons des droits sportifs, comme le Tournoi des six nations », avait-il déjà prévenu le mois dernier dans *La Tribune Dimanche*.

Le groupe audiovisuel public, contraint de dépenser 20 millions d'euros de moins dans le financement de la création cette année, va interrompre des séries (*César Wagner*, *A priori* ou *Disparition inquiétante*) et taille dans son offre de flux (magazines, jeux, divertissements, etc.). Plusieurs magazines quotidiens seront arrêtés, parmi lesquels « Flavie en France » (France 3) et « Vu » (France 5). « Bel & bien ensemble » (France 2) et « Les

Maternelles » (France 5) passeront, eux, d'un rythme quotidien à un rythme hebdomadaire.

Le groupe tire aussi un trait sur plusieurs jeux télévisés comme « Duels en famille », « La carte au trésor » et « Le Quiz des champions », diffusés sur France 3. Le groupe a déjà divisé par deux le nombre de jeux à l'antenne au cours des dernières années.

« On est obligé de faire mieux avec moins (...) Cela implique parfois des renoncements douloureux »

Stéphane Sitbon-Gomez Directeur général adjoint de France Télévisions

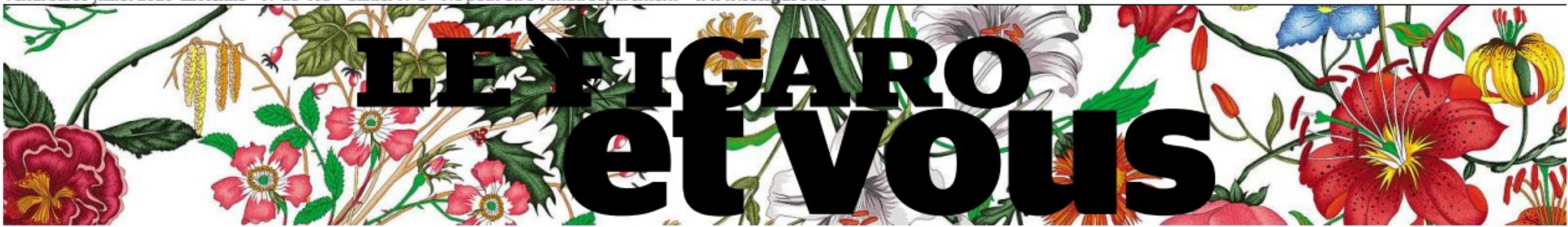
La couverture éditoriale des campagnes de la présidentielle et des législatives est au cœur de la nouvelle grille. « France Télévisions reste le média auquel les Français font le plus confiance pour s'informer », a rappelé la présidente de France Télévisions. « L'Heure de vérité », l'émission politique mythique d'Antenne 2 des années 1980 et 1990, va ainsi faire son retour, diffusée dès la rentrée après le journal de 20 heures.

Présentée par Caroline Roux, elle comptera comme participants Benjamin Duhamel (France Inter), Thomas Porcher (Radio Nova) et Eugénie Bastié (*Le Figaro*). « Nous ferons de "L'Heure de vérité" la grande émission politique de la présidentielle », a promis Philippe Corbé, directeur de l'information. Une autre émission politique pour la présidentielle, animée par Benjamin Duhamel le dimanche à la mi-journée, sera codiffusée sur France 2 et France Inter. Exit toutefois « Dimanche en politique », sur France 3. Son présentateur, Francis Letellier, animera désormais « Les 4 Vérités », l'interview politique de « Télématin » sur France 2. Enfin, Carole Gaessler mènera une nouvelle émission depuis le terrain sur France 3. Inspirée de « Question Time », le grand rendez-vous populaire de la BBC, elle permettra à un panel de Français d'interpeller les candidats.

Une attention particulière est portée aux jeunes, très friands de vidéos, qui regardent de moins en moins la télévision au profit des plateformes et des réseaux sociaux. Le groupe compte accélérer dans le numérique grâce à sa plateforme de streaming gratuite France.tv, qui a désormais la priorité des diffusions sur les chaînes linéaires, l'approche « streaming first ».

France Télévisions va intensifier ses collaborations avec des créateurs de contenu (Nota Bene, Cyprien) et poursuit aussi la création de fictions en format vertical, composées d'épisodes de quelques minutes, avec le lancement d'un nouveau programme, *Le Magasin*, qui mettra en scène des créateurs de contenu comme JujuFitscats, EnjoyPhoenix ou Gaspard G. En parallèle, France Télévisions se mettra aux webtoons, ces bandes dessinées et mangas en lecture verticale qui cartonnent en Corée. Un moyen de « se faire une place dans le quotidien des ados » et de « faire émerger les futurs talents français de l'animation ».

En parallèle, un partenariat avec YouTube a été noué, une première pour une chaîne de télévision publique. « Je le revendique comme une longueur d'avance, pas comme une concession », a insisté Delphine Ernotte, qui évoque 20 000 heures de programme déployées sur la plateforme. Si le groupe mise sur des revenus publicitaires complémentaires, « l'objet premier de l'accord avec YouTube, c'est d'être là où sont les jeunes », ajoute la présidente de France Télévisions. Un moyen de toucher les 50 % de Français qui s'y informent aujourd'hui. ■



LE FIGARO et vous



DÉFILÉS DU JOUR
DUNRAN LANTINK POUSSE
LA COUTURE DE JEAN PAUL GAULTIER
DANS SES RETRANCHEMENTS
PAGE 41



PATRIMOINE
LES MUSÉES D'ORLÉANS LANCENT
UNE SPECTACULAIRE CAMPAGNE POUR
RETROUVER DES TABLEAUX DISPARUS **PAGE 40**
Vierge à l'Enfant et le petit saint Jean (entre 1500 et 1520), atelier de Raphaël.

SPÉCIAL MONACO

Le pas de côté de Charlotte Casiraghi

À l'occasion d'un entretien exclusif avec l'auteur de « La Fêlure », qui évoque son héritage familial et ses projets littéraires, « Le Figaro » met le cap sur la principauté et son actualité estivale foisonnante : expositions, concerts, danse, nouvelles tables, enchères... **PAGES 26 À 39**



Pulp secoue Les Nuits de Fourvière

Olivier Nuc Envoyé spécial à Lyon

Électrisé par son leader, Jarvis Cocker, le groupe anglais a donné un concert pétaradant.

Pulp vit une idylle avec la France depuis ses premiers concerts dans notre pays au début des années 1990. Formé en 1978 par Jarvis Cocker à Sheffield, la ville industrielle du nord de l'Angleterre, le groupe a sorti l'an passé son dernier album, *More*, plus de vingt ans après le précédent. Ce qui nous vaut de les retrouver en tournée cet été. Quelques jours après un concert d'anthologie au Zénith de Paris, la formation jouait à Lyon pour la première fois de sa carrière.

Écran, personnages géants gonflables, la scène n'accueille pas moins de huit musiciens autour du grand escogriffe Cocker, toujours aussi charismatique du haut de son 1,88 mètre. Claviers, guitares, violons, percussions, les arrangements sont plantureux, le son généreux et l'ambiance

au beau fixe. Chaque concert de Pulp est une célébration de la vie, et celui-ci ne fait pas exception. Pantalon beige, chemise à carreaux, veste bleue, Cocker campe une pop star à la gestuelle unique. La voix intacte, le sexagénaire occupe l'espace avec maîtrise mais sans roublardise. Son français de cuisine trahit un séjour d'une douzaine d'années dans le 9^e arrondissement de Paris, où ce play-boy paradoxal a fondé une famille.

La première partie du concert se concentre sur les morceaux de leur excellent album de 2025, mais aussi des singles de l'époque où le groupe culte n'avait pas encore rencontré le grand public, comme le délicieux *Razzmatazz* de 1993, que l'auteur de ces lignes s'était procuré en 45 tours à la boutique New Rose de la rue Pierre-Sarrasin.

Avec fantaisie et humour, le chanteur visite ainsi un répertoire entre pop, disco et post-punk. Il exécute de nombreux pas de danse, faisant tourner ses grands bras dans les airs, quand il ne chante pas carrément allongé sur scène, en showman confirmé.

La foule emportée

Le groupe pioche largement dans les albums sortis pendant le mouvement brit pop, soit *His & Hers* (1994) et *Different Class* (1995), considérés comme leurs meilleurs. *Pink Glove* ou *Underwear* sont des sommets. Tout comme le morceau *This is Hardcore*, à l'ambiance vénéneuse, rare extrait du chef-d'œuvre du même titre, disque sombre sorti en 1998. Mais c'est dans la deuxième partie du set, plus aventureuse, que le concert atteindra son apothéose.

Armé d'une guitare acoustique 12 cordes, « achetée dans une boutique d'occasion » comme il le souligne en français, Cocker chante *Something changed* entourés de trois musiciens seulement, façon « unplugged ». Le gros son est de retour avec *The Fear* et son atmosphère très morriconienne, perle noire du répertoire. Le groupe joue *Begging for Change*, protest song sortie récemment sur la compilation *Help 2*. Les tubes *Do You Remember The First Time*, *Mis-Shapes* et l'irrésistible *Babies* emportent la foule, qui s'est levée, avant que *Common People* ne transforme le théâtre antique en dancefloor. Ce classique de 1995 au texte génial n'a pas pris une ride, et tire même des larmes à quelques quinquagénaires, pour lesquels les concerts de Pulp constituent une drogue à accoutumance. ■



Charlotte Casiraghi : « Ma sœur et moi avons héri

ENTRETIEN

Propos recueillis par **Isabelle Spaak**

Auteur de « La Fêlure », la fille de la princesse Caroline de Monaco assume son héritage familial pour les belles-lettres. Elle dirige désormais « Un pas de côté », une collection dédiée aux phrases entrées dans le langage courant.

Fondatrice des Rencontres philosophiques de Monaco, auteur de *La Fêlure*, sorti en début d'année, compagne de Nicolas Mathieu, Prix Goncourt 2018 pour *Leurs enfants après eux* (Actes Sud) et désormais directrice de collection pour cette même maison d'édition avec un premier titre *La vérité sort de la bouche des enfants*, disponible en librairie dès le 10 septembre (lire ci-dessous), Charlotte Casiraghi continue néanmoins d'être présentée comme « cavalière » sur sa fiche Wikipédia. Un brouillage des genres qui ne doit pas déplaire à cette jeune femme de bientôt 40 ans, qui se joue des contrastes entre son image sur papier glacé et sa « vérité intime », explique-t-elle en préambule de *La Fêlure*. Pour autant, si elle a choisi d'affirmer, enfin, son prénom, son patronyme et son amour de la philosophie par le biais d'un texte tout en pudeur où elle convoque une vingtaine de philosophes, de Nietzsche à Gilles Deleuze en passant par Marc Fumaroli, elle s'entoure aussi d'écrivains, parmi lesquels George Sand, Colette, Balzac, Maya Angelou et Cesare Pavese. Et même d'un aventurier des mers, le navigateur Bernard Moitessier. Chaque auteur est sollicité pour l'aider à « penser l'existence à partir de ce qui craque, de ce qui ne tient plus ». Certes, elle se dévoile de temps en temps à demi-mot au fil de ces pages. Notamment sur sa fragilité après « la perte d'un parent (son père, l'homme d'affaires Stefano Casiraghi quand elle avait 4 ans, NDLR) et la peur de perdre celui qui (lui) restait ». Et elle assume que ce livre lui a été inspiré par le titre d'un roman de Francis Scott Fitzgerald, *The Crack-Up* (*La Fêlure*), dans lequel l'écrivain flamboyant se délestait enfin de sa panoplie mondaine pour affirmer ses failles. Mais, si elle balaie ses paillettes de princesse qu'elle n'est pas, c'est « en stratège ». Voire, en frondeuse. Car, pour une personnalité de la mode et une habituée des palais princiers, il fallait oser s'en remettre au personnage de Cendrillon pour illustrer « le fragile équilibre entre la magie promise et les fissures vécues ». Cendrillon ou « le mythe de la métamorphose, où l'apparat ne sert pas à nier le malheur mais à lui offrir une revanche », écrit-elle. Bien sûr, il ne s'agissait pas pour Charlotte Casiraghi de s'étendre dans son livre sur ses malheurs de petite fille privilégiée. Et quand bien même. Ces petites filles-là n'auraient-elles pas, elles aussi, leur dose de coups durs à affronter ? Et ne sont-elles pas, elles aussi, capables de les dépasser pour en faire une force ? Bien sûr, sans se répandre sur ses malheurs. Mais à la manière combative de Colette. Amie de son grand-père Rainier III, l'auteur des *Vrilles de la vigne* n'avait pas son pareil pour dissimuler un chagrin sous un trait de khôl et une robe légère. Une règle de vie que Charlotte Casiraghi assume, sans renier ni sa généalogie ni l'importance de conserver distance et mesure. Rendre grâce par son intermédiaire aux liens entretenus par la principauté avec les belles-lettres relevait de l'évidence. Par un paisible matin de juillet, entretien sans fards sur l'héritage, la vie, les livres et, ce que l'on en fait.

LE FIGARO. – Vous avez fondé les Rencontres philosophiques de Monaco. Votre arrière-grand-père



« De ses propres failles et de ses manques, on peut faire une force », confie Charlotte Casiraghi.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Pierre de Polignac figure sous les traits du comte de Nassau dans *À la recherche du temps perdu*. En son honneur, votre grand-père Rainier III a créé, en 1951, le prix littéraire prince Pierre de Monaco, désormais présidé par votre mère. Inaugurée en 1984, la bibliothèque irlandaise Princesse-Grace abrite la large collection de livres réunis par votre grand-mère ayant trait au pays d'origine de sa famille paternelle. Monaco et la littérature, c'est une évidence ? CHARLOTTE CASIRAGHI. – Oui, évidemment. Mon arrière-grand-père était un homme de lettres. Il avait une immense culture littéraire et entretenait des liens très forts avec les écrivains de son temps, comme Marcel Proust mais également Paul Valéry. Pour rendre hommage à son père, mon grand-père qui, lui-même, était très ami avec Colette, venue souvent se reposer à Monaco, qu'elle aimait beaucoup, a perpétué cette tradition de soutenir la littérature. Je le fais aussi, je pense. Quant à ma grand-mère, je sais qu'elle lisait énormément. Mais je n'ai pas de détails précis sur ses appétences en particulier.

Et votre mère, la princesse Caroline de Hanovre, perpétue aussi cet engagement au sein de la Fondation Prince Pierre. Elle en préside le conseil littéraire, qui honore chaque année un écrivain d'expression française

pour l'ensemble de son œuvre et récompense de jeunes auteurs en devenir.

Ma mère a toujours été une très grande lectrice. En tant que membre du jury, elle est très engagée au sein de la Fondation Prince Pierre. Elle m'a transmis sa sensibilité aux textes.

À votre avis, la littérature est-elle transmissible d'une génération à l'autre ? Vous êtes-vous nourrie des lectures de votre mère ?

Oui, je crois qu'il y a une transmission. Mais elle ne fait pas tout. Mes frères, par exemple, n'ont pas le même rapport que moi à la littérature. Alors que ma sœur, qui, elle aussi écrit, a été marquée comme moi par les lectures de notre mère. Comme si cette sensibilité aux livres était passée de mère en fille. Ce qui ne veut pas dire que mes frères n'y sont pas sensibles. Mais certaines choses ne s'expliquent pas. C'en est une d'aimer les livres. C'en est une autre de vouloir en écrire ou de consacrer beaucoup de son temps à cette destinée-là.

Quels sont les livres que votre mère vous a fait aimer ?

En premier, *Les Malheurs de Sophie*, de la comtesse de Ségur. Ce livre a beaucoup marqué ma mère et elle me l'a offert quand j'étais très jeune. Il a nourri mon imaginaire de petite fille. Ensuite, je citerai l'écrivain et dramaturge autrichien Thomas Bernhard. Un auteur dont elle m'a souvent parlé avec beaucoup d'enthousiasme. Pas vraiment l'auteur le plus optimiste qui soit, mais admirable pour sa plume acérée, son ironie mélancolique redoutable. Son écriture est à la fois implacable et d'une lucidité hallucinante.

Thomas Bernhard aurait pu figurer dans *La Fêlure* puisque vous y explorez « la nécessité de se surpasser dans l'épreuve en obéissant à une nécessité intérieure ». Ce que vous nommez, la « mise en péril » par la littérature. J'aurais pu. Mais *La Fêlure* n'est pas un catalogue de mes livres de chevet. J'ai construit ce texte en essayant de faire un voyage thématique à travers les époques et différentes expressions qui renvoient à cette fragilité.

« Certaines choses ne s'expliquent pas. C'en est une d'aimer les livres. C'en est une autre de vouloir en écrire ou de consacrer beaucoup de son temps à cette destinée-là »

Pour illustrer votre thème, vous convoquez de nombreuses femmes écrivains. Est-ce un hasard ou un souhait délibéré ?

C'est une impression, car j'ai respecté la parité. Huit hommes, huit femmes. Mais le fait que celles que je cite sont des personnalités fortes donne sans doute le sentiment qu'elles sont plus présentes. C'est vrai, on n'a pas l'habitude.

Parmi celles-ci, il y a bien sûr Colette, mais également George Sand, dont on célèbre les 150 ans de la disparition cette année. Le contraste entre son apparence de femme forte et ses fragilités d'enfant qui a souffert

de la perte de son père à 4 ans résonne avec le cœur de votre essai.

Ce qui est fascinant avec elle, c'est qu'on l'a souvent réduite à l'aspect peut-être le plus scandaleux pour l'époque : sa liberté amoureuse, son costume masculin et tout ce qui chez elle pouvait, en apparence, choquer les mœurs de l'époque. Mais c'est une femme qui a fait preuve d'un engagement total. Aussi bien dans le champ politique, littéraire que dans sa vie de femme, sa vie amoureuse, sa vie de famille. Elle a tout vécu de manière entière et n'entendait pas renoncer à une partie de sa vie pour l'autre. Cette énergie du cœur, cette entéité qu'elle a mis dans chaque aspect de son existence la caractérisent. Elle n'a jamais cédé sur son désir d'être pleine et entière avec une grande force d'âme sans se laisser enfermer dans un rôle ou dans un échec. Elle fait preuve d'un appétit pour la vie incroyable.

Pourtant, l'important, dites-vous, consiste à agir en demi-teinte.

Entre ce qui demeure caché et ce que l'on révèle, il faut des stratagèmes. Mais c'est cette tension entre la surface et la profondeur qui est intéressante. Il ne s'agit pas d'annuler un des deux aspects ou d'en privilégier l'un aux dépens de l'autre. Car, si l'on se départit de cette capacité à cacher nos profondeurs, ça peut être tragique. À l'inverse, ne plus évoluer que dans cette profondeur et ne plus faire que creuser sa fêlure sans aucune protection, sans aucun costume, sans aucun masque, cela n'est pas souhaitable. J'aime l'idée que, dans la création, la fêlure se déplace. Dans l'univers romanesque, elle vient habiter des personnages parés d'un autre costume, dans un

té de la sensibilité de notre mère pour les livres »



« Ce qui est fascinant avec Colette, c'est qu'on l'a souvent réduite à l'aspect peut-être le plus scandaleux pour l'époque : sa liberté amoureuse, son costume masculin et tout ce qui chez elle pouvait, en apparence, choquer les mœurs de l'époque. Mais c'est une femme qui a fait preuve d'un engagement total »

autre décor. Ce déplacement permet à la fois d'explorer nos failles et de s'en protéger. Néanmoins, il faut parfois aussi accepter de se laisser fissurer par des situations qui vont nous révéler à cette fragilité.

C'est ce que vous avez souhaité faire avec votre essai ? Montrer un autre visage de vous-même, assumer votre voix, votre force et en même temps votre timidité ?

Il n'y a pas de principe universel ou de manière d'être qui serait la bonne. Pour la timidité, elle est respectable, car, elle peut aussi contribuer au charme de quelqu'un. À chacun de trouver la manière et la voix qui lui permette d'exister avec sa fragilité sans qu'elle l'empêche d'être. Certaines personnes y parviennent grâce à la création artistique, en montant sur scène par exemple. Alors que, dans la vie normale, elles n'en sont pas capables. De ses propres failles et de ses manques, on peut faire une force. Vouloir tout rectifier pour s'adapter aux exigences de la société ou des autres n'est pas nécessairement une solution. Mais la possibilité d'habiter son propre corps et sa sensibilité peut évidemment nous donner de l'assurance.

La publication de *La Vérité* vous a-t-elle permis d'acquiescer cette assurance ?

Rien n'est jamais stable ni acquis à 100 %. La rencontre avec l'autre peut aussi réveiller nos vulnérabilités. On peut à tout moment se retrouver dans des situations où cette timidité, cette difficulté à s'affirmer peuvent ressurgir. Mais faut-il pour autant les combattre à tout prix ?

Parmi les stratagèmes que vous citez pour avancer sans vous dévoiler ni masquer vos failles, il y en a un de particulièrement bien réussi. Celui mis au point par la romancière britannique Elizabeth von Arnim (1866-1941), qui, sous des dehors fuyants, se raconte par l'intermédiaire de ses chiens. Von Arnim fait partie des écrivains favoris de ma mère. C'est elle qui me l'a fait connaître. Mal mariée au comte

Henning August von Arnim-Schlagenthin, qu'elle surnomme « l'homme de colère » et qui supporte mal le succès qu'elle rencontre avec ses livres, elle pratique l'art du décalage et de l'oblique. Non qu'elle ne soit pas affectée par la violence des événements, mais elle a trouvé une manière très ironique de ridiculiser certains comportements humains. Notamment vis-à-vis des femmes et du mépris affiché envers elles et

de ce qu'elles peuvent subir. Elle le fait de façon très subtile. Car, sans doute pour supporter certaines douleurs, et les coups, elle a besoin de garder le sourire.

C'est votre façon à vous aussi ?

Non, pas particulièrement. Si je la cite, ce n'est pas pour dire qu'il faut faire comme elle. Chacun fait comme il l'entend et comme il peut, mais je pense qu'à certains moments de la vie l'hu-

mour peut s'avérer une ressource précieuse pour déjouer le pathétique de l'existence. Von Arnim partage ce trait avec Colette. Elle aussi avait cette faculté de s'en remettre aux animaux pour traiter des passions humaines.

Est-ce quelque chose que vous pourriez imaginer faire dans un prochain texte qui s'appuierait sur votre relation au cheval ? Vous expliquez dans *La Fêlure* que l'équitation est une bonne école pour apprendre l'art de la chute et à se relever sans honte. Je n'y ai pas pensé, mais c'est intéressant. Pour autant, l'équitation diffère des relations que l'on peut entretenir avec un chien ou un animal domestique. Le rapport au cheval est beaucoup moins sécurisant, plus imprévisible. Il nous incite à accepter cette imprévisibilité et une certaine humilité.

« Autant il est possible de s'initier seul à la littérature, autant la philosophie nécessite un accompagnement. Ce sont les professeurs qui nous donnent envie. Mais j'avais également un très fort désir de psychologie et de psychiatrie »

Pour revenir à *La Fêlure*, il est publié chez Julliard, comme *Bonjour tristesse*, le premier roman de Françoise Sagan. Un hasard ?

Un hasard. Mais c'est surtout dû à la personnalité d'Adrien Bosc, mon éditeur. Il est très audacieux dans ses choix d'auteurs et dans la publication de textes hybrides qui naviguent entre fiction, non-fiction, littérature, psychanalyse, philosophie.

À l'image de votre livre, où vous n'hésitez pas à mélanger les genres. En réalité, c'est la littérature qui m'a d'abord emportée avant que je ne rencontre la philosophie lors de mes études par l'intermédiaire d'un professeur, Robert Maggiori (membre fondateur des Rencontres philosophiques de Monaco, avec Charlotte Casiraghi, Joseph Cohen et Raphael Zagury-Orly). Autant il est possible de s'initier seul à la littérature, autant la philosophie nécessite un accompagnement. Ce sont les professeurs qui nous donnent envie. Mais j'avais également un très fort désir de psychologie et de psychiatrie.

C'est la raison pour laquelle vous avez confié à la psychanalyste Laurence Joseph, le premier titre d'« Un pas de côté », la nouvelle collection d'Actes Sud que vous dirigez et que vous inaugurez avec un texte consacré à l'enfance ?

Oui, car l'enfance est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Au cours de mes études, j'ai beaucoup travaillé sur cette question de l'éthique de l'enfance. Un sujet urgent à prendre en considération. Surtout, en ce moment. ■

Une nouvelle collection de textes pour interroger le sens commun

Chacun le sait. Certaines phrases du langage de tous les jours sont bien plus profondes qu'elles n'en ont l'air. D'ailleurs, elles « portent en elles une véritable réflexion philosophique », assume Charlotte Casiraghi. Ainsi de « La vérité sort de la bouche des enfants », dicton bien connu mais pas toujours pris en compte. Et pourtant. « Cette parole, dite impolie, culottée, que je préfère dire spontanée, vive, liée à la pure expérience du ressenti me semble la parole par excellence », reconnaît la psychanalyste Laurence Joseph. Auteur du premier titre de la nouvelle collection que la cofondatrice des Rencontres philosophiques de Monaco a choisi de dédier à ces idiomes « parfois triviaux ou très banals qu'on ne questionne pas forcément, mais qui existent comme des vérités dans notre réalité quotidienne », la psychanalyste insiste.

« L'enfance doit sortir de la double obsession du souvenir et du jeu, il faut la ramener parmi nous, l'entendre, l'accepter, accepter que tout n'est pas que tendresse et nostalgie et que l'enfant au contraire examine la vérité avec précision ». L'enfance, lieu de malentendu, disait l'écrivain italien Cesare Pavese.

Un travail au cœur de la réflexion des philosophes

« Oui et non, répond Charlotte Casiraghi. Oui, car elle est à la fois un lieu de vérité, celle du corps et de cette sensation de nudité dans le rapport aux choses puisque l'enfant voit de manière extrêmement clairvoyante ce que la société recouvre de conventions. Alors que les adultes, qui ont oublié cette part d'eux-mêmes et à quel point ils ont pu être sensibles à la vérité et à cette capacité de ressentir les choses de façon extrêmement forte, essayent de s'y reconnecter.

D'où, évidemment ce malentendu. » Intitulée « Un pas de côté », la collection qu'elle propose repose justement sur le sens des mots « leurs nuances, leur ambiguïté et leur utilisation ». Un travail au cœur de la réflexion des philosophes qu'elle s'attache, par tous les moyens, à remettre au cœur de la cité.

Avec *La vérité sort de la bouche des enfants*, sujet brûlant, social et, « éminemment politique », insiste la nouvelle directrice de collection, l'objectif est atteint. « Le philosophe essaye de décomposer les mots, de comprendre ces phrases qu'on ne questionne pas forcément, mais qui existent comme des vérités depuis si longtemps qu'elles transportent quand même

quelque chose dans lequel aller puiser. » Quel est le statut de l'enfant ? Lui donne-t-on suffisamment les moyens de s'exprimer ? L'écoute-t-on suffisamment ? « Ces problématiques qui émergent actuellement sont omniprésentes dans le débat public. Notamment à cause des abus dont les enfants sont victimes. Il est temps d'écouter ce qu'ils nous disent et, surtout, de leur donner les moyens de s'exprimer et de les reconnaître comme sujets à protéger. » Décidément, Charlotte Casiraghi s'engage. ■

I.S.

« La vérité sort de la bouche des enfants », de Laurence Joseph (Actes Sud, collection « Un pas de côté »). Parution le 16 septembre 2026.

Laurence Joseph
« La vérité sort de la bouche des enfants »
ACTES SUD

MODE

Marie-Gabrielle Graffin

Adoubée par Karl Lagerfeld malgré les sceptiques du « Figaro », Pool Position fait de la cadette Grimaldi, sa fondatrice qui chante « Ouragan », l'icône libre et solaire des années 1980. Quarante ans plus tard, sa fille Pauline Ducruet relance ses une-pièce sexy et athlétiques.

Monte-Carlo, été 1985. Au bord d'une piscine transformée en podium, les projecteurs balayent des kilomètres de jambes, du Lycra métallisé et des couleurs électriques. Au premier rang, Helmut Newton, Karl Lagerfeld, Marc Bohan, le prince Rainier et ses enfants... sauf une. Stéphanie est en coulisses, en jean et baskets, courant des cabines à la régie pour ajuster un look, relancer une bande-son. Ce soir-là, la cadette des Grimaldi présente sa marque de maillots de bain : Pool Position.

L'idée est née avec son amie Alix de La Comble, rencontrée deux ans plus tôt lors d'un stage chez Dior auprès du couturier Marc Bohan, proche de Grace de Monaco. Les deux jeunes femmes deviennent inséparables, s'installent en colocation où elles griffonnent leurs premiers modèles au retour de vacances à l'île Maurice. « J'ai vécu plus de vingt ans au bord de la mer sans jamais parvenir à trouver des magasins proposant des maillots de bain qui me plaisaient vraiment », explique alors Stéphanie.

Si la journaliste Janie Samet, dans *Le Figaro*, ironise : « Le gotha se mettrait-il aussi au travail ? (...) À Paris, c'est au salon du prêt-à-porter international de la porte de Versailles qu'elle est venue elle-même prendre les commandes. La promotion, à Monaco, on connaît... », Rainier peut souffler, Karl Lagerfeld adoube immédiatement le show devant la presse. « Une très bonne collection tout comme la princesse la porte dans la vraie vie. Elle est sportive, très colorée, moderne et chic. »

Depuis plusieurs étés, Stéphanie règne sur les plages autant que sur les couvertures



La nouvelle vague des maillots de « Steph de Monaco »

res de magazines. Son une-pièce à rayures, vertigineusement échancré, photographié sur un jet-ski avec Anthony Delon, fait le tour du monde. À l'heure où le topless règne sur les rivages, le nageur est devenu sexy. Peter Knapp la transforme en héroïne d'aérobic, silhouette à la Jane Fonda. « Stéphanie résume à elle seule l'esthétique des années 1980, observe une consœur qui s'est récemment penchée sur le sujet. Sportive, solaire, dans des tenues flashy y compris lors des engagements officiels, avec sa coupe boyish, elle impose une autre image de la princesse. »

Si le duo d'amies peine à financer ce projet, le succès est immédiat. Les commandes explosent, les 20 ans s'arrachent la collection, Stéphanie et Alix enchaînent les plateaux télé. Mais ce premier succès n'est qu'un prélude. D'autant que Stéphanie n'a pas chômé ces six derniers mois. Elle qui

cherchait à se lancer dans la musique a été approchée par Romano Musumarra (le compositeur des tubes *Toute première fois* et *Rouge et noir* de Jeanne Mas) pour lui faire écouter un nouveau titre. En mars 1986, *Ouragan* sort et propulse Stéphanie dans une autre dimension. Dix semaines numéro un du Top 50, un million de 45-tours vendus et plus de cent soixante couvertures de magazine. « Une princesse rock, qui chante et qui fait un clip, c'était inédit », résume notre consœur, qui avait 11 ans à la sortie du tube. Ses vêtements de plage participent tout autant au phénomène. « Avec son esthétique joyeuse, ses couleurs vives, ses découpes graphiques et ses matières sculptantes, sa mode réunissait tous les ingrédients pour s'imposer sur les plages. Stéphanie, c'était l'indépendance. Une princesse sexy, riche et jeune qui existait par elle-même. On voulait toutes lui ressembler. »

Ses Lycras blanc optique, ses lamés or « papier de bonbon » et ses éponges velours imposent une nouvelle silhouette. En quelques mois, les ventes de une-pièce bondissent de 20 % en France. L'époque ne jure que par les corps sculptés ; le maillot épouse la silhouette, la redessine, gomme les complexes. En septembre 1986, Pool Position revient défilé au Sporting Club de Monaco. « J'avais prouvé aux gens de Monaco que je n'étais pas simplement une tête de linotte qui chante à la télé ou à la radio, que j'avais des idées et que j'étais capable d'être créative », dira Stéphanie.

Lorsque Alix de La Comble se marie, en 1987, elle lui cède ses parts. La chanson accaparant toute l'énergie de la princesse, la marque entre dans le creux de la vague et disparaît presque aussi vite qu'elle avait surgi. Mais la silhouette « Steph de Monaco » passe à la postérité. « Rien que

« J'ai vécu plus de vingt ans au bord de la mer sans jamais parvenir à trouver des maillots de bain qui me plaisaient vraiment », expliquait à l'époque Stéphanie de Monaco.

FREDERIC MEYLAN / SYGMA VIA GETTY IMAGES

d'enfiler son une-pièce, la démarche se fait plus sportive, le ventre s'aplatit et les épaules roulent des mécaniques. Plus qu'un vêtement, son maillot est devenu une seconde peau, dans laquelle les femmes se glissent plus peut-être pour paraître que pour nager », écrit en 1987 la journaliste mode Marie-Dominique Sassin dans les pages du *Figaro*. Quarante ans plus tard, la saga se poursuit. Il y a quelques mois, la fille de Stéphanie de Monaco Pauline Ducruet, elle aussi créatrice de mode (elle a monté sa marque Alter Design en 2019), annonçait sur ses réseaux sociaux relancer Pool Position. « J'ai grandi avec ces photos. Ma mère m'a toujours parlé de cette marque comme d'un projet qu'elle avait adoré lancer, mais qu'elle n'avait jamais eu l'occasion de faire aboutir. Je voulais faire renaître les couleurs, les coupes, sans tomber dans le vintage, nous confie la trentenaire, et surtout célébrer l'esprit de liberté des années 1980. »

« Ma mère m'a toujours parlé de cette marque comme d'un projet qu'elle avait adoré lancer, mais qu'elle n'avait jamais eu l'occasion de faire aboutir »

Pauline Ducruet Créatrice de mode et fille de Stéphanie de Monaco

C'est précisément cette liberté qui continue de séduire. « Ma mère incarnait parfaitement la jeune femme de son époque. Elle faisait ce qui lui plaisait, quitte à choquer, sans se préoccuper de ce que les gens pouvaient dire. Elle était libre et en accord avec elle-même. C'est cette même posture qui résonne auprès des jeunes femmes d'aujourd'hui. » À Monaco, le décor n'a finalement presque pas changé. « Pool Position est une marque profondément monégasque. Tout est fabriqué à Monaco. On voulait raconter ce mode de vie tourné vers l'eau, le mouvement, l'extérieur. Il y a cette énergie, cette douceur de vivre. » Les nouveaux modèles surpiqués, modernes et toujours athlétiques, sont confectionnés dans des matières techniques qui ne libèrent aucun microplastique dans l'océan. Un choix en phase avec les préoccupations de cette nouvelle génération.

« Le maillot qui rend le plus hommage à cette époque, c'est évidemment le une-pièce Le V, à rayures noires et blanches. Sur ma mère, il était tellement iconique. Je ne pense pas qu'il y a quarante ans elle aurait imaginé, sur son monoski, qu'il paraîtrait aussi actuel en 2026. » ■

Demna célèbre les 60 ans de l'imprimé Flora de Gucci

Hélène Guillaume

Inspiré par les fleurs de la Renaissance, ce dessin créé pour la princesse Grace de Monaco en 1966 a traversé les décennies sans jamais se faner.

Un peu plus de deux siècles après sa première description, Demna a expérimenté le syndrome de Stendhal. Non pas devant les fresques de la basilique Santa Croce comme l'auteur de *La Chartreuse de Parme* mais face à Botticelli. « C'était en novembre, j'étais allé visiter notre centre ArtLab (dédié à l'artisanat et à la R&D pour le design des sacs, NDLR) près de Florence, nous disait récemment le directeur artistique de Gucci. J'en ai profité pour me rendre à la Galerie des Offices. J'étais dans ce couloir peuplé de sculptures et soudain, je suis arrivé face à La Naissance de Vénus que je n'avais jamais vu, le tableau était en restauration lors de ma précédente visite. J'ai été submergé... »

« Pour moi, c'est le fondement de l'histoire de l'art. Je l'avais vu dans les livres, tout ce que je connais des proportions du corps, tout ce que j'utilise dans mon travail, vient de ce que j'ai appris en histoire de l'art, en particulier de la Renaissance italienne. En sortant du musée, j'ai fini par

lever la tête, j'étais Piazza della Signoria, face au Palais Gucci. À cet instant, j'ai compris que Gucci était bien plus qu'une marque, un pan de la culture italienne. »

De tous les projets

C'est aussi Botticelli qui inspire, en 1966, l'artiste turinois Vittorio Accornero de Testa pour répondre à la nouvelle commande de Rodolfo Gucci - un foulard en soie. Il se tourne, lui, vers un autre tableau du maître, tout aussi mythique, *Le Printemps*, et en cueille une brassée de roses, pivoines, coquelicots, iris, tulipes et autres anémones de Toscane. Le peintre représente minutieusement 27 espèces endémiques façon recueil botanique pour en décorer la robe blanche de la déesse du printemps, Flora. Le carré est destiné à une cliente de la boutique de Rome, Grace Kelly, qui le portera à de multiples reprises et inspirera nombre d'actrices, de premières dames et de jeunes filles de la bonne société.

En 2006, la directrice artistique Frida Giannini exhume le motif best-seller



Le premier foulard en soie Flora date de 1966 (ci-dessus).

Collection Croisière 2027 (à droite).

GUCCI : LAUNCHMETRICS

qui, à 40 ans, prend la poussière. Et déclenche une nouvelle « floramania ». Durant son règne (2015-2022), le créateur Alessandro Michele, grand connaisseur de la peinture de la Renaissance, cultive évidemment ces semis toscans sur des robes et des accessoires au romantisme décalé - qu'affectionne particulièrement Anna Wintour. Le Flora est de tous les projets, affichés en quatre par trois au détour des campagnes de publicité pour les foulards et sur



les flacons de parfum maison (un nouveau flanker Gucci Flora Gorgeous Orchid Intense est sorti le mois dernier).

Car si les fleurs sont périssables, elles sont aussi très « commerciales », connues pour être une valeur sûre de la mode, en particulier dans les collections d'été. Mais il ne faut évidemment pas attendre de Demna, le designer géorgien, d'en faire le motif consensuel de sa vision pour Gucci. Il en révèle surtout l'idéal de beauté traversé par les mêmes émotions du *Printemps* de Botticelli : le désir, la violence, la métamorphose, la

fécondité, l'élégance... À l'image de cette pin-up gothique en fausse fourrure rouge doublée du fameux imprimé ou de cette aristo dure à cuire en lunettes noires et parfait manteau trapèze à col bouton-pression tapissé du Flora, de la collection croisière 2027. Ces jours-ci, comme un clin d'œil à celle par qui tout a commencé - la princesse Grace -, la marque dévoile une campagne publicitaire imaginée par Demna dans les décors monégasques de papier glacé, façon amour, gloire et beauté avec toute l'ironie qu'on lui connaît. ■

Plongée dans le coffre à bijoux des princesses monégasques

JOAILLERIE

Vincent Meylan

Jusqu'au 25 septembre, plusieurs bijoux signés Cartier et Van Cleef & Arpels, sont présentés au Palais princier de la principauté pour l'exposition « Mariage du siècle ». Tous font partie des cadeaux offerts à Grace Kelly lors de son mariage avec le prince Rainier III il y a tout juste soixante-dix ans.

Nous sommes le 18 avril 1956. Demain, à la cathédrale de Monaco, S.A.S. le prince Rainier III épousera une star de Hollywood, titulaire de deux Oscars : Miss Grace Kelly. Ce matin-là, le couple s'est uni civilement, dans l'enceinte du Palais princier. Le soir, 700 invités sont conviés à une soirée de gala donnée à l'Opéra de Monte-Carlo.

Détail amusant, François Mitterrand, ministre de la Justice du gouvernement Guy Mollet, représente la France à ce mariage princier. Le carton d'invitation recommande diadèmes et décorations. Plusieurs anciens souverains en exil sont présents : le roi Pierre II et la reine Alexandra de Yougoslavie, le roi Farouk d'Égypte, qui dispose d'un passeport diplomatique monégasque. Les célébrités de la Côte d'Azur, comme l'Aga Khan III et la bégum ou l'acteur anglais David Niven (*La Panthère rose*), se sont déplacées. Une importante délégation est venue également de Hollywood : Gloria Swanson, Cary Grant ou encore Ava Gardner.

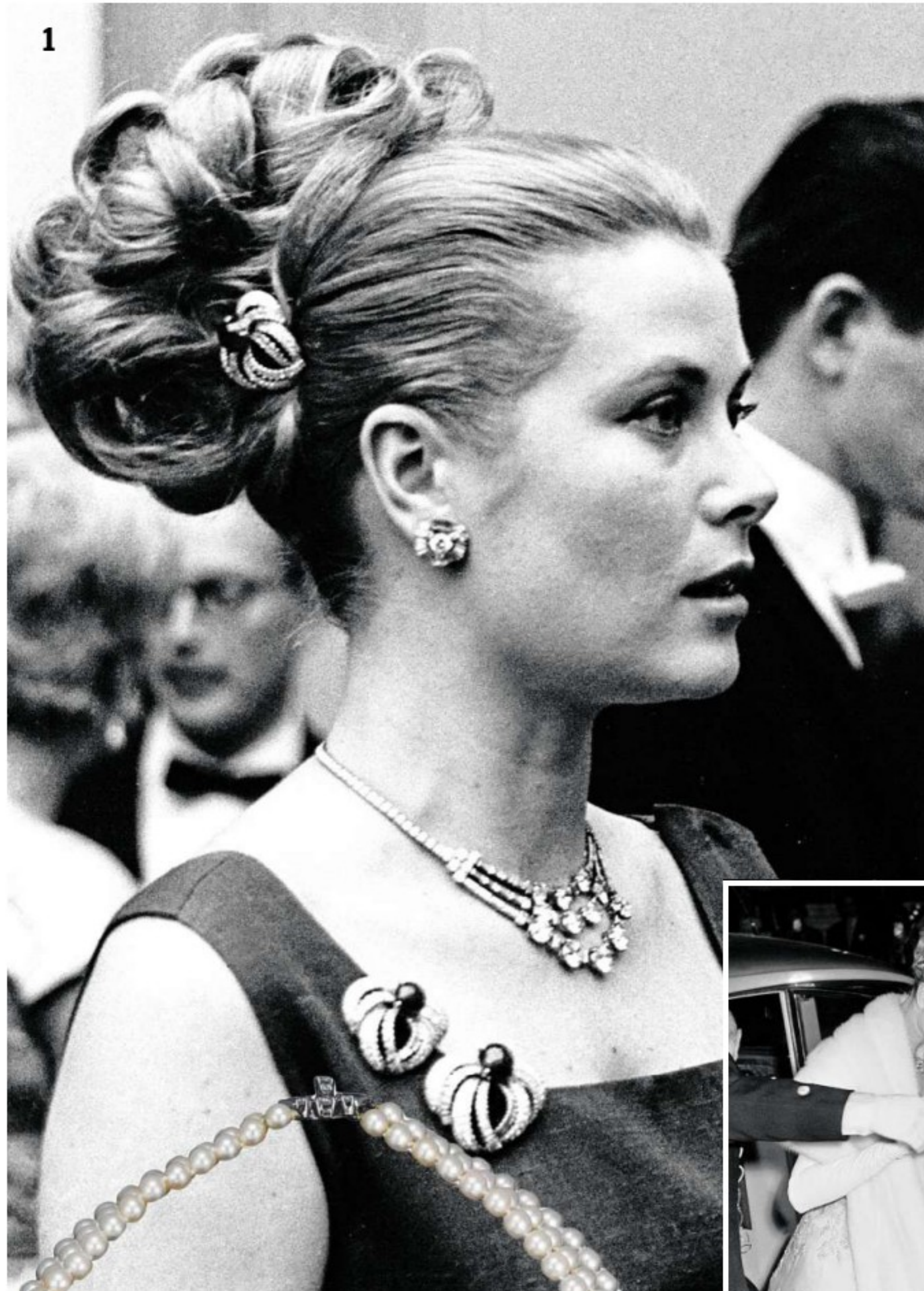
Les Polignac, la famille paternelle du prince Rainier, sa mère et sa sœur, les princesses Charlotte et Antoinette de Monaco, font connaissance avec la famille Kelly venue de Philadelphie. Grace Kelly - elle ne sera princesse qu'après la cérémonie religieuse - est la dernière à apparaître avec le prince Rainier. Elle porte deux des nombreux cadeaux officiels qu'elle a reçus.

Le premier est un collier de diamants à trois rangs créé par la maison Cartier. Il est offert par le Conseil national, l'équivalent du Parlement de la principauté. Le second a été choisi par la puissante Société des bains de mer qui contrôle le casino et plusieurs hôtels de luxe à Monte-Carlo. Il s'agit de trois clips composés d'un rubis cabochon auréolé de volutes de diamants qui viennent également de chez Cartier. Ils peuvent se porter en diadème, en collier ou en broches. Ce soir, ils étincellent dans la chevelure blonde de la star.

Le conseil municipal de la ville de Monaco s'est montré tout aussi généreux. Ses membres ont sélectionné chez Van Cleef & Arpels un beau bracelet de diamants. Une société monégasque a fait un quatrième présent : un clip marguerite en saphirs et diamants signé lui aussi Van Cleef & Arpels.

La générosité des autorités monégasques est particulièrement bienvenue. Sans elle, la future princesse aurait sans doute eu très peu de bijoux à porter ce soir-là. Monaco, contrairement à l'Angleterre ou la France, n'a jamais disposé d'une collection de bijoux de la couronne appartenant à l'État.

Et en 1956, la cassette privée des princesses est à peu près vide. Rien ne subsiste de la collection de la riche Marie-Catherine de Brignole-Sale, épouse du prince Louis V. Morte en exil en Angleterre en 1813, elle avait vendu



« Pendant son séjour à New York, le prince Rainier a choisi chez Van Cleef & Arpels un ensemble de perles et de diamants qu'il a décidé d'offrir à son épouse, Grace Kelly, le matin de leur mariage »

Communiqué de Van Cleef & Arpels, en 1956

ses diamants pour financer l'armée des émigrés de son amant le prince de Condé.

Aucun héritage n'est venu des princesses de Monaco du XIX^e siècle. L'arrière-grand-mère du prince Rainier, lady Mary Hamilton, épouse du prince Albert I^{er}, a quitté son mari après cinq mois d'union. Petite nièce de l'impératrice Joséphine, fille d'une princesse de Bade et d'un duc écossais, elle possédait une importante collection de diamants, d'émeraudes et de perles, mais la plupart de ses trésors ont été hérités par les enfants de son second mariage avec un aristocrate hongrois, le prince Festetics.

Le peu qu'il reste a été transmis à la princesse Charlotte, mère du prince Rainier III. À l'occasion de son mariage, en 1920 avec le comte Pierre de Polignac, celle-ci a reçu quelques bijoux importants. Le plus beau est un diadème de perles poires et de diamants monté par Cartier avec des éléments anciens provenant de la famille Grimaldi. La mère du prince le porte le soir du gala à l'Opéra

de Monte-Carlo pour le mariage civil, mais elle n'entend pas s'en dépouiller en faveur de sa nouvelle belle-fille.

De son côté le prince Rainier a réservé une jolie surprise à sa future épouse. Leurs fiançailles ont été annoncées aux États-Unis au début du mois de janvier 1956. Quelques jours après la nouvelle, Louis Arpels, qui dirige la filiale américaine de la célèbre maison avec son neveu Claude, a adressé un courrier personnel au prince : « Monseigneur, depuis de longues années, nous avons une filiale à Monte-Carlo, et nous pensons pouvoir nous permettre de vous adresser ce souvenir pour votre fiancée avec tous nos vœux de bonheur futur. » Le souvenir est un nécessaire du soir en or serti de diamants.

Le prince Rainier, qui poursuit son voyage aux États-Unis, répond à Louis Arpels le 9 février 1956. Il lui demande de soumettre des propositions, dessins et photos, pour des bijoux ornés de perles. Trois mois plus tard, le matin du mariage civil, la maison Van Cleef & Arpels est autorisée à diffuser un communiqué de



1. Grace Kelly, en 1959, lors d'un événement à Philadelphie, portant ses rubis cabochon et diamants, en broches et dans les cheveux, ainsi que son collier de diamants à trois rangs, deux bijoux Cartier offerts par Société des bains de mer et par le Parlement de la principauté pour son mariage trois ans plus tôt.
2. La princesse Charlene assiste au Bal de la rose en 2011 avec le diadème Van Cleef & Arpels de son mariage porté en collier.
3. La princesse de Hanovre au Bal de la rose de 2019 arbore le collier de perles préféré de sa mère, offert par son père le matin de leur mariage.
4. Le prince Rainier III et Grace Kelly le soir de leur mariage civil arrivant à la soirée de gala donnée à l'Opéra de Monte-Carlo, le 18 avril 1956. La mariée porte ses motifs Rubis Cartier en diadème.
5. L'un des bijoux les plus portés par la princesse Grace, un triple rang de perles paré de deux ornements jumeaux en diamants de Van Cleef & Arpels, présenté en ce moment à l'exposition « Mariage du siècle » au Palais princier.

presse : « Pendant son séjour à New York, le prince Rainier a choisi chez Van Cleef & Arpels un ensemble de perles et de diamants qu'il a décidé d'offrir à son épouse, Grace Kelly, le matin de leur mariage. La parure consiste en un triple rang de perles orné de deux ornements jumeaux en diamants, un bracelet de perles à trois rangs avec trois fleurs de diamants, une bague fleur en diamants avec une perle centrale et une paire de motifs d'oreilles en perles serties de diamants. »

La princesse Grace se parera de ces perles toute sa vie. Depuis sa mort prématurée en 1982, elles appartiennent aux collections du Palais princier de Monaco

et ont été portées plusieurs fois par sa fille aînée, la princesse Caroline de Hanovre. Les autres bijoux offerts lors du mariage de 1956 ont eux aussi rejoint les collections princières.

Aux clips de rubis et diamants de la maison Cartier, le prince Rainier avait ajouté dans les années 1970 une longue paire de pendants d'oreilles. La plus grande partie de l'écrin de la princesse Charlotte, notamment son diadème de perles et de diamants et un second diadème d'aiguilles de diamants qui peut se porter en collier, a connu le même destin.

La princesse Charlene dispose donc aujourd'hui d'un ensemble assez important de bijoux hérités de la mère et de la grand-mère de son époux. Elle ne les a, semble-t-il, jamais portés. Il est vrai que certains d'entre eux sont régulièrement exposés un peu partout dans le monde. Plusieurs sont actuellement en prêt à Melbourne dans le cadre d'une exposition retraçant plus de 150 ans de création joaillière de la maison Cartier. Les cadeaux de mariage de 1956, eux, sont présentés jusqu'au 25 septembre au palais de Monaco.

L'épouse du prince Albert II préfère porter ses bijoux personnels. Et la tradition des cadeaux de mariage s'est maintenue à l'occasion de son union avec lui en 2011. Elle avait alors reçu deux parures de tête assez importantes. La première est un diadème transformable en collier composé de vagues de saphirs et de diamants. Il est signé Van Cleef & Arpels. Le second est une aigrette en diamants taille brillant et poire, imaginée par le joaillier Lorenz Bäumer. Onze tiges serties de diamants baguette et de brillants sont ornées de onze poires de diamants dont la plus grosse pèse 8 carats. Les deux bijoux évoquent la mer qui depuis toujours baigne les côtes monégasques. ■

« Mariage du siècle », Palais princier de Monaco, jusqu'au 25 septembre.

Le sport auto, indissociable de Monte-Carlo

Sylvain Reisser

Jusqu'au 6 septembre, le Grimaldi Forum célèbre la Formule 1 et le rallye, à travers une exposition de 50 véhicules.

AUTOMOBILE

«**C'**est un moment de grande émotion», nous déclarait le prince Albert II, alors qu'il découvrait le premier véhicule de l'exposition «Monaco et l'automobile, de 1893 à nos jours» le soir de son inauguration, mardi 30 juin, au Grimaldi Forum. Passionné d'automobiles et de sport, le souverain faisait allusion à la Rolls-Royce Silver Wraith exposée dans la première salle. Il y a soixante-dix ans et quelques mois, le 19 avril 1956, ce véhicule, habillé d'une carrosserie spéciale de cabriolet quatre portes par la maison anglaise Hooper en 1953, accompagnait le mariage de ses parents, Grace Kelly et Son Altesse Sérénissime le prince Rainier III de Monaco. Un grand écran nous fait revivre cet événement, considéré comme le mariage du siècle et diffusé en mondiovision par la Metro-Goldwyn-Mayer. Quant au cabriolet anglais, il avait été prêté à la principauté par son propriétaire de l'époque. Depuis, il a changé de mains à deux reprises. Il appartient depuis plusieurs années à l'Américaine Anne Brockinton Lee. «C'est presque un miracle que la voiture soit présentée ici», nous explique-t-elle.

En effet, cette exposition, initialement programmée en 2020, avait dû être ajournée en raison de la crise sanitaire qui avait mis le monde entier à l'arrêt. Ce report a obligé les organisateurs à revoir la liste des véhicules exposés, pour l'essentiel prêtés par des collectionneurs, musées et constructeurs. Entre-temps, certains modèles n'étaient plus disponibles. C'est pour cette raison qu'au fil de la visite, les plus pointilleux des connaisseurs discerneront quelques «trous dans la raquette» parmi la cinquantaine de véhicules exposés racontant l'histoire d'amour entre Monaco et l'automobile. De ce point de vue, aujourd'hui encore, la principauté reste un exemple unique dans le monde.

L'automobile a façonné l'histoire du Rocher. L'organisation de deux épreuves sportives parmi les plus légendaires du sport automobile - le rallye Monte-Carlo et le grand prix de Formule 1 - a nourri une grande partie de sa renommée internationale. Cette aventure prend forme à la fin du XIX^e siècle. Le prince Albert I^{er} est un homme de son temps. Il perçoit que l'automobile, encore balbutiante, va révolutionner la mobilité et accompagner les progrès de la société. Pour attirer la clientèle huppée à Monaco, il multiplie les initiatives. Des chaussées sont goudronnées. Des



Dans la grande salle du Grimaldi Forum, une belle sélection de monoplaces raconte l'histoire des Grands Prix de Monaco depuis 1929. ERIC ZARAGOZA

concours d'élégance naissent pour récompenser les véhicules hippomobiles puis automobiles les plus beaux et les mieux conditionnés. Ces événements seront organisés jusque dans les années cinquante. Rodolphe Rapetti, le commissaire de l'exposition, reconnaît avoir passé des dizaines d'heures à consulter les riches archives de l'Automobile club de Monaco. Il en a extrait une montagne de documents, présentés pour la première fois, dont les courriers et les formulaires d'inscription des grands carrossiers français. Ces trésors pour les historiens permettent de découvrir que les correspondances s'accompagnaient d'échantillons de couleurs et de sellerie.

Les visiteurs pénètrent au XX^e siècle avec une Delahaye type 58 double berline, vestige de l'édition 1912 du rallye Monte-Carlo. Cette épreuve est née l'année précé-

dente d'une proposition d'Alexandre Noghes, alors président de l'association Sport automobile et vélocipédique de Monaco, pour concurrencer le carnaval de Nice organisé en hiver. Les organisateurs s'inspirent d'une épreuve cycliste italienne qui consiste à faire converger vers une ville le plus grand nombre de participants du plus grand nombre de points de

L'automobile a façonné l'histoire du Rocher. L'organisation du rallye Monte-Carlo et du grand prix de Formule 1 a nourri une grande partie de sa renommée internationale

départ. En 1911, vingt-trois voitures s'élancent de six villes européennes. Le classement tient compte du confort, de l'état et de la propreté du châssis et de la carrosserie. Il va évoluer au fil des années, s'ouvrant à d'autres types d'épreuves tournées vers la régularité. Les trois éditions de 1939, 1949 et 1950 sont la chasse gardée de Hotchkiss. À partir de 1955, le rallye devient une épreuve sportive. Au gré des réglementations successives, les voitures ne vont pas cesser d'évoluer. L'édition 1973 marque la naissance du championnat du monde des marques. Tous les plus grands constructeurs et pilotes vont vouloir inscrire leur nom au palmarès du Monte-Carlo. L'exposition présente plusieurs véhicules victorieux.

En parallèle, dès le 14 avril 1929, Monaco organise une course de voitures de grands prix dans ses rues. La Bugatti 35B victo-

rieuse de William Grover est présente. Depuis, le parcours, tracé en collaboration avec Louis Chiron, l'enfant du pays devenu pilote à qui une salle rend hommage, est quasiment inchangé. Une maquette animée de la ville permet de visualiser l'évolution des performances des monoplaces. À partir de 1950, Monaco devient le rendez-vous le plus prisé du championnat du monde de F1. Chaque édition apporte son lot de surprises. Côté pilotes, la principauté tient avec Charles Leclerc son champion pour faire retentir l'hymne monégasque. À quelques jours près, le prince Albert II aurait célébré le retour au premier plan du pilote Ferrari à Silverstone. ■

Espace Ravel du Grimaldi Forum, 10, avenue Princesse Grace, à Monaco. De 10h à 20h tous les jours sauf le 22 août, nocturne 22h les jeudis. Tarifs : 15 €, 12 € (réduit), gratuit pour les moins de 18 ans.

Venturi, un Monégasque bientôt sur la Lune

Le Mona Luna ne passe pas inaperçu. Ce rover lunaire destiné à accompagner les ambitions de l'Agence spatiale européenne (ASE) et du Centre national d'études spatiales (Cnes) clôture le parcours de visite de l'exposition du Grimaldi Forum. Il porte la signature de la marque Venturi. Qui se souvient de Venturi? À la fin des années 1980, ce constructeur breton a permis à la France de revenir sur le marché des voitures de sport. L'aventure prend un nouveau départ avec le rachat de l'entreprise par l'homme d'affaires monégasque Gildo Pastor. Féru de technologies et d'innovation, ce passionné d'automobile oriente l'activité vers la voiture de sport électrique. Présentée au Salon de Paris 2008, la Volage accueille la technologie Michelin Active Wheel intégrant deux moteurs par roue et développée par le Suisse Antonio Delfino. À l'origine de 125 brevets déposés, ce docteur en physique est l'ingénieur le plus prolifique de la maison clermontoise. Sorte de Géo Trouvetou, il a notamment développé la pile à combustible. Il recroise la route de Gildo Pastor sur un circuit de Formule E, le championnat du monde de monoplaces électriques, où Venturi est l'un des acteurs. Les deux hommes ne vont plus se quitter. Courant 2019, le scientifique emmène l'homme d'affaires

visiter les installations de la Nasa et de SpaceX. Sur le chemin du retour, Gildo Pastor s'écrit : «Nous allons aller sur la Lune avec un véhicule.» Depuis la mission Apollo 17, fin 1972, aucun rover n'a posé ses roues sur la Lune. Le Mona Luna est attendu sur la Lune en 2030.

L'air sous pression à proscrire

Relever ce défi a nécessité de réinventer la roue. Antonio Delfino sait que notre bon vieux pneu en caoutchouc ne supporte pas l'environnement lunaire. «À partir d'une température de moins 50 °C, le caoutchouc se dégrade. À 100 °C, il se brise comme du verre», explique-t-il. Et au pôle sud de la Lune, où la technologie Venturi est attendue, l'amplitude de température est incroyablement élevée : de -240 °C à +130 °C. L'air sous pression est aussi à proscrire, trop dangereux. Le physicien a déjà travaillé le sujet. Il est le coinventeur avec Michelin de la roue lunaire dans le cadre du programme américain Constellation de 2008. En novembre 2020, il quitte Michelin. Début 2021, Pastor et Delfino créent Venturi Lab puis Venturi Space. Six mois plus tard, un premier prototype de roue hyperdéformable est opérationnel. Elle se compose d'une combinaison de 50 matériaux textiles et métalliques à forte capacité élastique : fibres de textile et de verre, inox, alumi-



Antonio Delfino (au premier plan) et Gildo Pastor en compagnie du rover Mona Luna, équipé de roues hyperdéformables. VENTURI SPACE

nium et titane. En 2023, un premier contrat avec la société américaine Venturi Astrolab ouvre les portes de Venturi Space au centre de la Nasa pour effectuer des tests. Depuis, les choses se sont accélérées. Venturi Space a déjà signé un contrat de fourniture pour trois missions américaines, en collaboration avec Venturi Astrolab. Le Mona Luna a gagné un

contrat avec l'ASE pour mettre en valeur pendant six mois ses technologies de roues qui imitent le fonctionnement d'un pneumatique. Et une cinquième mission est en préparation avec le Canada. Dans le domaine des batteries, Venturi Space est aussi à la pointe, avec des performances élevées afin de répondre à la forte amplitude des températures. ■ S.R.

HORLOGERIE

Microcosme ou micro-climat ? Les deux, sans doute... La douceur monégasque enveloppe depuis des décennies la jet-set. Monaco est une oasis de luxe dans un monde incertain. Une bonne raison pour les plus grandes maisons d'enchères d'en faire leur terre d'élection, dès que l'été revient. Adieu New York, Londres ou Genève, place aux salons molletonnés des plus grands hôtels de la principauté.

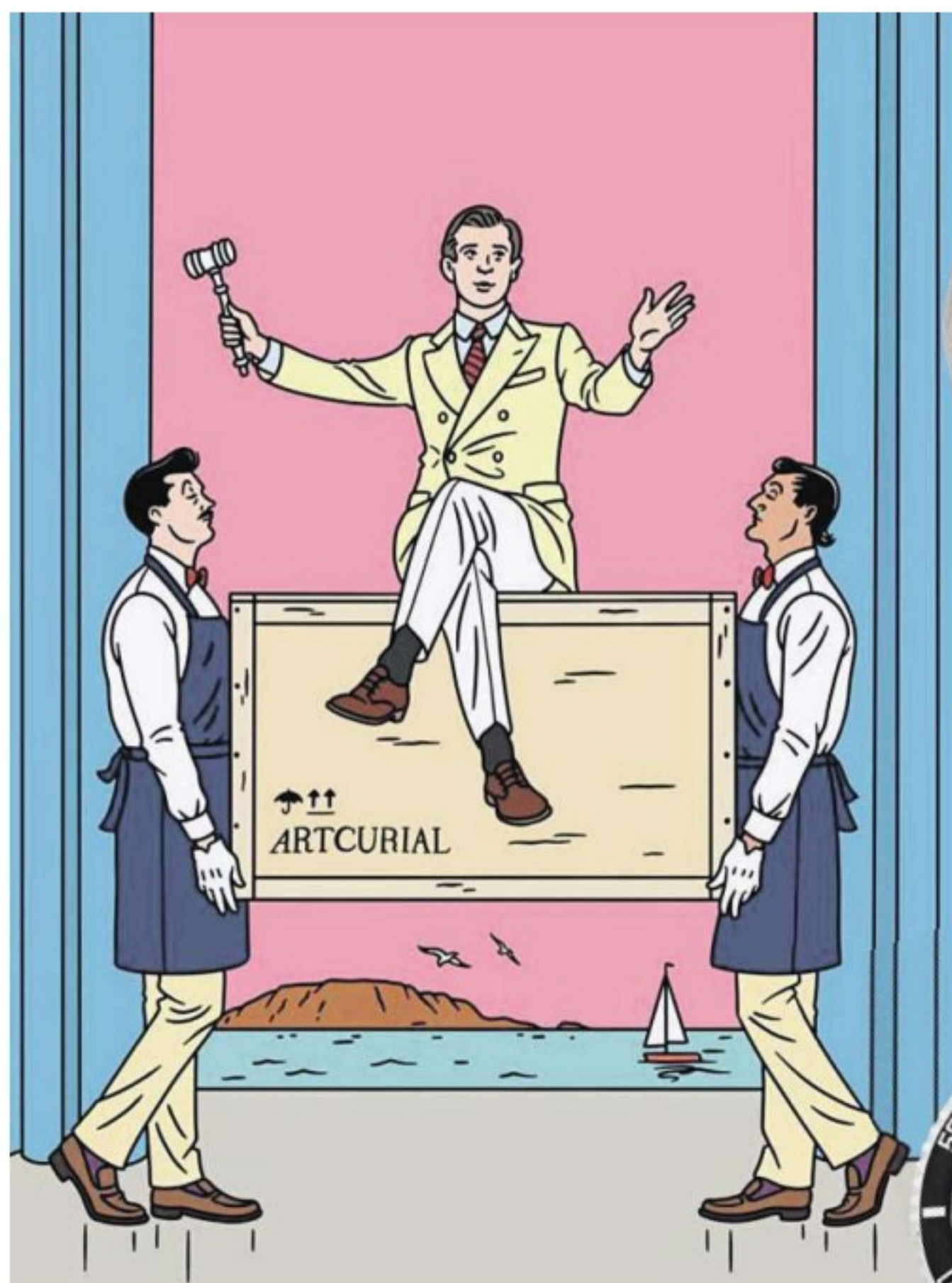
Chaque année, début juillet, une véritable semaine du luxe propose aux aficionados une multitude de tentations : sculptures, sacs à main griffés, bijoux en tout genre, et bien sûr montres rares. Dans la foulée d'Antiquorum, qui proposait le 28 juin dernier de rarissimes pièces signées Cartier, Rolex, Breguet ou Patek Philippe, c'est la maison Wanne-nes qui prenait le relais le 7 juillet au sein de l'Hôtel Metropole, avec des centaines de garde-temps vintage, classiques mais aussi contemporains, signés Audemars Piguet, De Bethune ou Urwerk. L'Hôtel des ventes de Monte-Carlo joue quant à lui à domicile quand il organise tout début juillet sa grande vente de montres de collection. En soi, l'idée de ces sessions estivales à Monaco n'est pas nouvelle : « Dès le début des années 2000, François Tajan a initié ces ventes monégasques avec Artcurial, souligne Justine Lamarre, alias « Madame Watches », experte reconnue dans l'univers des enchères. L'hôtel des ventes de Drouot ferme ses portes l'été ; l'idée est de se rendre sur le lieu de résidence estivale des clients. »

Une clientèle qui porte un regard différent sur les lots proposés. « Ils n'ont pas du tout le même rapport aux objets, continue Justine Lamarre, tout est plus décomplexé. Je le vois tout particulièrement dans mes domaines, l'horlogerie et la joaillerie. Monaco ne fait que 2 km², mais constitue une véritable oasis de luxe et de sécurité. Ici, porter au poignet une montre à 300 000 euros ne pose aucun problème métaphysique à quiconque. » Au fond, la jet-set n'a guère changé depuis le temps où Yves Piaget présentait dans les grands hôtels les dernières créations de la maison dont il portait le nom. Bien évidemment, le cadre joue. L'ambiance est bien différente de celle des ventes parisiennes ou genevoises. Les grands hôtels restent le lieu privilégié pour accueillir de telles ventes, où vont se côtoyer amateurs, collectionneurs, mais aussi simples clients séjournant sur place le jour de la vente. Nul n'est à l'abri d'un coup de cœur... « Pour les maisons françaises, cela permet de toucher une clientèle qu'elles ne croqueraient peut-être pas à Paris. Parfois, il s'agit de leur premier contact avec l'univers des ventes aux enchères. Il m'est arrivé de croiser quelqu'un qui remontait de la piscine ! Il s'est arrêté, c'était l'anniversaire de sa femme... », raconte Justine Lamarre.

Enchères horlogères : « Sur le Rocher, tout est possible »

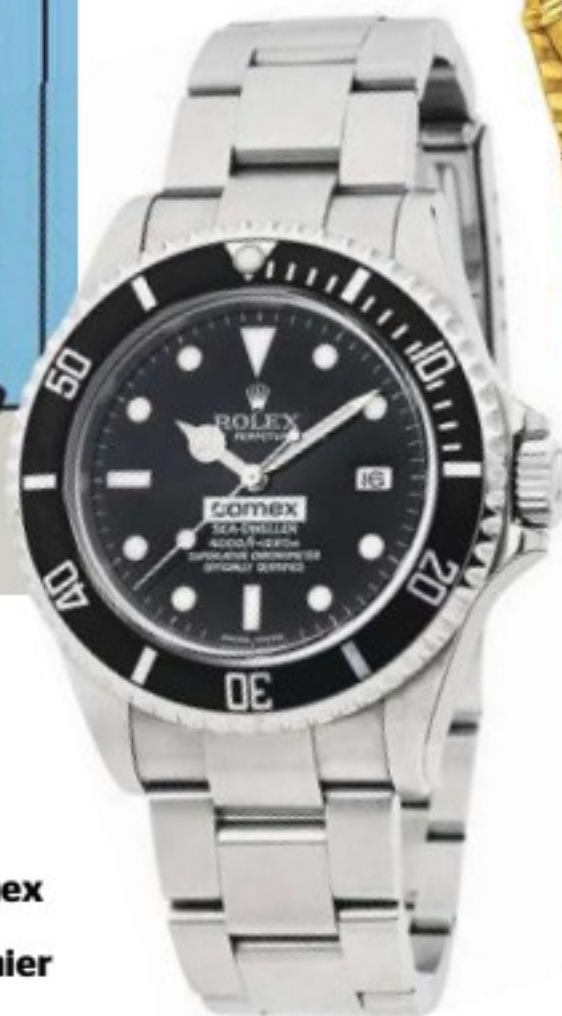
Judikael Hirel

Au premier jour de l'été, les plus grandes maisons font de la principauté l'épicentre de leurs ventes. Explications.



Artcurial profite de ce début de saison estivale pour se délocaliser dans la principauté, le temps des ventes. Pour la maison parisienne, durant cette période, Monaco s'est imposé comme un rendez-vous à part pour les amateurs d'art et d'objets d'exception. On pouvait ainsi s'y offrir une Rolex Rolex Sea-Dweller Comex 3497 ayant appartenu à

De haut en bas : montre Gérald Genta des années 1980 ; Centigraphe souverain de F. P. Journe (2009) ; Audemars Piguet Bamboo de 1985 en or jaune diamants et rubis ; Rolex Sea Dweller Comex (2004), portée par la première femme scaphandrier sous-marinier de France. ARTCURIAL



Muriel Sivazlian, première femme à avoir été scaphandrier sous-marinier en France... « Cela fait quinze ans que nous sommes présents à Monaco, explique Romain Marsot, directeur horlogerie chez Artcurial. Depuis l'année dernière, nous avons décidé de jouer sur le contraste entre été et hiver, avec une session estivale dans la principauté et une session hivernale à Paris. Organiser une telle semaine de vente à Monaco suppose une logistique énorme : un quart de la maison, soit une quarantaine de personnes, qui descend à l'hôtel Hermitage pour l'occasion. »

Une vente 100% féminine

Parmi les signes particuliers de cette semaine du luxe organisée par la maison de ventes parisiennes figure la seule vente aux enchères de montres 100 % féminine. « Nous travaillons main dans la main avec notre département bijoux et joaillerie, reprend Romain Marsot. Lors de nos journées d'expertise, il n'est pas rare que nos clientes viennent nous proposer une vingtaine de bijoux, toujours accompagnées de quelques montres. L'idée s'est donc imposée d'elle-même. C'est d'ailleurs très intéressant de voir dans cette vente le succès croissant de certaines références inattendues ». Telles les Bamboo signées Audemars Piguet des années 1990 et autres Rolex Cellini, Cartier Baignoire ou Panthère.

« J'ai fait ma première vente là-bas l'année dernière, se souvient le directeur horlogerie chez Artcurial. À Monaco, tout est possible ! » En effet, à la cible habituelle des collectionneurs s'ajoute une clientèle de passage qui n'hésite pas à se faire plaisir. « Vous pouvez avoir des clients de l'hôtel qui descendent en peignoir découvrir les pièces exposées. L'année dernière, il y avait deux couples plutôt jeunes et fortunés, mais en tenue de plage, qui se sont livrés à une bataille d'enchères pour chacun offrir la plus belle montre à leur fiancée ! » Bien sûr, les goûts ne seront pas les mêmes sous les palmiers ou près des quais de Seine... « L'an passé, j'avais proposé un petit carré de montres vintage, dont une Rolex Paul Newman. Mais cela ne les intéressait pas vraiment. Ils vont plus chercher des pièces plus récentes et plus impressionnantes, des grands noms tel F.P. Journe. On peut faire le parallèle avec l'univers de l'automobile. Nous échangeons souvent avec nos confrères du département motorcars. Ils sont en relation avec une nouvelle clientèle plus jeune, qui a généralement fait fortune dans la tech. Ils préfèrent acheter des hypercars, des voitures très récentes, plutôt que des bolides des années 1960 ou 1970. En matière d'horlogerie, c'est un peu pareil. » Au fond, tout comme le passé, dans le monde des enchères, le présent semble être promis à un bel avenir... ■

Et Jack Heuer créa la montre Monaco

Lors de sa sortie, à la fin des années 1960, la montre Monaco de Heuer était doublement d'avant-garde, par sa forme carrée d'abord, étonnante, et par son mouvement : il s'agissait du premier calibre de chronographe automatique de l'histoire de l'horlogerie. « Nous avons convenu avec Breitling de dévoiler notre Calibre 11 ainsi que nos nouveaux chronographes le 3 mars 1969, expliquait Jack Heuer, arrière-petit-fils du fondateur, alors à la tête de la compagnie dans son autobiographie *The Times of My Life*. Pour Heuer, nous allions lancer trois modèles accueillant ce nouveau mouvement : des versions automatiques de la Carrera et de l'Autavia ainsi que notre Monaco au design carré révolutionnaire. » Pourquoi carré ? À innovation technique disruptive, design hors du commun. « Chez Heuer, nous avions pris la décision vers 1941 de ne produire que des chronographes étanches. Un jour, un représentant de l'un de nos fournisseurs de boîtiers, une compagnie appelée Piquerez installée à Bassecourt, dans le Jura, a attiré notre attention sur une nouvelle boîte carrée brevetée en insistant sur le fait qu'elle était étanche, raconte encore Jack Heuer. Nous avons immédiatement su qu'il y avait là quelque chose de très spécial : jusqu'ici, les boîtiers carrés n'étaient utilisés que pour les montres de soirée, car il était impossible d'assurer une parfaite étanchéité sur une telle forme. »

Le cadran de l'Autavia lancée en 1962 était blanc, celui de la Carrera sortie l'année suivante noir. Celui de la Monaco, ainsi baptisée en hommage au Grand Prix de la principauté, la course de Formule 1 la plus technique au monde, sera bleu. Avec la forme carrée de son boîtier en acier et sa couronne à 9 heures, ce ne sera pas un succès immédiat. « Nous avons placé la couronne à gauche pour vous rappeler que ce chronographe n'a jamais besoin d'être remonté », disait alors la marque.

Un hasard heureux en a fait une légende : le film « Le Mans » avec derrière le volant d'une Porsche 917, sur le circuit des 24 Heures, le King of Cool en personne, Steve McQueen

Mais un hasard heureux en fait une légende : le film *Le Mans* avec derrière le volant d'une Porsche 917, sur le circuit des 24 Heures, le King of Cool en personne, Steve McQueen. Le chargé de production Don Nunley convainc l'acteur d'adopter une Monaco. En la portant au poignet, McQueen lui associe à jamais son image en combinaison de pilote blanche frappée du logo Heuer. Au total, sept exemplaires de la Heuer Monaco au cadran bleu auront



été utilisés sur le plateau. Celui porté par l'acteur tout au long du tournage a été adjugé chez Sotheby's New York le 15 juin dernier pour la modique somme de 562 000 euros. « Cette montre aurait fini par trouver sa place en tant qu'icône de l'horlogerie, car son design était très en avance pour son temps, estime Nicholas Biebuyck, directeur du patrimoine de TAG Heuer. Mais sans McQueen et cet incroyable lien culturel, le niveau de succès et de reconnaissance dont elle bénéficie aujourd'hui serait sans doute d'une tout autre dimension. »

Pour autant, cette montre carrée aujourd'hui devenue mythique a bien failli disparaître. Alors que la crise du quartz frappe l'industrie horlogère suisse, la dernière Heuer Monaco de l'époque sera la célèbre « Dark Lord » en 1975, surnommée ainsi du fait de son boîtier en PVD noir. Elle est relancée en édition limitée en 1998, puis en 2002, en 2009 à l'occasion de ses quarante ans, puis en 2011. En 2019, pour célébrer ses 50 ans, elle fera l'objet de cinq éditions limitées, une par décennie. La célèbre montre carrée fait partie aujourd'hui des modèles phares de la marque. Elle trône même au poignet du pilote de F1 Max Verstappen. ■

J.H.

L'acteur et pilote automobile Patrick Dempsey à Monaco, une montre Monaco de TAG Heuer au poignet. TAG HEUER

VOYAGE

Yan Bernard-Guilbaud
Envoyé spécial à Monaco

La grande maison Belle Époque de Monte-Carlo Société des bains de mer se transforme sans hausser le ton, avec ce luxe rare : être au cœur du spectacle, en toute discrétion.

À Monaco, tout semble fait pour être vu : les carrosseries rutilantes garées devant le Casino, les luxueuses vitrines du Carré d'Or, les yachts du port Hercule, les terrasses où l'on choisit autant sa table que son angle de vue. L'Hôtel Hermitage, lui, joue une partition plus discrète. À quelques pas de la place du Casino, du Café de Paris et de One Monte-Carlo, il reste légèrement en retrait, sur le square Beaumarchais, comme à l'abri du théâtre monégasque. On l'appelle aussi « l'Hôtel des connaisseurs ». La formule pourrait sembler facile ; elle dit pourtant l'esprit de la maison. L'Hermitage ne se livre pas au premier regard. Il faut y entrer, accepter les étapes en franchissant d'abord certaines pièces plutôt que d'autres, et se laisser surprendre par des vues qui apparaissent au détour d'une fenêtre. Ici, le luxe tient moins à l'effet immédiat qu'à la découverte pas à pas.

Ce matin-là, Guillaume Ranvier ouvre la marche. Nouveau directeur général de l'Hermitage Monte-Carlo, il ne conduit pas la visite comme on déroule un inventaire. Il s'arrête sur une lumière, la largeur d'une galerie, la façon dont un client traverse le lobby, rejoint sa suite ou descend prendre un verre. Passé par l'hôtellerie parisienne de très grand luxe, il apporte à Monaco une culture du service qui ne s'affiche pas, mais se remarque. L'homme a aussi son propre rythme. Chaque matin ou presque, avant que Monte-Carlo ne s'éveille, il court 10 kilomètres. Parfois seul, parfois avec des clients. On y retrouve une part de sa manière de diriger : l'endurance, la régularité, le mouvement, mais aussi cette relation directe qui se noue hors du protocole. À l'Hermitage, sa mission ressemble à cette course matinale : remettre de l'élan sans bousculer la maison. « L'Histoire ne s'achète pas », glisse-t-il.

Dans les couloirs, justement, l'Hermitage se raconte très bien tout seul. Ils sont plus larges qu'ailleurs, presque trop généreux pour notre époque pressée. La petite histoire veut que, au temps des crinolines, deux femmes aient pu s'y croiser sans se frôler. On ne sait plus très bien si l'anecdote relève de l'archive ou de la légende hôtelière ; peu importe, elle est délicieuse. Elle dit quel que chose du lieu : de l'espace, de la circulation, de l'aisance.

L'Hermitage ne se livre pas au premier regard. Il faut y entrer, accepter les étapes en franchissant d'abord certaines pièces plutôt que d'autres, et se laisser surprendre. Ici, le luxe tient moins dans l'effet immédiat que dans la découverte pas à pas

Cette ampleur n'est pas seulement décorative. Elle rappelle que l'Hermitage s'est toujours construit par strates. À Monaco, où le relief pousse vers le ciel et où chaque mètre carré se mérite, les grandes adresses se prolongent, se reprennent, s'ajustent. L'aile Beaumarchais a ainsi gagné deux étages au début des années 2000, sous la signature de Joseph Iori et de Pierre-Yves Rochon ; d'autres ailes ont suivi, tandis que la façade sur le port retrouvait son éclat. Rien d'un établissement figé dans son décor. Aujourd'hui, une nouvelle strate s'ajoute : 40 chambres et suites repensées, 7 appartements Diamond Suites et Gustave, le nouveau bar dans le jardin d'hiver. Le retour de Pierre-Yves Rochon dit bien l'esprit de cette séquence. Ses anciens appartements, créés en 2004, ont été repris vingt-deux ans plus tard par l'un de leurs auteurs, avec le Bureau d'études et de design de la SBM. On ne



La Diamond Suite présidentielle de l'Hermitage Monte-Carlo a été imaginée par Pierre-Yves Rochon comme un appartement privé de 151 m². GUILLAUME COTTANCIN

La mue feutrée de l'Hermitage

change pas de main pour changer d'époque ; on rappelle celui qui connaît déjà les lieux. Rochon refuse d'ailleurs le mot « classique » : « Je dis : "héritage." » Au Figaro, il confie qu'en revenant il a retrouvé « une qualité d'espace et de proportions », mais aussi cette mémoire qui affleure sur les murs. Préserver l'esprit de l'Hermitage, selon lui, « ce n'est pas le mettre sous cloche » : c'est garder les proportions, la lumière, le rapport à la mer, et les faire vivre autrement.

Cette idée du lieu qui fonctionne mieux sans avoir l'air neuf se lit d'abord dans les chambres. L'Hermitage y possède de un atout majeur : la vue. Depuis une majorité d'entre elles, notamment les suites, le port Hercule se donne presque en contrebas, avec ses mâts, ses pontons, ses yachts. Monaco est là, tout entier ou presque, mais à bonne distance. L'insonorisation, impeccable, fait partie du plaisir. On ouvre les rideaux sur le port, la mer, le Rocher ; puis l'on referme la fenêtre et la principauté se tait.

Dans les appartements, la Belle Époque se fait moins solennelle, plus habitée : parquet Versailles, marbre Calacatta, moulures, étoffes claires, vert d'eau, bleu tendre, beige solaire. La Diamond Suite Princièrre déploie 283 m², trois terrasses, deux chambres, un salon et une salle à manger ; la Présidentielle, 151 m², reprend le même esprit suspendu au-dessus du port. Ensemble, elles peuvent former 434 m². Baccarat, Lalique, onyx blanc : ici, le détail compte autant que le volume. Le service suit la même ligne : précis, feutré, jamais pesant. Tout n'est pas simple pour autant. L'hôtel est grand. Très grand. Ses ailes, ses niveaux, ses galeries, ses deux lobbys et ses circulations parfois déroutantes peuvent perdre l'hôte le mieux intentionné. Défaut ? Oui, un peu. Mais aussi charme d'une maison qui ne s'est pas construite en une seule fois.

Au rez-de-chaussée, Gustave raconte la même histoire à l'échelle d'un verre. Imaginé par Shirine Zirak, le nouveau

bar prend place sous la coupole de style Eiffel sans bousculer le jardin d'hiver : les moulures demeurent, le lustre historique aussi ; changent le mobilier, la lumière encore, l'intimité. La terrasse prolonge l'esprit végétal de cet espace, entre damier de pierre, fer forgé et plantes en abondance. On n'a pas ajouté un bar ; on a rendu une pièce à la maison. À sa tête, Frank Carcamo, né au Pérou, élevé à Milan et formé à l'Académie des beaux-arts de la ville, apporte une tonalité singulière, entre poésie, peinture et cocktails. À ses côtés, le chef barman Julien Lecharpentier incarne la précision créative de la mixologie. La table suit le mouvement. Yannick Alléno signe les deux restaurants étoilés de la maison : Pavillon Monte-Carlo, 1 étoile, et L'Abysses Monte-Carlo, 2 étoiles, adresse japonaise menée avec Yasunari Okazaki. Le chef dit avoir voulu « respecter le lieu, son passé, son héritage et le comprendre ». Au Pavillon, il défend une gastronomie de comptoir,

gourmande et sans cravate, ouverte tous les jours, pensée aussi pour les Monégasques. Pour Guillaume Ranvier, la gastronomie de palace a changé de forme, mais elle garde une exigence : « l'écoute ».

Reste l'eau, jamais loin. Aujourd'hui encore, on rejoint directement les Thermes Marins depuis l'hôtel, sans vraiment sortir, comme on passerait d'une aile à l'autre du même resort. À la belle saison, la Société des bains de mer propose aussi une navette gratuite vers le Monte-Carlo Beach. L'Hermitage ne veut pas paraître neuf. Il cherche à faire que la largeur d'une galerie, le silence d'une chambre, le goût d'un cocktail ou d'une sauce racontent la même chose : une maison qui entre dans son époque, naturellement. À Monaco, c'est peut-être cela, aujourd'hui, le vrai luxe : savoir changer sans avoir besoin de le proclamer. ■

À partir de 1150 € la nuit en chambre double. Tél. : +377 98 06 40 00 ; montecarlosbm.com

Trois hôtels, trois reflets de la principauté

■ Hôtel Métropole Monte-Carlo, l'esprit d'un palace de ville

Tout est affaire de mesure. À deux pas de la place du Casino, l'Hôtel Métropole Monte-Carlo cultive une distinction plus intime que démonstrative. Derrière sa façade Belle Époque, cette adresse née à la fin du XIX^e siècle conserve l'esprit d'un palace de ville, posé dans l'effervescence du Carré d'Or mais légèrement en retrait du théâtre monégasque. La maison a engagé ces dernières années une mue en douceur, entre chambres et suites repensées par Jacques Garcia, spa Métropole by Guerlain et piscine Odyssey, seule piscine au monde imaginée par Karl Lagerfeld, avec sa fresque de dix-huit panneaux de verre gravés et rétroéclairés inspirée du voyage d'Ulysse. Ici, l'eau n'est pas celle de la grande plage, mais celle d'une Riviera plus intérieure : bassin, soins, lumière tamisée.

À partir de 1200 € la nuit en chambre double. Tél. : +377 93 15 15 15 ; metropole.com

■ Monte-Carlo Beach, le patrimoine balnéaire

C'est presque un paradoxe monégasque : l'un des hôtels qui racontent le mieux la mer de la principauté se trouve à ses portes, à Roquebrune-Cap-Martin. On y entend presque l'été revenir. Le Monte-Carlo Beach appartient depuis longtemps au patrimoine balnéaire local. Ce Relais & Châteaux ne compte officiellement que 40 chambres et suites face à la Méditerranée. Depuis l'an dernier, il propose pourtant une quarante et unième clé, presque secrète :



Cet été, l'Hôtel Métropole Monte-Carlo dévoile Woodland Réverie, une nouvelle scénographie artistique qui transforme le Lobby Bar en un univers végétal et contemplatif. STUDIO PHENIX

te : la Villa La Vigie, demeure historique posée au sommet du domaine, comme un nid d'aigle au-dessus de la mer. Imprégnée de l'esprit de Karl Lagerfeld, qui lui avait redonné vie au début des années 1980, cette maison de quatre

chambres se loue désormais pour des séjours d'exception. Lignes Art déco, cabines, piscine olympique, terrasse ouverte sur le large : l'adresse, réinventée par India Mahdavi, a gardé quelque chose d'un club d'été. On y vient pour déjeuner au Maona ou s'attarder chez Elsa Marcel Ravin, table étoilée menée par le chef Marcel Ravin. Cet été, une note italienne s'ajoute avec La Vigie Zannoni Monte-Carlo, installée à la pointe de la presqu'île. Riviera retrouvée. À partir de 613 € la nuit en chambre double. Tél. : 04 93 28 66 66 ; relaischateaux.com

■ Port Palace, le voisin des yachts

Moins luxueux, plus confidentiel, Port Palace tient une place à part. Une adresse sans esbroufe. Il ne regarde pas Monaco depuis ses hauteurs : il a fait sa place sur le port, face aux mâts, aux coques vernies et à cette chorégraphie nautique qui donne au port Hercule son agitation particulière. L'adresse, engagée dans une rénovation, revendique une allure plus contemporaine, avec l'ambition de mieux épouser son environnement maritime. Le soir, la terrasse de La Môme, perchée au dernier étage, saisit l'un des décors les plus lisibles de la principauté : le port en contrebas, le Rocher au loin, les yachts comme une scène permanente. Ce n'est pas l'hôtel le plus cérémoniel de Monaco mais l'un de ceux qui disent le mieux sa vie quotidienne au bord de l'eau. À partir de 536 € la nuit en chambre double. Tél. : +377 97 97 90 00 ; portpalace.com

Du Larvotto aux plages privées des palaces, la principauté cultive un art balnéaire très maîtrisé, entre horizon bleu, transats au cordeau et service couture.

À Monaco, la mer est partout, mais la plage a longtemps semblé jouer les seconds rôles. On la devinait au pied des immeubles, derrière les yachts, en contrechamp des palaces et du casino. Un décor plus qu'un sujet. La rénovation du Larvotto a changé la donne. En redessinant la grande plage publique de la principauté, Renzo Piano n'a pas seulement réorganisé les accès, les restaurants et la promenade : il a rendu ce morceau de littoral plus lisible, plus doux, plus vivant. Un front de mer où l'on vient autant pour nager que pour marcher, déjeuner, écouter de la musique ou simplement flâner au bord de l'eau.

Car on s'y baigne vraiment. Le Larvotto reste la grande plage publique de Monaco, où l'on peut se rafraîchir à l'envie dans la Méditerranée entre deux cafés, un déjeuner en terrasse ou quelques heures sur les galets. C'est ce mélange qui fait aujourd'hui son intérêt : une plage de centre-ville, très monégasque, où le bain n'est plus seulement un prétexte à la terrasse mais le cœur de l'expérience. Sa renaissance a aussi redonné de l'épaisseur au quartier : promenade plus lisible, restaurants alignés face à la mer, arbres, pistes, jeux pour enfants, accès plus doux. La plage n'est plus seulement un bord ; elle devient un lieu.

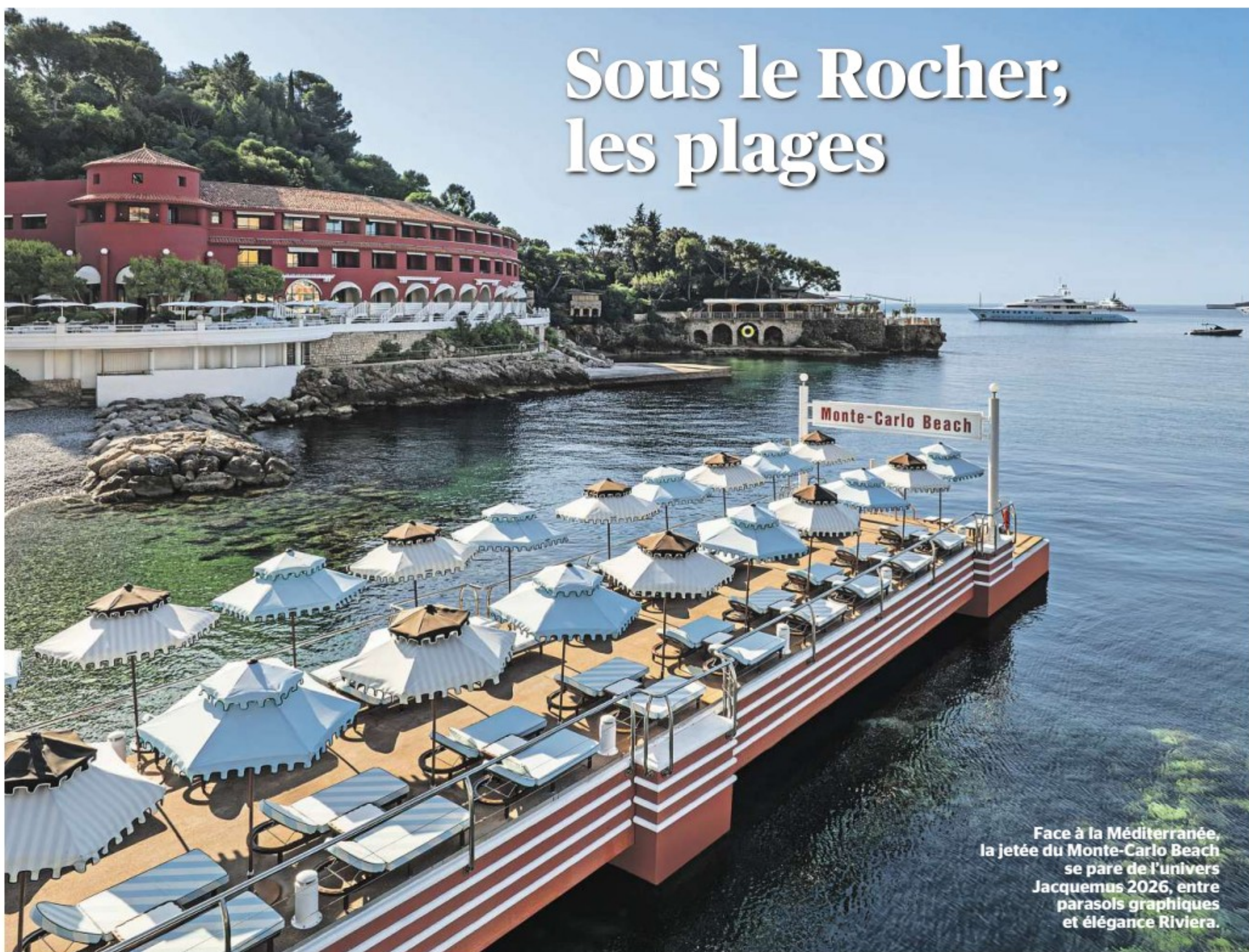
À quelques minutes de là, Mareterra prolonge désormais cette idée d'un Monaco au ras de l'eau. Mais le Larvotto reste autre chose : la vraie plage de la principauté, celle où l'on pose sa serviette, où l'on plonge, où la ville descend enfin jusqu'à la mer.

Le Larvotto reste la grande plage publique de Monaco, (...) une plage de centre-ville, où le bain n'est plus seulement un prétexte à la terrasse mais le cœur de l'expérience

Cet été, Gucci y ajoute une note couture. La maison italienne investit **La Rose des Vents**, institution du Larvotto à la fois « caffè », que l'on écrit à l'italienne, restaurant et plage, avec un décor imaginé autour de « Flora ». Le motif n'a rien d'anodin ici : créé en 1966 par Vittorio Accornero, à la demande de Rodolfo Gucci, pour la princesse Grace de Monaco, ce bouquet fut d'abord un foulard avant de devenir l'une des signatures de la maison. Soixante ans plus tard, le voici revenu sur une plage monégasque, face à la Méditerranée, comme un clin d'œil à cette Riviera où mode, élégance princière et art de vivre balnéaire se sont souvent croisés. Transats, parasols, vaisselle, touches florales : Gucci n'ouvre pas une plage ; la maison habille une adresse monégasque, avec ce supplément d'histoire qui évite l'exercice de style.

À quelques pas, **La Note Bleue** cultive un autre registre. Moins couture, plus soir d'été. L'adresse, fondée en 2001 et réinventée avec le nouveau Larvotto, a gardé son nom comme un clin d'œil au saxophoniste Barney Wilen. On y vient pour une cuisine méditerranéenne, un transat posé face à l'eau, mais surtout pour cette manière de faire durer la journée en musique. Jazz, soul, funk, accents brésiliens, DJ sets : le dîner glisse vers la nuit sans changer de décor. Le Larvotto y gagne une respiration moins figée, presque de quartier, loin de l'image parfois trop glacée de la principauté.

Plus exclusif, le **Monte-Carlo Beach** rappelle que la plage monégasque possède aussi son histoire balnéaire. Depuis la fin des années 1920, le club cultive son élégance en retrait, à Roquebrune-Cap-Martin, aux portes de Monaco. Là, la journée se vit entre ponton, cabines, piscine olympique d'eau de mer, sports doux et table du Deck. Pour la deuxième saison,



Face à la Méditerranée, la jetée du Monte-Carlo Beach se pare de l'univers Jacquemus 2026, entre parasols graphiques et élégance Riviera.

MONTE-CARLO SBM



Sous une arche fleurie imaginée par Gucci aux couleurs du motif Flora, l'entrée de La Rose des Vents, institution du Larvotto, ouvre sur la Méditerranée.

PHOTO PRESSE

Jacquemus y a installé son univers solaire. Après le jaune banane de l'an dernier, place cette saison à une palette plus fraîche : bleu menthe et blanc « coconut milk » (« lait de coco »). La jetée, les transats, les parasols et les boutiques éphémères prolongent cette idée d'un Sud graphique, immédiat, presque enfantin. Une plage manifeste, sans forcer le trait. À Monaco, même le sable peut devenir une signature.

Il existe aussi des bains moins mis en scène. Au pied du Rocher, **la crique des Pêcheurs** reste l'une de ces échappées que l'on gagne presque en initié, derrière le Musée océanographique, quand la ville semble se jeter dans la mer. Près du port Hercule, **la plage du Solarium** joue un autre registre : une baignade urbaine, sur la digue, face au va-et-

vient des bateaux. Rien à voir avec les parasols couture ou les cabines du Monte-Carlo Beach. Mais c'est aussi cela, Monaco côté mer : une géographie minuscule où chaque accès à l'eau raconte un usage différent. ■

Y. B.-G. (ENVOYÉ SPÉCIAL À MONACO)

Larvotto : plage publique, accès libre toute l'année, avenue Princesse-Grace. **La Rose des Vents** : plage de 9h30 à 18h30, caffè tous les jours de 8h30 à 19 heures, tarifs sur réservation (Tél. : +377 99 90 6440).

La Note Bleue : ouvert tous les jours de 9 h à 22 h ; transats à partir de 35 € la journée. **Monte-Carlo Beach Club** : avenue Princesse-Grace, Roquebrune-Cap-Martin ; tarifs sur réservation en ligne : montecarlosbm.com

À l'Institut océanographique, la vie rêvée de la Méditerranée

Valérie Sasportas

Il faut sauver Mare Nostrum. L'exposition « Méditerranée 2050 » s'y emploie. Cette expérience immersive du musée océanographique de Monaco fait déferler une vague d'espoir sur ce bassin surchauffé par les canicules marines, et que menacent aussi la surpêche, les microplastiques et le sur-tourisme. Le scénario déroule le fil d'une idée simple : « Imaginer à quoi pourrait ressembler la Méditerranée en 2050 si les engagements pris aujourd'hui pour sa protection étaient pleinement respectés. » Plus de 800 000 visiteurs l'ont vue depuis son inauguration, en mars 2025. Son millionième visiteur est attendu cet été, selon les prévisions de l'institut fondé face au large en 1889 et inauguré en 1910 par Albert I^{er}, que l'on surnommait « le prince navigateur ».

Plongez façon Jules Verne. Nous ne sommes plus dans un musée, mais dans un submersible, plus non plus dans le présent mais dans vingt-quatre ans, et les fenêtres percées dans les hauts murs de la salle de la Baleine, espace patrimonial emblématique, ouvrent sur les profondeurs. Des céta-cés passent. Pas seulement. Trente espèces emblématiques de la grande bleue évoluent tout autour de nous derrière les fenêtres : tortues caouanes, espadons, thons, mérions bruns, cachalots, gorgones, dauphin de Risso ou encore globicéphales. Les projections sont monumentales, le rendu est spectaculaire. « Grâce à un dispositif reposant sur 27 vidéoprojecteurs laser 4K, un environnement sonore spatialisé et des contenus numériques photoréalistes développés spécifiquement pour le projet, les visiteurs embarquent à bord du vaisseau d'exploration « Oceano Odyssey » pour une mission scientifique au cœur du sanctuaire Pelagos », explique-t-on. Le voyage sensoriel dure seize minutes. Et c'est épatant.

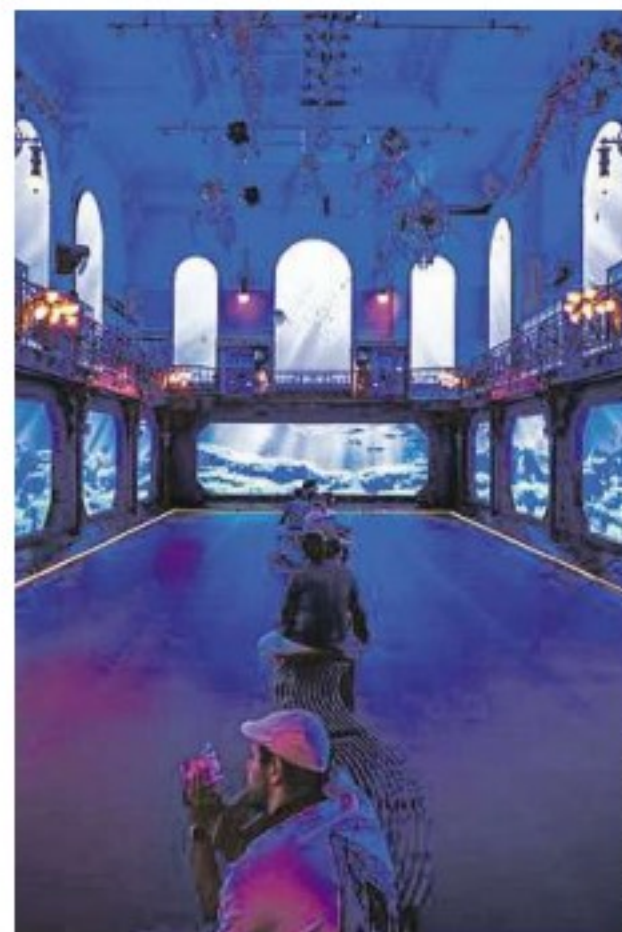
«Susciter la curiosité»

L'innovation technologique, conçue et réalisée avec l'agence Artisans d'idées, vient d'être gratifiée d'un MONDO-DR Award, le 17 juin, dans la catégorie « musée ». « Cette réalisation traduit notre volonté de conjuguer excellence scientifique, innovation technologique et émotion pour rapprocher toujours davantage le public des grands enjeux de

préservation du monde marin, susciter la curiosité et, surtout, donner à chacun l'envie d'agir », se félicite Robert Calcano, directeur général de l'Institut océanographique de Monaco. Ce dernier a d'ailleurs réalisé une étude d'impact entre juillet 2025 et avril 2026 auprès de plus de 1350 visiteurs adultes, francophones et anglophones : « 97 % déclarent avoir compris que la Méditerranée est en danger et souhaitent transmettre les connaissances acquises au cours de leur visite » et « 60 % affirment que leur parcours leur a donné envie de s'engager pour la protection de la Méditerranée ». À la fin de la projection, la promesse de 30 % des espaces marins protégés est devenue réalité.

« C'était un pari fou et nous l'avons gagné », entend-on alors que sous les yeux des visiteurs, la mer est régénérée ! Cette exposition temporaire doit se poursuivre jusqu'en 2030. On songe à cette déclaration du prince Albert de Monaco, lors de la COP27 en 2022, en Égypte : « La Méditerranée fut le symbole hier des progrès des civilisations. Elle est le symbole aujourd'hui des dysfonctionnements et des tensions de la planète. Elle doit être demain le symbole de solutions nouvelles ». ■

Musée océanographique de Monaco, ouvert tous les jours de 10 heures à 19 heures, entrée à 22,50 € (14 € pour les étudiants), +377 93 15 36 00, musee.oceano.org



Les projections immersives du Musée océanographique de Monaco sont spectaculaires.

FREDERIC PACOREL





GUCCI

Mareterra : la ville au bord de l'eau

Yan Bernard-Guilbaud Envoyé spécial à Monaco

Entre le Grimaldi Forum et le Larvotto, un nouveau quartier de 6 hectares gagné sur la Méditerranée. Un havre de sérénité.

VOYAGE

À Monaco, 2,08 km², deuxième plus petit État indépendant du monde (après le Vatican), on ne gagne jamais de l'espace innocemment. Chaque mètre carré raconte quelque chose du pays : son relief, son manque de place, son goût des prouesses, sa manière de regarder la mer comme une frontière et comme une réserve. C'est la surface qui désenclave. Mareterra, posé entre le Grimaldi Forum et le Larvotto, tient dans cette tension. Six hectares sortis de la Méditerranée, soit 3 % de territoire en plus pour une principauté qui ne peut presque plus s'étendre. Dit ainsi, le projet pourrait n'être qu'un record immobilier de plus. Sur place, il se lit autrement : comme une promenade neuve, très exclusive par ce qu'elle abrite, mais ouverte par ce qu'elle donne à traverser.

Depuis le Larvotto, le front de mer se poursuit entre pierre claire, bassins, plantations encore jeunes et vues soudaines sur le large. Tout est récent, trop récent même pour avoir déjà une mémoire. Les façades n'ont pas encore pris la lumière des années, les jardins cherchent leur épaisseur, les habitudes restent à inventer. Mais il y a là quelque chose d'assez rare à Monaco : une respiration au ras de l'eau, sans voiture, sans pente, sans vitrine tapageuse. On marche, simplement. Dans cette ville où tout se compte, cela compte beaucoup.

Mareterra a beau être un quartier gagné sur la mer, il évite, autant que possible, l'effet de conquête brutale. Tout y cherche l'adoucissement : les courbes, les transparences, les jardins, les échappées

Le dessin général porte la signature de Valode & Pistre. Renzo Piano, déjà à l'œuvre au Larvotto, a imaginé le Renzo, bâtiment blanc aux lignes de paquebot, comme prêt à quitter le quai. Michel Desvigne a travaillé le paysage, avec l'ambition de ne pas poser quelques arbres sur une dalle mais de fabriquer un vrai sol méditerranéen : pins, essences adaptées, cheminements doux, ombres fragiles. Mareterra a beau être un quartier gagné sur la mer, il évite, autant que possible, l'effet de conquête brutale. Tout y cherche l'adoucissement : les courbes, les transparences, les jardins, les échappées.

Reste le paradoxe, et il serait dommage de l'oublier. Mareterra est l'un des quartiers résidentiels les plus exclusifs d'Europe, avec ses appartements, ses villas, ses maisons de ville, ses halls silencieux où l'on n'entre pas. Mais près de la moitié de l'extension est constituée d'espaces publics. On ne possèdera sans doute jamais ce Monaco-là ; on peut au moins le traverser. Il donne au promeneur une place dans un territoire dont le prix, souvent, semble l'exclure d'emblée.

La promenade Prince-Jacques devient ainsi le fil le plus intéressant du quartier. Elle relie les bassins, le Petit Portier, les jardins et les œuvres d'art comme un livre d'architecture à ciel ouvert. Sur la place Princesse-Gabriella, les *Quatre lances* d'Alexander Calder dressent leur rouge vif face à la mer. La sculpture, restaurée pour Mareterra, joue avec la lumière du bassin, les ombres des pins méditerranéens, ce mouvement léger que

les mobiles de Calder semblent toujours prêts à prendre. Plus loin, l'espace de méditation imaginé par l'artiste vietnamienne Tia-Thy Nguyen invite à ralentir au cœur de la promenade. La Grotte

Renzo Piano donne son nom à l'un des principaux bâtiments de Mareterra, reconnaissable à sa silhouette majestueuse.

En bas, Marlow, un restaurant d'inspiration anglo-saxonne, mêlant les codes d'un club privé à l'anglaise et le soleil de la Méditerranée.

Bleue, elle, regarde sous la surface : ouverte à tous, elle permet d'observer la vie sous-marine qui s'est développée dans les dix-huit caissons soutenant l'extension. Le geste est presque pédagogique. Dans une principauté si souvent lue par le haut - tours, façades, terrasses -, Mareterra oblige à regarder aussi ce qui se passe dessous.

Le sujet environnemental est évidemment sensible. On ne gagne pas six hectares sur la Méditerranée sans ouvrir de débat. Si le projet répond par la technique, les labels, la surveillance, cela ne transforme pas Mareterra en miracle

écologique. Mais cela raconte une époque : même à Monaco, même dans le très grand luxe, on ne peut plus construire sur la mer sans prétendre lui rendre quelque chose.

Le quartier commence aussi à vivre par ses adresses. Marlow, signé Monte-Carlo Société des bains de mer et imaginé par le designer franco-mexicain Hugo Toro, apporte une note de club anglais sous ce ciel méditerranéen : fauteuils profonds, bois sombre, cuisine de confort et terrasse tournée vers la nouvelle marina. Plus loin, 99 Sushi Bar joue une partition plus précise, japonaise,

presque graphique. Rien ici n'a encore la patine d'un lieu que l'on croit avoir toujours connu. Tout relève plutôt d'un luxe de première saison, quand chacun cherche encore son ton.

C'est peut-être le meilleur moment pour découvrir Mareterra. Avant que le quartier ne devienne une évidence de plus. On y vient en fin d'après-midi, quand la lumière glisse sur les façades claires et que le Larvotto retrouve ses baigneurs. On s'assoit quelques minutes face à l'eau. On repart vers Monte-Carlo ou l'on prolonge vers la plage. Mareterra ne remplace ni le Rocher, ni la place du Casino, ni le port Hercule. Il ajoute une grammaire nouvelle : celle d'une cité qui découvre presque l'horizontalité dans un pays qui impose un voyage vertical, où l'on monte et on descend depuis des siècles par des escaliers publics qui ont été remplacés par 78 ascenseurs, 35 escalators et 8 tapis roulants. Il lui manque encore la petite imperfection des lieux habités, les cafés où l'on revient sans réfléchir, les habitudes, les souvenirs. Mais cette absence fait aussi partie de son charme actuel. L'essentiel est là : Mareterra ajoute à Monaco un nouveau rivage, accessible à tous, dans l'un des territoires les plus fermés du monde. ■



MARETERRA, MONTE-CARLO SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER - ALEXANDRE TABASTE

Les Thermes marins, le prochain grand bain

Entre l'Hôtel Hermitage et l'Hôtel de Paris, une autre mue se prépare. Plus profonde, plus longue. Les Thermes marins de Monte-Carlo, accessibles directement depuis les deux établissements, doivent entrer en travaux fin 2027, pour quatre ans. Une éternité, ou presque, dans un resort où l'on aime passer, sans vraiment sortir, de sa chambre à la piscine d'eau de mer, du soin au déjeuner. Stéphane Valeri, président délégué de Monte-Carlo Société des bains de mer, assume l'ampleur du projet.

Pas question d'un simple rafraîchissement. La transformation, confiée à Herzog & de Meuron et à l'architecte monégasque Patrick Raymond, s'inscrit dans un programme mêlant nouveau centre de bien-être et de remise en forme, une dizaine de résidences de luxe, des bureaux et de nouveaux espaces verts. Les Thermes actuels couvrent 6 600 m² ; le futur établissement « devrait prendre un peu plus d'ampleur », même si le volume reste à l'étude.

Une promesse de santé

Le sujet touche à l'ADN même de la SBM. « Depuis 1865, rappelle Stéphane Valeri, la société développe une offre d'hydrothérapie marine, ancêtre de la thalassothérapie. » Le nom disait déjà tout : Société des bains de mer. Les bains hygiénistes ont laissé place aux soins marins, puis aux thérapies manuelles, et à une approche plus globale. « Aujourd'hui, l'enjeu n'est plus seulement d'éprouver un bien-être immédiat mais de travailler son corps et son mental », résume-t-il.

Le futur centre regardera donc du côté de la santé préventive. Sport, nutrition, techniques de pointe, approche pluridisciplinaire : la SBM prévoit de s'associer à un leader mondial, dont le nom n'a pas été dévoilé. Le lieu sera ouvert aux clients extérieurs, mais les hôtes de l'Hôtel de Paris et de l'Hermitage conserveront un accès privé en souterrain, prolongeant cette continuité entre chambre, soin, sport et piscine d'eau de mer qui fait la singularité du resort. Reste la transition. L'Hôtel de Paris pourra s'appuyer sur son Wellness Sky Club. Pour l'Hermitage, une solution alternative est à l'étude au sein même de l'établissement. L'enjeu dépasse le confort des clients : Monte-Carlo veut renforcer son attractivité en automne et en hiver. « Pour attirer le monde, il faut lui offrir ce qu'il y a de meilleur », rappelle Stéphane Valeri, citant François Blanc, fondateur de la Société des bains de mer. Au cœur du resort, la mer est une promesse de santé et de durée. ■

Y.B.G.

Cap sur le yachting durable de demain

Les yachts font partie du paysage. À Monaco, on les aperçoit depuis une terrasse, au détour d'une rue en pente, depuis une chambre tournée vers le port Hercule. Ils dessinent une seconde ville, posée sur l'eau. Mais, derrière la carte postale, la principauté tente d'écrire un autre récit : celui d'un yachting qui n'est pas que spectaculaire. Dans une ville où tout finit par se refléter dans la mer, la question n'est plus seulement de posséder un bateau, mais d'imagi-

ner sa trace. Dans l'agenda de l'été, le Yacht-Club de Monaco prend des alures de laboratoire maritime.

Jusqu'au 11 juillet, le **Monaco Energy Boat Challenge** (energyboatchallenge.com) réunit étudiants, ingénieurs, chantiers et start-up autour de prototypes propulsés par des énergies alternatives. Électrique, solaire, à hydrogène : ces bateaux n'ont pas toujours la grâce des grandes unités amarrées au port Hercule, mais ils portent une part de leur avenir. En août, le souffle de la

course tourne les regards vers le large. Du 18 au 23, la **Palermo-Montecarlo** (palermo-montecarlo.it), régate hauturière de 500 milles entre la Sicile et la principauté, promet une 21^e édition intense, avec plus de 50 voiliers et un record du maxi *Black Jack 100* à battre : 38 h, 53 min et 16 s. Les équipages franchiront la ligne d'arrivée au large du Yacht-Club.

Avec **Monaco Smart & Sustainable Marina** (sustainablemartmarina.com), le 20 septembre, ce sont les ports que

l'on interroge : énergie à quai, services, gestion de l'eau, marinas plus sobres. Enfin, du 23 au 26 septembre, le **Monaco Yacht Show** (monacoyachtshow.com) remet le port Hercule au centre du monde des navires d'exception. Les grandes coques reviennent, les chantiers dévoilent leurs ambitions, toujours autour de la même idée : tester, naviguer, repenser les marinas, exposer. La mer comme décor, et surtout comme sujet. ■

Y.B.G.

Simone Zanoni : « À Monaco, nous voulons nous inscrire dans la durée »

GASTRONOMIE

Alice Bosio

Le chef étoilé du George V installe, jusqu'à fin septembre, sa cuisine italienne de partage dans le cadre charmeur de La Vigie, au Monte-Carlo Beach. Rencontre.

Jambon de Parme 30 mois, burrata à partager, focaccia maison, arancinis croustillants garnis de tartare de thon, paccheris aux fruits de mer, parmigiana d'aubergine, pizzas napolitaines, glace fiordilatte : la Botte a posé son talon sur le cap de l'hôtel Monte-Carlo Beach. Jusqu'à fin septembre, la Société des bains de mer (SBM) a confié la destinée de La Vigie à Simone Zanoni, chef né en Lombardie qui cartonne autant dans les cuisines étoilées du George (George V, Paris) que sur les réseaux sociaux. Une nouveauté saisonnière appelée à durer pour le puissant groupe, qui ne comptait étonnamment pas jusqu'alors de table italienne (*lire ci-dessous*). Le restaurant de 140 couverts les pieds dans l'eau a été redécoré dans les tons jaune soleil, sous le signe de l'abeille, et accueille les clients chaque jour, midi et soir. Rencontre avec son chef, à l'emploi du temps chargé.

LE FIGARO. - Que représente pour vous le fait d'être présent à Monaco ?

SIMONE ZANONI. - Nous arrivons avec beaucoup d'humilité, dans un cadre qui est juste dingue - le soir, il offre l'une des plus belles vues de Monaco. Mais c'est particulier parce que nous n'ouvrons pas dans un nouveau lieu. La Vigie est tellement chargé d'histoire, il a tout vu : des buffets, des barbecues, des chefs qui sont passés, repartis... Nous nous mettons beaucoup de pression pour ne pas être un énième concept qui s'épuise au bout d'une saison. Lorsque l'on travaille depuis dix ans dans ce qui est, pour moi, l'un des plus beaux palaces au monde, on a un œil affûté ! Et la SBM nous a donné les moyens de mettre en place un produit qui peut perdurer. En même pas un mois, on a déjà vu passer les deux tiers des habitants monégasques, les grandes familles... Et le prince va venir dans quelques semaines !

Diriez-vous que La Vigie est la transcription du George sur la Riviera ?

Nos clients parisiens vont retrouver quelques plats signatures - ma milanaise, les tortellinis carbonara... -, mais ce n'est pas une cuisine de palace. Elle est pointue, mais ne vise pas l'étoile Michelin. Nous l'avons énormément adaptée au lieu, avec plus de légèreté : des salades un peu gastronomiques, des gaspachos, des crudos, une carte de cocktails de folie - dont un Bellini préparé avec une purée de pêches fraîches maison -, plein de pâtes fraîches et d'autres plats à partager à deux, trois ou plus. Pour le côté luxe, on a aussi des tagliolini au caviar et champagne. On a tout mélangé, mais en tâchant de ne pas être hors de prix. Tout est fait pour que les gens puissent passer un bon moment, en simplicité et en convivialité, avec une carte qui représente l'Italie du nord au sud.

Quels clients visez-vous ?

Nous avons deux clientèles : les Monégasques et autres locaux en mai-juin, puis fin août-septembre, et les touristes entre les deux, avec beaucoup de yachts. Les touristes qui viennent à Monaco ont un pouvoir d'achat in-



croyable. Cela permet aussi de financer tous les changements que l'on a faits. La base d'un restaurant, c'est quand même sa rentabilité. Je retrouve aussi certains de mes clients parisiens qui viennent pour le week-end à Monaco comme ils vont à Marrakech à la Toussaint, mais leur attitude est très différente : ici, ils sont beaucoup moins stressés par le travail !

Votre installation s'est-elle déroulée comme vous l'imaginiez ?

J'ai passé une dizaine de jours sur place pour lancer le restaurant, et j'ai vraiment aimé l'endroit. Je m'y suis senti bien, les gens sont calmes, c'est tranquille. Je suis passionné de cyclisme, donc j'ai descendu mon propre vélo de course. Cela m'a permis de découvrir un arrière-pays incroyable : les cols d'Eze, de la Madone... J'ai même pédalé jusqu'à Saint-Tropez !



Le restaurant La Vigie, 140 couverts les pieds dans l'eau, a été redécoré dans des tons jaune soleil. **Ci-contre**, les tortellinis carbonara, l'un des plats signatures de Simone Zanoni (en haut, à gauche).

Avez-vous déjà des idées pour la saison prochaine ?

Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour refaire la cuisine cette année. L'année prochaine, nous allons consacrer plus de budget au mobilier. Je souhaite m'associer à quelques marques italiennes pour changer la partie réception avec de nouveaux canapés, des coussins, des parasols colorés...

En plus du George V, vous officiez à La Mamounia, comment gérez-vous les différents lieux ?

Il n'y a pas de miracle, en saison, c'est sept jours sur sept. J'ai la chance que les pics de fréquentation ne se chevauchent pas : de mai à septembre à Monaco, de septembre à décembre à Marrakech. Paris est complet toute l'année. Nous avons aussi un nouveau projet à la montagne : en décembre, nous ouvrirons Simonetta au Bourbon Hotel, à Courchevel 1850, ce qui nous permettra de garder le personnel de La Vigie pendant l'hiver.

Vous êtes très actif sur les réseaux sociaux. En quoi est-ce un plus pour vos restaurants ?

Je vois les réseaux sociaux comme une nouvelle façon de consommer l'info. Aujourd'hui, tout le monde est sur son téléphone comme avant sur son journal. C'est certes un peu plus addictif et nécessite d'y faire attention, mais c'est un outil de travail incroyable pour les chefs, qui en plus ne coûte rien. Il suffit d'y investir du temps. À travers mes vidéos, je dis aux gens : « Mangez bien à la maison et je vous aide, je vous donne des idées, je vous apprends des recettes. » Et après, on passe le deuxième message, en montrant des assiettes du restaurant : « Les jours où vous n'avez pas envie de cuisiner, venez chez nous. » Les deux identités peuvent très bien cohabiter.

Qu'est-ce qui fait un bon restaurant italien aujourd'hui ?

La même chose qu'un bon restaurant tout court : son univers, l'identité que l'on crée autour. Aujourd'hui, on mange avec tout : les yeux, la bouche, le nez, le feeling. Une très bonne cuisine ne suffit pas si elle est mal servie, dans un environnement qui n'est pas sain. Il faut que le chef puisse donner un peu de son ADN à la salle, à la réception. Qu'il y ait une bonne ambiance, une bonne

musique, une belle atmosphère. C'est comme quand vous conduisez une voiture qui vous plaît, vous n'allez pas essayer de comprendre si cela vient des suspensions ou d'autre chose. Vous sortez juste en disant : « Waouh, c'était hyper agréable. » C'est pareil pour un restaurant. En partant, il faut que vous pensiez : « J'ai déjà envie d'y revenir. »

Et l'ADN de Simone Zanoni, c'est quoi ?

Déjà de ne pas se prendre au sérieux. On peut être exigeant, perfectionniste, mais cool. Je viens d'une école très militaire que je n'ai pas eu envie de reproduire. En fait, les clients aiment l'honnêteté, le côté humble, l'empathie. L'image que j'ai sur les réseaux sociaux, c'est exactement moi-même. Il n'y a pas de storytelling factice. J'ai un kif total pour mon métier, je travaille dur pour réussir. Est-ce que j'y arrive tout le temps ? Peut-être pas, mais en tout cas, je fais tout pour. Je me bats pour m'amuser depuis trente ans. ■

La Vigie Zanoni Monte-Carlo.

Avenue Princesse Grace, Roquebrune Cap-Martin. Tél. : +377 98 06 52 52.

Ouvert tous les jours. Carte : 70-280 €. Bateau navette sur demande.

Une constellation d'étoiles

A Monaco, les amateurs de haute gastronomie sont servis. La principauté concentre le plus grand nombre d'étoiles Michelin au mètre carré. Parmi la trentaine de restaurants qu'elle orchestre, la Société des bains de mer en compte dix à elle seule, portées par quatre grands chefs. Trois pour Alain Ducasse, dans son vaisseau amiral, Le Louis XV, à l'Hôtel de Paris, où Emmanuel Pilon continue de porter haut la cuisine végétale et marine, à l'image de l'artichaut frit, anémone de mer, burrata et caviar. Trois pour Yannick Alléno, qui a installé à l'Hermitage des déclinaisons de son comptoir gastronomique Pavillon et de son restaurant nippon de haut vol, L'Abyss. Trois enfin pour Marcel Ravin, avec sa cuisine d'influence caribéenne au Blue Bay et son jardin marin chez Elsa, au Monte-Carlo Beach.

Dominique Lory ferme la marche avec une étoile au Grill, sur le toit de l'Hôtel de Paris. Hors SBM, Les Ambassadeurs, de Christophe Cussac, ancien lieutenant de Joël Robuchon, affichent deux macarons, le restaurant Robuchon et Antonio Salvatore au Rampoldi, un.

Déclinaisons glamour

Pour un repas plus simple, il est possible de s'offrir une salade ou un sandwich de chef au Mada One (supervisé par Marcel Ravin) ou chez Cédric Grolet, à l'Hôtel de Paris. Côté cuisine italienne, La Vigie avait été précédée par le Giacomo, du groupe Big Mamma, au bord de la plage du Larvotto, et par l'enseigne génoise Zeffirino 1939, réputée pour son pesto. Cette dernière a été lancée par l'entrepreneur Riccardo Giraudi, qui orchestre de nombreuses autres tables sur place, dont, pour les amateurs de viande, un

Beef Bar et un argentin, Anahi. Les déclinaisons de marques internationales glamours sont en effet légion à Monaco, de Nobu à Cipriani, en passant par Em Sherif, Gaia, Coya ou Amazonico. Ce dernier, d'influence latino-américaine, constitue la meilleure option pour qui cherche un dîner festif de qualité.

Enfin, si l'envie d'une cuisine plus authentique vous taraude, le Café de Paris, sur la place du Casino, qui revendique la paternité de la crêpe Suzette, apparaît comme un passage obligé à toute heure de la journée. Mais aussi, en centre-ville, le Castelroc, sur le Rocher, La Montgolfière, et, sur le port, le Quai des artistes. À vous barbagians, panis-ses, soupe de poissons de roche, tourte aux blettes et stockfish ! ■ **A.B.**

Le Louis XV - Alain Ducasse à l'Hôtel de Paris.



MATTEO CARASSALE

Les mystères de Victor Brauner révélés Villa Paloma

CULTURE

Valérie Duponchelle

Malgré l'exil et la guerre, l'artiste roumain Victor Brauner a énormément créé : plus de 3700 œuvres (tous supports confondus). Ses créatures imaginaires – personnages, animaux, masques et signes abstraits – semblent puiser leur inspiration dans les arts populaires roumains et les codex mexicains comme dans l'univers de Paul Klee ou de Max Ernst. Né dans les Carpates, en Moldavie, en 1903, juif, marxiste, puis exilé et apatride, ce fils d'un père porté, comme son temps, sur les séances de spiritisme traverse le pire du XX^e siècle dans l'Europe nazie. Il est obligé de se cacher en France, dans les Hautes-Alpes, pour survivre à l'Occupation, faute d'avoir pu s'échapper vers l'Amérique. Il y vivra affamé malgré son estomac si fragile, opéré en 1941 à Marseille, ce qui lui vaudra une mort précoce, à 62 ans, en 1966. Il continuera de penser à ses amis surréalistes et à André Breton, leur maître implacable. Il destina à ce dernier un tout petit tableau, *Murmure du mur*, le 6 octobre 1943, le lui dédicacera avec ferveur en 1945 et attendra son retour des États-Unis en 1946 pour le lui donner.

« Pour moi, l'expérience de la cire chez Victor Brauner, c'est de la magie. Le procédé est tellement complexe! »

Patrice Pastor

Homme d'affaires monégasque, grand collectionneur de Brauner

Après le Musée d'art moderne de Paris en 2020, et Timisoara en 2023, le Nouveau Musée national de Monaco fait l'événement avec « Victor Brauner, l'aventure magique », à la Villa Paloma, jusqu'au 3 janvier 2027. Voici plus de 160 trésors issus d'une « collection privée exceptionnelle » établie à Monaco qui couvre l'ensemble de la production de l'artiste, des années 1920 aux années 1960. Ni la commissaire de l'exposition, Camille Morando, du Centre Pompidou, ni les cartels ne dévoilent ouvertement la provenance. Mais le catalogue est explicite. C'est la collection de Patrice Pastor, 53 ans, de la grande dynastie immobilière monégasque, qui rassemble près de 270 items, soit plus de 140 peintures, plus de 110 œuvres graphiques, une sculpture et une dizaine d'objets. « C'est une collection unique, je n'ai jamais vu ça de ma vie », dit cette grande spécialiste de Brauner.

Voici donc la salle surréaliste, vibrante de chefs-d'œuvre avec les influences de Chirico, de Dali, de Tanguy. « On comprend le discours de Brauner par rapport aux autres, son intuition où il met en place son vocabulaire », souligne-t-elle. Une autre salle montre la période de la guerre avec l'usage de la cire. L'artiste raconte s'être tourné vers les ruches alors que, de 1941 à 1944, isolé dans la montagne, il n'avait plus le moyen de trouver les matériaux pour peindre. « Il utilise ce qu'il

déniche par hasard, dans la lignée des pratiques populaires, de celle des artistes Dada. Et il le raconte très simplement, il a inventé un procédé qu'il théorise dans *Dessin à la bougie* », précise Camille Morando. « Les œuvres pendant la guerre sont sobres, peu colorées. Elles sont de l'ordre du talisman, elles sont peintes sur bois avec de l'encre de Chine et peu de pigments. Il commence par quelque chose de primitif, puis il élargit son procédé avec la couleur, etc. Il conserve l'utilisation de la cire jusqu'au début des années 1960, une forme de fidélité à ce matériau magique. » Voici *Repas de la somnambule*, huile sur toile d'août 1942 : la femme-tige nue et hiératique, le visage vert de profil, l'œil immense ; derrière elle, le monstre aux crocs pointus mais au corps pastel bleu et rose croque son lourd chignon.

« Pour moi, l'expérience de la cire chez Victor Brauner, c'est de la magie. Le procédé est tellement complexe! Quand j'ai étudié et voulu comprendre comment la cire était arrivée, je me suis dit : « Cet homme est incroyable. » Et il ne l'abandonne pas! Par confort, ensuite, il aurait pu se dire : « Bon, maintenant je reviens à une technique habituelle », confie Patrice Pastor dans le catalogue. Mais non, il continue. Il développe cette technique, il l'améliore. » Au deuxième étage, voici les années 1950, troublantes parce qu'extrêmement hétéroclites de style. Des années jusque-là un peu méprisées et peu étudiées. Mais où s'exprime sa résilience, son imaginaire, sa spiritualité. « Après la guerre, il reprend la cire, mais de manière très différente, en l'utilisant comme une patine de fond où viennent des couleurs fabuleuses. Elles sont d'ailleurs encore très fraîches, roses, vertes », s'enthousiasme Camille Morando.

Sa sculpture est rare et étrange. L'exposition présente *Tot in Tot* (1945), qui en roumain signifie « le tout dans tout ». Elle montre une femme qui porte un homme sur sa tête. Sont exposés aussi des galets peints, des céramiques, des dessins de ce dessinateur extraordinaire. Et les cadres qui racontent une histoire et qu'il allait chercher chez les deux ou trois encadreurs du boulevard Haussmann lorsqu'il pensait qu'il manquait quelque chose à son tableau.

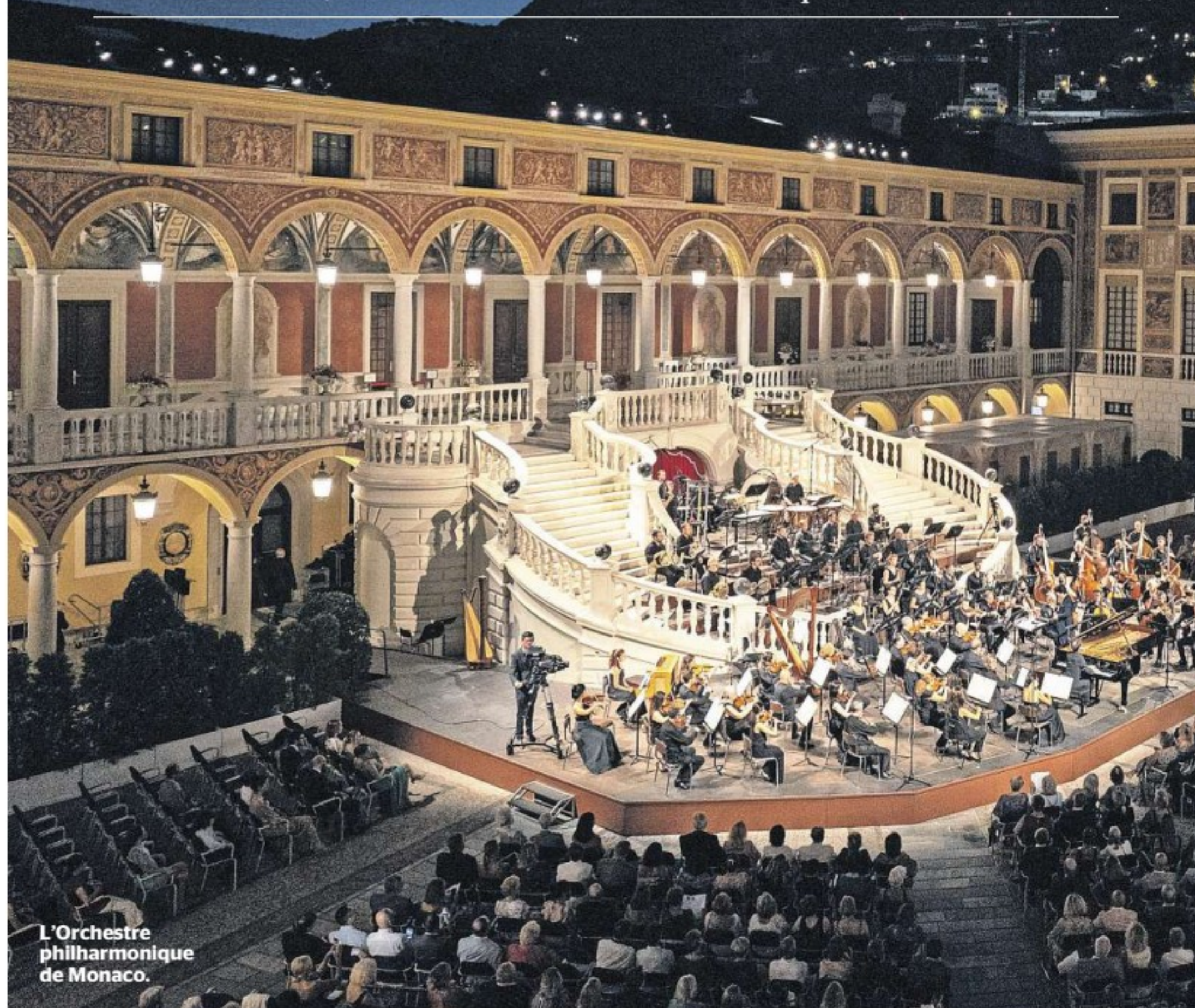
Partout, des yeux vous regardent. « Dans la nuit du 27 au 28 août 1938, alors qu'il tentait de s'interposer entre Oscar Domínguez et Esteban Francés au cours d'une de ces rixes d'artistes dont le mouvement surréaliste n'a pas été averse, Victor Brauner a été frappé au visage par un verre, lancé avec force, mais qui ne lui était pas destiné. Les médecins n'ont pas pu sauver son œil gauche, raconte Didier Semin dans *Victor Brauner*. Alors que ses amis l'évacuaient vers l'hôpital le plus proche, Victor Brauner passa devant un miroir, et reconnut avec stupéfaction un petit autoportrait peint sept années auparavant, dans lequel il s'était, un jour de désœuvrement et sans raison précise, représenté avec l'œil arraché (*Autoportrait à l'œil énucléé*, 1931). » Le destin de l'artiste. ■

De gauche à droite : Tot in Tot (1945), bronze peint, au cœur de l'exposition Brauner.

Repas de la somnambule (1942), huile sur toile de Victor Brauner.

Une belle moisson culturelle sur le Rocher

Exposition d'envergure, ballet quarantenaire mais aussi concerts au Palais... L'été, Monaco cultive sa fibre artistique.



L'Orchestre philharmonique de Monaco.



Les années 1980, de Warhol à Basquiat, aux cimaises d'Opéra Gallery

Béatrice de Rochebouët

Dans la principauté, Opera Gallery est l'adresse de l'art moderne et contemporain. À deux pas de l'hôtel Hermitage, l'emplacement est hautement stratégique. Le président et fondateur, Gilles Dyan, visage illuminé par des yeux bleus perçants, joue dans la cour des grands. Il se revendique plus entrepreneur que galeriste. Déjà dix-sept espaces aux quatre coins du monde et un royaume monégasque de plus de quinze ans qui complète la panoplie.

Sa success-story épate les uns, laisse dubitatif les autres. En attendant, son chiffre d'affaires annuel, généré par des œuvres majoritairement de second marché, impressionne. Pour l'édition du Monaco Masters Show, il a sorti une fois de plus du lourd : les stars de l'Amérique des années 1980, avec ses icônes, de Warhol à Basquiat. Elles sont toutes à

vendre dans cette exposition commerciale organisée au profit de Mission Enfance.

« C'est une décennie durant laquelle la création artistique est indissociable des transformations culturelles, économiques et sociales de son époque. Si les années 1960 ont vu l'essor du pop art, celles des années 1980 ont amplifié l'héritage, poussant le phénomène plus loin, explique la galerie. À travers la Factory et la disparition des frontières entre art, célébrité et commerce, Andy Warhol a ouvert la voie à une nouvelle génération d'artistes. Sa Marilyn Monroe (Marilyn), icône reproductible, reste emblématique de cette évolution. » Il en fallait donc une au cœur de l'exposition. Elle est en noir et rouge (1979) et affiche la provenance Paul Jenkins (cadeau de mariage de l'artiste), avant d'avoir été vendue par l'étude Cornette de Saint-Cyr en 1990 à Stéphane Collaro, pour atterrir ensuite chez un autre privé.

À des prix toujours stratosphériques, les beaux Basquiat à pedigrees sûrs se

font rares sur le marché. La grande acrylique sur bois, *Blue Skies* (1985) fut un temps dans la collection Mugrabi en 2007, avant d'être proposée par la galerie Gagosian. Les deux dessins, *Untitled* (1982 et 1987) viennent quant à eux de ventes aux enchères, à New York et à Londres, où ils sont passés de 2010 à 2020. Pour l'un d'eux, l'Estate Basquiat confirme son authenticité.

« Si les années 1960 ont vu l'essor du pop art, les années 1980 ont amplifié l'héritage, poussant le phénomène plus loin »

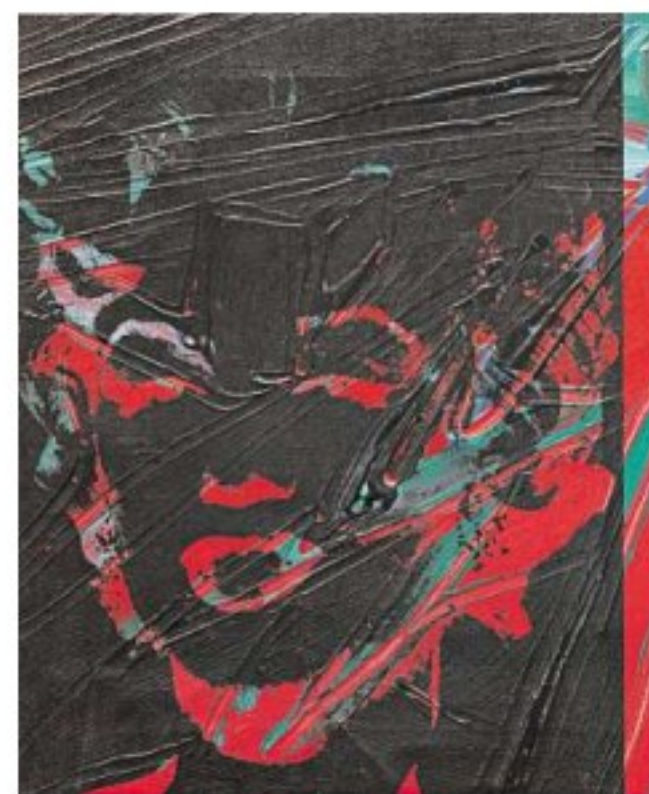
La galerie

Keith Haring, dont l'imagerie est devenue très populaire, est obligatoirement présent dans ce panorama américain avec *TV Dog* (1982) sur fond jaune. Un privé, après l'avoir acquis chez Christie's

à Londres (Anon Sale) en 2025, le remet en vente aujourd'hui. Arrivé à New York en 1978 avec des rêves plein la tête et une fascination sans limite pour Warhol et Basquiat, le Californien Kenny Scharf offre sa vision de l'époque, à travers ses figurines colorées, allant du jaune au bleu (en éditions de 6). Toiles et sculptures de Frank Stella, John Chamberlain, Robert Indiana (son légendaire *Love* conçu en 1966, fabriqué en 1999-2000 puis édité), et même Alex Katz, élargissent le champ des comparaisons, au risque de diluer l'intensité du propos de ces années américaines.

Comme à son habitude, Opera Gallery propose aussi à ses clients des classiques de l'art : Pablo Picasso, Jean Dubuffet, Marc Chagall ou Roy Lichtenstein. Une joyeuse valse d'artistes – de Niki de Saint-Phalle à Tom Wesselmann, de Manolo Valdés à Botero, de Jaume Plensa à George Condo – qui ne se ressemblent pas et qui font entre eux le grand écart... ■

www.operagallery.com



Marilyn Reversal (1979), issu de la série « Reversals » d'Andy Warhol, réinterprète l'un de ses sujets les plus emblématiques avec une intensité saisissante.



LE FIGARO. - Ces deux anniversaires, les 40 ans des Ballets de Monte-Carlo et leur venue pour les 30 ans du festival de Vaison-la-Romaine, signent-ils à vos yeux une consécration ? JEAN-CHRISTOPHE MAILLOT. - Plutôt un accomplissement. Ça fait près de 39 ans que je travaille avec les Ballets de Monte-Carlo et 33 ans que j'en suis directeur. Pouvoir développer un travail sur une telle durée est exceptionnel. La stabilité politique est rare, ce qui compromet souvent la stabilité artistique. Bien peu de directeurs de compagnie sont encore là où ils étaient dans les années 1980. Quant à Vaison : nous y étions déjà venus vers 1985 avec un *Songe d'une nuit d'été* musical, théâtral et dansé où Ghislaine Thesmar et Michaël Denard tenaient les rôles principaux. Nous y sommes repassés avec *Roméo et Juliette*. Nous y revoyons avec *Core Meu*, créé devant 28 000 personnes sur la place du Casino à Monaco en 2013 et augmenté cette année de trois morceaux, dont une chanson dédiée à la princesse Caroline. C'est une pièce extrêmement joyeuse sur la tarentelle, qui sera donnée avec l'Orchestre des Pouilles.

La méthode gagnante de Jean-Christophe Maillot au Ballet de Monte-Carlo

Propos recueillis par
Ariane Bavelier

Après avoir fêté ce 3 juillet les 40 ans des Ballets de Monte-Carlo avec la princesse Caroline lors d'une soirée mémorable à Monaco, il les amène ce 10 juillet à Vaison-la-Romaine pour ouvrir l'édition des 30 ans du festival avec *Core Meu*.

LE FIGARO. - Ces deux anniversaires, les 40 ans des Ballets de Monte-Carlo et leur venue pour les 30 ans du festival de Vaison-la-Romaine, signent-ils à vos yeux une consécration ? JEAN-CHRISTOPHE MAILLOT. - Plutôt un accomplissement. Ça fait près de 39 ans que je travaille avec les Ballets de Monte-Carlo et 33 ans que j'en suis directeur. Pouvoir développer un travail sur une telle durée est exceptionnel. La stabilité politique est rare, ce qui compromet souvent la stabilité artistique. Bien peu de directeurs de compagnie sont encore là où ils étaient dans les années 1980. Quant à Vaison : nous y étions déjà venus vers 1985 avec un *Songe d'une nuit d'été* musical, théâtral et dansé où Ghislaine Thesmar et Michaël Denard tenaient les rôles principaux. Nous y sommes repassés avec *Roméo et Juliette*. Nous y revoyons avec *Core Meu*, créé devant 28 000 personnes sur la place du Casino à Monaco en 2013 et augmenté cette année de trois morceaux, dont une chanson dédiée à la princesse Caroline. C'est une pièce extrêmement joyeuse sur la tarentelle, qui sera donnée avec l'Orchestre des Pouilles.

Monaco vous donne une situation en or, et beaucoup de chorégraphes auraient bien volontiers pris votre place. Comment expliquez-vous votre longévité ?

La jalousie, je la comprends. J'ai la situation que tous les chorégraphes devraient avoir : du temps, de la liberté, aucune ingérence dans les décisions artistiques, des moyens pour travailler, une académie qui forme des jeunes exceptionnels, et la fidélité et la confiance absolue des autorités supérieures dans la manière de gérer la structure. Je ne me la suis jamais appropriée. Je l'ai partagée avec des chorégraphes jeunes et d'autres moins jeunes. Il y a ici 34 000 résidents, une population sensible à la culture, qui a envie d'avoir accès à une grande diversité chorégraphique. On a donc une programmation qui permet de garder les pieds dans notre siècle sans chercher à culpabiliser à cause de notre formation académique. En outre, ma longévité tient au fait que je n'ai jamais fait de déficit. Je n'ai pas voulu dissocier ma casquette de directeur de celle de chorégraphe. Je ne pense pas que les artistes sont là pour s'exprimer et dépenser et les autres pour financer. J'ai une salle de 1 800 places et je me dois d'éviter d'ennuyer le public. Comme le dit Caroline, il faut donner du plaisir sans chercher à plaire. Équilibre subtil.

Y a-t-il une continuité entre les Ballets russes de Monte-Carlo

et les Ballets de Monte-Carlo de Jean-Christophe Maillot ?

C'est toute mon histoire : mon père artiste faisait des décors et des costumes pour la scène, et j'ai passé mon enfance entre écrivains, chanteurs, metteurs en scène. Déjà les Ballets russes étaient là : la danse a besoin d'être entourée de musique, des arts plastiques, d'écrivains pour exister. Les Ballets russes ont défini l'art chorégraphique comme ayant besoin des autres et j'ai sans cesse signé des pièces selon ce principe. Ça ne m'intéresse pas de tout faire moi-même. Pour moi, Monaco est une maison de partage. J'ai demandé des livrets à Jean Rouaud ou à Jean-Marie Laclavetine, des partitions à Bruno Mantovani, Gérard Pesson ou Ivan Fedele. Et le 3 juillet, pour le gala, nous avons sorti les huit rideaux de scène commandés à Valerio Adami, Ernest Pignon-Ernest, JR...



« Je n'ai pas voulu dissocier ma casquette de directeur de celle de chorégraphe. J'ai une salle de 1 800 places et je me dois d'éviter d'ennuyer le public », confie Jean-Christophe Maillot.

PHOTOPQR/NICE MATIN/MAXPPP

Quels chemins avez-vous parcourus et lesquels vous reste-t-il à explorer ?

L'avantage de durer, c'est de pouvoir regarder une œuvre sur la longueur. Mon père comparait la création à un citron : tu presses, mais le jus ne revient pas, donc il faut presser lentement. Des dix ans de mon travail à Tours, pour mon premier poste, rien n'a perduré. Rien n'était très bon parce que je n'étais pas obsédé par mon travail d'écriture mais par l'ampleur de tout ce qu'il y avait à faire. Le fait qu'à Monaco j'ai préféré inviter d'autres chorégraphes que de créer seul pour 50 danseurs m'a permis d'avancer dans mon travail de création. Tout ce que je crée est lié à ce que je suis en train de vivre. J'aimerais encore explorer le lien avec cinéma : une histoire muette racontée uniquement par la danse. Si un réalisateur acceptait de venir filmer *Ma Bayadère*, ça pourrait devenir un thriller formidable.

À 66 ans, votre corps a vieilli. Comment faites-vous pour continuer à créer ?

J'ai réfléchi à cette question il y a très longtemps, quand j'allais à Lausanne voir Maurice Béjart créer. On se retrouvait à la cantine, il était sur son fauteuil, et ne pouvait plus marcher. Quand il arrivait dans la classe, sa silhouette se redressait comme si le corps de ses danseurs lui redonnait une dynamique. Il chorégraphiait assis avec les bras. « Comment ferai-je à mon tour ? », me demandai-je. J'ai arrêté ma carrière de danseur à 21 ans et, depuis, je chorégraphie ce que je voudrais danser. Ça me vient dans le corps sauf que, je m'en suis aperçu en chorégraphiant *Ma Bayadère*, voici quelques mois que ce que je fais et le transmet aux danseurs. Cela m'a permis d'aller beaucoup plus vite et plus loin, débarrassé de l'obligation d'avoir à m'arrêter pour montrer ce que je veux : en cinq à six semaines, la chorégraphie était née.

Qu'avez-vous appris sur l'art de diriger une compagnie ?

Il faut être à l'écoute, avoir beaucoup d'empathie, aimer profondément les danseurs, ne pas être avare de son énergie et la diffuser autour de soi. Tous les gens autour de moi sont des gens que j'ai choisis, jusqu'au cuisinier. On partage les mêmes objectifs et une forme de générosité. Mais je laisse les danseurs totalement responsables de leur travail ! Je ne suis pas du genre à les convoquer dans mon bureau pour leur dire quoi faire. S'ils viennent me reprocher de ne pas les distribuer, je réponds que ça n'est pas moi qui fais les distributions, mais eux-mêmes. Qu'ils me montrent à quel point ils sont convaincus de pouvoir faire tel ou tel rôle et ils s'y imposeront d'emblée !

Où rechargez-vous votre fabuleuse énergie ?

Dans les studios ! Y voir des gamins de 20 ans sourire aux lèvres se dépenser comme des fous, ça me bombarde !

Quels moments redoutez-vous ?

Ne plus être capable de prendre conscience d'à quel point le monde change. Mon éducation de danseur s'est faite à la dure. Quand je suis arrivé pour remonter *Roméo et Juliette* à Boston, j'ai réuni les danseurs dans le studio et commencé par leur parler : je suis un homme, hétéro, blanc, catholique de 66 ans. Je vais faire ce que je peux pour m'adapter à vous, mais mon disque dur est celui-là. Il pourra arriver que je vous touche pour reprendre un mouvement, que je vous « genre » en danseuse ou en danseur, que je vous dise quelque chose de déplacé. Je ne peux pas me changer. Je sais que je m'arrêterai lorsque ma vision ne sera plus compatible avec celle du monde. Mais, pour l'instant, la compagnie, c'est Caroline, qui l'a créée à 27 ans, et moi. Avec une complicité amicale fabuleuse. On ne voudrait pour rien au monde d'autre compagnon de route et on s'amuse encore. ■

Ouverture du Festival Dansez, à Vaison-la-Romaine, avec « Core Meu », le 10 juillet.

L'Orchestre philharmonique de la principauté joue dans la cour des grands

Christian Merlin

Chaque mois de juillet, l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo quitte son Auditorium Rainier III pour prendre ses quartiers d'été dans la cour d'honneur du Palais princier. Ces six concerts de prestige, où veste et cravate sont exigées, existent depuis 1959. Ils sont une manière pour le prince d'affirmer sa volonté de faire de « son » orchestre un acteur majeur de la vie culturelle monégasque. La présence, cette année, de chefs de la trempe de Philippe Jordan ou Charles Dutoit, et de stars comme Martha Argerich ou Alexandre Kantorow, est révélatrice d'une ambition.

Il fallut du temps avant que la principauté ne revendique ainsi un orchestre classique de première qualité. Il existe bien un orchestre à Monaco depuis 1856, mais ce fut d'abord une formation de casino, qui s'appela successivement

Orchestre de la maison de jeu, Orchestre des Bains de Monaco, Orchestre du Cercle des étrangers. Pensé pour distraire les touristes et les joueurs, il se produisait à 13 heures et 19 heures dans un répertoire léger, avant d'instaurer en 1873 une saison de « concerts classiques du jeudi », de décembre à avril. Schubert, Liszt, Wagner, Saint-Saëns, s'ajoutaient aux valse, polkas et chansons qui faisaient son quotidien.

Première date clé : 1879, ouverture de la salle Garnier, située dans l'enceinte du casino. Ce ravissant mini-Palais Garnier dont la cloison côté cour s'ouvre sur la mer, sera le théâtre de nombreuses créations lyriques. Toujours propriété de la Société des bains de mer (SBM), l'orchestre du casino devient alors Orchestre de l'Opéra de Monte-Carlo. De 1894 à 1928, le chef belge Léon Jehin, maître incontesté de la vie musicale monégasque, crée Massenet aussi bien que Fauré. Le jeune Victor de Sabata y fait ses armes dans

les années 1920 avant de régner sur la Scala de Milan, et le grand Paul Paray prend la direction des concerts symphoniques dès 1928. Il restera fidèle à la principauté, y compris pendant la guerre, marquant ainsi son refus de la collaboration en accueillant des musiciens juifs chassés des orchestres parisiens par les lois de Vichy.

Une majorité de musiciens français

Deuxième date essentielle : 1953, l'orchestre est rebaptisé Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo. Plus qu'un changement de nom, une manière pour la principauté de revendiquer « son » orchestre, jusqu'ici administré par la seule SBM. D'emblée, les grands noms sont à l'affiche, à l'image de cette soirée de 1962 où Leonard Bernstein et Arthur Rubinstein mettent le feu. Le nom de l'orchestre n'en continue pas moins à le définir comme formation de fosse donnant aussi des concerts symphoniques.

À noter, cette tournée aux États-Unis dirigée en 1966 par Paul Paray, premier exemple du rayonnement international de la formation monégasque.

Les priorités entre lyrique et symphonique s'inversent en 1979. D'abord par l'inauguration de l'Auditorium Rainier III, dédié au symphonique. Ensuite par le nouveau changement de nom, c'est en 1980 qu'il devient Orchestre philharmonique de Monte-Carlo. Cette fois, nous avons bien affaire à une formation symphonique et non plus à un orchestre d'opéra. Le lien organique est toutefois maintenu entre la salle Garnier et l'OPMC, qui est mis gratuitement à disposition de l'Opéra pour jouer dans la fosse sans que les deux plannings n'entrent en concurrence.

Pendant la décennie 1980, l'Américain Lawrence Foster redonne à l'OPMC une visibilité qu'il avait quelque peu perdue. Dans les années 2000, Marek Janowski effectue un travail musical de fond, exigeant mais fructueux,

tout en augmentant l'effectif et en obtenant l'inauguration d'une deuxième salle, le Grimaldi Forum, où l'on peut jouer les grands effectifs de Wagner et Mahler qui sont à l'étroit à l'Auditorium. À sa suite, l'OPMC connaît une période bénie et maudite avec le chef d'origine russe Yakov Kreizberg, entre 2008 et 2011 : bénie car l'entente humaine et musicale atteint des sommets, maudite car le maestro meurt à 51 ans, laissant orchestre et public désemparés.

Effectué sur concours, le recrutement est international mais une majorité de musiciens sont français. Après dix années de mandat du Japonais Kazuki Yamada, c'est la chef française Nathalie Stutzmann, à la carrière internationale, qui prendra ses fonctions de directrice musicale à la rentrée 2027. Une nomination soutenue par la princesse Caroline mais qui ne semble pas avoir recueilli l'assentiment des musiciens de l'orchestre, ce qui est toujours risqué. À suivre ! ■

Le Musée des beaux-arts d'Orléans traque ses centaines de tableaux disparus pendant la guerre

Éric Biétry-Rivierre

Campagne d'affichage spectaculaire, création d'une galerie de reproductions... La cité ligérienne multiplie les initiatives pour récupérer ses 424 trésors perdus, principalement pillés lors de la débâcle de juin 1940.

Les 14 et 15 juin 1940, Orléans est bombardée par la Luftwaffe tandis que la population fuit devant l'avancée allemande. Un incendie se déclare dans le centre, qui va le ravager. Parmi le patrimoine bâti anéanti, on compte l'hôtel Cabu qui abrite des collections archéologiques et d'objets d'art, le Musée Jeanne d'Arc et enfin l'annexe du Musée de peinture, le Musée Paul Fourché, situé à un emplacement aujourd'hui méconnaissable, entre le Campo Santo, cloître à proximité de la cathédrale Sainte-Croix, et la place de l'Étape.

Si la précaution avait été prise d'évacuer le contenu du musée principal pendant la drôle de guerre, cette riche annexe a été entièrement pillée, un peu avant de finir en cendres. Par qui ? Les premiers envahisseurs, ceux du groupe d'armées B de Fedor von Bock, engagé dans l'offensive vers la Loire après la chute de Paris ? Des civils qui tentent de gagner le sud ? Les derniers riverains, avant que ceux-ci fuient à leur tour ? Impossible de savoir. Ces heures dramatiques ont été si confuses.

Toujours est-il que près d'un siècle plus tard, de nombreux tableaux manquent toujours à l'appel à Orléans. C'est principalement pour tenter de récupérer – ou au moins de localiser – ces quelque 300 huiles données en 1907 ou léguées en 1922 par le riche négociant et mécène natif d'Orléans Paul Fourché que la municipalité lance ce vendredi 10 juillet une spectaculaire série d'opérations.

« Toute cette opération est destinée à sensibiliser le public local, chez qui on peut avoir espoir de trouver quelque chose »

Olivia Voisin
Directrice du Musée des beaux-arts d'Orléans

D'abord, elle lance une campagne d'affichage peu banale sur son territoire, destinée aux Orléanais qui pourraient avoir conservé des objets de leurs aïeux. Sur le modèle des placards du Far West qui appelaient à l'arrestation de bandits en cavale, un « Wanted » (« recherché ») barre d'un jaune fluo très tape-à-l'œil quelques exemples, représentations en noir et blanc de ces portraits ou paysages disparus. Ici un magnifique portrait par Chardin du graveur Cochin fils, l'acteur majeur de la politique artistique sous le règne de Louis XV, l'auteur notamment du frontispice de l'encyclopédie de Diderot et d'Alembert. Là une Vierge à l'Enfant, bois peint vers 1505 par le Bolognais Lorenzo Costa.

Là encore cette autre avec le petit saint Jean, issue de l'atelier de Raphaël. Les spécialistes croient y voir la main de l'élève Nicolo dell'Abbate ou celle de l'ami et collaborateur du maître Giovanni Francesco Penni. Malheureusement, ils ne disposent pour l'instant que d'une unique image bicolore et en basse définition pour se prononcer. Ce n'est pas suffisant. « Au moins ce cliché existe, ce qui n'est pas le cas pour l'énorme majorité des pièces manquantes. Parfois, malgré nos recherches, on n'a même pas une description précise. À peine les dimensions », déplore Olivia



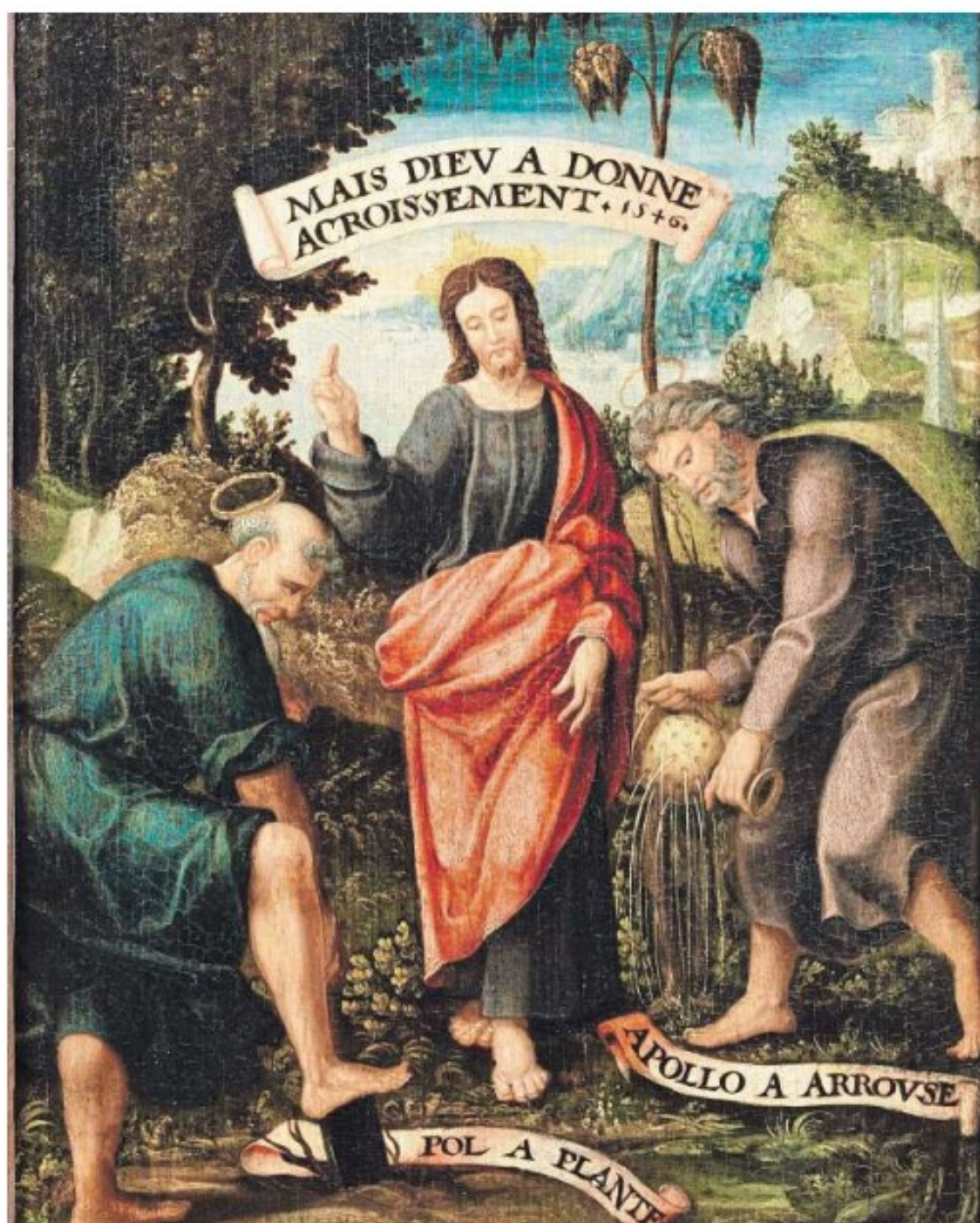
Un paysage peint vers 1764 par Lacroix de Marseille figure parmi les œuvres que le musée espère retrouver (ci-dessus). Le Christ entre saint Paul et Apollos d'Alexandrie, œuvre anonyme de 1546, a retrouvé les collections du Musée d'Orléans après sa restitution par le musée de Beauvais (ci-contre). Quatre des affiches de la campagne de sensibilisation placardées en ville à l'attention des Orléanais (ci-dessous). PHOTOS SOTHEBY'S LONDRES, MUSÉES D'ORLÉANS

Voisin, conservatrice en chef du patrimoine et, depuis 2016, directrice de l'actuel Musée des beaux-arts.

Alors, elle et son équipe se sont attelées à l'établissement d'un inventaire aussi précis que possible en compilant l'ensemble des mentions trouvées dans les catalogues, les archives et les notes diverses. En sort aujourd'hui le résultat : une liste, accessible à tous à partir de ce jour sur le site internet du musée. À côté du peloton des artistes anonymes – tel ce « maître de Francfort », auteur d'une émouvante petite Mise au tombeau, bois de 61 x 80 cm, daté entre 1480 et 1533 – y saillent quelques grands noms.

Pour les Nordiques, Hans Holbein, Frans II Pourbus, Berchem, van Dyck, Jordaens... Notons une masse de Néerlandais fameux : Bol, Brouwer, Cuyp, Dou, Hobbema, Metsu ou van Bloemen. La signature de Ruysdael, paysagiste fort rare et très important pour l'histoire du genre, apparaît même par trois fois. Idem pour Saenredam, dont on traque une vue de Rome, motif guère fréquent dans le mince corpus de ce maître calviniste spécialisé dans les vues d'intérieurs d'églises hollandaises.

Pour l'Italie, L'Albane, Guerchin, Cortone ou Luca Giordano donnent



une bonne indication du goût très sûr de Paul Fourché. Quant aux Français, le mécène orléanais aimait Louis de Boullogne II, Philippe de Champaigne (présent dans la liste avec trois œuvres dont un portrait en pied de Jeanne d'Arc, commande de Richelieu pour sa galerie du Palais Royal en 1635). Et encore : La Hyre, Largillière, Le Sueur, Mignard, Puget, Rivaltz, Stella, Vouet ou François Boucher, présent avec quatre occurrences au moins...

Parmi les portraits manquants signalons enfin celui dit de Cervantès

exécuté du vivant de l'écrivain par Paul Wever. Et, parmi les scènes, un Suicide de Caton par le grand caravagisme espagnol Jusepe de Ribera. « Toute cette opération est destinée à sensibiliser le public local, chez qui on peut avoir espoir de trouver quelque chose », commente la directrice. La liste a, elle, surtout été établie à l'attention des opérateurs directs ou indirects du marché de l'art, commissaires-priseurs ou responsables d'études notariales traitant des successions mobilières.

La doléance orléanaise porte au total sur 424 œuvres. Car hors celles pillées en juin 1940, environ une centaine d'autres manquent à l'appel, disparues avant ou après ce drame. Dans le jardin de l'archevêché par exemple, trônait jusqu'en 1944 une statue en bronze de Jeanne d'Arc réalisée en 1899 par Armand Le Vél. D'autres bombardements – alliés ceux-là – l'ont réduite en mille morceaux. La tête a été récupérée dans les décombres par un inconnu et l'un de ses descendants l'a léguée en 2023 au musée sous couvert d'anonymat, dans un geste qu'on veut croire patriotique. Depuis, elle est soignée en réserve, en compagnie des rares autres fragments subsistants devenues des sortes de reliques modernes de la Pucelle.

Outre les œuvres pillées en juin 1940, une centaine d'autres manquent encore à l'appel, ayant disparu avant ou après cette date

Également parmi ces 424 items : Sous-bois, Bellevue peint en 1935 par Louis Neillot. Cette huile avait été acquise par l'administration de Jean Zay sous le Front populaire et déposée à Orléans. Après guerre elle a décoré les bureaux du service municipal des espaces verts. Puis elle s'est évaporée dans les années 1970. Il y a deux ans seulement elle est réapparue lors d'une vente publique. C'était lors de la dispersion de la succession de la veuve du directeur des parcs et jardins. Orléans a alors pu faire valoir son droit.

Le Christ entre saint Paul et Apollos d'Alexandrie compte parmi les trois peintures récupérées depuis deux ans. Elle était portée manquante depuis 1923. Due à un anonyme de la Renaissance, elle est réapparue sur le marché en 1994. Mais elle avait alors été acquise par le musée... de l'Oise à Beauvais ! Éric Moinet, un des prédécesseurs d'Olivia Voisin, qui a identifié ce tableau commandé pour la cathédrale grâce à une description datant de 1876, a vainement bataillé pour une restitution. Ce n'est que trente ans plus tard qu'elle a eu lieu.

La Mort de Roland, tableau daté de 1818 et signé Achille-Etna Michallon, a également été retrouvé. Cette esquisse à l'huile, entrée dans les collections en 1892, était, elle, portée manquante depuis la dernière guerre. Un jour de 2026, Olivia l'a reconnue dans une lettre venue d'Allemagne la documentant. Elle émanait d'un couple de particuliers qui avait acquis l'œuvre sur le marché germanique dans les années 1980. Il demandait des informations car il avait découvert à son revers une étiquette du Musée d'Orléans. Olivia Voisin s'est alors employée à convaincre de l'importance d'une restitution, arguments éthiques mais aussi coercitifs à l'appui.

À brève échéance, la directrice espère le retour d'un paysage de Charles François Grenier de Lacroix, dit Lacroix de Marseille (né à Marseille vers 1700 et mort à Berlin en 1779 ou 1782). Lui, après avoir été accroché dans une propriété à Bruxelles, est passé en vente à Londres chez Sotheby's en 1978. On a donc de lui une photo couleur. Malheureusement, il a été identifié trop tard. Vendu à un marchand qui, bien qu'informé par la maison d'enchères des soupçons de vol, l'a gardé puis écoulé à Vienne. Il est réapparu en 2007 lors d'enchères à Stuttgart avant d'être cédé 55000 euros à un client dont il faut espérer qu'il se manifeste. Car à Orléans, pour l'instant, on n'a pas son nom.

Déjà, à l'hiver 2023-2024, le Musée avait organisé une exposition sur Paul Fourché et sa collection afin d'expliquer et de légitimer son travail de recherche. Cela était possible car il lui reste tout de même de ce mécène 4000 dessins. Et, le 25 septembre prochain, Olivia Voisin récidivera en ouvrant au premier étage des collections permanentes une galerie de reproductions des pièces recherchées. ■

www.museesorleans.fr



Duran Lantink électrise la couture de Jean Paul Gaultier

Valérie Guédon

Le designer néerlandais a dévoilé ce mercredi au sein de la maison parisienne une collection délirante, irrévérencieuse mais magnifiquement exécutée. Une première réussie pour le nouveau couturier.

« **C**es créations sont incroyables, un peu comme si les tuyaux du Centre Pompidou crachaient des kilomètres de tulle ! » glisse un confrère, bouche bée, après le défilé haute couture de la maison Jean Paul Gaultier, le premier de son directeur artistique, Duran Lantink, néerlandais de 39 ans « C'est fou comme, pour nous les Français, il n'y a pas plus kitsch que Marie-Antoinette alors que pour les étrangers elle incarne le comble du chic », souligne un consœur.

Mettez dans un blender, l'architecture bigarrée du musée parisien, les habits de cour de Versailles au XVIII^e siècle, un peu de l'esprit MotoGP, un soupçon de tailoring et de rayures bancair, ajoutez une belle part du mille-feuille de Carême, une poignée de plumes, de l'impression 3D et le talent sans limite des ateliers JPG. Mélangez à pleine puissance et vous obtiendrez le show de haute couture de la maison parisienne qui a eu lieu, ce mercredi, dans son QG du 3^e arrondissement.

Avant même le premier passage, la salle tendue de Lycra blanc est surchauffée. Pas seulement à cause de la canicule qui sévit depuis des jours sur la capitale. On attend la pop star Cardi B. Catherine Deneuve arrive au bras de Jean Paul Gaultier. Maduka Okoye,

le gardien nigérian qui affole les réseaux sociaux depuis le début du Mondial, et l'actrice Teyana Taylor, la star des tapis rouges de cette dernière saison des Awards, chapeau de cowboy sur la tête, sont déjà là, aux premiers rangs.

La première fille apparaît dans un pardessus de laine cintré à protubérances sur les côtés. Ses cheveux sont tirés en arrière par un nœud de velours noir qui traîne jusqu'au sol. Aux pieds, une paire de mules en satin jaune citron. La deuxième coiffée comme un petit lord porte une minirobe tuyaux et kilomètres de tulle, devant et derrière, façon faux-cul.

Non loin, la fameuse Marie-Antoinette, telle une demoiselle de petite vertu en body corset blanc dont la crinoline en boudin recouvert de plissés de soie blanche est retenue par ses porte-jarretelles. De cette collection de haute volée aussi délirante qu'extrêmement bien exécutée, c'est encore Duran qui en parle le mieux.

« L'inspiration m'est venue en faisant converser la couture traditionnelle et les possibilités de la technologie, nous expliquait-il dans son bureau, quelques jours avant le show, fébrile mais heureux. Pour moi, la haute couture, c'est de la recherche. Je veux essayer de trouver une manière de combiner les métiers d'art avec l'innovation. J'ai alors retrou-

« Duran Lantink a fait un très beau travail. C'est du Gaultier, j'en reconnais l'excentricité et l'irrévérence mais il l'a fait à sa façon et c'est très bien »

Jean Paul Gaultier

vé ce livre Le Défilé de Jean Paul Gaultier et Régine Chopinot qui retrace le travail de M. Gaultier sur les costumes de ce ballet. J'ai été fasciné par la façon dont il a retravaillé le tulle du tutu des danseuses. Ce qui m'a fait réfléchir à cette manière en me demandant : « Comment puis-je la retravailler, moi, pour la faire exploser ? » »



GAULTIER PARIS

Il cite aussi, parmi ses multiples références, le denim vintage de la première collection couture de JPG en 1997, un blouson de motard récupéré dans les archives - « j'en ai fait une photo que j'ai ensuite googlisée. Nous avons trouvé plusieurs modèles de cette veste. Nous les avons tous achetés, découpés pour en recréer une nouvelle version ». Mais s'il aborde volontiers son héritage, loin de lui l'envie de faire une collection hommage à l'enfant terrible de la mode qui s'est lancé dans le grand bain de la couture à la fin des années 1990 (lassé d'attendre qu'on lui propose le poste de directeur artistique de Dior, Chanel ou Yves Saint Laurent).

« J'avais à cœur d'établir les piliers de ce qu'est la haute couture de cette maison en 2026, explique Duran Lantink.

Au cours des cinq dernières années, elle a été l'occasion de célébrations des codes et des archives Gaultier par différents designers. Maintenant, je dois construire une nouvelle structure pour faire avancer cette excellence, sans renier l'histoire et sans en faire une interprétation littérale, mais en la projetant vers le futur. »

Pour le fondateur, Jean Paul Gaultier lui-même, les yeux ronds d'admiration durant tout ce show électrisant, le défi semble relevé haut la main : « C'est de la vraie, de la pure haute couture, nous lance-t-il en direction des backstages où il va féliciter Lantink. Il a fait un très beau travail. C'est du Gaultier, j'en reconnais l'excentricité et l'irrévérence mais il l'a fait à sa façon et c'est très bien. Il s'emploie à propulser cette maison vers l'avenir et j'en suis très heureux. » ■

Chez Elie Saab, les femmes aiment les contes de fées

Marie-Gabrielle Graffin

« **M**ais qu'est-ce qu'il se passe ? », demande une touriste, intriguée par la foule massée au pied des marches du Palais de Chaillot. « C'est la Fashion Week, le défilé Elie Saab », lui répond poliment une jeune femme. « Ah ! Les robes des princesses ? »... Pas seulement. Celles des célébrités, des influenceuses et des riches clientes du monde entier qui ont fait le déplacement pour venir découvrir les nouvelles créations du couturier libanais.

Après moult poses pour leurs réseaux sociaux, les embrassades et une petite heure d'attente, la salle est plongée dans le noir. Surgit une silhouette mystérieuse au regard dissimulé par un masque noir, en bustier brodé de volutes de plumes façon cygne de minuit, gants de tulle et escarpins pointus. « À chaque détour scintillant, une nouvelle métamorphose, plus incroyable encore, se dévoile », lit-on dans la note d'intention de cette collection « The Ball of untamed dreams » (« le bal des rêves indomptés »).

Les fourreaux s'ouvrent sur des fentes vertigineuses. Les cristaux sculptent les hanches, les plumes brodées sur des corsets chatouillent le cou et les roses très Dali piquent une épaule, marquent une taille. Au premier rang, les téléphones se lèvent à l'unisson pour immortaliser une naked dress en organza parsemé de perles, tout comme ce bustier en velours rouge lie-de-vin, et évidemment la mariée, toujours très attendue dans ses défilés. Son corsage est ciselé dans des cristaux couleur champagne et l'on compte des kilomètres de traîne... Elie Saab ne crée pas pour le commun des mortelles, mais sa fidélité à son univers onirique et sa maîtrise



impeccable, saison après saison, continuent de convaincre.

« À chaque défilé, nous savons que nous sommes là pour rêver. Elie est toujours fidèle à lui-même, confirme une cliente venue du Moyen-Orient. Ce sont des robes extrêmement féminines, et très bien confectionnées, sorties d'un

conte de fées. Tout le monde aime les contes de fées. » Et lorsqu'on lui demande si elle trouve beaucoup d'occasions de porter autant de strass et de paillettes, elle éclate de rire : « Oh dear, of course, we have many! (ma chère, évidemment qu'on en a!) » Quelle vie ! ■

Haute joaillerie : deux américains à Paris

Élodie Baërd

C'est un problème récurrent, mais qui n'en est pas réellement un : chaque Semaine de la couture, quand le mytique New-Yorkais Harry Winston (aujourd'hui propriété de Swatch Group) veut exposer ses collections de haute joaillerie en même temps que ses homologues parisiens, les pièces les plus spectaculaires ont déjà été vendues... et ne sont donc plus visibles de ce côté-ci de l'Atlantique.

Il en va ainsi de la collection « Talk to Me, Harry Winston ! » (clin d'œil à Marilyn Monroe dans Les hommes préfèrent les blondes (1953) et sa fameuse chanson où elle explique que les diamants sont les meilleurs amis des femmes) : beaucoup de ses nouvelles pièces uniques ont trouvé preneur très vite. Mais, comme la période de la couture en juillet à Paris est propice aux affaires, le joaillier s'est arrangé pour remplir dignement les vitrines du salon en étage de sa boutique de l'avenue Montaigne.

On y trouve donc une avalanche de diamants blancs et jaunes, plus brillants les uns que les autres, ronds, ovales ou en forme de poire. On est bien chez Harry Winston. La pièce la plus originale, et la plus réussie, s'inspire d'une création des années 1960. Le brace-

let Twist en diamants et émeraudes (plus de 300 gemmes) forme un motif torsadé impressionnant de souplesse.

Un autre américain était de passage à Paris cette semaine, Tiffany & Co., qui avait investi le bel hôtel de Montgascon, dernière demeure parisienne de Françoise Sagan, sur la rive gauche. Les peintures et les papiers peints aux murs s'accordent parfaitement avec les précieux oiseaux du joaillier. La silhouette de ses Bird on a Rock, imaginés par Jean Schlumberger en 1965, a été revue, et les volatiles ont gagné en vitalité. Mention spéciale pour cette broche

Legendary Bird, qui accueille non pas un mais deux colibris en or et nacre s'ébrouant autour d'un saphir bleu velouté de Madagascar de presque 35 carats, et un feuillage d'opales noires. ■



Tiffany & Co.



Harry Winston.

« The Split : Barcelona », foule sentimentale

Julia Baudin

Après trois saisons, l'excellente chronique d'Abi Morgan sur l'amour, la famille et le divorce s'achève en beauté avec un double épisode.

Présenté en compétition internationale lors de la toute première édition lilloise de Séries Mania, en 2018, *The Split*, comédie dramatique britannique lumineuse et féminine, avait emporté l'adhésion de la presse et du public. Créée par la Britannique Abi Morgan, à laquelle on devait déjà l'excellent biopic sur Margaret Thatcher, *The Iron Lady*, et la série sur les premières heures de la BBC, *The Hour*, cette fiction à 80 % féminine offrait une exploration nouvelle du mariage moderne à travers le prisme des Defoe, une famille d'avocatesses londoniennes spécialistes du divorce - un business qui dans la vraie vie est devenu très lucratif depuis une jurisprudence locale obligeant le partage à 50-50 des biens du couple en cas de séparation. Elles-mêmes mariées, en passe de l'être ou de ne plus l'être, Hannah (Nicola Walker), Nina (Annabel Scholey), Rose (Fiona Button) et leur mère (Deborah Findlay) - un sacré morceau - devaient en outre faire

face au retour de leur père et mari, parti trente ans plus tôt pour une autre. **Idéaliste, romantique et mélancolique** Soit le portrait de plusieurs générations de femmes - les sœurs, la mère, les clientes - et autant de récits de vie, de façons d'aimer, de cesser d'aimer ou d'accepter de ne plus l'être. Avec tout ce que le postulat compte d'émotionnel, de déchirant et de libérateur. Voire, dans certains cas, de jubilatoire. Diffusée avec succès sur la BBC, *The Split*, qui compte aujourd'hui trois saisons, cherchait une fin digne de ses aventures de l'intime, de son écriture ciselée, de sa tonalité tellement anglaise, à la fois frontale et distancée, et de ses personnages. L'enjeu était de taille. Comme pour les auteurs de romans qui, malheureusement trop souvent, les abandonnent plutôt que de mettre tout leur talent à bien s'en séparer. Peu de séries, en effet, de *Breaking Bad* à *Game of Thrones* en passant par *Stranger Things*, parviennent à offrir un épilogue à la hauteur.



Les sœurs Rose (Fiona Button), Hannah (Nicola Walker) et Nina (Annabel Scholey) sont toutes les trois avocates. ARTE

Certaines, on l'a vu avec les films tirés de *Sex and The City* ou de *Downton Abbey*, surfent même ad nauseam sur le sentiment d'inachevé. « Je ne me prends ni pour Tchekhov ni pour Ibsen, mais j'ai toujours à l'esprit que l'exercice est sérieux. Comment s'évader, mettre un point final à une histoire, sans tomber dans ce que j'appelle l'écueil barbe à papa, c'est-à-dire une sortie molle, sucrée, écoeurante à défaut d'être nourrissante, sans véritable objet ? », explique dans une interview la créatrice et scénariste Abi Morgan, aux manettes du pro-

cessus créatif depuis les toutes premières heures du programme. La saison 3, diffusée en 2022, n'était pas supposée être la dernière et s'achevait, de fait, très ouvertement. Des aléas d'agenda, de drames personnels et de financement sont venus ensuite freiner la production. Jusqu'à ce double épisode spécial, tourné non plus au cœur de Londres mais en Catalogne, du côté de Barcelone, le temps d'un dernier mariage familial. Et si l'on perçoit déjà les signes du divorce à venir, la fête, pour autant, est joyeuse. Les Defoe célèbrent l'amour, sa sincérité, sa poésie et sa mélancolie. Abi Morgan, qui a placé beaucoup de sa propre trajectoire dans le personnage de Hannah, l'assume : « J'avais envie que ce moment de

paix revête une tonalité d'espoir dans un monde qui en est malheureusement de plus en plus privé. *The Split* n'a jamais eu vocation à mettre en garde contre l'amour. Encore moins à ridiculiser la conjugalité, quelles que furent ses dérives. Si la série montre les trahisons, les fixations, la bêtise, la déception, elle rassure aussi sur le caractère légitime et universel de la quête d'idéal, quel que soit l'âge, le genre, le statut. » De ces points de vue, ce dernier chapitre est incontestablement réussi. ■

« The Split », double épisode spécial inédit, plus les trois saisons Sur Arte.tv Notre avis : ●●●●

« Miniature Wife » : chérie, je t'ai rétrécie !

Constance Jamet

Dans cette comédie acide, un scientifique teste, par erreur, son invention sur sa femme. Résultat, leur crise conjugale s'aggrave !

Comédie culte des années 1980, le film *Chérie, j'ai rétréci les gosses* voyait un savant excentrique tester, par erreur, sur sa marmaille sa dernière invention et les réduire à une taille de lilliputiens. S'ensuivaient toutes sortes de péripéties face à un monde extérieur devenant hostile par son échelle gigantesque. C'est ce même concept que reprend, à défaut d'innover mais avec entrain, la série américaine *Miniature Wife*, à découvrir sur Canal+ et sa plateforme. Cette fois, le rat de laboratoire n'est pas campé par de charmants bambins, mais par une femme au foyer plus que désespérée. Auteur d'un grand roman américain à succès unique, Lindy ne supporte plus son époux Les, déconnec-

té du quotidien et de la réalité économique. Ignorée par leur fille étudiante à l'université, Lindy est aussi rongée par une angoisse tenace de la page blanche. Lors d'une énième dispute, elle s'asperge, par mégarde, du sérum élaboré par Les. La voilà tout juste haute de 15 centimètres. Et donc une proie facile pour son chat persan, sa perruche et même les mouches qui traversent leur maison huppée du Midwest. Faire marcher un téléphone portable aussi grand qu'elle se transforme en intense séance de cardio et d'acrobaties. Pour sa sécurité, Les installe donc Lindy dans la maison de poupées du salon, qu'il a équipée de tout le confort : toilettes, télé, cellier à vin et même garde-robe ad hoc. La situation

n'est pas de nature à pacifier les relations du couple au bord du divorce et de l'infidélité. Bien avant d'être confinée, Lindy rongea son frein. Croisement entre *La Guerre des Rose* et *Chérie, j'ai rétréci les gosses*, *Miniature Wife* s'avère une comédie conjugale acide sur l'usure des sentiments, le passage du temps, l'épreuve du départ des enfants du nid familial, les compromis et les sacrifices consentis. **Des jeux d'échelle convaincants** On peut regretter que son message - le fait que certains hommes, pour se sentir grands, doivent rogner les ailes et les ambitions de leur femme - manque de subtilité. Mais la série est bien ser-

vie par des effets spéciaux et des jeux d'échelle convaincants. Le récit n'hésite pas, non plus, à s'aventurer dans le vaudeville. Même dans un monde miniaturisé, il est possible de courtiser un amant ou de le trouver bien trop encombrant. *Miniature Wife* est en revanche assez maladroite quand elle tente de flirter avec le thriller. Les obstacles que Les rencontre avec ses confrères de laboratoire et une direction désireuse de s'accaparer ses brevets sonnent comme une distraction et une digression inutiles. L'intrigue aurait gagné à être resserrée, plutôt que d'être étalée sur dix épisodes. Reste que l'énergie folle d'Elizabeth Banks (*Hunger Games*), sous les traits d'une Lindy déchainée aussi créative et

téméraire que MacGyver, emporte tout sur son passage. En face d'elle, la comédienne trouve du répondant. Personne ne campe les maris veules et mesquins avec plus d'empathie et de sincérité que l'acteur britannique Matthew MacFadyen. Dans *Succession*, le M. Darcy de l'*Orgueil et préjugés* de Joe Wright incarnait le gendre rusé et obséqueux. Dans *Miniature Wife*, il courtise un registre pas toujours plus glorieux. Celui de l'idéaliste forcené et aveugle cherchant à éviter le conflit. ■

« Miniature Wife » 10 x 45 minutes Sur la plateforme de Canal+ Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7279

HORIZONTALEMENT

1. Trembler sur sa base. - 2. Fera fondre jusqu'à la sécheresse. - 3. Graveur officiel du Roi-Soleil. - 4. Passages à vide. A des points noirs sur la face. - 5. Colères du Cid. Grade de maîtrise. - 6. Rattache à la grande ville. Sirocco ou son frère. - 7. De l'arrière à l'avant. La ferme chez Giono. - 8. Guidés par une bonne raison. - 9. Fait classe pour un tiers. Coincés ou éliminés, selon le sens. - 10. Fait des pâtés autour du square. - 11. Pièce vouée à l'échec. Là où la conscience ne va pas. - 12. Provoquer un choc brutal.

VERTICALEMENT

1. Agents de la circulation saisonniers. - 2. Retenir la vedette. Enlevé à Vincennes. - 3. Flottent sur leur anagramme. Salade de langues. - 4. Attaque surprise. A remplacé Facebook. - 5. Restes en carafe. Voiture d'écurie. Vieille cité serbe. - 6. Dévora mère-grand. Lignes de visée. - 7. Zeus y précipita Phaéon foudroyé. Vient d'avoir. - 8. Gendarme couché sur la route.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7278

HORIZONTALEMENT 1. Cagnards. - 2. Aérogare. - 3. Trévisan. - 4. Hôte. Ais. - 5. Atari. Nô. - 6. Rh. Ocrer. - 7. Ternie. - 8. Ires. Bée. - 9. Qat. Full. - 10. Upas. Sel. - 11. elroB. Me. - 12. Sédunois.

VERTICALEMENT 1. Cathartiques. - 2. Aérothérapie. - 3. Greta. Retard. - 4. Noverons. Sou. - 5. Agi. Ici. BN. - 6. Rasa. Rébus. - 7. Drainé. Elémi. - 8. Sensorielles.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

MOTS MÉLANGÉS

RCT JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ALAMBIC	ÉPISSURE	NOISE	RAPT	SPRINTEUR
ARMADA	FARIGOULE	NONE	RÉSEAU	THERMIDOR
ATHÉE	FEULEMENT	ORAL	RUMINANT	TRAVAIL
COLOSSAL	GONDOLIER	PASSE	SAULAIE	
CORNEILLE	HÉLAS	PÉNINSULE	SINON	
COROSSOL	MINOT	PLAISIR	SITE	

R	P	C	G	F	C	T	R	A	P	T	C	H	N	P
U	E	E	O	A	R	O	H	D	N	O	N	E	O	T
E	C	A	N	R	P	U	R	E	L	N	P	L	N	R
T	I	D	D	I	N	A	M	O	R	I	E	A	I	A
N	B	A	O	G	N	E	S	I	S	M	S	S	S	V
I	M	M	L	O	L	S	I	S	N	S	I	T	E	A
R	A	R	I	U	A	E	U	L	E	A	O	D	A	I
P	L	A	E	L	A	R	O	L	L	N	N	L	O	L
S	A	F	R	E	E	S	T	P	E	E	H	T	A	R

SOLUTION DU N° 5499

2	7	8	3	6	1	5	9	4
5	4	3	8	2	9	1	7	6
9	1	6	7	5	4	2	8	3
8	6	1	5	7	3	9	4	2
7	2	5	9	4	8	3	6	1
4	3	9	6	1	2	8	5	7
6	8	7	1	3	5	4	2	9
3	5	2	4	9	7	6	1	8
1	9	4	2	8	6	7	3	5

SOLUTION DU N° 5500

9	4	5	7	3	6	8	1	2
8	1	2	4	5	9	6	7	3
3	7	6	8	2	1	5	9	4
7	5	9	2	4	8	1	3	6
2	3	8	6	1	5	7	4	9
4	6	1	3	9	7	2	8	5
5	2	3	1	7	4	9	6	8
6	9	7	5	8	3	4	2	1
1	8	4	9	6	2	3	5	7

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont : PIQUET - BICHON - COPIER.

la chaîne **météo** **lachainemeteo.com**
LIVE 24/24 Sur **L'APPLI**
CANAL+ **GRATUITE**
 La Chaîne Météo

PEPINS	RENDRE PLUS CONFORTABLE	DEFLEURIE	BIEN POPULAIRE	MATIERE COLO-RANTE ROUGE	DEVOUE A SON SEIGNEUR	ASSEM-BLAGE DE SONS	ENLEVE LA ROUILLE	COMEDIAN FRANCAIS	ILE CHA-RENTAISE	QUI BRULE	INSTITU-TION DE L'ONU	STATION ALPINE
ABRIEN BETON ARME	BANDEAU	ATTITUDE	APRES BIS	ETAT DE GRASSE		ALIMENTE		QUI SORT DE L'EAU	CERISE SAUVAGE	ENNUEYEUX	FAIT DE	EQUERRE
				VIEILLES GALERES				PIQUE UN CHEVAL				
QUI DURENT					ALES		REPAS			PARTIES DE SIECLE		
UN GRAND RASEUR					EMPIRE (S)		TITRE DE CHATEAU-BRIAND			BRANCHE		
				PIECES D'IRAN							JEAN, SCULP-TEUR ALSACIEN	IL SE REPETE MECANI-QUEMENT
				HEBERGE AILLEURS			DIFFUSE DU PARFUM					
CONSEILLE FORTE-MENT			LIEU DE COMBATS			COEUR DU CIGARE			MEMOIRE DE LA TELE		REDIGE A L'ETUDE	
PLEUVIOTE			RELATIF AU DUCHÉ			PER-ROQUETS			ECUS-SONNA		AXES OPPOSES	
							DIVINITE CHEZ LES LATINS			VENT DU NORD		
			MAL ETALONNE				SOUPA			ENSEMBLE HI-FI		
SAC DANS L'OREILLE INTERNE					FIN DE SYM-PHONIE			PAS D'ORIGINE AMERI-CAINE				LE CESIUM SYMBOLISE
HAUTAINE												
			CABINE DE VOYAGE						CELA EVITE UNE REPETITION	DEVANT L'HOMME DU VATICAN	SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT	
			UN OUI								A C D I D E G U S J T A A	
SIMPLE SECHOIR								PETITS PERSON-NAGES DE LEGENDE			ALLUSION JETEURS CAUCHEMA	
ELIMER					REPOND A L'APPEL						TETANISEE ASSOUPPLISSEMENT	
											REG LESE MALT CREER GRANG	
											RECUERABLE CAPRA MIDI	
											FARTOLEREE PEDALO SCALEN	
											T PARERA SEULET SAHEL SE	
			MISES AUX BONNES DIMEN-SIONS			POETE DE LA GRECE ANTIQUE			IL VA DES EPAULES AUX REINS		FILAIT STALLE ENER	
											O C R I SE NUL DUI SAI	
											UNISEXE ROT SAUR FUME	

